

صكنا من الامل

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14393 - 6 F

MARDI 7 MAI 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Paris-Téhéran : réconciliation ambiguë

M. ROLAND DUMAS n'a pas ménagé sa peine, de vendredi à dimanche à Téhéran, pour promouvoir la réconciliation franco-iranienne. Pas la moindre réserve à l'égard d'un régime qui défend pourtant une conception tout à fait particulière des droits de l'homme n'empêche pas le propos qu'il a tenu en public. Craignant à l'évidence qu'on ne mette en parallèle la sévérité dont il avait fait preuve à Pékin et l'indulgence manifestée en Iran, il s'est même cru obligé de faire remarquer que « la place Tiananmen n'est pas à Téhéran ».

La formule est percutante, mais elle relève davantage d'une adroite plaidoirie de la défense que d'une bonne illustration de la réalité. L'Iran, comme la Syrie, a peut-être cessé aujourd'hui d'avoir recours au terrorisme d'Etat, et il faut s'en réjouir ; il n'en est pas moins hasardeux de lui décerner aussi solennellement un brevet de bonne conduite en matière de respect des droits de l'homme. Vu les pratiques ayant toujours cours dans ce pays, la démarche s'apparente en effet à un pari risqué.

M. Dumas, en fait, s'est livré pendant son séjour en Iran à un exercice classique de « Realpolitik ». Le premier de ses objectifs était d'en finir une fois pour toutes - et malgré les objections du ministère français des finances - avec le contentieux financier qui oppose Paris à Téhéran depuis la rupture de la coopération nucléaire lancée par le chah avec la France. En principe c'est chose faite, bien que les contribuables français n'en connaissent pas encore le prix, qui risque d'être élevé. L'affaire devrait être tout bénéfice pour les industriels français, qui ont hâte, pour rattraper leur retard sur leurs collègues japonais, allemands et italiens, de revenir en Iran profiter de la reconstruction d'un pays ravagé par les huit années de guerre avec l'Irak.

L'AUTRE but de M. Dumas, à plus long terme, est de créer une relation diplomatique privilégiée avec un des pays-clés de la zone, qui entend bien jouer un rôle crucial dans la recherche d'un nouvel ordre régional. D'où l'invitation faite au président Rafsanjani à se rendre prochainement en France pour y rencontrer M. Mitterrand. Paris espère, grâce à un tel rapprochement, consolider sa place à une éventuelle table de négociation et mieux résister aux tentatives hégémoniques des Etats-Unis. Des Etats-Unis avec lesquels Téhéran n'entend toujours pas rétablir des relations diplomatiques, et dont le président Rafsanjani, profitant du passage de M. Dumas, a condamné une nouvelle fois « l'expansionnisme dans la région du golfe Persique ».

L'EFFONDREMENT de l'Irak par suite de la guerre du Golfe ouvre bien des perspectives, mais n'apporte aucune certitude. Sinon qu'un équilibre régional ne pourrait pas résister longtemps à de trop fortes ambitions iraniennes. Se réconcilier avec Téhéran, au nom du pragmatisme, est une chose. Contribuer à raviver l'affrontement historique entre Perses et Arabes serait une grave erreur.

Lire page 3 l'article de JEAN GUEYRAS et nos informations

M0147 - 0507 0 - 6,00 F



Le dixième anniversaire de l'élection de M. Mitterrand

Les socialistes souhaitent une relance de la lutte contre les inégalités

Le dixième anniversaire de la première élection de M. Mitterrand à la présidence de la République, le 10 mai 1981, conduit les dirigeants socialistes à dresser un bilan contrasté de la décennie. Tous souhaitent cependant une relance de la lutte contre les inégalités. Ainsi M. Chevènement, qui se refuse à assumer la totalité d'un bilan qu'il conteste, demande-t-il que la gauche prenne « un nouveau départ ». M. Poperen remarque que les

inégalités se sont creusées et persiste à juger nécessaire une réforme des institutions, dont M. Rocard ne voit pas l'intérêt. M. Mauroy plaide en faveur d'une nouvelle réduction du temps de travail. A droite, M. Chirac estime que les « affaires » sont le révélateur d'un « échec social et d'une duperie morale » et affirme que l'opposition va gagner les élections régionales, cantonales (1992) et législatives (1993).

La banalisation de l'extraordinaire

par Jean-Yves Lhomet

Le climat est pourri. Affaires politico-financières dont les socialistes se tirent fort maladroitement, absence de majorité parlementaire qui, cohésion de la droite reconstituée à l'approche des échéances électorales de 1992 (cantonales et régionales), commence à peser sur le gouvernement Rocard, supputations interminables sur les chances de survie d'un premier ministre qui s'as-

treint à obéir aux injonctions du chef de l'Etat, contestation permanente animée par M. Jean-Pierre Chevènement, croissance médiocre, chômage persistant et inégalités accrues, banlieues explosives, retour en scène de M. Jean-Marie Le Pen, sondages en baisse pour l'exécutif. Bref, à dix ans de distance, il y a là quelques ingrédients d'un gros orage - « le système prend l'eau », annonce M. Jacques Chirac, sans attendre, dans le Figaro - moins joyeux que celui qui avait salué, le 10 mai

1981 à la Bastille, la première victoire de M. François Mitterrand. On comprend qu'à l'exception de quelques originaux ludiques, organisateurs, au « Bataclan », music-hall parisien, d'une soirée au cours de laquelle ils ont prévu, les audacieux, de reproduire l'oragisme de la Bastille, les socialistes n'aient pas envie de faire la fête outre mesure.

Lire la suite page 8 et le début de notre série « Les dix ans du 10 mai » : « Les décennies de la V » par ANDRÉ PASSERON

Le chef de l'Etat à Moscou



Lire nos informations page 32

Les noyés anonymes de Chittagong

Le Bangladesh ne parvient même pas à compter les victimes du cyclone dont les corps, méconnaissables, sont renvoyés par la mer

CHITTAGONG

de notre envoyé spécial

L'horreur, ici, atteint des sommets. Lorsqu'on arpente les rivages gazonnés que la mer vient de libérer après le cyclone, on butte sur des cadavres que la mer a figés dans une même posture, bras en croix, jambes écartées. Sur les corps gonflés, la peau prend une couleur jaune vif et les boursoufflures rendent l'ensemble dramatiquement grotesque. Les bébés, si menus lorsqu'ils sont vivants, sont transformés en d'horribles baigneurs maflus.

Comble de déchéance, ces cadavres sont rejetés à la côte en même temps que les animaux et les débris les plus divers. La mer, cruelle, a déposé pêle-mêle les vaches au ventre de ballon de baudruche, les chèvres gonflées comme des outres et les pitoyables mannequins qui caricaturent affreusement le genre humain. Vision de cauchemar, au sens propre du terme.

A l'outrage de la nature s'ajoute le mépris des hommes. Ces noyés venus de la mer ne sont revendiqués par personne. « Nous ne les connaissons pas », disent les habitants en matière

d'excuse. Les morts restent donc là où la mer les a laissés, sans sépulture. Même les charognards répugnent à faire leur office. Ni les vautours ni les chiens ne viennent rôder autour des noyés.

Cet affligeant « spectacle », que l'on peut découvrir dans les faubourgs mêmes de Chittagong, près de l'aéroport, ou plus au nord, là où les cargos attendent à l'ancre la remise en état du port, devient dantesque lorsqu'on survole les îles de Sandwip et de Koutoubia.

ROGER CANS

Lire la suite et nos informations page 11

Plaisir d'un Printemps

De Patrick Bruel aux rappers, le Festival de Bourges a trouvé ses publics

BOURGES

de notre envoyé spécial

Evident dès les premiers jours, le succès public du quinzième Printemps de Bourges ne s'est pas démenti. Dimanche matin, lors de la conférence de presse de bilan, M. Daniel Colling, directeur du festival, arborait un large sourire et pouvait annoncer une hausse de 25 % du nombre des entrées payantes par rapport à 1990 (cinquante-six mille contre quarante-trois mille). Ce succès est sans grand mystère. C'est le public régional qui fait ou défait le succès des grands spectacles du Printemps de Bourges, spectacles qui décident du sort financier du festival. Et, en 1991, les têtes d'affiche du Pavillon - la grande salle du Printemps - trois mille cinq cents places, - UB40, Eddy Mitchell, Patrick Bruel, Hubert-Félix Thiéfaine, Juliette Greco et Jimmy Somerville, devaient faire le plein. Il n'y eut pas de surprise, dans un sens comme dans l'autre, et l'ajout

d'un second concert de Patrick Bruel, tout aussi complet que le premier, ne fit que confirmer à Bourges sa place au box-office, établie tout au long de sa tournée française : loin devant les autres.

Mais derrière les locomotives, le reste du train a suivi. Le taux de remplissage des salles a grimpé à 82,5 %. Le Printemps a pu s'offrir, par exemple, un moment d'autosatisfaction avec le succès d'Elmer Food Beat, puisque les Nantais patillards avaient fait leurs débuts à Bourges dans le cadre des Découvertes en 1989, du temps où leur récent disque de platine n'était qu'une leur dans les yeux égarés des créateurs de Daniela. Chacun à son niveau, Elmer, les Négresses vertes ou les Sarellites au Palais des congrès (deux mille places), les Wampas au Grand théâtre (mille places), Pigalle à la salle Gilles-Sandier (deux cents places), Corman et Tuscado ou les Têtes raides à Germinal (deux cents places) ont tous trouvé leur public.

THOMAS SOTINEL

Lire la suite page 12



HERVÉ GUIBERT

LE PROTOCOLE
COMPASSIONNEL

roman

rnf

GALLIMARD

CHANGEMENTS ÉCONOMIQUES

Investir en Asie

L'Asie du Sud-Est continue d'attirer les investisseurs du monde entier. A son tour, le Vietnam voudrait utiliser l'atout d'une main-d'œuvre abondante pour faire venir des entreprises en mal de délocalisation.

Les Français, les Britanniques, les Australiens sont intéressés, ainsi que les Chinois de Hongkong, cette plate-forme qui permet aussi d'« encadrer » la Chine par la périphérie.

Une stratégie de la transition, symbolisée par Shanghai, se met en place, tandis qu'une autre ville-État, Singapour, met en valeur les terres les plus proches, notamment l'île indonésienne de Batam. Avec le plus souvent les Japonais, l'Asie bouge.

La chronique
de Paul Fabra :
« Un pape devenu
économiste »

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 9 DH ; Tunisie, 780 m; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Arabie-Saoudite, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 150 PTA ; Grèce, 85 p ; Irlande, 1,10 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Géopolitique

Un entretien avec le géographe Michel Foucher

Il faut aménager un forum ou inventer le « projet confédéral de la grande Europe »

« L'Europe est en train de se recomposer sous nos yeux. Pouvez-vous analyser les grandes lignes de cette évolution ? »

— La reconstitution de l'espace européen est d'abord un changement de notre carte mentale, à la suite de deux moments historiques concrets. Jusqu'en 1989, on réduisait le mot « Europe » à la seule Communauté économique européenne. Cette coïncidence indiquait que le pari de Jacques Delors était gagné. L'habitude s'est prise, dans ce cadre-là, de changer d'échelle, de considérer le marché unique comme marché national élargi. Depuis 1989, l'espace de référence a englobé à juste titre l'Europe dite de l'Est.

— Cet élargissement de notre perception serait toutefois incomplet si « la plus grande Europe » se limitait aux Douze augmentés des Sept de l'Est. Entre les deux s'affirme une Europe médiane, neutre et prospère, celle de l'AELE (1), qui va de la Scandinavie à l'ensemble Suisse-Autriche et où l'on s'interroge pour mieux entrer dans le jeu de la recomposition globale. Enfin, l'on aurait tort de négliger les initiatives prises en Turquie, depuis décembre 1990, dont les dirigeants œuvrent à la mise en place d'une commission économique régionale autour de la mer Noire.

— Qu'est-ce qui fait l'unité de tout cela ?

— J'observe, surtout, des réalités disparates dans une Europe traversée de quatre grandes lignes de clivage. La première, d'ordre économique, oppose l'Europe privilégiée — CEE et AELE — et l'Europe appauvrie. L'écart de niveau de vie entre l'Allemagne et la Pologne est plus fort qu'entre les États-Unis et le Mexique. La deuxième est politique, car l'enracinement démocratique décroît fortement de l'ouest vers l'est et le sud-est du continent. La troisième est institutionnelle, distinguant les membres de la CEE des non-membres. Or la CEE progresse, et y adhérer exige davantage ; c'est plus qu'un marché, et la décennie verra la formation d'une union politique. Ce volet sera-t-il accepté par les États neutres ?

— Au plan socio-culturel enfin, on repère une ligne de partage de Leningrad au sud de la Croatie. A l'est de celle-ci, la démocratie se cherche, les réformes économiques ne débouchent pas, la société civile a du mal à s'affirmer face aux pouvoirs politiques et militaires. C'est, à mon sens, la vraie frontière de

l'Europe, aujourd'hui comme hier, qui isole une Europe orientale de l'Europe centrale et occidentale.

— Elle coïncide très largement avec la fracture historique entre les sociétés formées au moule de la chrétienté d'Occident et celles marquées par la tradition orthodoxe, celle d'Églises moins rétives, souvent soumises aux pouvoirs politiques. C'est cette ligne du schisme de 1054 que la géopolitique vaticane voudrait dépasser ; cet objectif sous-tend la représentation séculaire d'unité de l'Europe. Elle n'est pas moins idéologique que l'aspiration unitaire arabe. Je retiens donc ce désir d'unité.

Le mythe unitaire

— L'Histoire montre que les guerres civiles européennes permirent parfois des tentatives unitaires, autoritaires, émanant de grands conquérants et de dictateurs. Il n'y eut jamais de projet unitaire à fondement démocratique. Or, pour la première fois depuis longtemps, l'Europe se recompose sans guerre. Le mythe unitaire est donc porteur à condition d'œuvrer à recoudre, à articuler ensemble tous ces agrégats si disparates. L'horizon n'a jamais été aussi dégagé. Encore faut-il animer des structures propres à dépasser ces clivages générateurs de conflits. Et comme l'écrit l'historien Jean Favier : « Ce qui fait l'homme, c'est l'horizon ; celui des flots et celui des crêtes, celui qu'on voit et celui qu'on devine, celui du terre à terre et celui du rêve. L'horizon montre à chacun l'échelle et la limite de ses besoins et de ses capacités. »

— Peut-on préciser davantage la nature et les potentialités de ces agrégats ?

— L'espace « grand-européen » est durablement polarisé parce que la CEE, avec ses 4 000 milliards d'euros de produit brut, pèse 80 % de l'économie du continent, URSS non comprise. La CEE n'est pas pour autant homogène. Elle compte quatre points d'appui majeurs : Allemagne, France, Italie et Royaume-Uni, qui représentent à leur tour 80 % du produit communautaire. Sur la carte, on observe que les relations entre eux structurent largement l'espace de la CEE. Les flux d'échanges majeurs se réalisent entre la France et l'Allemagne (55 milliards d'euros), l'Italie et l'Allemagne (44 milliards d'euros), puis à valeurs comparables

(36-37 milliards d'euros) entre l'Allemagne et le Royaume-Uni et entre la France et l'Italie. Chaque État conduit ses propres stratégies, et la CEE ne se réduit pas à la somme d'intérêts identiques : elle est un cadre de gestion des divergences et d'élaboration des compromis.

— A l'opposé, l'Europe centrale et orientale a devant elle une restructuration économique à accomplir, pour un quart de siècle. Certes, on se souvient à Prague ou à Varsovie qu'il fallut moins d'une décennie au Portugal et à l'Espagne, anciennes dictatures, pour intégrer la CEE. Mais la base économique initiale était plus solide. L'Europe centrale et orientale se présente comme un immense chantier de reconversion, et il faut appliquer, en Silésie comme en Moravie, les efforts réalisés vingt ans plus tôt en Lorraine ou dans la Ruhr. Vaste programme, que la BERD comme la coopération française conduite par la DATAR peuvent accélérer.

— Entre les deux, un autre agrégat, l'AELE, qui fait plus de la moitié de son commerce avec la CEE. L'intégration est avancée, et les négociations pour l'EEE (espace économique européen) serviront de référence ultérieure aux États de l'Est. Je suis attentif à l'activisme scandinave à l'Est, où l'on s'intéresse, par exemple, à la valorisation de l'isthme Gdansk-Trieste autant qu'à l'ouverture d'un hôtel en face de l'Opéra de Dresde ou de banques à Varsovie.

— Cela pourrait-il remettre en question la tradition de neutralité de ces pays ?

— La neutralité était un produit de la guerre froide, une réponse à une situation géostratégique où la ligne de front se situait en avant de la Scandinavie, et même de l'Autriche. Avec la retraite stratégique négociée de l'armée rouge depuis le théâtre Centre-Europe, la pression relative se porte plus à l'est, sur la Finlande, sur la Baltique, sur la mer Noire. On note, à ce propos, une certaine inquiétude en Finlande, à quoi l'état-major soviétique rétorque : où se replier, si ce n'est là ou bien à la frontière chinoise ?

Repenser la sécurité

— L'argument de neutralité n'est donc plus un obstacle à un rapprochement des « neutres » avec la CEE. On commence à comprendre aussi qu'on ne peut pas vouloir l'accès au marché unique en refusant l'union politique. En Autriche, le pas est en voie d'être franchi. En Suisse, je suis frappé par l'évolution des esprits, non pas dans les firmes, déjà engagées dans la CEE, mais chez les leaders d'opinion — partis, presse, universités — qui prennent conscience du risque d'un splendide isolement.

— Plus globalement, chacun se rend compte de l'urgence de repenser la sécurité européenne face à des menaces d'origine interne, pouvant naître, par exemple, en

Europe du Sud-Est. Certes, la CEE dispose là d'un État membre, la Grèce, au voisinage intéressant — Albanie, Yougoslavie, Bulgarie, — mais qui reste paralysé par sa rivalité avec la Turquie et ne sert pas assez de point d'appui à un rayonnement communautaire de proximité vers cette Europe pauvre en état critique. Quant à la Yougoslavie, où s'invente difficilement un nouveau pacte fédéral, la CEE devrait affirmer plus haut qu'elle la souhaite unie, même si les modalités de répartition des droits et devoirs relèvent d'une décision interne. Enfin, j'estime que l'Europe, en tant qu'union politique virtuelle, ne sera pas crédible, notamment vis-à-vis des États-Unis, si elle n'est pas capable de réduire les incertitudes et de se doter des moyens d'une intervention rapide pour contenir d'éventuelles dérives périlleuses.

— L'idée se répand que la réorganisation de l'Europe centrale se fera au profit de l'Allemagne. Qu'en pensez-vous ?

— Je ne crois pas à la prétendue dérive à l'est de l'Allemagne ; pour le moment, on assiste plutôt à une dérive à l'ouest de l'Europe centrale et orientale. Pas plus qu'à la reconstruction d'une Mitteleuropa d'influence allemande exclusive. Les Italiens s'en soucient d'ailleurs depuis longtemps. L'Est ne compte que pour 5 % du commerce extérieur de l'Allemagne, et celle-ci paraît d'abord occupée de sa propre unification. Mais l'Europe centrale et orientale est et sera un terrain de compétition vive entre Européens : les Suédois dans les infrastructures ; les Allemands pour les stratégies industrielles des grands groupes et le commerce courant ; les Français pour l'énergie et les télécommunications.

— N'oublions pas les Britanniques, très actifs avec leurs banques et les cabinets d'audit basés à Londres. Ce sont eux qui préparent les privatisations et inspirent aux dirigeants les nouveaux termes de référence et de gestion. Mais, c'est exact, les Allemands sont, depuis longtemps, en position de force, grâce à une présence permanente, orientée vers le long terme. Rien n'empêche les entreprises françaises d'envoyer le pas. Pourquoi le même risque objectif est-il apprécié différemment à Paris qu'à Bonn, Milan ou... Tokyo ? Sans doute parce que l'idée « grand-européenne » n'est pas encore perçue de manière claire en France comme un fait durable.

— La restructuration de l'espace, telle que vous la percevez aujourd'hui, conduira-t-elle à la réorganisation des vieilles alliances ? Ou se jouera-t-elle d'une manière radicalement différente ?

— Je ne suis pas à la première hypothèse, car l'espérance et la raison d'être de la CEE sont de dépasser les rivalités d'États. Certes, les proximités linguistiques, la mémoire, les familiarités, les réseaux, jouent, tout comme les institutions pragmatiques. Voyez le rôle des fondations de partis et d'entreprises, qui animent des relais efficaces. La fondation Volkswagen a beaucoup fait pour séduire les hommes de Skoda. La panoplie française est moins ouverte, moins flexible, et il faut compenser une familiarité culturelle moindre par une stratégie plus volontariste.

— Retenons donc la seconde interprétation, à condition d'y ajouter contenu et outils. La tâche est de gérer une distorsion entre deux modalités temporelles : la restructuration économique et spatiale s'inscrit dans la longue durée ; la recomposition politique et culturelle ne souffre pas de tels délais. Aussi convient-il d'aménager, sans attendre, un forum, lieu de dialogue politique entre Européens — États et sociétés civiles, — où inventer, avec pragmatisme, les formes et les bases de cette reconstruction.

— C'est le sens du projet confédéral exprimé, dès 1989, par le président François Mitterrand. Il s'agit d'une anticipation géopolitique, ou, pour reprendre votre formule, d'une nouvelle alliance, entre égaux, quelle que soit leur position présente sur le curseur de la modernité institutionnelle ou de l'efficacité économique. En d'autres termes, la carte de la plus grande Europe verra bientôt s'ajouter en légende un nouveau symbole, le projet confédéral.

Propos recueillis par JEAN-MARIE COLOMBANI et FRÉDÉRIC GAUSSEN

(1) Association européenne de libre échange.

► Michel Foucher est géographe à l'université Louis-Lumière (Lyon-II), directeur de l'Observatoire européen de géopolitique, en charge de la prospective Europe de l'Est à la DATAR.

Albanie

Juger Ismail Kadaré ?

par Besnik Mustafaj

EN temps qu'intellectuel engagé, je veux dire simplement à tous ceux qui — ayant passé leur vie à Paris — s'arrogent le droit de juger d'une façon catégorique Ismail Kadaré, un écrivain génial de mon pays, et de lui donner des conseils, qu'ils commentent à une grave erreur. Ils ne connaissent pas l'histoire de l'Albanie au cours des cinquante dernières années, ils ne connaissent pas la contribution irremplaçable d'Ismail Kadaré pour que ce peuple petit et pauvre ne soit pas totalement dénué sous la pression terrible de la violence policière et idéologique du communisme.

Pour comprendre un peu cette réalité, je voudrais rappeler un seul fait : jusqu'au 21 décembre 1990, il y avait en Albanie une ville portant le nom de Staline, sans parler de dizaines et dizaines de statues gigantesques dans tout le pays, qui n'étaient pas restées chez nous par simple inertie.

Le Parti du travail et ses leaders, Enver Hoxha et Ramiz Alia, s'identifiaient systématiquement et avec fierté à l'héritage du dictateur communiste soviétique, montrant ainsi que cette époque était loin d'être révolue en Albanie.

A tous ceux qui veulent aujourd'hui juger Kadaré, je demande de ne pas oublier combien est difficile le développement du talent en l'absence de liberté. Ismail Kadaré a été obligé de consacrer beaucoup d'énergie et de faire beaucoup de sacrifices pour garder son intégrité d'écrivain. Nous, les écrivains qui sommes venus vingt ans après dans le monde des lettres albanaises, nous nous inclinons avec le plus grand respect devant ses sacrifices.

L'Albanie n'était pas l'URSS, avec des Soljenitsyne et Sakharov, ou la Tchécoslovaquie, avec Havel.

Non, l'Albanie n'avait qu'un seul Ismail Kadaré, qui devait écrire le Général de l'Armée morte juste à l'époque de la révolution culturelle, quand on interdisait Mozart et Shakespeare comme « dangereux pour le socialisme ».

Il devait écrire *Avril brisé* dans la période des purges massives des années 70, purges qui ont com-

mené dans les milieux culturels « contaminés par l'idéologie bourgeoise ». Il devait écrire *Le Palais des rêves* et le *Concert* au début des années 80, quand le pouvoir policier se durcissait à nouveau pour protéger le pays de l'influence des réformes entreprises par Deng Xiaoping en Chine.

Exemple vivant

Pour nous, Ismail Kadaré était avant tout l'exemple vivant de la possibilité pour les Albanais de développer une pensée libre, une riche imagination, et de se forger une personnalité d'intellectuel en dépit d'un climat suffocant.

Ceux qui n'ont pas eu besoin d'un tel exemple ont du mal à comprendre le rôle joué par Ismail Kadaré pour que l'Albanie accède un jour à la démocratie. C'est pourquoi ils peuvent parler comme du sommet de l'Olympe.

Non seulement avec ce qu'il a écrit ici, mais aussi avec son départ, Kadaré a aidé comme nul autre au renversement de la dictature en Albanie. Le fait que les étudiants, le premier jour des manifestations, le 8 décembre, criaient « Kadaré est avec nous » devrait être significatif pour tout le monde.

Ceux qui jugent aujourd'hui Kadaré ne savent pas ce qu'il ne veut pas savoir que, même étant en Occident, il a conservé ses liens avec nous. Par ses écrits, il a continué à donner un soutien très utile à l'opposition. Mais il a aussi fait de nombreuses interventions auprès de différentes organisations humanitaires et dans les milieux politiques européens pour qu'on vienne en aide à notre peuple, confronté aujourd'hui à une situation dramatique.

Comme il l'a déclaré plusieurs fois, tout ce qu'il a fait, il l'a fait en tant qu'écrivain et non pas en tant qu'homme politique. Personne ne peut comprendre mieux que lui où est sa place. C'est pourquoi on doit le juger pour ce qu'il a fait et non pour ce qu'il ne peut pas faire.

► Besnik Mustafaj est écrivain et député du Parti démocratique (opposition).

COURRIER

Des livres pour l'Afrique

Chaque année, 15 % de la production de livres est mise au pilon. Ce qui représente un minimum de 55 millions de volumes.

Résumons en visite en Afrique de l'Ouest, j'ai été frappé, à la traversée de vastes zones, par la survie du sentiment populaire favorable au français. Sur soixante-dix millions d'habitants que compte l'Afrique noire francophone, trente-cinq millions au moins s'expriment en français, et on estime à quinze millions ceux capables de le lire, soit 20 % environ. Est-ce beaucoup ou peu ? Toujours est-il que les occasions d'entretenir cette connaissance héritée naturellement sont, sur le terrain, bien minces.

Les gouvernements français, depuis trente ans, ont redoublé d'efforts en investissements culturels. Les ambassades, instituts et autres Alliances françaises ont soutenu des politiques ambitieuses, envies par leurs équivalents anglo-saxons. Les initiatives — privées parfois, ou caritatives — ne se comptent plus.

Plane pourtant le spectre des millions d'ouvrages condamnés au pilon, ces 15 % de la production éditoriale française tamisée en tristes confettis... Depuis des années, « on » étudie des solutions pour renvoyer massivement ce surplus, superflu chez nous, nécessaire là-bas ; or, rien de sérieux n'a jamais abouti. On a même entendu un temps un curieux son de cloche : la stabilité du marché ne résisterait pas à la donation gratuite. Ce à quoi je réponds : l'aide

alimentaire mondiale octroyée influe-t-elle sur le cours du riz ou du blé ; les secours en médicaments apportés massivement au tiers-monde déstabilisent-ils l'industrie pharmaceutique occidentale ?

NORBERT VANNIEREAU Paris

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lascour, gérant

directeur de la publication

Bruno Freppert

directeur de la rédaction

Jacques Guiz

directeur de la gestion

Manuel Lucbert

secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amalric

Jean-Marie Colombani

Robert Solé

adjoints au directeur de la rédaction

Thomas Ferenzi

Philippe Hermon

Jacques-François Simon

Daniel Varret

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beau-Méry (1944-1989)

Jacques Fauver (1989-1990)

André Laroux (1982-1989)

André Fontaine (1985-1991)

REDACTION ET SERGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-65-25-29

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEAU-MÉRY

94002 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-60-30-10

Le Monde ABONNEMENTS VACANCES

Vous n'êtes pas abonné : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

Vous êtes déjà abonné : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le *Monde* vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonnement.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voie normale)	Nbre de n°
2 semaines	115 F	165 F	13
3 semaines	145 F	205 F	19
1 mois	210 F	310 F	26
2 mois	330 F	550 F	52
3 mois	480 F	790 F	78

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 40-60-32-90

« LE MONDE » ABONNEMENTS

1 place, Hubert-Beau-Méry 94052 Ivry-sur-Seine

Attention : le reçu en place de votre abonnement vacances ne vaut que 10 jours.

• VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE

du au

• VOTRE ADRESSE DE VACANCES :

NOM PRÉNOM

N° RUE

CODE POSTAL VILLE

PAYS

• VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE

• N° CB ☐

Expire à fin ☐ Signature obligatoire

• VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

111 MON 04

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

سكيا في الاجل

صكيات الامل

ÉTRANGER

La normalisation des relations franco-iraniennes

Le contentieux financier entre Paris et Téhéran devrait être réglé avant la venue de M. Rafsadjani en France

La visite à Téhéran du ministre français des affaires étrangères, Roland Dumas, qui s'est terminée dimanche 5 mai, a permis d'obtenir à l'arraché un accord de principe sur le règlement du contentieux financier franco-iranien et de tourner ainsi la page sur de longues années de crise entre la République islamique et la France.

La normalisation des relations franco-iraniennes sera consacrée par un sommet à Paris entre les présidents Rafsadjani et Mitterrand, probablement à l'automne. Il s'agit du premier déplacement en Occident d'un chef d'Etat de la République islamique depuis sa création en 1979 par l'imam Khomeiny.

M. Chevenement critique la réconciliation franco-iranienne. — M. Jean-Pierre Chevenement a vivement critiqué, dimanche 5 mai, au Grand jury RTL-le Monde, la réconciliation en cours entre la France et l'Iran. L'ancien ministre de la défense s'est déclaré « surpris par le retournement de la France, qui abandonne le monde arabe pour l'Iran ». Il a réaffirmé que la guerre du Golfe « pouvait être évitée » et que la guerre civile en Irak en est la « conséquence ».

Assis sous un immense portrait du Guide de la révolution, disparu en 1989, M. Dumas a ravi ses interlocuteurs en qualifiant samedi l'Iran de « grande puissance régionale et mondiale », au moment où Téhéran redouble d'efforts pour tirer les dividendes politiques et économiques de sa neutralité durant la guerre du Golfe. Le ministre français a balayé les dernières réserves liées à l'image d'Etat terroriste attachée à l'Iran en France, pour estimer que les dirigeants iraniens « accordent leurs actes à leur parole » à propos des otages occidentaux. Enfin, il a délivré un quasi-quitus moral sur le plan des droits de l'homme, en affirmant : « La place Tiananmen n'est pas à Téhéran ».

La seule ombre au tableau restait le contentieux financier. Sous réserve d'acceptation du plan de règlement établi samedi, il trouvera sa conclusion avec la signature d'un chèque d'un montant indéterminé par le ministre français chargé du budget, M. Michel Charasse.

La normalisation entre Paris et Téhéran avait commencé en 1988, année de la libération des trois derniers otages français détenus à Beyrouth, immédiatement suivie par la reprise des relations diplomatiques, rompues l'année précédente, et par la levée de l'embargo pétrolier imposé par la France. Les

années précédentes avaient été marquées par d'importantes fournitures d'armes françaises à l'Irak, en guerre contre l'Iran, tandis que se multipliaient les attentats en France en 1986, de la part de terroristes déterminés à obtenir la libération de trois des leurs dont Anis Naccache, condamné à la prison à vie pour sa participation à une tentative d'assassinat contre l'ex-premier ministre du Liban, Chéhab Bakhtiar. La brouille avait culminé avec la « guerre des ambassades », en juillet 1987, désamorcée par un non-lieu accordé au traducteur de la mission diplomatique iranienne à Paris, Wahid Gerdji, soupçonné d'implication dans plusieurs attentats à la bombe. La grâce présidentielle accordée au Libano-Palestinien Anis Naccache, en juillet 1989, a permis aux deux pays de tourner la page. Les diplomates chargés d'organiser les retrouvailles à Téhéran ont poussé dimanche un soupir de soulagement : Wahid Gerdji n'est pas apparu dans les rangs de la délégation iranienne.

Samedi après-midi, M. Dumas avait visité un camp de réfugiés chiites irakiens dans le Kouzistan, dans le sud-ouest de l'Iran. Il a été accueilli par des manifestations anti-Saddam Hussein, aux cris de : « A bas Saddam », « Nous ne voulons ni de l'Est ni de l'Ouest, mais une république islamique ». Avant

de quitter Téhéran, M. Dumas avait notamment déclaré : « La France ne fait pas de différence entre les victimes de la répression condamnées à l'exil. Son aide ira de plus en plus aussi bien aux populations chiites que kurdes ». — (AFP.)



La place Tiananmen et les droits de l'homme

La guerre du Golfe a été pour la République islamique iranienne presque un « cadeau divin ». Elle a non seulement permis de régler à son profit le contentieux qui l'opposait depuis sa création à l'Irak, qui a été contraint à lui faire des concessions sur tous les points encore litigieux, mais elle a éga-

permet d'exclure le fait que des prisonniers politiques sont exécutés sous ce prétexte.

Les autorités iraniennes évitent d'ailleurs de plus en plus d'annoncer les exécutions, qui ne sont souvent connues que par hasard lors d'une « révélation » faite par un responsable. C'est ainsi que le président du Conseil supérieur de la justice, M. Mohamed Yazdi, a annoncé dans Eteleat du 21 avril que deux cents religieux de Qom « qui défendaient des points de vues déviationnistes » avaient été condamnés à la peine capitale ou à de lourdes peines de prison pour avoir distribué des tracts dans lesquels « ils prétendaient libérer les hommes du joug de la loi de Dieu ». L'hodjatolislam Yazdi, qui est le responsable du pouvoir judiciaire, n'a pas indiqué si les sentences de mort, dont il n'a pas précisé le nombre, avaient été mises en application.

Dans sa conférence de presse commune avec le chef de la diplomatie iranienne, M. Ali Akbar Velayati, M. Roland Dumas a fait l'éloge de l'Iran, qui, en ce qui concerne les otages au Liban, « a mis en accord ses positions de principe avec son action ».

Les deux ministres ont cependant passé entièrement sous silence le sort des vingt « otages » iraniens qui sont détenus sans jugement depuis juin 1990 dans les geôles de Téhéran, apparemment dans le but d'empêcher M. Bazargan, l'ancien premier ministre de Khomeiny, et ses amis libéraux de poursuivre leur campagne pour la démocratisation du régime islamique.

Ces otages d'un genre nouveau avaient en mai 1990 signé, avec une soixantaine d'autres personnalités de l'opposition islamique libérale, une lettre au président Rafsadjani dans laquelle ils dénonçaient le « despotisme » et la « dynastie cléricale » qui ont mené le pays « au bord du précipice » et réclamaient « la mise en vigueur des droits et libertés garantis par la Constitution iranienne ».

Parmi les personnes détenues figurent M. Ali Ardalan, ministre des finances dans le premier gouvernement de la République islamique, qui est âgé de quatre-vingts ans et souffre d'une grave affection cardiaque, ainsi que le frère aîné de M. Bazargan, qui n'a jamais joué un rôle politique éminent et dont la présence parmi les détenus ne saurait s'expliquer que par la volonté des dirigeants iraniens d'exercer une pression morale sur son père.

5 000 exécutions ces dernières années

Dans un rapport publié en décembre 1990, Amnesty International demandait au gouvernement iranien « de mettre un terme à plus de dix années de très graves violations des droits les plus fondamentaux de l'homme » en signalant que « plus de 5 000 personnes avaient notamment été exécutées au cours des trois dernières années ».

Dans ce rapport, d'anciens prisonniers expliquaient comment une « commission de la mort », formée de fonctionnaires, sélectionnait quotidiennement des groupes de prisonniers pour les envoyer à la mort lorsque leurs réponses à un simulacre d'interrogatoire étaient jugées inacceptables.

Amnesty International faisait observer que la peine de mort est d'autant plus injuste que les détenus n'ont pas la possibilité de se défendre, que les prisonniers sont fréquemment exécutés quelques jours après leur arrestation, qu'ils sont privés de toute assistance légale, ne peuvent faire citer des témoins à décharge ni interjeter appel.

Depuis la publication de ce rapport, rien n'a changé. Il y a encore quatre jours les autorités annonçaient la pendaison d'une cinquantaine de personnes accusées de trafic de drogue.

Ces nouvelles pendaisons portent à 1 754 le nombre de personnes exécutées pour trafic de drogue depuis l'entrée en vigueur de la loi particulièrement répressive du 21 janvier 1989, qui prévoit la peine capitale pour « toute personne détenant plus de 33 grammes d'héroïne ou 5 kilogrammes d'opium ». En l'absence de procès réguliers et publics, rien ne

permet d'exclure le fait que des prisonniers politiques sont exécutés sous ce prétexte.

Les autorités iraniennes évitent d'ailleurs de plus en plus d'annoncer les exécutions, qui ne sont souvent connues que par hasard lors d'une « révélation » faite par un responsable. C'est ainsi que le président du Conseil supérieur de la justice, M. Mohamed Yazdi, a annoncé dans Eteleat du 21 avril que deux cents religieux de Qom « qui défendaient des points de vues déviationnistes » avaient été condamnés à la peine capitale ou à de lourdes peines de prison pour avoir distribué des tracts dans lesquels « ils prétendaient libérer les hommes du joug de la loi de Dieu ».

L'hodjatolislam Yazdi, qui est le responsable du pouvoir judiciaire, n'a pas indiqué si les sentences de mort, dont il n'a pas précisé le nombre, avaient été mises en application.

Dans sa conférence de presse commune avec le chef de la diplomatie iranienne, M. Ali Akbar Velayati, M. Roland Dumas a fait l'éloge de l'Iran, qui, en ce qui concerne les otages au Liban, « a mis en accord ses positions de principe avec son action ».

L'image extérieure et la politique intérieure

Certains affirment que la détention de ces « otages », qui ont été soumis à différentes pressions, vexations et tortures afin de mettre en cause au cours de confessions télévisées les Etats-Unis, aurait inspiré leur action, aurait pour objectif d'embarrasser le président Rafsadjani en démontrant que le ministre des renseignements, qui organise ces mises en scène, échappe à son contrôle. D'autres, plus nombreux, pensent que M. Rafsadjani, qui, depuis le début de la révolution, a été à l'origine de toutes les campagnes de répression organisées en Iran, est parfaitement d'accord avec son ministre des renseignements, M. Fallahian, qu'il a d'ailleurs lui-même choisi.

Le président iranien, qui a réussi à donner de lui-même à l'étranger une image d'homme d'Etat pragmatique et modéré, demeure en politique intérieure aussi rétrograde que la plupart des membres du sérail islamique au pouvoir depuis plus de dix ans en Iran.

JEAN GUEYRAS

La fin du voyage de M. Kaifu en Asie du Sud-Est

Le Japon souhaite jouer un rôle politique à la mesure de sa puissance économique

M. Toshiki Kaifu, premier ministre japonais, devait regagner Tokyo, lundi 6 mai, à l'issue d'une tournée en Malaisie, à Brunei, en Thaïlande, à Singapour et aux Philippines, membres de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est. Il s'était déjà rendu l'an dernier en Indonésie, sibième Etat de l'ASEAN.

BANGKOK
de notre correspondant

Un acte de « sincère contrition » pour les méfaits de l'occupation japonaise pendant la deuxième guerre mondiale, la garantie renouvelée que le Japon ne redeviendra pas une puissance militaire et l'affirmation d'une volonté politique régionale : tel est le message dont M. Kaifu, s'exprimant dans un style dont l'assurance a tranché avec le passé, a été porteur pendant la semaine qu'il vient de passer en Asie du Sud-Est. Ses interlocuteurs l'ont accueilli favorablement, même si certains n'ont pas obtenu de lui tout l'appui souhaité.

Le Japon tourne une page dans son pré carré asiatique. Jusqu'ici, les visites de ses premiers ministres, parfois chahutées, privilégiaient les relations bilatérales, notamment économiques. Il en a encore été question, bien sûr. Mais en tenant compte d'un acquis : le Japon est le premier investisseur et le premier donateur dans la région.

Le voyage de M. Kaifu avait donc une autre ambition : affirmer, en évitant toute arrogance mais avec fermeté, le rôle politique éminent que le Japon entend désormais jouer en Asie tout en continuant de renoncer à redevenir une puissance militaire.

Pour toute de fond, donc, le parapluie américain et les accords de sécurité qui en découlent. Si le Japon envoie des dragueurs de mines dans le Golfe, ses dépenses militaires ont pour objet essentiel sa propre défense. « Les accords de sécurité avec les Etats-Unis fournissent un cadre important pour la paix et la stabilité dans la région », a dit M. Kaifu.

Propositions sur le Cambodge

Si les Philippines espéraient un quelconque appui dans la dure négociation sur le renouvellement du bail des bases américaines — qui expire en septembre — ils en ont été pour leurs frais. Le sixième round s'est achevé sur un désaccord la semaine dernière, M. Bush s'étant refusé à signer un « chèque en blanc ». M. Kaifu a clairement signifié à M. Aquino « l'importance essentielle de la présence américaine dans le cadre de la sécurité régionale ».

Dans ce cadre, le Japon aspire à un rôle politique actif et semble avoir choisi, pour faire ses premières dents, l'imbroglio cambodgien. Tokyo a avancé une série de « propositions » qui sont autant

d'aménagements pratiques au plan de paix des Nations unies. M. Kaifu a repoussé, le 2 mai à Bangkok, le rôle politique éminent que le Japon entend désormais jouer en Asie tout en continuant de renoncer à redevenir une puissance militaire.

Le Japon veut renforcer les dispositions prévues pour le contrôle d'un cessez-le-feu et la prévention d'un retour des Khmers rouges au pouvoir. Surtout, il entend être le maître d'œuvre d'une reconstruction du Cambodge : à cette fin, il envisage de réunir prochainement une conférence internationale dans sa capitale.

L'engagement de M. Kaifu à ouvrir pour une stabilité régionale dans « la liberté et la démocratie » n'est sans doute pas nouveau. Qu'il ait présenté, sans détour, son pays comme l'un des leviers essentiels de cette politique l'est davantage. Les Japonais se félicitent que les gouvernements des pays visités souhaitent, dans l'ensemble, que Tokyo joue un rôle politique plus déterminant dans la région, ce qui n'est pas faux. Autant un réveil militaire japonais provoquerait ici des appréhensions justifiées, autant de nombreux dirigeants préfèrent ne plus se voir la face devant une réalité : le Japon, leur principal partenaire économique, locomotive du développement régional, est de nouveau une puissance globale. Mieux vaut donc s'en accommoder, avec vigilance et imagination.

JEAN-CLAUDE POMONTI

En visite au Koweït

M. Dumas a évoqué la possibilité de maintenir des forces françaises dans le Golfe

Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a déclaré dimanche 5 mai, à l'issue d'une brève visite au Koweït, que la possibilité de maintenir des forces françaises dans le Golfe est « un problème qui mérite réflexion ».

« Il faut réfléchir d'abord aux principes qui régissent tous les problèmes du retour de la paix et de la stabilité dans la région. (...) La France fera ce qu'on lui demandera de faire et aussi ce qui correspond à ses principes », a précisé M. Dumas. La France dispose actuellement de 800 soldats dans l'émirat, qui participent aux opérations de déminage des côtes koweïtiennes.

Le ministre français s'est entretenu lors de son bref séjour dans l'émirat avec l'émir du Koweït, cheikh Jaber El-Ahmed El-Sabah, et le chef de la diplomatie, cheikh Salem El-Sabah El-Salem. M. Dumas a parlé avec les responsables koweïtiens du respect des droits de l'homme. « J'ai évoqué les problèmes touchant à l'organisation des pouvoirs publics, les élections (législatives), la démocratie et les droits de l'homme », a-t-il dit.

Avant son départ pour la France, M. Dumas a survolé en hélicoptère la région d'El-Ahmed, dans le sud du Koweït, où près de 500 puits de pétrole, incendiés par les troupes irakiennes, sont toujours en flammes. « C'est un spectacle désolant », a-t-il dit, ajoutant : « On se demande à quoi ont pu obéir des hommes pour accomplir de tels actes. » — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

AFRIQUE DU SUD

Le chef de l'Inkatha menace de ne pas participer au sommet sur la violence

M. Mangosuthu Buthelezi, chef du parti Inkatha, à dominante zouloue, a menacé, dimanche 5 mai, de ne pas participer au sommet sur la violence convoqué par le président Frederick De Klerk pour les 24 et 25 mai.

« A quoi bon participer à cette conférence, si le gouvernement suit la propagande de l'ANC, qui accuse l'Inkatha d'être à l'origine des affrontements ? », s'est exclamé M. Buthelezi, qui présidait un rassemblement dans le ghetto

de Bekkersdal, à 40 kilomètres de Johannesburg.

Le dirigeant de l'Inkatha s'est aussi élevé contre la décision du gouvernement de confisquer les lances et les machettes, armes traditionnelles des Zoulous, et a annoncé qu'il conduirait une marche de protestation contre cette décision, le 26 mai, à Johannesburg.

Un autre dirigeant de l'Inkatha, M. Musa Myeni, a lancé un ultimatum à l'ANC, sommé de mettre fin à la violence dans le ghetto de Soweto d'ici sept jours. « Nous avons cent mille hommes armés et entraînés que nous pouvons déployer à Soweto », a-t-il souligné.

Les affrontements entre partisans de l'ANC et de l'Inkatha ont fait plus de sept cents morts depuis le début de l'année. — (AFP.)

CORÉE DU SUD

Un syndicaliste s'est donné la mort pour protester contre la répression policière

Un syndicaliste s'est donné la mort, lundi 5 mai, pour protester contre le meurtre d'un étudiant, le 26 avril dernier, par la police. Il s'est jeté, en criant des slogans antigouvernementaux, de la fenêtre d'un hôpital où il avait été transféré après une bégaine dans la prison où il purgait une peine pour violation du droit syndical. Trois étudiants se sont déjà immolés par le feu pour le même motif ; deux d'entre eux ont succombé à leurs blessures.

Samedi, de violents affrontements avaient à nouveau eu lieu à Séoul et

dans plusieurs grandes villes coréennes. Des dizaines de milliers d'étudiants et d'activistes se sont violemment heurtés avec les forces de l'ordre. Les heurts les plus durs se sont déroulés pendant plus de dix heures aux abords de la gare centrale de la capitale, où les étudiants ont lancé des cocktails molotov. Ils scandaient des slogans hostiles au président Roh Tae-woo et à la présence militaire américaine en Corée du Sud. — (Reuters, AFP, UPI.)

□ **PAKISTAN : acquiescement du mari de M^{me} Benazir Bhutto.** — Une cour spéciale a acquitté dimanche 5 mai M. Asif Ali Zardari, qui était accusé d'escroquerie. Le mari de l'ancien premier ministre Benazir Bhutto était en prison depuis le 10 octobre. M. Zardari doit encore comparaître devant la justice pour enlèvement, extorsion et meurtre ; ces crimes sont passibles de la peine de mort. — (AP.)

PROCHE-ORIENT

IRAK

Les forces américaines étendent encore la zone de sécurité pour les réfugiés kurdes

Les troupes américaines se sont approchées, dimanche 5 mai, à moins de deux kilomètres de la ville kurde de Dohouk, dans le nord de l'Irak, contraignant quelque 200 soldats irakiens à quitter les lieux. Des unités du 3^e bataillon de la 325^e division aéroportée ont emprunté l'autoroute menant de Zakho à Dohouk, équipées de missiles anti-chars TOW, tandis que des hélicoptères Apache et des avions anti-chars A-10 survolaient la route. Dohouk est située à une cinquantaine de kilomètres de la frontière turque. Des habitants ont estimé qu'il ne restait dans la ville que 5 % de sa population.

Certains Irakiens ont quitté leurs positions à pied, d'autres sont montés à bord de camions. Les soldats américains se sont arrêtés à un hôtel situé aux abords de la ville, où était stationnée une unité de soldats irakiens, et ont commencé à installer un camp. Le colonel Jim Jonson, l'officier du corps des marines le plus gradé présent dans le nord de l'Irak, a indiqué qu'il avait à sa disposition suffisamment de troupes de combat pour poursuivre l'extension de la « zone de sécurité » jusqu'à la

ville de Dohouk, mais pas plus au sud.

Le président George Bush a, cependant, déclaré samedi que les États-Unis, tout en voulant protéger les réfugiés, n'entendaient pas créer une zone autonome permanente pour les Kurdes dans le nord de l'Irak et « démentir » ce pays.

Par ailleurs, les négociations entre le régime de M. Saddam Hussein et l'opposition kurde devaient reprendre lundi à Bagdad. Une première série de discussions a abouti à un accord de principe sur le statut futur du Kurdistan d'Irak. Les modalités d'application de cet accord doivent encore faire l'objet de négociations, et celles-ci devaient être menées, côté kurde, sous la direction de M. Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Les premières tractations ont été conduites par le responsable de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), M. Jalal Talabani. Ces deux formations, membres du Front du Kurdistan, représentent la plus grosse part de l'opposition armée kurde. (AFP, AP, Reuters.)

Sombres perspectives en Israël

Le chômage et l'inflation sont en hausse, l'immigration des juifs soviétiques est en baisse

JERUSALEM

de notre correspondant

Le ministre israélien des finances, M. Itzhak Mordechai, a récemment confié à la radio que son sommeil était agité de visions cauchemardesques : courbe de chômage en hausse constante, inflation non maîtrisée, difficultés croissantes dans l'intégration des nouveaux immigrants, etc.

Ces sombres perspectives ont fait ces derniers jours la « une » de la presse, qui a publié un impitoyable rapport du gouverneur de la banque centrale, M. Michael Bruno. Ce rapport est intitulé : *Plan pour intégrer un million d'immigrants*, ce qui est paradoxal puisqu'il met l'accent sur l'échec des politiques jusqu'à présent, en matière de logement et d'emploi pour accueillir la vague de nouveaux arrivants en provenance d'URSS (au moins deux cent mille personnes au cours des douze dernières années). Si des programmes d'urgence ne sont pas mis en œuvre, dit le gouverneur, le chômage atteindra vite de 14 % à 16 % de la population active et il manquera quelque 90 000 logements en 1992.

11 000 nouveaux arrivants au lieu de 30 000

Dès septembre, le contrôleur de l'État (dont le rôle est assez comparable à celui, en France, du président de la Cour des comptes), M. Miriam Ben Porat, personnalité aussi sévère qu'indépendante, avait tiré la sonnette d'alarme et dénoncé la faillite du gouvernement dans le domaine de l'intégration des juifs soviétiques. Ceux-ci commencent à se présenter en masse sur le marché de l'emploi, et M. Mordechai reconnaît la semaine dernière que le taux de chômage serait cette année de 10,7 %, un chiffre que le pays n'avait pas connu depuis la grande récession des années 60 et qui, selon certains analystes, pourrait atteindre 22 % en 1994.

Pour éviter les files d'attente devant les bureaux de l'emploi, le ministre des finances a suggéré au secteur industriel d'intégrer 30 000 nouveaux immigrants : l'État leur verserait une somme inférieure au salaire minimum, à charge pour les entreprises de leur fournir quelques heures de formation ou de leur confier quelques travaux, tels

que gardiennage ou nettoyage. Ces difficultés ont déjà une conséquence : l'immigration des juifs soviétiques s'est singulièrement ralentie. Le ministre de l'Intégration, le rabbin Itzhak Peretz, attendait 30 000 personnes en avril ; il n'en est arrivé que 11 000. Un grand nombre de juifs soviétiques retarderaient leur départ ou chercheraient une autre destination qu'Israël. Le rapport du gouverneur de la banque centrale est encore plus pessimiste : il prévoit que des dizaines de milliers de nouveaux immigrants quitteront Israël si la situation ne s'améliore pas dans les prochaines années.

Signe des temps, la télévision vient de consacrer un reportage à quelques dizaines de juifs soviétiques tout juste arrivés en Israël et qui s'emploient déjà à chercher un visa pour des horizons plus faciles... Il ne s'agit encore que d'une tendance très marginale mais, pour intégrer les nouveaux immigrants dans l'économie, M. Michael Bruno propose un plan à plusieurs volets : une relance par l'État d'un certain nombre de grands travaux d'infrastructure, le renforcement de la compétitivité du secteur privé par une pression, à la baisse, sur les salaires et, enfin, la mobilisation de fonds importants — prêts et investissements directs. Mais tout cela ne se fera, dit M. Bruno, que si le gouvernement est engagé dans un processus de paix.

Ce problème est tout à fait d'actualité car, en croisant le *Jerusalem Post*, le Congrès américain, chargé d'approuver l'attribution de la garantie des États-Unis à un certain nombre de prêts, semblerait en plus mal disposé à l'égard du gouvernement de M. Itzhak Mordechai à cause de la politique continue d'implantations dans les territoires occupés.

Or le mouvement de la droite religieuse, *Gush Emounim* (Bloc de la foi), vient d'inaugurer une nouvelle implantation, Talmon Keva, près de Ramallah, en Cisjordanie — juste au moment où M. James Baker entamait une nouvelle visite à Jérusalem. Et le ministre du logement et de la construction, M. Ariel Sharon, annonce qu'il n'a aucunement l'intention d'accorder aux demandes du secrétaire d'État de « geler » les implantations dans les territoires.

ALAIN FRACHON

MAGHREB - FRANCE

Quel avenir ?
des points de vue
de B. Edouard,
M. Vauzelle, Ph. Séguin,
H. Essid & A. Baba Minko

IRAK

Les 20 ans du Saddam Hussein

O. L. P.

Leadership en crise

Dans ARABIES du mois de mai
en kiosque et en librairie

111 111 111 111

Le revenu minimum garanti

REPÈRES

La faim dans le monde

REPÈRES

128 p., 42 F., 100 titres

LA DÉCOUVERTE

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : après le malaise du président

Le pays à l'écoute des battements de cœur de M. Bush

Un malaise, samedi 4 mai, au cours d'un jogging a montré que George Bush, invincible dans les sondages, est peut-être, à près de soixante-sept ans, plus fragile en réalité. L'incident semble anodin, mais les spéculations sur une éventuelle succession ont repris bon train. Elles ne sont pas tendres avec le successeur désigné, le très controversé vice-président Dan Quayle.

WASHINGTON

de notre correspondant

Une seconde nuit à l'hôpital, un cœur qui continue à battre irrégulièrement : M. Bush, tard dimanche soir 5 mai, n'allait pas mal, mais il n'allait pas non plus tout à fait bien, et un traitement par choc électrique, nécessitant une brève anesthésie, et donc un transfert temporaire du pouvoir, était envisagé.

Ce n'est, apparemment, qu'un petit ennuie de santé, une « fibrillation auriculaire » apparue après un jogging poursuivi un peu plus longtemps qu'à l'ordinaire. Mais, sans être un réel motif d'inquiétude, l'épisode suffit à conférer une apparence de fragilité nouvelle à une présidence qui semblait solide comme le roc. Et, inévitablement, l'attention se porte sur un homme dont la fonction essentielle, sinon unique, est de remplacer le président en cas de coup dur, et qui, de l'avis de la grande majorité des Américains, ne serait pas de taille à affronter cette tâche : Dan Quayle, le vice-président que M. Bush avait eu la curieuse idée de choisir pour figurer sur son « ticket » présidentiel.

M. Bush aime l'exercice physique, il joue beaucoup au tennis, au golf également, et il court régulièrement : samedi après-midi 4 mai, dans sa résidence de week-end de Camp David, il avait couru — avec des intervalles de marche — pendant

trente-cinq minutes, sensiblement plus longtemps que d'habitude, lorsqu'il s'est senti le souffle court et s'est épuisé, et a suggéré lui-même un examen. Peu après, cet homme de près de soixante-sept ans qui respire la santé et que son dernier bulletin médical, en mars de cette année, décrivait comme « exceptionnellement vigoureux » était transféré par hélicoptère à l'hôpital naval de Bethesda, dans la banlieue de Washington, où la fibrillation était diagnostiquée : pour la première fois depuis trente ans, M. Bush allait passer la nuit à l'hôpital, mais l'incident semblait tout à fait mineur. Le porte-parole de la Maison Blanche faisait savoir que le malade pourrait être traité avec le seul recours de médicaments, et laissait entendre que le président reprendrait dès lundi ses activités normales. Dimanche matin, c'était au tour de M^{me} Barbara Bush de rassurer le public : « Il se porte à merveille, il ne ressent aucune douleur et a dormi comme un enfant ».

Pourtant, les choses commencent à paraître un peu moins anodines à mesure que la journée passe et que M. Bush ne sortira toujours pas de l'hôpital. On le voit dans l'après-midi de dimanche, ouvrir une fenêtre pour parler à un groupe de journalistes qui attendaient à l'extérieur « J'espère être sorti ce matin... Ne vous inquiétez pas, on s'occupe de moi... » Et puis quelques plaisanteries, selon la tradition : le président demande à la presse, étonnée de lui par la hauteur de quatre étages, si elle entend ses battements de cœur...

Mais il apparaît peu après que M. Bush passera cette nuit-là aussi à la clinique. Il faudra attendre 21 heures (heure locale) pour que le porte-parole de la Maison Blanche, M. Fitzwater, vienne annoncer à la télévision que les deux médicaments administrés au président n'ont pas permis de rétablir le rythme normal

des oreillettes, et que la décision de procéder à une « défibrillation » par choc électrique serait prise tôt le lendemain matin. C'est une opération « bien connue et relativement routinière », qui « présente un risque minimal, particulièrement pour le président, qui n'a pas de maladie cardiaque avérée », insiste M. Fitzwater.

Plus de quolibets que de confiance

Il n'empêche que cela supposerait une anesthésie, certes légère, peut-être de quelques minutes seulement, mais qui devrait être précédée d'une petite formalité qui résonne désagréablement : une transmission des pouvoirs, conformément à la Constitution américaine, le président étant, temporairement, pas en mesure d'exercer ses fonctions.

En 1985, M. Bush lui-même, alors vice-président, avait « bénéficié » d'une telle délégation de pouvoirs (voir encadré). Mais cette fois le récipiendaire désigné ne peut être que Dan Quayle, un homme qui inspire, à tort ou à raison, plus de quolibets que de confiance, et dont le choix avait passé, en 1988, pour une bêtise, ou au moins un étrange caprice de M. Bush : l'interprétation la plus convaincante, à l'époque, était qu'un George Bush qui n'avait pas encore trouvé ses marques souhaitait avoir à ses côtés un vice-président qui lui devrait tout et ne lui ferait pas d'ombre.

Traité cruellement par la presse, Dan Quayle a le mérite d'avoir survécu et d'avoir prouvé que sa seule présence sur le « ticket » n'avait pas empêché la victoire. Mais, depuis, ses efforts pour acquiescer plus de poids, tout en cultivant assidûment les franges les plus conservatrices de l'électorat républicain, n'ont pas apporté de bien grands résultats. 55 % des Américains estiment toujours que M. Quayle n'a pas les qualités requises pour exercer des fonctions présidentielles, 19 % seulement pensent qu'il en est capable.

Bien avant l'incident de santé de M. Bush, les hypothèses avaient couru bon train quant à un remplacement de Dan Quayle pour l'élection de 1992. Certains républicains imaginaient une équipe de choc, positivement imbattable, constituée de George Bush et du général Schwarzkopf, le « vainqueur » de l'Irak. D'autres rêvaient de voir la place offerte au général Colin Powell, chef d'état-major, manière de faire accéder pour la première fois de l'histoire un Noir, sinon à la présidence, du moins à la vice-présidence.

Mais, en réalité, il semblait hautement vraisemblable que M. Bush préférerait garder M. Quayle, sous peine de paraître reconnaître son erreur. La prise de conscience que sa santé n'est pas, après tout, aussi « garantie » qu'on le croyait, pourrait-elle le faire changer d'avis ? Y compris sur une éventuelle réélection ? Les démocrates en seraient assurément ravis. Mais sans aller si vite en besogne, l'incident du jogging ne peut que donner un coup de fouet aux rivaux potentiels de M. Bush, leur rappeler qu'une surprise est toujours possible, et que mieux vaut être prêt.

JAN KRAUZE

ARGENTINE : scandales et corruption

Le président Carlos Menem contre-attaque

En pleine année électorale et après une interminable série de scandales qui ont érodé la crédibilité du gouvernement et débouché sur une crise politique, le président argentin, M. Carlos Menem, fait son mea culpa. Pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir, en juillet 1989, le président argentin a fait son autocritique le 1^{er} mai devant le Congrès où il a lancé une nouvelle déclaration de guerre contre la corruption et le trafic de drogue.

BUENOS AIRES

Correspondance

« Le gouvernement n'a pas apporté de preuves suffisantes d'autorité, de responsabilité et de solidarité », a déclaré M. Menem, qui a attribué ses erreurs « à des luttes internes exacerbées ». Après avoir promis d'effectuer « tous les changements nécessaires pour se rapprocher des besoins du peuple », le président a demandé à l'opposition de ne pas entrer dans l'engre-

nage « des accusations et des agressions » pendant la campagne électorale. Ces déclarations indiquent une volonté de changement de style.

Pour M. Menem, il s'agit d'effacer l'image d'un chef d'État expulsant son épouse de la résidence présidentielle, passionné pour les jolies femmes et les voitures de sport et qui gouverne un pays comme le chef d'un clan provincial, entouré d'amis et de parents à des postes-clés du gouvernement. Il opte maintenant pour l'austérité.

Le chef de l'État a qualifié de « trahison à la patrie » le délit de corruption, et s'est engagé « au-delà de toutes amitiés » à châtier les coupables qu'ils soient.

En quelques mois, l'image du président argentin s'est ternie : la grâce impopulaire accordée à la fin de l'année aux anciens militaires de la dictature, les deux remaniements ministériels et surtout les scandales dans lesquels se trouve impliqué son entourage direct ont fait tomber en chute libre sa cote de popularité. Le président que l'on disait abattu, déprimé, et qui a fait des retraites spirituelles dans des couvents, veut aussi faire

oublier le ton arrogant avec lequel il répond à la presse à chaque fois qu'une nouvelle « affaire » éclate à Buenos Aires.

La lutte contre la corruption et le trafic de drogue apparaît comme la principale mission politique du président, alors que le sort du pays et du gouvernement semble dépendre exclusivement du succès ou de l'échec du dernier plan économique lancé le 1^{er} avril par M. Domingo Cavallo.

« La situation du président Menem est celle d'un monarque constitutionnel : il régit, mais il ne gouverne pas », estime un député de l'opposition. Les élections du 27 octobre 1991 pour le renouvellement des gouverneurs dans les provinces, fixées initialement au 8 septembre, seront la première épreuve de force du président argentin depuis sa prise de fonctions en juillet 1989.

Une succession dûment codifiée

Prévue dans l'article II de la Constitution américaine, la succession présidentielle, envisagée en cas de « mort, destitution, démission » ou dans le cas où « le président serait dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions », était définie en termes trop vagues. Et du fait de cette ambiguïté plusieurs présidents sont restés au pouvoir alors qu'ils n'étaient plus physiquement capables de l'exercer, tandis qu'une dizaine de fois, le vice-président ayant remplacé le président, sa place resta vacante de très longs mois.

Les précisions du 25^e amendement

Réétudiées notamment après l'assassinat de John Kennedy en novembre 1963 et son remplacement par Lyndon Johnson (qui resta lui aussi sans vice-président jusqu'aux élections de 1964), les conditions de la succession présidentielle ont été précisées par le 25^e amendement, adopté définitivement en 1967. Cet amendement prévoit ainsi un ordre de succession rigoureux : d'abord le vice-président, puis le président de la Chambre, ensuite le président pro tempore du Sénat, puis le secrétaire d'État. C'est pour avoir délibérément ignoré cet ordre, en prétendant assumer le pouvoir lors de la confusion qui suivit l'assassinat qui faillit coûter la vie à Ronald Reagan en 1981, que le secrétaire d'État d'alors, l'ambassadeur Alexander Haig, ruina sa carrière.

Le 25^e amendement permet également au vice-président de remplacer provisoirement le président, lors d'une impossibilité passagère. Ainsi en 1985, le vice-président Bush remplaça Ronald Reagan pendant huit heures alors que ce dernier était en salle d'opération pour y subir l'ablation d'un polype intestinal. Dans ce cas le Congrès peut aussi s'il l'estime justifié s'opposer à une reprise de ses fonctions par le président.

Enfin la succession du vice-président est également envisagée. Si ce dernier vient à disparaître (ou devient président) le président en exercice doit nommer quelqu'un à ce poste, avec l'assentiment du Sénat. Le cas se produisit en 1973, lorsque Gerald Ford fut nommé pour remplacer Spiro Agnew, contraint de démissionner. Lorsqu'un an plus tard Richard Nixon lui-même fut obligé de quitter le pouvoir, Gerald Ford devenu président nomma Nelson Rockefeller vice-président : pour la première fois, les États-Unis eurent à leur tête deux responsables dont aucun des deux n'avait été élu.

JAN KRAUZE

ques libérales du gouvernement ont entraîné de nombreuses divisions et certains n'hésitent pas à dénoncer « la trahison » par M. Menem des idéaux de justice sociale de la doctrine peroniste.

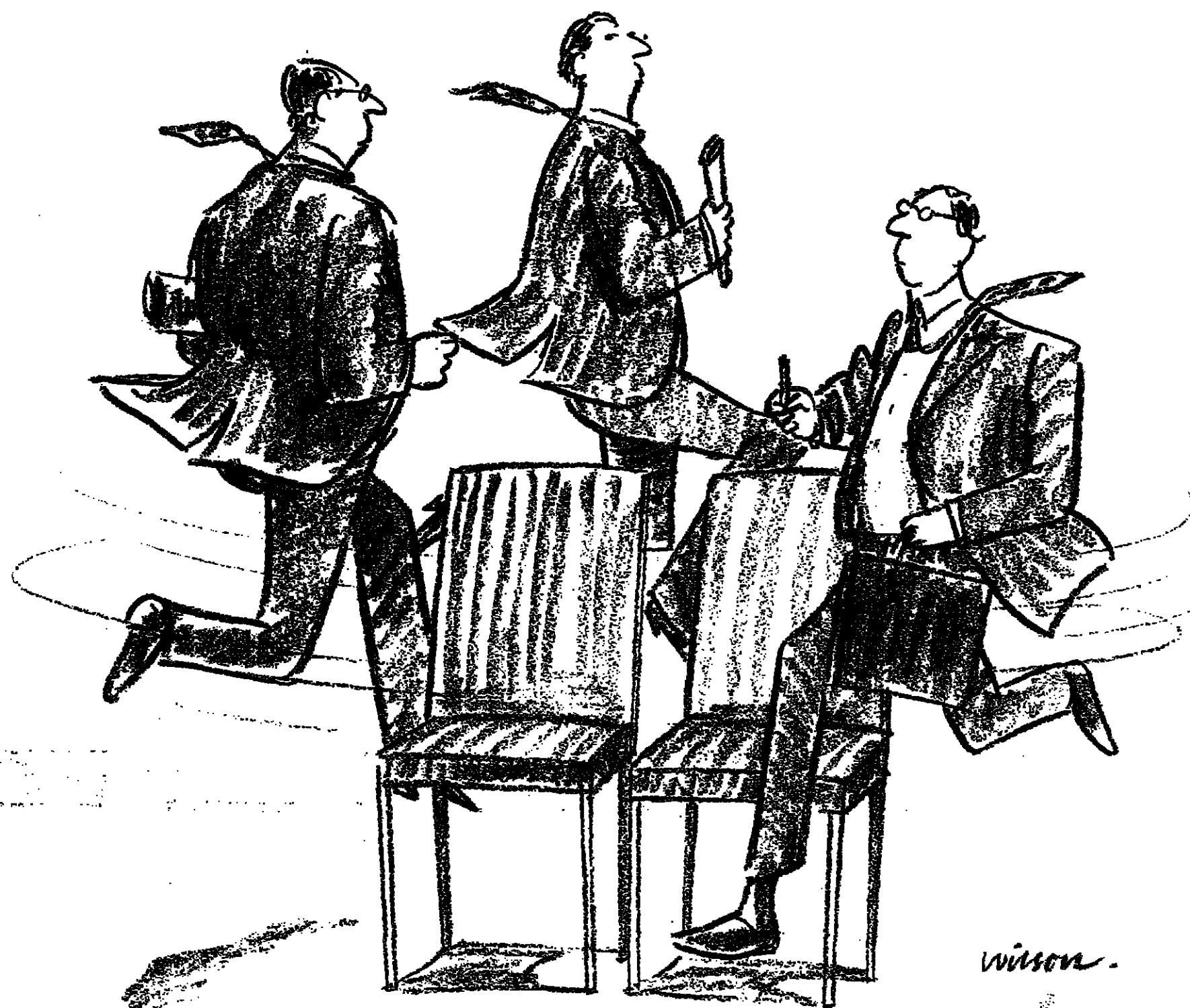
Près de la moitié de la population du grand Buenos Aires vit dans une pauvreté extrême, et l'Argentine connaît la récession la plus grave de son histoire. Dans ce contexte, M. Cavallo, quarante-quatre ans, ancien ministre des affaires étrangères et qui continue à exercer une grande influence dans ce domaine, apparaît pour beaucoup comme une sorte de premier ministre *de facto* et en tout cas comme l'homme fort du gouvernement, puisque c'est de lui également que dépendent désormais les prochaines privatisations.

Dans l'immédiat, la tâche de M. Cavallo est de convaincre les organismes internationaux d'accorder de nouveaux prêts à l'Argentine. Mais M. Cavallo, qui est considéré comme un allié inconditionnel de Washington, est rentré le 1^{er} mai à Buenos Aires les mains vides après un voyage-maratathon en Europe et aux États-Unis.

CHRISTINE LEGRAND

صلى الله عليه وسلم

صكنا من الامل



*Bien avant le 7 mai, sur le vol Orly-Nice,
vous étiez libre de choisir l'emplacement de votre siège.
Enfin, à condition d'arriver le premier.*

Le 7 Mai, au départ d'Orly Ouest et de Nice Côte d'Azur Aérogare 2, Air Liberté Minerve effectuera ses premiers vols sur la ligne Orly-Nice. Le voyage commencera par un embarquement dans le calme, les places étant attribuées à l'enregistrement. A bord, selon l'heure, vous serez servis, petits déjeuners, déjeuners, collations et dîners, originaux et de qualité. Pour votre détente, la quasi-totalité de nos sièges est inclinable. En classe Affaires,

une hôtesse vous accueillera dans le salon d'attente où vous disposerez d'un téléphone et d'un fax; rafraîchissements et journaux vous y seront proposés; dans l'avion, vous trouverez quatre sièges de front en cuir

pour votre plus grand confort. Pour vos réservations, contactez votre Agent de Voyages ou appelez notre service de réservation au 45 12 45 12 ou notre **NVERT 05.48.48.48**. Nous vous souhaitons un bon voyage.

air Liberté
Minerve

LA COMPAGNIE QUI VAUT LE VOYAGE.

EUROPE

URSS : regain de tension en Arménie

Des renforts de parachutistes soviétiques sont arrivés à Erevan

De nouveaux renforts de parachutistes sont arrivés dans la nuit du dimanche 6 au lundi 7 mai à l'aéroport d'Erevan, capitale de l'Arménie, alors que l'armée soviétique, aux côtés des troupes de l'intérieur, accentuait sa pression pour désarmer les Arméniens à la frontière avec l'Azerbaïdjan, selon le maire d'Erevan, M. Galastian.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Ces interventions font suite à la publication, samedi à Moscou, d'un communiqué conjoint des ministères soviétiques de l'intérieur et de la défense, annonçant des actions communes pour « éliminer l'escalade de la violence » et dénonçant à la fois les « extrémistes arméniens » et les « dirigeants de l'Arménie ».

ALBANIE : réélu chef de l'Etat

M. Ramiz Alia a démissionné de ses fonctions au sein du Parti communiste

Le président albanais, M. Ramiz Alia, a démissionné, samedi 4 mai, de toutes ses fonctions au sein du Parti du travail albanais (communiste) pour n'assumer qu'une seule tâche : celle de président de la République. M. Alia, réélu chef de l'Etat par la nouvelle assemblée, issue des premières élections libres dans le pays depuis 1946 (le Monde du 3 mai), cumule les fonctions de président du présidium de l'Assemblée populaire et de premier secrétaire du comité central du Parti du travail. Les responsables de l'opposition avaient émis le souhait que M. Alia démissionne de ses fonctions de chef du parti dès le début du processus de démocratisation du pays, en janvier, et ne participe pas à la campagne électorale. M. Alia avait d'ailleurs été battu le 1^{er} avril dans sa propre circonscription de Tirana. (AFP)

Arrestation de trois dirigeants de la police de Shkoder. Les trois principaux dirigeants de la police de Shkoder ont été arrêtés, samedi 4 mai, après avoir été déclarés « responsables », par une commission parlementaire, de la mort de quatre personnes survenues le 2 avril lors de la répression d'une manifestation anticomuniste dans cette ville du nord du pays. (AFP)

Le premier de ces dirigeants, le président arménien, M. Levon Ter-Petrosian, donnait au même moment, samedi, une conférence de presse à Moscou pour annoncer qu'il pensait avoir convaincu le président Gorbatchev, qu'il venait de rencontrer, d'ordonner la fin de l'opération visant à déporter la population des derniers villages arméniens isolés en territoire azéri au nord de l'enclave du Haut-Karabakh. Le 30 avril, en effet, des unités de l'armée et des troupes de l'intérieur soviétiques et azerbaïdjanaises avaient pénétré dans les villages de Getachen et de Martounachen où au moins trente-six Arméniens ont été tués et de nombreuses maisons brûlées, selon des informations arméniennes non démenties officiellement. Quelque deux cent mille Arméniens se sont rassemblés samedi à Erevan pour rendre hommage aux victimes.

M. Ter-Petrosian avait plaidé sa cause en expliquant que la déportation des habitants de ces villages, symbole de la résistance arménienne, provoquerait un soulèvement en Arménie et un nouveau déclenchement de violence inter-ethnique « que personne ne serait en mesure de contrôler ». La déportation de ces habitants avait été décidée, a-t-il dit, par le président et premier secrétaire du Parti com-

muniste d'Azerbaïdjan, M. Ayaz Moutalibov, dont les plans sont soutenus, selon lui, par le ministre de l'intérieur, M. Boris Pugo. Le président du KGB, Vladimir Krioutchkov, serait en revanche plus perméable au dialogue, ajoutait M. Ter-Petrosian, en soulignant que « si M. Gorbatchev est encore capable de contrôler la situation, les déportations devraient cesser ». Selon l'agence non officielle Interfax, quelque trois cents personnes ont été évacuées samedi et dimanche de ces villages vers le Haut-Karabakh. Sur mille deux cents familles qui y habitaient, sept cents étaient volontaires pour les quitter, selon les chiffres de M. Krioutchkov cités par le président arménien.

A la suite de l'opération contre Getachen, des groupes d'Arméniens ont commencé à s'emparer d'armes dans des bâtiments de l'armée soviétique en Arménie. Les autorités arméniennes ont condamné ces actions - menées également, selon Tass, par les « forces spéciales de la police arménienne » - sans appeler toutefois à rendre les armes saisies. Un premier contingent de parachutistes avait été dépêché samedi de Géorgie à Erevan pour protéger les bâtiments militaires.

SOPHIE SHIHAB

d'épreuves inutiles (aux relations soviéto-américaines), surtout dans un moment pareil. (Tass)

M. Edouard Chevardnadze envisage de présenter sa candidature au secrétariat général de l'ONU. L'ancien ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze n'exclut pas de présenter sa candidature au poste de secrétaire général des Nations unies, dans un entretien accordé à l'hebdomadaire allemand Bild am Sonntag, paru dimanche 5 mai. M. Chevardnadze ajoute dans cet entretien qu'il n'a pas l'intention de reprendre de fonctions gouvernementales dans son pays. (AFP)

Assassinat d'un employé de l'ambassade des Etats-Unis. Un employé de la résidence de l'ambassadeur des Etats-Unis en URSS a été retrouvé mort dans un appartement de Moscou, à l'égard des « signes d'un changement de l'attitude américaine vis-à-vis de l'URSS ». « Cela se reflète non seulement dans les déclarations, mais aussi dans certaines démarches politiques et économiques », a poursuivi M. Gorbatchev. Il ne faut pas faire subir

YUGOSLAVIE : déploiement d'unités de l'armée en Croatie

Le massacre de Borovo-Selo aurait été commis par des commandos d'extrémistes serbes

Après les sanglants affrontements entre Serbes et Croates du jeudi 2 mai à Borovo-Selo, qui ont fait quinze morts, dont douze policiers croates, la présidence fédérale a décidé de déployer des unités de l'armée fédérale dans cette République. Elle se réunira de nouveau le 10 mai. Tout indique que les troubles de ces derniers jours étaient fomentés par des commandos d'extrémistes serbes.

BELGRADE

de notre correspondante

Réunie en séance extraordinaire, samedi 4 mai dans la soirée à Belgrade, la présidence fédérale yougoslave a refusé, une fois de plus, de prendre position dans les conflits qui opposent depuis plusieurs mois Serbes et Croates. Elle s'est bornée à constater que la situation en Croatie était tragique et a lancé une mise en garde contre les risques de guerre civile. La plus haute instance yougoslave a condamné tout usage de la force et indiqué que l'armée avait évité une intensification des conflits inter-ethniques. En outre, la présidence a demandé aux ministères fédéraux de la défense et de l'intérieur de proposer, lors de la prochaine session, prévue pour le 10 mai, les mesures à prendre pour rétablir l'ordre dans le pays. Il n'est pas exclu que l'armée suggère à la présidence, vendredi prochain, de décréter l'état d'urgence.

Le vice-président yougoslave, M. Mesic, et le ministre de l'intérieur de la Croatie, M. Manolic, tous deux présents à cette réunion, ont déclaré à la télévision croate que la présidence fédérale avait explicitement condamné le meurtre des douze policiers croates, jeudi 2 mai à Borovo-Selo, et qu'elle avait reconnu que des civils armés venus de Serbie s'étaient infiltrés en Croatie.

L'intervention des commandos d'extrémistes nationalistes venus de Serbie ne fait plus de doute. A Belgrade, quelque trois mille personnes se sont rassemblées, samedi 4 mai, à proximité du mausolée de Tito, pour demander, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la mort de cet homme, le transfert de sa dépouille dans sa ville natale en Croatie. A cette occasion le leader du mouvement nationaliste tchétnik, M. Vojislav Seselj, a reconnu que des détachements de volontaires émanant de son parti et d'un autre mouvement extrémiste serbe avaient « ramené une victoire jeudi dernier à Borovo-Selo ». Le commandant de ces volontaires serbes, M. Alexandre

Stefanovic, a admis que ses hommes disposaient d'un arsenal ultramoderne financé par la diaspora et qu'ils avaient assailli, jeudi, les unités spéciales de la police croate lorsque celles-ci étaient entrées dans cette agglomération serbe de Croatie (le Monde daté 5-6 mai). Plusieurs membres de ce commando extrémiste serbe ont expliqué au quotidien Borba qu'ils s'étaient infiltrés à plusieurs reprises ces derniers mois en Croatie pour venir en aide aux Serbes de cette République en montant des barricades à l'entrée des villages où il sont majoritaires.

Les autorités croates, qui enquêtent sur la mort des douze policiers à Borovo-Selo, ont constaté que ceux-ci avaient été tués par des professionnels à l'aide d'armes d'une grande précision. Cette constatation semble confirmée par les extrémistes serbes eux-mêmes, qui avouent que l'un de leurs partisans, qui a trouvé le mort jeudi en Croatie, avait appartenu à la Légion étrangère.

Plusieurs villages en état de siège

Depuis les premiers incidents sanglants du début du mois d'avril dans le parc national de Plitvice, dans la région « autonome » serbe de Krajina, dans le sud-ouest de la Croatie, et l'ouverture d'un nouveau foyer de crise en Slavonie, dans l'est de la République, l'armée yougoslave a été déployée sur la moitié du territoire croate, tendant à éviter l'aggravation des conflits inter-ethniques, les forces armées n'ont pas, cependant, réussi à rétablir le calme dans la région. Ce week-end, Borovo-Selo et les autres villages du district de Vukovar, en Slavonie, ont vécu en état de siège. Isolés par des barricades gardées par des civils armés - des Serbes, lorsqu'il s'agit d'agglomérations à majorité serbe, et des Croates, dans les villages à majorité croate - les habitants de cette région frontalière avec la Serbie sont coupés du monde et difficilement ravitaillés. Le transit est devenu quasiment impossible et des coups de feu résonnent de temps à autre.

En signe de protestation contre la présence de l'armée, qui est accusée par une partie de la population croate de protéger les Serbes, les habitants de Gospić, en bordure de l'enclave serbe de Krajina, dans le sud-ouest de la République, bloquent depuis trois jours l'accès de la région. Dans cette partie de la Croatie, la tension reste vive. Plusieurs voies ferrées auraient été minées et les alertes à la bombe sont nombreuses. Le trafic ferroviaire est interrompu régulièrement depuis plusieurs mois. Chaque nuit des

explosions retentissent. Chaque jour, les médias serbes et croates font mention de blessés par balles. L'angoisse se répand et la méfiance règne. Serbes et Croates, qui, jusqu'à présent, vivaient dans une certaine harmonie - ce dont témoignent le nombre des mariages mixtes - commencent à revendiquer des armes pour assurer leur autodéfense.

La situation ne devrait guère s'améliorer dans les jours qui viennent. En effet, le 12 mai, les autorités indépendantistes serbes de Krajina organisent un référendum visant à légitimer le rattachement de cette région à la majorité serbe de la Serbie. D'autre part, le dimanche suivant, les autorités croates préparent un référendum sur l'avenir de la Croatie au sein de la Yougoslavie. Dans un discours tenu le 5 mai à l'aéroport de Split, à l'occasion de l'inauguration de la première compagnie aérienne croate - Croatia Airlines - M. Franjo Tudjman, le président de cette République, a appelé les électeurs à participer à cette consultation. En expliquant que, s'ils se prononçaient pour que la Croatie soit « un Etat indépendant et souverain garantissant les droits civiques aux Serbes et aux minorités ethniques et formant avec les autres Républiques yougoslaves une communauté d'Etats souverains », celle-ci jouirait d'une reconnaissance internationale et de sa propre armée, M. Tudjman a joué la fermeté. Le président croate a indiqué que, si les électeurs optaient pour cette solution et que les Républiques yougoslaves ne réussissaient pas à se constituer en une union d'Etats indépendants, la Croatie quitterait la Yougoslavie. Dans son discours, M. Tudjman a, de plus, estimé que les troubles en Croatie étaient « l'œuvre d'une poignée d'extrémistes au service des ambitions personnelles de Belgrade ». Il a ensuite rappelé que la Croatie avait été obligée de se procurer des armes à l'étranger pour équiper sa police, car l'usine de Kragujevac, en Serbie, avait refusé de leur en vendre alors qu'elle fournissait les extrémistes serbes. Pour rassurer son auditoire, M. Tudjman a promis que la Croatie formerait sa propre armée, ce qui a été accueilli par de vifs applaudissements.

Enfin, le numéro un croate a lancé un nouvel appel à la raison et pressé ses sympathisants de ne pas céder aux provocations des extrémistes croates, qui voudraient, avant la fin des négociations entre les Républiques, proclamer la sécession de la Croatie.

FLORENCE HARTMANN

ALLEMAGNE : après les défaites électorales de la CDU

Les Länder vont peser d'un poids accru sur les décisions politiques du gouvernement

Le climat n'est pas très bon au sein de la coalition au pouvoir à Bonn. Le chancelier Kohl a annulé, vendredi 3 mai, un petit déjeuner avec le président de la CDU bavaroise, M. Theo Waigel, manifestant ainsi sa mauvaise humeur devant les critiques venues de Munich, où le secrétaire général de la CDU, M. Erwin Huber accuse M. Helmut Kohl de « manquer de fermeté dirigeante ». Le chancelier entend également signifier à ses alliés bavarois qu'il désapprouve résolument les velléités de la CDU d'étendre son organisation dans les nouveaux Länder pour compenser sa perte relative d'influence à l'échelle nationale. Les dirigeants de la CDU et de la CSU doivent se rencontrer, mardi 7 mai à Irsee, en Bavière, pour mener, selon M. Rudolf Seiters, ministre à la chancellerie, « des discussions constructives ».

BONN

de notre correspondant

La méfiance de la CDU et du chancelier Kohl commence également à se manifester à l'égard de l'autre composante de la coalition, les libéraux (FDP) de M. Hans-Dietrich Genscher, qui, au moyen de « petites phrases » et de coalitions avec le SPD à l'échelle régionale, semblent préparer les esprits à un éventuel changement d'alliance. Bien sûr, cela n'est pas pour tout de suite : l'arithmétique parlementaire rend impossible un tournant comme celui que la FDP avait effectué au profit de la CDU d'Helmut Kohl en octobre 1982. Le SPD et le FDP ne disposent pas au Bundestag d'une majorité susceptible de renverser le chancelier, sauf à tenir compte des voix des communistes du PDS.

Cependant, malgré la majorité solide issue des élections du 2 décembre 1990, le chancelier dis-

pose d'une marge de manœuvre beaucoup plus réduite que par le passé. On se rend compte rétrospectivement que l'unité allemande a sauvé le fauteuil d'Helmut Kohl. La parenthèse nationale était fermée, l'enthousiasme des retrouvailles ayant cédé le pas aux dures réalités de la vie quotidienne, la morosité s'est peu à peu installée dans l'opinion. Cela a provoqué deux défaites successives en Hesse et en Rhénanie-Palatinat pour un parti chrétien-démocrate qui, pour la première fois de son histoire, voit, sur le territoire de l'ancienne RFA, ses terres d'élection limitées par la fameuse ligne du Main, laissant tout le nord et l'ouest du pays aux mains des sociaux-démocrates et de leurs alliés Verts ou libéraux.

Le fédéralisme n'étant pas un vain mot outre-Rhin, la faiblesse d'un parti à l'échelon régional ne peut être sans conséquence pour ceux qui détiennent le pouvoir à Bonn. Dans

les périodes où les difficultés s'accroissent, la pente naturelle de la vie politique allemande conduit les dirigeants à réaffirmer leur autonomie, à faire valoir leurs intérêts spécifiques, au détriment parfois d'un « projet national » incarné par le chef du pouvoir fédéral.

Défense des intérêts locaux

Le chancelier agit sous l'étroite contrôle de barons régionaux qui peuvent s'opposer à toute loi ayant des incidences sur les secteurs où les Länder sont impliqués, c'est-à-dire à peu près tout à l'exception de la défense et de la politique extérieure. Or, les grandes percées dans ces deux domaines ayant été réalisées l'an passé, le chancelier et son équipe n'ont plus de grands bénéfices politiques à tirer sur ce terrain. Au contraire, la redéfinition du rôle de l'Allemagne unifiée dans le monde, qui implique une plus grande responsabilité dans la conception et la mise en œuvre d'une politique de défense et de sécurité occidentale et européenne, se heurte à de fortes réticences. Le chancelier ne trouvera ni au Bundestag, ni au Bundesrat, dans l'opinion, de majorité pour autoriser la Bundeswehr à s'engager hors des limites du territoire converti par l'OTAN.

Reste la construction européenne, dont le chancelier veut faire l'objectif prioritaire de la législature, à l'égard de l'intégration des nouveaux Länder. Dans ce domaine, il doit compter avec le poids des barons régionaux, qui s'affirment tous, en

parole au moins, partisans de la construction européenne, mais qui, dans les faits, craignent que les transferts de souveraineté vers Bruxelles ne fassent plus à leur détriment qu'à celui du pouvoir fédéral. Cette attitude, indépendante des appartenances partitiques des ministres-présidents, s'appuie sur une défense des intérêts locaux et des particularités régionales. La méfiance vis-à-vis du projet d'union économique et monétaire européenne est ainsi plus marquée dans les capitales régionales qu'au ministère des finances ou à la tête de la Bundesbank.

Dans un récent entretien à l'hebdomadaire Die Zeit, le chancelier Kohl fait preuve d'un solide optimisme à propos du retour à la santé économique de l'ancienne RDA et de la construction européenne qu'il entend « mettre sur les rails avant la fin de 1992 ». Est-il vraiment en mesure de pouvoir, comme ce fut le cas dans sa marche forcée vers l'unification du pays, donner les impulsions décisives ? Le départ de la scène politique d'hommes comme Lothar Späth, qui, sur les questions européennes au moins, appuyait le chancelier de manière efficace, le laisse bien seul au sein d'un camp chrétien-démocrate décliné par les défaites électorales. Pour les partenaires européens de l'Allemagne, il est plus que jamais temps de se souvenir que rien n'est jamais acquis outre-Rhin si l'on ne se donne pas la peine d'expliquer ses faits et ses positions de la Baltique aux Alpes et du Rhin jusqu'à l'Oder.

LUC ROSENZWEIG

EN BREF

AFGHANISTAN : démission d'un membre du gouvernement en exil. Le ministre de l'intérieur du gouvernement en exil des moudjahidins afghans, M. Mohamed Younus Khaled, a démissionné dimanche 5 mai, accusant deux de ses collègues de « comploter » avec Kaboul et Moscou. Il a cependant précisé que sa formation, le parti Hezb-i-Islami, ne se retirerait pas du gouvernement provisoire, dont le siège se trouve à Peshawar, au Pakistan. (AFP, Reuters)

COLOMBIE : vingt morts dans une attaque de guérilleros contre un campement militaire. Au moins douze militaires et huit guérilleros ont été tués, samedi 4 mai, lors d'une attaque de l'Armée de libération nationale (ELN, castriste) contre un campement militaire anti-guérilla situé près d'Arauca, dans la province d'Arauca (nord-est du pays), a annoncé la radio privée RCN. (AFP)

ETATS-UNIS : dix policiers blessés lors d'une émeute à Washington. Au moins dix policiers ont été blessés, dont un gravement, lors d'une émeute qui a éclaté dimanche soir, 5 mai, dans un quartier hispanique de Washington. Cinq voitures de police ont été incendiées dans les bagarres qui ont opposé environ 150 jeunes à la police. Reginald Smith, porte-parole de la police de Washington, a indiqué que l'émeute avait été déclenchée par un incident entre des policiers et un groupe de personnes qu'ils étaient en train d'appréhender. (AFP)

GUINÉE-BISSAU : premier pas vers le pluralisme. Le Parlement a voté à l'unanimité, samedi 4 mai, l'abrogation de la loi qui faisait du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et

du Cap-Vert (PAIGC) le parti unique. Un débat parlementaire sur la légalisation d'autres partis politiques, dont certains sont en cours de création, est prévu dans le courant de cette semaine. (Reuters)

INDONÉSIE : M. Roger Faurox à Djakarta. M. Roger Faurox est arrivé samedi 4 mai à Djakarta pour une visite officielle de trois jours. Le ministre français de l'Industrie devait s'entretenir avec son homologue indonésien, M. Hartanto, ainsi qu'avec le ministre de la coordination économique, financière et industrielle, M. Prawiro. M. Faurox espère être reçu par le président Suharto avant son retour à Paris le 8 mai. (AFP, AP)

MALI : nouvelle attaque dans la région de Tombouctou. Des hommes armés non identifiés ont attaqué, dans la soirée du samedi 4 mai, la localité de Tonika, dans la région de Tombouctou, sans faire de victimes, a annoncé dimanche la radio-télévision nationale. Les assaillants se sont emparés de véhicules et de pièces de rechange. Malgré l'accord de cessez-le-feu signé, le 6 janvier, entre le gouvernement et les rebelles touaregs, des éléments incontrôlés parmi ceux-ci continuent de lancer des raids sporadiques contre les localités du nord. (AFP, Reuters)

SRI-LANKA : cinq marins tués dans une attaque-suicide des Tamouls. Des séparatistes tamouls ont lancé dimanche 5 mai une attaque-suicide contre un navire de la marine sri-lankaise au large de Point-Pedro, au nord de l'île, tuant cinq membres de l'équipage, a-t-on appris de source militaire autorisée à Colombo. L'explosion aurait également coûté la vie aux membres du commando. (Reuters)

سكنا من الامم

صداقت الامل

ASIE

AFGHANISTAN : après la victoire de Khost

La résistance se prépare à ouvrir plusieurs fronts

Dans la foulée de son succès à Khost, victoire aussi bien militaire que psychologique (le Monde du 28 mars), la résistance afghane intensifie ses préparatifs pour attaquer plusieurs villes en même temps, afin de diviser les forces gouvernementales. Pour la première fois depuis longtemps, elle dispose d'un armement à la hauteur de ses ambitions.

PESHAWAR

de notre envoyé spécial

Certains jours, deux à trois trains hermétiquement fermés traversent Peshawar sans s'arrêter et se dirigent vers Landikotal et Torkham, dernières localités pakistanaises avant la passe de Khyber. Au-delà, commence l'Afghanistan. La route, trouée de cratères de bombes et de missiles Scud, mène à Jalalabad, capitale de la province du Nangarhar et prochain objectif des moudjahidins. Ce trafic ferroviaire, longtemps interrompu, a repris depuis la mi-avril. Les wagons, selon plusieurs sources, sont bourrés d'armes et de munitions. La ligne de chemin de fer, à Peshawar, passe devant le consulat d'Afghanistan : le régime de Kaboul sait donc à quoi s'en tenir sur les préparatifs de guerre des moudjahidins.

L'offensive traditionnelle de printemps se déroule, cette année, dans des circonstances particulières. S'il n'y a qu'un consensus entre les commandants de la résistance, les partis politiques de Peshawar et les chefs de l'Inter-Services Intelligence (ISI), les services secrets pakistanais, c'est celui-ci : la victoire de Khost a constitué un succès à la fois militaire et psychologique pour les moudjahidins, dont il faut tirer parti rapidement. Le fiasco du siège infructueux de Jalalabad, en mars 1989, a été dissipé et le moral de la résistance s'est renforcé. Celle-ci a, d'autre part, reçu des quantités importantes d'armes et de munitions, ce qui correspond à un virage de la politique afghane d'Islamabad, facilité par le remplacement de

M^{re} Benazir Bhutto par M. Nawaz Sharif.

Le nouveau premier ministre pakistanais est un homme pragmatique : la négociation diplomatique et politique en vue d'aboutir à un règlement du conflit afghan est poursuivie, mais, dans la foulée de la victoire de Khost, l'option militaire est menée tambour battant. M^{re} Bhutto, elle, privilégiait les contacts politiques. L'année dernière, les armes et munitions destinées aux moudjahidins par la CIA, via l'ISI, étaient retenues. Le général Kallu, nommé chef de l'ISI par M^{re} Bhutto, en remplacement du général Hamid Gul (instigateur d'une politique de plus en plus interventionniste du Pakistan dans la guerre afghane), a été remplacé, en août 1990, par le général Asad Durrani, et les choses ont repris leur cours.

L'influence des fondamentalistes pakistanais

Les services secrets pakistanais pilotent de nouveau la guerre d'Afghanistan, ou, du moins, l'action des commandants qu'ils contrôlent. Ainsi, la victoire de Khost résulte d'un plan d'attaque de l'ISI. Et l'offensive en préparation est en grande partie suscitée par les généraux Durrani et Hamid Gul, l'ISI, grâce à l'argent de la CIA, fournissent à ses commandants de prédilection armes et munitions. Là non plus, rien n'a changé : la CIA - continue de favoriser les partis fondamentalistes : le Hezb-islam de Gulbuddin Hekmatyar, le Hezb-islami de Yunus Khalles et le Ittihad-islami d'Abdul Rasul Sayyaf. Un témoignage de cette collusion fut récemment publié sous la forme d'une photo.

Pris à Khost, juste après la capitulation de la garnison gouvernementale, le cliché montre deux hommes, chacun armé d'un fusil d'assaut Kalashnikov : l'un est Gulbuddin Hekmatyar, l'autre, le sénateur pakistanais Qazi Hussain Ahmad, chef du parti Jammat-islami. Ce parti fondamentaliste exerce une influence prépondérante dans l'appareil d'Etat pakista-



naï, notamment au sein de l'armée. Il est à l'origine des relations privilégiées que le haut commandement a toujours entretenues avec les mouvements les plus extrémistes de la résistance afghane, au premier rang desquels celui de Gulbuddin Hekmatyar. Le Jammat et son chef sont « l'œil et l'oreille » de l'ISI dans la résistance, mais pas seulement : régulièrement, il est fait état de la mort de quelques-uns de ses militants, « martyrs de la jihad [guerre sainte] » en Afghanistan.

En partie sous l'« amicale pression » de la CIA, les services secrets pakistanais ont, cependant, accepté de diversifier la livraison des armes financées par les Américains. La visite qu'Ahmad Shah Massoud, le célèbre commandant de la vallée du Panshir, a effectuée au Pakistan, en

novembre dernier, a été, de ce point de vue, fructueuse. Selon un commandant important du parti de Yunus Khalles, Massoud a reçu 12 000 armes lourdes, 12 000 armes légères, des munitions, des véhicules, des uniformes et un important matériel de transmissions. Le frère du « lion du Panshir », Ahmed Zia Massoud, nous a indiqué que cette liste était exagérée, les livraisons étant juste suffisantes, selon lui, pour équiper quatre mille combattants.

Il reste que pour la première fois depuis longtemps, les principaux commandants de la résistance ont les moyens d'une offensive de grande ampleur. La sophistication des armements a, elle aussi, fait des progrès. La CIA achète des roquettes à longue portée aux Egyptiens et des missiles

Milán (antichars), de fabrication française, à l'Arabie saoudite, livrés en quantité à Ryad - en connaissance de cause ? - par Paris. Si le calendrier des préparatifs de guerre continue à être respecté, les moudjahidins vont lancer plusieurs offensives les prochaines semaines. La leçon de Jalalabad ayant été comprise, il va s'agir d'obliger les troupes gouvernementales à se diviser. Parmi les objectifs, figurent les villes de Jalalabad, Gardez, Ghani, la vallée du Logar, Zabul, Lashkar Gah, ainsi que la région de Kaboul.

Travail psychologique

Cette dernière zone relève en partie de la responsabilité du commandant Massoud. Ses cibles sont le tunnel de la route de Salang (principale route de ravitaillement de la capitale), l'aéroport de Baghram (au nord de Kaboul), la localité de Paghman, située au nord-est de la capitale. Pour préparer ces attaques, un travail psychologique a été entrepris ces dernières semaines. Il s'agit de convaincre la population des villes concernées - ainsi que les milices tribales qui combattent aux côtés de l'armée - qu'elles ont intérêt à favoriser une reddition de la garnison. En utilisant la radio de Khost, les moudjahidins lancent des messages en ce sens, qui sont lus par quelques-uns des généraux faits prisonniers à Khost. La résistance insiste sur le fait que, lors de cette dernière bataille, les promesses ont été tenues.

Certes, la ville a été entièrement pillée. Mais ni la population ni les prisonniers de guerre n'ont subi de représailles. Certains, blessés, coulent des jours - presque - heureux à l'hôpital de la Croix-Rouge de Peshawar. Cette attitude tranche avec les massacres perpétrés par des groupes de moudjahidins à l'encontre de soldats gouvernementaux, lors de l'offensive de Jalalabad et, plus récemment, à Tarin Khot (province d'Uruzgan). Ce respect des vaincus est peut-être le principal succès de la résistance, dans la mesure où il peut engendrer des

changements de loyauté : jusque-là, le gouvernement du président Najibullah tenait une partie de son pouvoir de la terreur qu'inspirent aux « gouvernements » les groupes extrémistes de la résistance.

A Khost, ville désormais fantôme, gardée par quelques centaines de moudjahidins, les missiles Scud tirés depuis Kaboul ainsi que les bombardements de l'aviation ont surtout destinés à entretenir un climat d'insécurité. La ville est « administrée » par six *chouras* (assemblées) tribales, mais aucun accord n'est intervenu pour confier sa gestion à un commandement unique. Tous les armements lourds (notamment les véhicules blindés et quelques hélicoptères) qui pouvaient être utilisés lors de prochaines offensives ont été évacués. Seuls sont demeurés en place, sur les deux aéroports, une cinquantaine d'avions hors d'usage.

Outre le ralliement des tribus et la trahison de certains éléments gouvernementaux, c'est aussi l'attrait du butin qui a galvanisé bien des « petits » commandants locaux, accourus, dans les derniers jours, à la « curée » de Khost. Preuve que, malgré leur influence, les services secrets pakistanais ne peuvent supprimer toutes les « lois » de la guerre afghane.

LAURENT ZECCHINI

Pour connaître l'Islam et en parler honnêtement :

LE QORAN

Nouvelle traduction sur la Vulgate arabe par René R. KHAWAM

110 pages, 445 pages, 145 pages, 100 pages

Librairie MAISONNEUVE ET LAROSE 151 rue Victor Cousin - 75005 PARIS

L'AUTRE JOURNAL

New York, au commencement de l'Amérique, impressions de voyage. Photos : Laurence Reynaert, texte : Michel Butel.

Le drame kurde : un million et demi de réfugiés. L'horreur, l'impuissance. Une semaine à la frontière iranienne, par Claude Sérillon.

Cambodge : le retour des Khmers rouges. Quinze ans après, les partisans de Pol Pot sont prêts à reprendre le pouvoir. Reportage exclusif de Denis Reichen dans les « zones libérées ».

Norman Spinrad : entretien avec l'un des monstres sacrés de la science-fiction. Trois décennies américaines : la politique, le crime, les médias... **L'invité** : voyage au pays de Galles avec John Greaves, rocker, compositeur. Les mines, Cambridge, les Beatles, Stockhausen...

N°12. Mai 1991.



par André Passeron

Elu pour la première fois président de la République le 21 décembre 1958, le général de Gaulle a quitté définitivement et volontairement l'Élysée le 28 avril 1969. Il est ainsi demeuré chef de l'État dix ans quatre mois et sept jours. M. Mitterrand, élu président de la République pour la première fois le 10 mai 1981, devint donc égal au record du général le 17 septembre 1991. Pour chacun, l'exercice effectif des fonctions présidentielles avait cependant commencé un peu plus tard : René Coty a, en effet, transmis officiellement ses pouvoirs à de Gaulle le 8 janvier 1959 et M. Valéry Giscard d'Estaing a accueilli son successeur à l'Élysée le 21 mai 1981.

Parmi les vingt présidents qu'a connus la République depuis le début de la III^e avec Adolphe Thiers en 1871, seuls Jules Grévy, de 1879 à 1887, et Albert Lebrun, de 1932 à 1940, avant que le général de Gaulle et M. Mitterrand n'en fassent autant, ont entamé un deuxième septennat. Mais aucun des prédécesseurs de l'actuel chef de l'État n'a paisiblement terminé son second mandat.

Jules Grévy fut contraint de démissionner en raison de l'obstruction du Parlement après le scandale provoqué par les trafics en tout genre de son gendre Daniel Wilson. Albert Lebrun, en juillet 1940 à Vichy, abdiqua sans réticence son pouvoir entre les mains du nouveau « chef de l'État français », le maréchal Pétain. Le général de Gaulle, enfin, s'estimant désavoué par le peuple lors du référendum du 27 avril 1969, décida aussitôt de cesser d'exercer ses fonctions. Elu en 1958, avec 78,5 % des suffrages exprimés, par un collège de quatre-vingt mille sept cent soixante-quatre « grands électeurs », il avait été réélu au suffrage universel, au deuxième tour de l'élection du 19 décembre 1965 après avoir fait modifier la Constitution en 1962.

Sur 55,19 % des voix contre 44,81 % à M. Mitterrand. Tout au long de cette campagne-là, de Gaulle, dans aucun de ses discours publics, n'avait cité le nom de son concurrent, qualifié de « candidat du front populaire », feignant ainsi d'ignorer avec superbe le « représentant des partis », qui devait provoquer le ballottage du premier tour, et l'auteur du virulent pamphlet antigau-

liste publié l'année précédente sous le titre *Le Coup d'État permanent*.

Le député de la Nièvre devait de nouveau, mais en vain, tenter sa chance en 1974 contre M. Giscard d'Estaing après la mort de Georges Pompidou (contre lequel il ne s'était pas présenté en 1969), n'obtenant alors que 49,19 % des suffrages. Ce n'est qu'à la troisième tentative, le 10 mai 1981, que M. François Mitterrand a franchi la majorité en recueillant 51,75 % des voix, améliorant ainsi son score à chaque scrutin. Il sera enfin réélu le 8 mai 1988, avec un résultat à peine inférieur à celui de de Gaulle, ayant obtenu pour son second mandat, en recueillant 54,02 % des voix au second tour.

Contre les partis, contre les institutions

De Gaulle avait notamment fait campagne, en 1958, contre les partis politiques et leur « système », car il avait voulu, en créant la Constitution de la V^e République, tourner le dos à douze ans de IV^e République et même à dix-huit ans d'effacement de la France, depuis la défaite de 1940. Il apparaissait alors comme le seul candidat capable d'apporter une solution à l'affaire d'Algérie, où la rébellion avait éclaté quatre ans plus tôt et où la guerre devait durer quatre ans encore. M. François Mitterrand, en 1981, voulait, lui, couronner vingt-trois ans de lutte opiniâtre contre la V^e République, contre son chef et contre ses institutions. Il avait pour cela, dix ans auparavant, au congrès d'Épinay de 1971, fondé un nouveau Parti socialiste sur les ruines de la SFIO et réalisé, dans la foulée, l'union de la gauche, concrétisée en 1972 par la signature du programme commun de gouvernement. Un parallélisme fait surtout de contrastes vient donc à l'esprit en confrontant les parcours des deux présidents, le général ayant déjà laissé sa marque tandis que M. Mitterrand imprime encore sa trace, selon la distinction faite par le journaliste Alain Duhamel.

Mais autant les Français de 1958 contestaient les institutions de la République précédente, autant ceux de 1981 ne remettaient pas en cause celles de la V^e République. La bataille plus politique entre un président sortant, M. Valéry Giscard d'Estaing, qui, en sept ans, avait dévoré et déçu une partie de son électoral, et un candidat qui

promettait de « changer la vie » n'était pas perçue comme un véritable combat existentiel pour la République, comme cela s'était passé à la fin de la IV^e. Cela explique que le score de M. Mitterrand au deuxième tour de 1981 n'ait rien eu de comparable au succès décisif du général de Gaulle dès le premier tour de 1958.

D'ailleurs, les campagnes électorales des deux candidats pour la conquête de leur premier mandat n'avaient pas été de même nature. De Gaulle, président du conseil depuis le juin 1958, ne concurrençait pas le président de la République en exercice, René Coty, puis celui-ci, après l'avoir appelé à l'hôtel Matignon, ne pouvait faire

un homme, contre sa façon de gouverner et contre la droite au pouvoir depuis un quart de siècle, le tout au nom d'une gauche socialiste et communiste qui voulait accessoirement changer les institutions, mais d'abord transformer les conditions sociales. Les bouleversements annoncés en 1981 ne correspondaient pas à une attente suffisante de l'opinion pour entraîner un raz de marée. C'est ce qui explique la faible différence de voix entre les candidats, alors qu'en 1958 l'écart entre le score du général de Gaulle et celui de ses adversaires avait été spectaculaire.

En dix ans de pouvoir, les deux présidents ont gouverné chacun avec trois ou quatre premiers ministres :



Dessin paru le 19 février 1990

autrement que de céder volontiers sa fonction au « plus illustre des Français ». La campagne proprement présidentielle auprès d'un corps électoral restreint composé d'élus nationaux et locaux s'est confondue, dans les faits, avec celle du référendum du 28 septembre 1958 fondant la Constitution de la V^e République et où le « oui » porté par de Gaulle a recueilli 85,10 % des voix. Il était donc naturel pour l'opinion que le fondateur des nouvelles institutions en soit le premier praticien, ou plutôt le bénéficiaire.

S'il est vrai que, globalement, de Gaulle a combattu la V^e République et M. Mitterrand la V^e, la campagne de 1981 du premier secrétaire du Parti socialiste a été surtout faite du procès politique instruit contre

MM. Michel Debré, Georges Pompidou et Maurice Couve de Murville pour le général de Gaulle ; MM. Pierre Mauroy, Laurent Fabius et Michel Rocard pour M. Mitterrand, avec, de surcroît, l'intermédiaire obligé de M. Jacques Chirac de 1986 à 1988.

En dix ans, de Gaulle a recouru à cinq référendums, deux sur les institutions en 1958 et 1962, deux sur l'Algérie en 1961 et 1962, et celui du 27 avril 1969 sur l'organisation des régions et du Sénat, qui lui fut fatal. M. Mitterrand n'a utilisé qu'une fois la procédure référendaire, en 1988, sur le statut de la Nouvelle-Calédonie. En 1984, il avait tenté, mais en vain, de faire réformer la Constitution par voie parlementaire pour étendre le champ d'application du

référendum. De Gaulle a dissous l'Assemblée nationale à deux reprises, le 10 octobre 1962, après que le gouvernement Pompidou eut été censuré à l'annonce du référendum sur l'élection du président de la République au suffrage universel, et le 30 mai 1968, après les troubles du Quartier latin et sa « disparition » provisoire à Baden-Baden. M. Mitterrand a procédé également à deux dissolutions, mais celles-ci sont intervenues aussitôt après ses élections à la présidence de la République.

Une sorte de rythme décennal est ainsi apparu dans la pratique des institutions de la V^e République qui a convaincu un certain nombre d'acteurs et d'observateurs que le doublement du septennat constituait une période trop longue pour un seul homme. D'ailleurs, dès 1973, Georges Pompidou avait lancé une procédure de réforme en vue de l'instauration du quinquennat. Depuis lors, tous les partis politiques ont à leur programme des solutions dans le sens d'un raccourcissement du mandat élyséen ou de l'interdiction d'un deuxième septennat.

L'usure du pouvoir

Si de Gaulle, élu pour la première fois en 1958 à soixante-huit ans, avait poursuivi son deuxième mandat jusqu'à son terme, il aurait quitté l'Élysée en 1972, à quatre-vingt-deux ans. M. Mitterrand, devenu président de la République à près de soixante-cinq ans, en 1981, aura près de soixante-dix-neuf ans au terme de l'actuel septennat. Certes, sous la III^e République, d'autres chefs d'État ont été élus — par le Congrès du Parlement — à un âge plus avancé : Thiers, Jules Grévy, Paul Doumer avaient dépassé soixante-dix ans lorsqu'ils sont entrés à l'Élysée, tout comme René Coty, en 1953. Mais il ne s'agissait pas d'exercer le même mandat qu'aujourd'hui, et aucun n'est demeuré en fonction, plus de huit années consécutives.

Si le débat constitutionnel sur la durée souhaitable du mandat présidentiel est posé depuis longtemps en France, les enseignements tirés de la pratique relèvent davantage de la spéculation ou de la chiro-manie que de l'analyse rigoureuse. Qu'aurait fait réellement de Gaulle — qui, selon son fils, voulait abandonner ses fonctions à quatre-vingts ans, c'est-à-dire en 1970, deux ans avant le terme normal —

si son autorité n'avait pas été ébranlée en mai 1968 ou s'il avait renoncé au référendum ? Depuis sa mise en ballottage à l'élection présidentielle de décembre 1965, de Gaulle subissait déjà les atteintes de l'usure du pouvoir.

Qu'en aurait-il été pour M. Mitterrand si la guerre du Golfe n'était venue provoquer autour de sa personne et de sa politique extérieure un si large soutien, qui l'a fait brusquement et spectaculairement remonter dans les sondages alors que sa politique intérieure était de plus en plus contestée et que l'opposition reprenait espoir dans une revanche possible en jouant elle aussi, et cette fois encore, sur l'usure du pouvoir ?

Les « Dix ans ça suffit ! » lancés à de Gaulle en mai 1968 par les manifestants du Quartier latin avaient révélé une lassitude de l'opinion qui n'a pu être enrayée par les appels d'un président apparaissant à beaucoup comme résigné au départ et dont la relève était déjà annoncée par Georges Pompidou. En 1990, les timides tentatives de quelques opposants pour reprendre à l'encontre de M. Mitterrand le même slogan étaient destinées à accompagner, voire à accélérer, une baisse de l'image du chef de l'État dans les sondages (le Monde du 9 mai 1990). Mais il fallait entretenir cette tendance pendant encore cinq années, jusqu'à l'élection présidentielle, ou, au moins, jusqu'aux législatives de 1993. Or la crise du Golfe est survenue à point pour permettre à M. Mitterrand d'inverser la tendance et de « rebondir », comme il l'avait déjà fait avec un habile savoir-faire pendant la cohabitation, avant l'élection présidentielle de 1988, qui, elle aussi, aurait pu lui être fatale.

Sans doute, sur le plan intérieur, de même que le charme avait été rompu entre de Gaulle et l'opinion après mai 68, les effets de l'après-guerre du Golfe se sont en partie estompés au printemps 1991 devant le retour en force des préoccupations strictement nationales. Toutefois, si une occasion a pu manquer à de Gaulle pour sauver son deuxième septennat, M. Mitterrand a été mieux servi par le destin — c'est-à-dire le hasard — pour poursuivre le sien afin de passer le cap de la longévité gaulleenne.

La banalisation de l'extraordinaire

Suite de la première page

Le nez collé à la vitre, ils sont menacés de sinistrose. Si ce 10 mai s'annonce morose, c'est affaire de circonstances — le temps qu'il fait est fait pour changer — et c'est aussi la conséquence de la volonté d'un homme qui, en banalisant peu à peu la présence des socialistes au pouvoir, a aussi banalisé le dixième anniversaire de leur victoire.

A regarder ce que la télévision nous rappelle des images du 10 mai 1981, on ne peut s'empêcher d'avoir le sentiment d'assister à une reconstitution de la préhistoire. Les acteurs de cette époque si lointaine en parlent d'ailleurs comme s'il s'agissait de fournir aux historiens d'utiles éléments d'analyse. Les premiers pas de la gauche au pouvoir, l'enthousiasme des premiers jours, l'avant-rigueur, c'est à dire la catastrophe économique évitée de justesse, la construction de ce que M. Pierre Mauroy, premier ministre, appelait le « socle du changement » paraissent appartenir à un autre siècle. Pour être les socialistes, plutôt que de nourrir d'éternels regrets, devraient-ils y puiser quelque espoir.

Un président familier

La vraie victoire de M. François Mitterrand est sans doute sa propre banalisation et, du même coup, celle de la vie politique française. Laisse pour politiquement mort en 1958, lors du retour du général de Gaulle, en 1968, quand les « ennemis de mai » manquèrent leur révolution, en 1974, lorsqu'à cinquante-huit ans il fut battu de peu, pour sept ans, par M. Valéry Giscard d'Estaing, il est devenu depuis 1981, au fil des années, un président familier, en ce sens que ses adversaires eux-mêmes ont fini

par s'habituer à « l'enton » par « Dieu », ou « le vieux » et qu'ils parlent de « dix années de socialisme » pour qualifier la décennie Mitterrand, comme s'ils faisaient inconsciemment l'impassé sur la « parenthèse » du gouvernement Chirac de 1986-1988. Dix ans, pour M. Mitterrand et des socialistes voués à l'enfer, c'est déjà beau.

M. François Mitterrand a banalisé l'exercice du pouvoir par les socialistes triomphants et les communistes diminués au début de son premier septennat, banalisé la gestion économique en manifestant que les socialistes n'avaient pas moins de légitimité et surtout de capacité que les autres à y prétendre. La banalisation du socialisme aux yeux de la droite et le capital aux yeux des socialistes, banalisé l'alternance que l'on croyait impossible, en assurant, au cours de son premier septennat, la continuité pendant la cohabitation avec M. Jacques Chirac, banalisé un peu plus qu'elles ne l'étaient déjà les institutions, tant combattues par lui, de la V^e République, banalisé les relations de la France avec les États-Unis, contribué à banaliser l'Europe — la petite ou, malgré lui, la grande — que les Français regardent se construire sans effort.

Il a banalisé sa présence au point qu'une majorité de ses concitoyens, guerre du Golfe aidant, ne voient pas par qui il conviendrait de le remplacer et que lui-même ne paraît pas pressé d'organiser sa succession. Cette décennie est bien la sienne, plus que celle des socialistes. S'il y a un succès, c'est le sien ; s'il y a un échec, ce sont les siens. Les institutions de la République ne sont pas seules responsables de cette banalisation du bilan établi et de ce qui reste ouvert. M. François Mitterrand, qui avait appuyé sa démarche sur un parti,

le PS conquis en 1971, et sur une alliance avec le Parti communiste, a gagné en 1981 sur cette base — il était « l'otage des communistes », disaient ses adversaires. Mais, sept ans plus tard, il n'a gagné que sur son nom, contre la direction du Parti communiste, bien au-delà du Parti socialiste. Le mouvement est inverse de celui du général de Gaulle — référence inévitable — qui, en 1958, était revenu au pouvoir contre les partis, en pratiquant « l'ouverture », brève il est vrai, jusqu'à Guy Mollet, ministre d'État dans son premier gouvernement, et l'a quittée en 1969 en traitant comme un boulet le « parti gaulliste », fortement droitiste, qui n'avait plus rien de commun avec le « rassemblement » d'antan.

Les fausses et les vraies hontes

Rendre ordinaire ce qui ne pas de soi demande du temps. Et le premier des succès de M. François Mitterrand, le plus banal, est d'avoir évité de ne laisser dans l'histoire que la trace d'une « flamme » de réformes sociales, d'un échec de la gestion et, au bout du compte, d'une faillite d'autorité. D'avoir duré, pour les socialistes, dont l'arrivée au pouvoir était considérée par la droite, en 1981, comme une simple anomalie de l'histoire, c'est déjà une originalité. Or la durée, et ce que l'on prend le temps d'y inscrire, s'accroît mal du spectacle : on a bien mesuré avec la « guerre scolaire » de 1984 ou les nationalisations massives supposées irréversibles. Cela ne se voit pas, cela ne se prête pas aux vastes mises en scène.

Le Parti socialiste en fournit une preuve par l'absurde lorsque, pour la campagne d'affichage qui marque l'anniversaire du 10 mai 1981, intitulée « Dix ans qu'on sème », il retient quatre thèmes : l'abolition de la peine de mort, l'égalité professionnelle pour les femmes, la retraite à soixante ans et la fête de la musique. Comme s'il s'agissait d'encourager une campagne adverse, celle du RPR, qui offre aux lecteurs de journaux une page blanche afin qu'ils « sèchent » en s'efforçant d'y écrire ce que les

socialistes ont fait depuis dix ans. Il est vrai que le PS aurait eu du mal à s'afficher sur les murs de France en vantant les conséquences de la modernisation industrielle (fermetures de puits de mines de charbons, d'usines sidérurgiques, de chantiers navals), la désindexation des salaires sur les prix, la prise de participation de Volvo chez Renault, la séduction des capitaux à risques et de la Bourse, ou, pour résumer le tout, la beauté de la formule tout exprimée par M. François Mitterrand, président de la République : « Le socialisme n'est pas ma Bible. » Les socialistes ont de vieilles hontes, souvent de fausses hontes, qu'ils n'ont pas toutes bues. M. François Mitterrand en a moins.

Avant 1981, M. François Mitterrand avait promis beaucoup à l'inconscient collectif, un peu moins à ceux, sans doute, peu nombreux, qui avaient pris la peine de lire les « Cent dix propositions » du candidat. Il était porteur, depuis la signature avec les communistes, en 1972, du programme commun de gouvernement de la gauche, d'un discours qui n'était pas le sien, hérité d'une gauche plus idéologique que pragmatique. Avec tous les socialistes, il avait promis de « changer la vie ». Si les socialistes n'ont pas changé d'avis, au moins la vie les a-t-elle changés.

Le cancer des socialistes

Il avait enfin mené campagne sur le chômage — « Quand le premier emploi des jeunes, c'est le chômage, moi, François Mitterrand, je dis que ce n'est pas juste », affirmait le candidat sur ses affiches — ce « cancer », dit-il aujourd'hui, dont les socialistes n'ont pas pu limiter les ravages. C'est leur vraie honte, bien que les dirigeants de droite, en remarquant qu'ils ne connaissent pas, eux non plus, le remède miracle, ou plutôt qu'il n'en existe pas.

Bien qu'il ait assez tôt exprimé que le chômage était un passage obligé — « Si vous considérez qu'il y a de la gauche interdite de moderniser le pays à cause des souffrances qu'elle entraîne tout changement, je ne puis vous suivre », disait-il en 1984 — François Mitterrand n'aurait certes

pas pensé à banaliser le chômage, pas plus que les inégalités sociales maintenues, voire aggravées, dont il est la première manifestation. Or, il le fait, et c'est le drame des socialistes. Le chômage, leur cancer, est au cœur de leurs embarras et de leurs échecs. Il a alimenté le rejet des immigrés dont M. Jean-Marie Le Pen a fait son fonds de commerce. Il est l'un des révélateurs de la crise de l'éducation, et c'est de lui, d'abord, que se nourrit le « mal de vivre » dans les banlieues.

Avec les inégalités sociales, le chômage est sans doute — promesses non tenues — l'une des causes de discrédit du discours politique dont profite l'extrême droite, banalisée elle aussi en ce sens que, réapparue au début du premier septennat, elle s'est installée dans le paysage, et que tous les acteurs politiques ont appris, quoi qu'il leur en coûte, à « faire avec » ou même à en jouer. Chômage, affaires devenues l'ordinaire d'un débat politique à ras du

sol — Greenpeace, Carrefour du développement, Pechiney-Triangle avant Urba-Graco — créent un vide en chassant les partis, impuissants à porter quelque projet qui enthousiasme ou voués à prêcher dans le désert. M. Jean-Marie Le Pen, d'un côté, en est l'un des bénéficiaires et, de l'autre, M. Bernard Tapie, promu héros des socialistes et devenu, par la même, symbole de leur échec.

C'est de là peut-être que naît, à l'intérieur, la plus forte inquiétude pour les années à venir. François Mitterrand, qui occupe à lui seul tout l'espace, a massé le désintérêt des Français pour la vie publique, exprimé par des taux record d'abstention aux élections.

« Il n'y a qu'un vainqueur, le 10 mai 1981, c'est l'espérance », disait François Mitterrand lors de son investiture. Dix ans plus tard, il n'est pas encore tout à fait interdit de rêver.

JEAN-YVES LHOMEAU

Dans « Newsweek »

M. Mitterrand, un homme « difficile à comprendre pour qui n'est pas Français »

« Mitterrand est un personnage particulièrement difficile à comprendre pour qui n'est pas Français, écrit Newsweek daté du 13 mai. Il est l'un des derniers d'une génération baignée dans la littérature de l'époque romantique, Français jusqu'au bout des doigts et en accord profond avec l'héritage culturel de la France. (...) C'est un provincial dans tous les sens du terme. Il ne parle pas de langues étrangères et connaît peu de choses à l'économie. Ce n'est guère le profil type du dirigeant des années 80. Mitterrand a néanmoins réussi à durer et à contribuer à l'édification de l'avenir de la France et du monde. »

« Il a accablé le long processus d'évolution de la France, d'une puissance mondiale arrogante à une prospérité démocratique industrielle de taille moyenne. Seul quelque d'homme d'État puritain français qui lui pouvait si rapidement réduire le singulier archaïsme de la France. Seul un dirigeant pouvant faire appel à la générosité spontanée des Français pouvait ramener le pays au conservatisme économique. Seul un homme à la solide réputation de nationaliste pouvait se permettre de faire de la France un pays pro-européen et atlantique. L'héritage de Mitterrand, comme son passé, sera truffé de paradoxes. Mais il laissera la France en meilleur état qu'il l'a trouvée. »

صلى الله عليه وسلم

صحنه من الاحل

POLITIQUE

La réhabilitation du métier politique

Député de l'Isère, Georges Colombier a entrepris de démontrer à ses électeurs qu'il mérite bien ses 28 988,91 francs par mois, moins les frais

LA COTE-SAINT-ANDRÉ (Isère)

Si on me laissait deux ou trois minutes à la télévision, je ferais un tabac. Georges Colombier, député (UDF-PR) de la septième circonscription de l'Isère, n'est pas content. La sixième des réunions cantonales qu'il a organisées depuis le début de l'année sur « le métier de député », pour tenter de remédier, à la mesure de ses moyens, au « climat d'anti-parlementarisme primaire », serait selon lui la plus décevante qu'il ait connue. « C'est de ma faute, je me suis laissé échauffer par la première question sur les affaires », admet-il.

Lors de ces réunions, Georges Colombier ne veut pas parler de politique. Il souhaite simplement réhabiliter le « métier » que ses électeurs du nord de l'Isère lui ont donné, pour la première fois en 1986, lorsqu'il fut élu à l'Assemblée nationale comme numéro deux de la liste d'union conduite par M. Alain Carignon.

« Le mercredi, à la télévision, c'est pas le meilleur qui est diffusé », dit-il, pour expliquer sa croisade. Maire, depuis 1973, de Meyrieu-les-Étang (cinq cent cinquante habitants et trente et un étangs), son village natal, Georges Colombier, est, il est vrai, un habitué des réunions. Chaque année, avant le vote du budget communal, il rassemble ses concitoyens dans la salle des fêtes de Meyrieu, construite en dix-huit mois par les habitants du village. Pendant que les épouses des conseillers municipaux préparent les « bûches » à la cuisine, tout est « posé sur la table », les recettes possibles comme les dépenses possibles, du coût du revêtement des nids-de-poule à celui de la cantine scolaire, en passant par l'entretien de l'école, l'éclairage du stade, le mi-temps du cantonnier, jusqu'aux indemnités du maire et des adjoints. Une recette

apprise auprès d'un ancien sénateur communiste de l'Isère, M. Paul Jargot, le fondateur du centre de formation des élus communaux.

Depuis un an et demi, Georges Colombier s'est mis, de surcroît, à la disposition des collèges de sa circonscription pour expliquer aux élèves des classes de cinquième et de troisième, pendant leurs cours d'instruction civique, le travail du député. « Je me garde bien de faire de la politique politicienne », raconte-t-il. Il y a un mois, à Bourgoin-Jallieu, j'étais devant une SES (section d'éducation spécialisée), remplie de jeunes immigrés. Je leur ai dit : « Je vais vous décevoir ; il y a un seul à ne pas dépasser. » Ça ne plait peut-être pas comme réponse, mais c'est accepté.

« Il en fait peut-être un peu trop »

Discret, timide, presque inconnu à Paris, et même à Grenoble, où il occupe les fonctions de vice-président du conseil général chargé des affaires sociales, Georges Colombier se révèle être un bavard impénitent dès qu'il se retrouve parmi les siens. Pendant plus de trois heures, ce soir-là, dans une salle du château Louis-XI, à La Côte-Saint-André, la patrie de Berlioz, il parle, parle, parle.

« Il en fait peut-être un peu trop », observe, au premier rang, le sénateur (UDF-PR) Jean Boyer, son parrain en politique. Mais, à minuit passé, aucune des quatre-vingt personnes présentes n'a encore osé s'écarter. A la tribune, entouré de ses deux attachés parlementaires, Georges Colombier a commencé par faire le compte des « manuels » de l'Assemblée. « Nous sommes neuf sur cinq cent soixante-dix-sept. » Lui-même venait d'être licencié de chez Calor, après vingt-huit ans de maison, lorsqu'il fut élu en 1986.

Depuis cinq ans, il s'est pris de passion pour son nouveau métier, mais sans avoir rien oublié de l'ancien, ni de son passé de syndicaliste à Force ouvrière. A raison de six cents lettres par mois, il estime avoir été déjà sollicité par plus d'un ménage sur huit, dans sa circonscription, pour des problèmes sociaux, des problèmes d'emploi, de service militaire et pour l'obtention de médailles.

« Ça, ça me va toujours un peu époustoufflé. » En 1990, dans le sens des réformes envisagées par le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, il a aussi déposé deux propositions de loi constitutionnelles : l'une tendant à instituer une session parlementaire unique de quarante-cinq semaines, ouverte le 2 septembre et limitée aux mardis, mercredis et jeudis ; l'autre visant à inscrire à l'ordre du jour du Parlement les propositions de loi signées par les deux tiers des députés ou des sénateurs. A sa permanence de

Saint-Jean-de-Bouray, il laisse aussi un cahier de messages, parce que « c'est le député qui a été élu, c'est lui qui doit en baver, pas les assistants ».

« Je parle comme j'ai appris. Les belles phrases, je sais pas faire », poursuit-il. Mais qu'on ne vienne pas l'échauffer sur la moralité des hommes politiques : « Il n'y a pas plus de coquins en politique que dans d'autres professions. Simple, quand on a fait le couillon, on en parle beaucoup, et ça rejaille sur tout le monde. » Réélu en 1988 contre l'ancien ministre de la coopération, M. Christian Nucci, Georges Colombier s'honore de n'avoir jamais attaqué son concurrent socialiste sur le terrain des affaires. Ses affiches portaient juste ce bandeau : « Georges Colombier, un honnête homme ». « Je ne pouvais quand même pas faire moins », dit-il en riant, comme pour se disculper.

« Mais, tiens, justement, une question qu'on ne m'a pas posée : le coût de ma campagne en 1988 ? Cent vingt mille francs, et encore j'estime qu'on en a déjà trop fait. » On l'interroge pêle-mêle sur l'enseignement privé, le financement des retraites, le coût de la pyramide du Louvre ou M. Michel Noir — « il dit en mieux ce que j'ai dit ce soir », — et répond sur son emploi du temps : trois jours à Paris, « parce qu'avec une cassette d'élu certaines portes s'ouvrent », trois ou quatre dîners dans les samedis, et une seule soirée en famille, le dimanche à partir de dix-neuf heures. « Je prends une semaine en juillet et deux en août. Depuis cinq ans, je suis allé deux fois aux États-Unis, une fois en Guinée et trois jours en Roumanie. »

« 8 500 francs chez Calor »

Et comme décidément on ne lui pose pas les bonnes questions, Georges Colombier sort son dernier bulletin de salaire : 28 988,91 francs.

« Dans les collèges, on me dit : oh ! moi, à ce tarif, je veux être député. » Mais l'ancien ajusteur sait aussi faire le compte des dépenses : 1 000 francs par mois à l'UDF et autant au Parti républicain, 3 411 francs pour la location d'une Citroën BX diesel, 1 300 francs pour le gazole et les vidanges, 1 200 francs pour les soirées, les dimanches, et autant pour les coupes remises lors des compétitions sportives, les dépenses d'affaires, les cartes de vœux du nouvel an, sans compter les frais de papeterie et la cotisation à un petit groupe de députés « anti-ras-le-bol », formé au sein de l'opposition et dénommé Convictions. « Il me reste 9 679 francs par mois, je gagnais 8 500 francs chez Calor, pour trente-neuf heures de travail par semaine. »

JEAN-LOUIS SAUX

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Chevènement souhaite que la gauche prenne un « nouveau départ »

M. Jean-Pierre Chevènement a préconisé, dimanche 5 mai, au « Grand Jury RTL-le Monde », une reconstitution du paysage politique, en affirmant qu'il est temps de dépasser les « clichés vieux de vingt ans » ; et appelé de ses vœux un « nouveau départ » pour la gauche. Plusieurs responsables socialistes ont commenté de façon nuancée le bilan des dix ans de présence au pouvoir de la gauche, en insistant sur le problème du chômage.

M. Chevènement souhaite un rapprochement avec des communistes, des gaullistes et des membres de l'UDF qui partagent ses conceptions. Il estime qu'il est temps de rebattre profondément les cartes et que « des réseaux se tissent ». A ses yeux, « il est, en outre, nécessaire de recréer au sein du PS un espace de débat pour la démocratie », car les courants du parti « sont devenus des écuries présidentielles, et le choix du candidat occulte toutes les autres préoccupations », notamment le débat d'idées.

« Il y a, dans tous les partis sans exception — chez les communistes, chez les gaullistes, au sein de l'UDF — énormément d'hommes et de femmes que j'ai rencontrés, qui, sur beaucoup de points, se sentent assez proches des analyses que j'ai développées », a déclaré M. Chevènement. « Au-delà de la crise du socialisme, a-t-il ajouté, il y a une jeunesse qui est en attente. Il faut lui tenir le langage de l'effort et celui de la fraternité, par rapport au défi technologique des Japonais et à la volonté d'hégémonie des États-Unis, [pour que] la France ne s'abandonne pas. »

M. Lang : « Mission accomplie »

L'ancien ministre, candidat à l'élection législative partielle de Belfort le 2 juin prochain, s'est montré critique sur la politique économique et industrielle conduite pendant la dernière décennie. Il a déploré que les gouvernements aient privilégié la monnaie et les marchés financiers. Pour lui, l'objectif numéro un ne doit pas être « une monnaie magnifique sous laquelle creve l'économie ». « Aujourd'hui, a-t-il affirmé, le moment est venu de dire que des équilibres plus dynamiques doivent être trouvés, de reconnaître qu'on n'a pas mis le curseur au bon endroit, de prendre

du champ, de former des projets, de concevoir un nouvel élan et de prendre un nouveau départ pour la gauche. » Il souhaite la réduction du mandat présidentiel à cinq ans et préconise aussi la démission automatique du président de la République si ce dernier décide de dissoudre l'Assemblée au-delà de deux ans de législature.

M. Jack Lang, invité de l'émission « Sept sur Sept », dimanche 5 mai, sur TF 1, a déclaré que « M. François Mitterrand est au zénith », qu'il a « transformé la France, été un pacificateur, un accoucheur d'idées nouvelles ». « Je dirai : « mission accomplie », a ajouté le ministre de la Culture et de la communication. Ne doutant pas que la gauche, grâce à cette réussite, peut rester au pouvoir pendant les dix années qui viennent, M. Lang a souligné, cependant, qu'elle ne doit pas « faire dodo » et que le fait d'avoir gagné son pari économique doit l'inciter à aller de l'avant pour « de nouveaux changements ».

M. Poperen : les inégalités se sont creusées

Interrogé sur les « affaires », M. Lang a dénoncé un « extraordinaire festival de tarification » de la part de l'opposition, en soulignant que lorsque le général de Gaulle était président de la République, « il était de très belles affaires », financées en sollicitant « des entreprises privées ». Le ministre s'est déclaré partisan d'un contrôle de la Cour des comptes sur le patrimoine des partis, des hommes politiques et des chefs des grandes entreprises et des grands médias.

M. Pierre Mauroy a plaidé, sur FR 3, en faveur d'une nouvelle réduction du temps de travail, un des moyens susceptibles, selon lui, de « palier le fléau du chômage ». Selon le premier secrétaire du PS, les socialistes ont fait, ces dix dernières années, « plus qu'en 1936 et 1944 » sur le plan social, mais « la montée du chômage » constitue un « point noir ». « Aujourd'hui, l'augmentation du temps de formation lié à cette réduction et sans doute une nouvelle adaptation à la machine, cela me paraît indispensable », a déclaré l'ancien premier ministre, père de la semaine de trente-neuf heures.

Au sujet du PS, M. Mauroy juge que « l'essentiel » n'est pas une réforme des structures, comme le souhaitait MM. Michel Rocard et Jean Poperen. « Le PS n'a pas cessé d'évoluer, a-t-il dit. N'est-ce pas de dire que pour régler nos problèmes, il faudra des

réformes de structures. Pour les surmonter, il est indispensable d'avoir un projet, des idées nouvelles pour les dix prochaines années. »

Pour M. Poperen, qui s'exprimait, dimanche, au « Forum » de Radio-Monte-Carlo et de l'Express, les socialistes ont « rendu plus acceptables » les injustices, mais ils n'ont « pas pu empêcher que les inégalités ne se creusent ». Selon M. Poperen, il y a, en effet, « au-delà des plus riches, dont tout le monde s'accorde à dire qu'ils ont plutôt accentué leur enrichissement », et au-delà des plus pauvres, « tout le secteur intermédiaire de ces petites classes moyennes, qui a plutôt tendance à voir ses conditions de vie, disons, se compliquer, pour ne pas dire se dégrader ». Le ministre des relations avec le Parlement estime que cette situation « n'est la faute de personne en propre, c'est une donnée générale de l'évolution de nos sociétés industrielles ». D'autre part, M. Poperen s'est déclaré « surpris » de l'hostilité de M. Rocard à une réforme de la Constitution (le Monde daté 5-6 mai), car, selon lui, cette question « ne pourra pas être éludée ».

Le ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, a déclaré, dimanche, au « Club de la presse » d'Europe 1 et de Libération, que le gouvernement a besoin d'un « deuxième souffle » et qu'il ne se présentera pas « dans de très bonnes conditions » aux élections législatives de 1993 s'il ne donne pas « plus d'espoir » d'ici là. Le ministre a notamment cité le problème du chômage, déclarant qu'il est « totalement insupportable d'avoir deux millions et demi de chômeurs (...) après dix années de majorité socialiste » et qu'il faut un projet portant « essentiellement sur la recherche » de moyens pour diminuer ce nombre.

M. Marchand estime, « à l'heure actuelle », que « si on ne peut pas reculer », que M. Rocard « serait le meilleur candidat » socialiste s'il y avait une élection présidentielle et si M. Mitterrand ne peut pas « être là pour être candidat ». Rappelant qu'il n'avait « jamais été un grand fanatique des courants » au sein du Parti socialiste, M. Marchand a exprimé la crainte de voir naître « des confédérations », avec autant de sièges du parti que de courants.

M. Marchand estime, « à l'heure actuelle », que « si on ne peut pas reculer », que M. Rocard « serait le meilleur candidat » socialiste s'il y avait une élection présidentielle et si M. Mitterrand ne peut pas « être là pour être candidat ». Rappelant qu'il n'avait « jamais été un grand fanatique des courants » au sein du Parti socialiste, M. Marchand a exprimé la crainte de voir naître « des confédérations », avec autant de sièges du parti que de courants.

Président du CRIF

M. Jean Kahn est élu à la tête du Congrès juif européen

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), M. Jean Kahn a été élu à la présidence du Congrès juif européen (CJE), dimanche 5 mai, lors de l'assemblée plénière de cette organisation réunie à Jérusalem. M. Kahn, qui remplace un Britannique, M. Lionel Kopelovitz, a été choisi à l'unanimité des délégués de la vingtaine de pays européens représentés au sein du CJE. A la tête d'une organisation créée en 1986 et affiliée au Congrès juif mondial (CJM), il entend consacrer son mandat, d'une durée de deux ans et demi, à maintenir et à développer « la singularité et la spécificité » des cultures juives d'Europe et à contribuer à la construction européenne en manifestant « la composante juive très active » dans la culture du continent.

Cette réunion plénière du CJE à Jérusalem avait encore pour objet de manifester soutien et solidarité à Israël à l'heure où ce pays doit absorber des dizaines de milliers de juifs soviétiques (la vague d'immigration s'est singulièrement ralentie, depuis près de deux mois, du fait, notamment, des difficultés économiques que rencontre l'État hébreu). La même question devait dominer la réunion, de lundi à mercredi, de l'assemblée plénière du CJM, elle aussi réunie à Jérusalem.

Plusieurs personnalités politiques européennes ont été invitées, notamment l'ancien premier ministre hongrois, M. Miklós Nemeth, et le chef du gouvernement tchécoslovaque, M. Marian Čalfa. Politique proche-orientale oblige, ce dernier a dû répondre à quelques questions embarrassantes sur les ventes d'armes de son pays. Oui, a-t-il dit en substance, la Tchécoslovaquie s'apprête à vendre des chars T-72 à la Syrie, sauf à trouver le capital nécessaire à la reconversion d'une industrie d'armement héritée du passé, mais qui fournit encore nombre d'emplois. « La reconversion requiert des fonds énormes, je suis venu ici solliciter l'appui d'Israël et du CJM », a expliqué M. Čalfa.

ALAIN FRACHON

M. Chirac : « Echec social et duperie morale »

Dans une interview accordée au Figaro du lundi 6 mai, M. Jacques Chirac affirme que « le système prend l'eau et les Français assistent à son naufrage ». Le président du RPR analyse la situation actuelle, non pas comme une crise des institutions ni une crise de société, mais comme une « crise politique », et il en voit les causes dans « une certaine désespérance, conséquence d'une ambition sociale déçue et d'une ambition morale bafouée ».

Il poursuit : « Le socialisme en 1981 était peut-être un rêve et une promesse. Ceux-là savent désormais qu'il ne s'agissait que d'une illusion qui se dissipait au fil des années. Demeure un parti très qui, du fond des palais nationaux, s'accroche à son pouvoir. Il s'agit d'un échec social et d'une duperie morale. Il suffit de récapituler les idées de chapitre accroissement du nombre des

□ M. Mitterrand ferait mieux qu'en 1981 à une élection présidentielle. — Si une élection présidentielle avait lieu aujourd'hui, M. François Mitterrand obtiendrait un meilleur résultat qu'en 1981. Selon un sondage réalisé par Louis-Harris pour France-Inter, M. Mitterrand recueillirait au premier tour 36 % des suffrages (au lieu de 25,84 % en 1981 et 34,09 % en 1988). Il devancerait largement M. Jacques Chirac, lui-même en hausse (24 % des voix, au lieu de 14,33 % en 1981, et 19,94 % en 1988), qui prendrait le meilleur, cette fois, sur M. Valéry Giscard d'Estaing (21 % au lieu de 28,31 % en 1981). Au second tour, dans l'hypothèse 1981, M. Mitterrand obtiendrait 55 % des suffrages (au lieu de 52,2 % en 1981), contre 45 % à M. Giscard d'Estaing (au lieu de 47,8 %). Cette enquête a été effectuée les 24 et 25 avril auprès de mille quatre personnes.

chômeurs, augmentation des inégalités, poids chaque jour plus lourd de la fiscalité, dépenses excessives sur fond de ralentissement économique, montée d'une certaine angoisse devant un avenir mal préparé : système éducatif, retraite, (...) Elu sur une utopie, rétro sur un malentendu, M. Mitterrand doit gérer une société crispée et inquiète pour son avenir. » M. Chirac affirme ensuite : « Nous allons gagner les élections régionales, les cantonales et les législatives. »

L'ancien premier ministre envisage des aménagements limités à apporter à la Constitution : élargissement du quinquennat, élargissement du champ d'application du référendum, modification des règles de nomination au Conseil supérieur de la magistrature, garanties de l'indépendance de la justice vis-à-vis du pouvoir politique.

□ La politique sociale est jugée globalement positive. — Selon un sondage réalisé par la SOFRES pour l'hebdomadaire Espace social européen, une majorité de Français (51 % contre 43 %) jugent « positif » le bilan de la politique sociale de M. Mitterrand. L'action du président de la République est surtout approuvée dans le domaine de l'aide aux délinquants (54 % d'avis positifs). Les jugements critiques l'emportent pour l'emploi (71 % d'avis négatifs), les salaires (67 %), les retraites (50 %) et la lutte contre les inégalités (48 %). Cinquante-sept pour cent des Français considèrent enfin la retraite à soixante ans comme la réforme la plus positive depuis dix ans. Cette enquête a été réalisée du 6 au 9 avril auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes.

Dans « Globe »

M. Attali évoque le tournant de 1983

Le mensuel Globe publie, dans son numéro de mai, un entretien avec M. Jacques Attali, président de la BERD et ancien conseiller de M. François Mitterrand, qui évoque, notamment, le choix de la « rigueur » économique en 1983.

M. Attali indique que Jean Riboud, président-directeur général de Schlumberger, n'était pas le principal défenseur de l'autre politique, impliquant la sortie du franc du système monétaire européen. « Il y avait quelque chose derrière lui, un grand expert économique, déclare-t-il. Jean Riboud avait une passion pour l'industrie, c'était quelqu'un d'extrêmement passionné et intègre, un très grand monsieur. [Ses idées] étaient très intéressantes. C'était une question de choix politique. [...] Cela aurait pu réussir économiquement. M. Pierre Bérégovoy, d'ailleurs, y croyait. Mais cela aurait été, à mon sens, une formidable erreur politique. »

Pour M. Attali, cette période a été celle d'un « vrai débat intellectuel ». « Le président, explique-t-il, un temps intéressé par les idées de Jean Riboud, a eu le courage de changer d'avis, avec l'appui de Pierre Mauroy, Jacques Delors et de ses collaborateurs à l'Elysée. »

SOCIÉTÉ

Avec la parution de travaux scientifiques dans la revue « Science »

L'accord franco-américain sur la découverte du virus du sida pourrait être remis en cause

La controverse franco-américaine sur la paternité de la découverte du virus du sida rebondit brutalement avec la prochaine parution dans l'hebdomadaire américain *Science* de résultats obtenus par un groupe de chercheurs français. Ces résultats permettent, pour la première fois, de comprendre l'origine exacte de la découverte du virus. Contrairement à ce qu'ils pensaient jusqu'à présent, le professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris) n'avait, dès le départ, fait un postulat qui, avec le temps, devait se révéler en partie inexact.

Selon eux, en effet — on était alors en 1983 — il devait être plus facile d'isoler et de produire en masse le virus de ce qui allait devenir le sida à partir de prélèvements sur des personnes n'étant qu'à un stade peu avancé de l'infection, qu'avec sur des prélèvements venant de malades avérés. Dès janvier 1983, les chercheurs français parvenaient à isoler, pour la première fois au monde, un rétrovirus inconnu jusqu'alors qui, après quelques controverses, devait se révéler comme étant bien l'agent causal de la maladie.

Quiproquo virologique

Baptisé BRU (ce signe correspondant aux trois premières lettres du nom du malade concerné), ce virus fut rapidement à l'origine d'un important quiproquo virologique, comme en témoigne la publication à paraître dans l'hebdomadaire américain *Science* (1). Après diverses tentatives plus ou moins infructueuses effectuées entre janvier et juin 1983, les chercheurs français réussirent entre autres à isoler un autre virus (baptisé LAV). Durant les mois de juillet et d'août 1983, les isolats effectués à l'Institut Pasteur de Paris dans le laboratoire du professeur Luc Montagnier furent

transférés dans celui, voisin, du docteur Jean-Claude Chermann.

Que se passa-t-il à cette époque dans le laboratoire du docteur Chermann où les chercheurs travaillaient dans une seule pièce sous une seule hotte ? Erreur d'étiquetage ou contamination accidentelle, tout indique aujourd'hui que le virus LAV (celui-ci isolé en juin) prit rapidement la place de BRU. On sait aujourd'hui de manière formelle que la substitution se fit durant une semaine du mois d'août 1983. Les chercheurs crurent alors qu'une technique particulière (un « passage de virus » sur des précurseurs de cellules de moelle osseuse baptisées M27B) permettait d'obtenir les grandes quantités souhaitées de virus BRU. Ils ignoraient toutefois que les quantités obtenues correspondaient en réalité au virus LAV.

Seuls au monde à disposer d'une telle matière première virale potentiellement responsable d'une maladie pour laquelle toutes les hypothèses étiologiques pouvaient encore être avancées, les chercheurs français étaient, à cette époque, en étroite collaboration avec le professeur Robert Gallo et son équipe de l'Institut national américain du cancer (Bethesda). C'est ainsi que le professeur Montagnier apporta personnellement outre-Atlantique, en juillet 1983, un échantillon de BRU que M. Popov, le collaborateur du professeur Gallo, ne parvint pas alors à faire pousser.

À la fin du mois de septembre de la même année, l'équipe française (Mme Françoise Barré-Sinoussi) adressait à Bethesda deux ampoules d'un virus qu'elle tenait pour être du BRU mais dont l'une était en réalité une culture de virus contaminée par le virus LAV, alors

envoyé qui devait être à l'origine de l'intense polémique franco-américaine sur la paternité de la découverte du virus du sida.

La répartition des bénéfices

Au terme d'une série de rebondissements et de déclarations contradictoires, la partie américaine reconnaissait en définitive l'apport des chercheurs français. En avril 1987, MM. Reagan et Chirac signèrent un accord à l'amiable prévoyant la répartition des bénéfices commerciaux des brevets déposés de manière séparée, d'abord par l'équipe du professeur Montagnier puis par celle du professeur Gallo. C'est cet accord qui, aujourd'hui, est brutalement remis en question, avec les nouvelles révélations scientifiques que doit très prochainement publier l'hebdomadaire américain *Science*.

Cette publication fait directement suite à celle cosignée par le professeur Gallo et le docteur Chermann, parue il y a peu dans l'hebdomadaire britannique *Nature* (le Monde du 5 mars). Celle-ci tendait à conclure qu'aucun des échantillons viraux adressés en 1983 par l'équipe française n'était à l'origine du virus produit par l'équipe américaine. Elle laissait ainsi entendre que le virus isolé par les Français pourrait en fait n'être qu'une contamination d'origine américaine.

De telles insinuations semblaient aujourd'hui démenties de tout fondement objectif. Grâce notamment à une nouvelle technique PCR d'amplification des fragments d'ADN, les signataires de l'article de *Science* démontrent que l'équipe américaine n'a, en définitive, fait qu'identifier le virus LAV, alors

que l'équipe pastoriennne pensait ne lui avoir donné que des échantillons de virus BRU. La biologie moléculaire permet en effet d'affirmer aujourd'hui, grâce aux nombreux échantillons parfaitement conservés par congélation et datant de 1983, que l'un des deux envois de septembre 1983 adressés à l'équipe du professeur Gallo était en réalité un échantillon de BRU contaminé par LAV.

Ce quiproquo virologique élucidé permet d'expliquer les diverses inconnues qui ont alimenté la polémique opposant les professeurs Gallo et Montagnier. Si les Français reconnaissent et regrettent l'existence d'une contamination BRU-LAV, la démonstration de cette même contamination leur permet, dans le même temps, d'affirmer être les premiers et les seuls à l'origine directe de la découverte du virus que l'on a depuis baptisé HIV et qui infecte plusieurs dizaines de millions de personnes à travers le monde. Ce travail leur permet notamment de réfuter les allégations du professeur Gallo selon lesquelles la première identification virale aurait été américaine, une contamination étant ultérieurement à l'origine de la découverte française.

Paternités respectives

En réduisant l'apport américain, ces révélations remettent du même coup en question les termes de l'accord franco-américain signé en 1987 qui prévoyait une répartition égalitaire d'une partie des bénéfices commerciaux résultant des brevets de la découverte du virus. Sans doute convient-il, pour mesurer les conséquences des nouvelles révélations scientifiques

françaises, d'attendre les conclusions de la commission d'enquête que l'Institut national américain de la santé a constituée pour évaluer la part du professeur Gallo dans la découverte du virus du sida. Cette commission s'apprête d'ailleurs à faire analyser par un laboratoire indépendant les structures des différents virus isolés par l'équipe française afin de les comparer à celles du virus du professeur Gallo. On pourra ainsi reconstituer définitivement la généalogie des découvertes et préciser les paternités respectives.

Il est clair aujourd'hui que l'on approche de l'épilogue de cette longue affaire, unique dans l'histoire de la virologie tant par l'intensité de l'affrontement entre deux scientifiques éminents que par la portée médicale, politique et économique de la découverte en question. Le plus remarquable sans doute ici est de constater que ce sont les progrès de la biologie qui, près de dix ans après les faits, permettent de situer les véritables apports des uns et les exactes responsabilités des autres.

JEAN-YVES NAU

(1) « Le LAV revisité : les origines des premiers isolats de HIV-1 de l'Institut Pasteur » est le titre de l'article à paraître prochainement dans la revue *Science*. Il est signé par Simon Wain-Hobson, Jean-Pierre Vartanian, Michel Henry, Nicole Chenciner, Romy Chénier, Sylvie Delos, Livia Pedraza Martins et Monica Sala (laboratoire de rétrovirologie moléculaire de l'Institut Pasteur) par Marie-Thérèse Nugeyre et Françoise Barré-Sinoussi (laboratoire de biologie des rétrovirus de l'Institut Pasteur), par Denise Guittard et Luc Montagnier (Unité d'oncologie virale de l'Institut Pasteur), par David Klatsman et Jean-Claude Gluckman (CNRS URA 1463 de l'Hôpital Pitié-Salpêtrière) et par Willy Rozenbaum (Hôpital Rothschild).

Huit années de polémique

La longue traque

Sans les outils de la biologie moléculaire et l'obstination de John Crewdson, un journaliste américain du *Chicago Tribune*, on n'aurait sans doute jamais su ce qui s'est passé dans le laboratoire du professeur Robert Gallo, au dernier étage du bâtiment 37 du National Institute of Health, à Bethesda, durant l'hiver 1983-1984. Sans l'enquête flegme de seize pages du *Chicago Tribune* publiée le 19 novembre 1989 (1), l'image qu'aurait aujourd'hui Robert Gallo serait celle qu'en donnait quelques mois auparavant le docteur Samuel Broder, le directeur du National Cancer Institute, dans une interview au *Washington Post* : « Gallo, déclarait-il, est l'une des figures paradigmatiques du vingtième siècle. Il a influencé le cours de notre vie quotidienne de façon inimaginable. Einstein et Freud, voilà ceux avec qui je le comparerais, sans aucune hésitation ».

On peut faire débuter l'histoire de la découverte du virus du sida le 4 janvier 1983. Ce jour-là, le docteur Françoise Brun-Vézinet apporte au docteur Jean-Claude Chermann, à l'Institut Pasteur de Paris, un extrait de ganglion lymphatique prélevé sur un malade atteint de sida. Frédéric Bruguère, suivi à l'hôpital Claude-Bernard par le docteur Willy Rozenbaum. A l'époque, ces médecins français savaient déjà, qu'outre-Atlantique, les équipes des professeurs Gallo et Myron Essex (Harvard School of Public Health) soupçonnaient un rétrovirus d'être la cause du sida.

Très vite, Jean-Claude Chermann et Françoise Barré-Sinoussi, qui travaillaient ensemble dans l'unité d'oncologie virale du professeur Luc Montagnier à l'Institut Pasteur, eurent la certitude qu'il s'agissait bien d'un rétrovirus, mais que ce dernier était en réalité différent de celui auquel pensaient Gallo et Essex, le HTLV (Human T cell leukemia virus, ou virus de la leucémie).

Après avoir publié, le 20 mai 1983, un article dans la revue scientifique américaine *Science* signalant l'isolement d'un nouveau rétrovirus baptisé BRU (2) — dans le même numéro figuraient trois articles d'Essex et Gallo apportant la preuve de la présence du HTLV chez des malades atteints de sida, — le professeur Montagnier se rendit en juillet de la même année au National Cancer Institute. A cette occasion, il apporta au professeur Gallo un flacon contenant un

échantillon du virus qu'il pensait être l'agent responsable du sida. En avril, il avait déjà adressé un échantillon de ce virus à Gallo, mais ce dernier l'avait jugé insuffisant. Au cours de la réunion qu'il eut avec le professeur Montagnier, Gallo fut, au dire des témoins, furieux de s'apercevoir que le virus découvert à l'Institut Pasteur était différent du sien.

Peu de temps après, le 14 septembre 1983, eut lieu à Cold Spring Harbor (Long-Island) une réunion très importante. Pour la première fois, le professeur Montagnier exposa en détail les résultats de ses travaux effectués cette fois sur huit malades atteints de sida. Il démontra que son virus était bel et bien différent de celui de Gallo. Ce dernier, en guise de réponse, se contenta d'affirmer que les travaux scientifiques de son collègue français étaient de bien piètre qualité. Le public — quelques-uns des meilleurs virologues mondiaux — était partagé.

Des articles ajoutés après coup

Plus tard, en février 1984, au cours d'un colloque organisé à Park-City (Utah), Jean-Claude Chermann fit le bilan des recherches menées à l'Institut Pasteur, montant en particulier que le LAV — ainsi l'équipe pastoriennne avait-elle baptisé son virus — avait une affinité particulière pour les lymphocytes T4. Gallo, au cours de cette réunion, n'avait parlé d'aucun nouveau rétrovirus. Pourtant, quand les actes du colloque furent publiés quelques mois plus tard, y figurait un article de Gallo rapportant l'isolement d'un nouveau virus humain, le HTLV 3, isolé sur un grand nombre de malades atteints de sida. De même, quand parurent, au cours de l'été 1984, les actes du colloque de Cold Spring Harbor de septembre 1983, figurait un article de Gallo mentionnant l'isolement du HTLV 3. Les deux articles avaient été ajoutés après coup, une procédure tout à fait inhabituelle.

Puis ce fut le fameux 23 avril 1984. Ce jour-là, en grande pompe, le secrétaire à la santé, Mme Margaret Heckler, annonça que « notre éminent professeur Robert Gallo », directeur du laboratory of tumor cell biology au National Cancer Institute, avait découvert « la cause probable du sida ». Dix jours plus tard, le 4 mai, paraissaient dans

Science pas moins de quatre articles de Gallo décrivant ce nouveau virus, le HTLV 3. Dans son euphorie, M^{me} Heckler avait prédit qu'un vaccin serait disponible « dans les deux ans ».

Restaient pourtant plusieurs questions sans réponse : à quelle date Gallo avait-il découvert ce HTLV 3 ? Qu'en était-il de la découverte faite auparavant à l'Institut Pasteur ? Le LAV et le HTLV 3 étaient-ils différents ? Et question fondamentale, le sérum de BRU, donné par le professeur Montagnier au professeur Gallo en juillet 1983, avait-il été utilisé pour la mise en évidence du HTLV 3 ? Les articles de *Science* ne mentionnaient pas ce fait. D'ailleurs Robert Gallo, le docteur n'est plus engagé, par écrit, à ne pas utiliser les échantillons envoyés par Luc Montagnier en avril, juillet et septembre 1983, à des fins commerciales ou industrielles ? Des questions importantes, dans la mesure où, parallèlement, débutait un autre conflit sur les brevets et les tests de dépistage. Avec, à la clé, des centaines de millions de dollars de royalties pour ceux à qui serait attribuée la paternité de la découverte du virus et des tests de dépistage.

Le 6 décembre 1984, Simon Wain-Hobson, de l'Institut Pasteur, dévoila, au cours d'un symposium du NIH, la carte génétique — le séquençage — du LAV (cette séquence génétique fut publiée le 21 janvier 1985 dans la revue *Cell*). Cette fois, le docteur n'est plus permis : le LAV n'est pas le virus de la leucémie. Le 24 janvier 1985, Robert Gallo publia, dans *Nature*, la séquence de son propre virus. Et, un mois plus tard, le 21 février, dans cette même revue, il publia un article dans lequel il explique que les séquences génétiques du LAV et du HTLV 3 montrent que ce sont des variantes d'un même virus. Il suggère que la similitude frappante entre ces deux souches « est peut-être due au fait que les individus sur lesquels ils ont été isolés ont attrapé le virus à la même époque et dans le même lieu ».

« Un accident ou un vol »

Cette similitude était pour le moins troublante. On savait en effet depuis peu qu'une des principales caractéristiques du virus du sida est son extrême variabilité génétique. Deux souches de virus

quasiment identiques, cela méritait pour le moins une explication. Et c'est ce que, vingt mois durant, John Crewdson essaya de comprendre. Au terme de sa longue enquête, sa conclusion fut la suivante : « Ce qui arriva dans le laboratoire de Robert Gallo durant l'hiver 1983-1984 est un mystère qui ne sera jamais, peut-être, entièrement percé à jour. Mais la preuve est faite ici, qu'il n'a pu s'agir que d'un accident ou d'un vol ».

À la suite de la publication de cette enquête, le National Institute of Health décida, en novembre 1989, de créer une commission d'enquête destinée à éclairer les conditions exactes dans lesquelles le virus du sida avait été découvert. On en était là quand, le 18 mars 1990, à l'occasion des colonnes du *Chicago Tribune*, John Crewdson révéla que le gouvernement américain était, depuis plusieurs années, en possession de documents confidentiels établissant que Robert Gallo n'était en fait qu'un intermédiaire, le codécouvreur du virus du sida ainsi que l'avait établi l'accord franco-américain signé le 31 mars 1987 par le président Ronald Reagan et M. Jacques Chirac, alors premier ministre.

Ces documents confidentiels rassemblés en septembre 1985, étaient fondés, pour l'essentiel, sur l'étatement, par le docteur Peter Fischinger, le codirecteur du National Cancer Institute, des carnets de laboratoire du professeur Gallo. Contrairement à ce que prévoit le Freedom of Information Act, ils n'avaient pas été remis aux avocats de l'Institut Pasteur lorsque ceux-ci avaient déposé, en décembre 1985, un recours devant le Court of Claims (ils accusaient les Américains d'avoir violé la promesse écrite de ne pas utiliser le LAV à des fins commerciales ou industrielles).

Le 31 mars 1990, le Monde, à son tour, publiait de larges extraits de ces notes confidentielles. On y retrouvait, de la part du professeur Gallo, de nombreuses inexactitudes, imprécisions et contradictions qui ne faisaient que renforcer l'hypothèse, soit d'une contamination accidentelle de laboratoire, soit d'une fraude. A vrai dire, Robert Gallo lui-même n'avait jamais exclu l'hypothèse d'une contamination de laboratoire pour expliquer la quasi-similitude entre les deux virus, mais ajoutait-il toujours, il sera impossible d'en

apporter la preuve formelle. Tout s'est accéléré le 23 février dernier quand plusieurs chercheurs, parmi lesquels Robert Gallo et Jean-Claude Chermann, publièrent dans *Nature* une lettre montrant « qu'aucun des échantillons de LAV envoyés en juillet et en septembre 1983, du moins ceux qui n'ont jamais été mis en culture cellulaire en lignée continue, ne sont la source du HTLV 3 B ». Cette lettre était accompagnée d'un curieux éditorial de la revue britannique, laissant entendre que le virus découvert à l'Institut Pasteur pourrait bien être, en réalité, le produit d'une contamination provenant du HTLV 3 B de Gallo. « Inadmissible » se contenta de déclarer le professeur Montagnier, précisant simplement qu'il allait immédiatement faire de nouveaux séquençages pour mettre en pièces les allégations de Robert Gallo.

Pour sa part, la presse américaine salua immédiatement cette publication et en conclut que Gallo était définitivement innocenté. Seule, la revue *Science* critiqua en termes particulièrement sévères le travail de Gallo. « D'où vient le LAV ? », se demandait le prestigieux journal scientifique. Le professeur Montagnier avait toujours affirmé qu'il provenait de BRU et voilà que Gallo semblait démontrer que les souches de virus qu'il avait reçu de Pasteur (du BRU) différaient autant du LAV que du HTLV 3 B. « BRU et HTLV 3 B sont sérologiquement, biologiquement et moléculairement différents », devait même déclarer Gallo, affirmant non sans ironie qu'une « contamination » avait pu se produire dans le laboratoire du professeur Montagnier. Pour sa part, Simon Wain-Hobson se contenta de ce commentaire : « Nous allons tout recommencer, mais cette fois-ci, proprement ».

FRANCK NOUCHI

(1) Cette enquête a été publiée en français sous le titre « Sida, la grande quête d'un virus », par les éditions USHER.

(2) Ce sont les trois premières lettres du nom du patient.

Selon l'OMS

40 millions de personnes contaminées en l'an 2000

Dans un rapport récemment rendu public à Genève, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) prévoit que 40 millions de personnes (30 millions d'adultes et 10 millions d'enfants) seront contaminées par le virus du sida d'ici à l'an 2000. Deux faits majeurs sont à souligner : 90 % de ces cas seront recensés dans les pays en voie de développement. Et dans 90 % des cas, la contamination aura eu pour origine des rapports hétérosexuels.

C'est l'Afrique sub-saharienne qui sera la plus touchée par la pandémie, comme vient de le souligner la quatrième conférence des ministres africains de la santé réunie au Swaziland (le Monde du 30 avril). « Compte tenu des projections concernant les décès de nourrissons et d'enfants atteints de sida, explique-t-on à Genève, les taux de mortalité infantile pourraient s'accroître jusqu'à 50 % dans une grande partie de l'Afrique sub-saharienne au cours des années 90, ce qui réduirait à néant les progrès réalisés ces vingt dernières années en matière de mortalité infantile. Depuis 1987, la principale zone touchée est l'Afrique orientale et centrale. Dans certains grands centres urbains, entre un quart et un tiers des hommes et des femmes de quinze à quarante-neuf ans sont aujourd'hui infectés. Au cours des années 90, c'est dans ces villes que l'impact du sida sera le plus dramatique, puisque le taux de mortalité parmi les adultes risque d'y être multiplié par au moins trois ».

En Amérique latine, en Amérique centrale, aux Caraïbes et en Asie du Sud et du Sud-Est, on observe une progression rapide de la diffusion par voie hétérosexuelle du virus. Celle-ci commence aussi, semble-t-il, à se propager activement en Afrique du Nord et au Proche-Orient. Ces projections mondiales sont plus sombres que prévu. A la fin de l'année 1989, l'OMS estimait que le virus du sida aurait, en l'an 2000, contaminé 16 à 20 millions d'adultes. Or il apparaît aujourd'hui que ce chiffre sera atteint dès le milieu des années 90.

J.-Y. N.

سونا خان الامل

صكوات الامم

SOCIÉTÉ

Alors que les secours s'organisent difficilement

Le cyclone au Bangladesh aurait déjà fait plus de 125 000 morts

Le bilan officiel provisoire du cyclone tropical qui a balayé la côte du Bangladesh le 28 avril était, dans la soirée du 5 mai, de 125 720 morts. Sur les 10 millions d'habitants de la zone touchée, 5 millions sont toujours dépourvus de tout. Famine et recrudescence des maladies endémiques liées à l'eau polluée sont donc très menaçantes. Et le nombre de leurs victimes risque d'augmenter considérablement le bilan déjà effroyable de la catastrophe.

Selon les services centraux de secours basés à Dacca, ce sont la ville et les environs du port de Chittagong qui ont été les plus touchés : on y a dénombré 77 800 morts, dont 35 000 dans l'île de Sandwip. Viennent ensuite les alentours du port de Cox's Bazar (39 797 morts) et le district de Noakhali (7 878 morts). En outre, le cyclone, qui a sévi pendant huit heures sur 16 des 64 districts du pays, a détruit 90 % des cultures et 700 000 habitations.

Le temps est redevenu détestable depuis le vendredi 3 mai. Pluies très abondantes et vents très

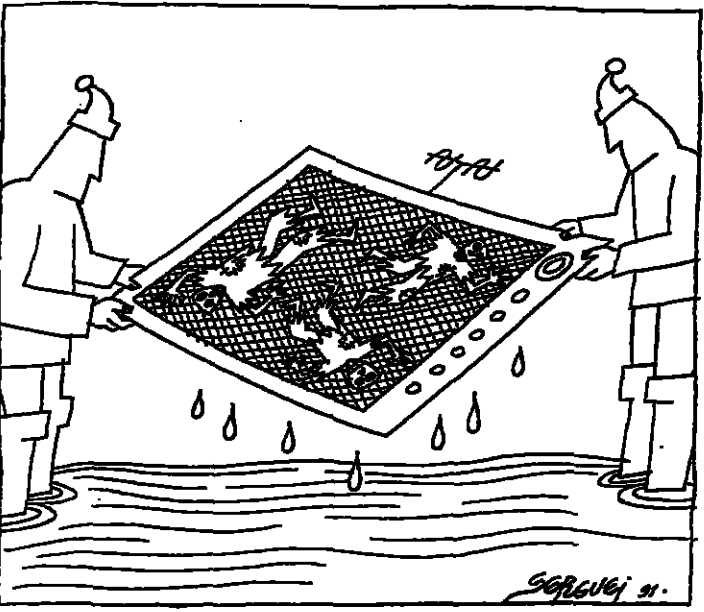
violents gênent considérablement l'acheminement des secours, rendu déjà très difficile par les destructions du cyclone. Un hélicoptère où se trouvaient les premiers ministres du Bangladesh et du Pakistan, M^{rs} Khaleda Zia et M. Nawaz Sharif, M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, et Mère Teresa, ainsi que deux autres appareils transportant des officiels et des journalistes, ont dû faire, le dimanche 5 mai, un atterrissage d'urgence à une trentaine de kilomètres de Dacca.

Des avions et des hélicoptères militaires ont cependant pu larguer de l'eau et de la nourriture, samedi 4 mai, sur quelques îles et certaines zones côtières. Selon le gouvernement de Dacca, il y a un besoin immédiat de 60 millions de dollars : 23 millions ont déjà été promis, dont 12 millions par la CEE, 6,2 millions par la Grande-Bretagne, 2 millions par le Japon et autant par les Etats-Unis. En outre, l'Arabie saoudite a promis une assistance à long

terme se montant à 100 millions de dollars ; la Croix-Rouge essaye de collecter des secours pour une valeur de 8,5 millions de dollars et l'UNICEF en fait autant pour un montant de 5 millions de dollars. A tout cela s'ajouteraient des secours de montants moins élevés qui viendraient du Parti indien du Congrès (1), de la France, de la Nouvelle-Zélande et du Sri-Lanka.

« Le niveau actuel de l'effort de secours ne couvre pas même 1 % des besoins. Savez-vous ce que représente une tonne par rapport à ces besoins ? Pas même une goutte qu'on fait tomber dans l'océan », a déclaré un responsable qui a tenu à garder l'anonymat. « L'armée de terre et l'armée de l'air font certes des efforts, tout comme en font les organisations non gouvernementales. Mais sans une impulsion considérable du gouvernement, il faut nous attendre à une autre catastrophe », a dit une autre « source », tout aussi anonyme mais dont on sait qu'elle est impliquée dans les opérations de

secours. La situation d'urgence au Bangladesh va, de toute façon, durer au moins quatre mois selon les estimations faites le 4 mai par Caritas-Bangladesh, partenaire du Secours catholique. Jean-Paul II a lancé, dimanche 5 mai au cours de sa bénédiction dominicale, un appel à l'aide internationale en faveur du Bangladesh et des autres régions touchées récemment par d'autres catastrophes de toute nature : l'Amérique centrale et la Géorgie soviétique, éprouvées l'une et l'autre par un séisme, la première le 22 avril, la seconde le 29 avril ; la Yougoslavie et l'Arménie déchirées par de meurtriers conflits ethniques. « Tous les hommes de bonne volonté devraient faire preuve de solidarité envers ces peuples frappés par le désastre. Les cris de douleur et de souffrance de mes nombreux frères et sœurs ont un écho profond dans mon âme », a déclaré le pape en s'adressant à la foule réunie sur la place Saint-Pierre. — (AFP, AP, UPI.)



« Les ONG s'attendent à une disette dramatique »

nous déclare M. Denis Viénot, du Secours catholique

Secrétaire général adjoint du Secours catholique, M. Denis Viénot a effectué plusieurs missions au Bangladesh. Il est en liaison avec l'organisation Caritas, dépendante localement des Eglises chrétiennes, mais composée très majoritairement de volontaires musulmans. Caritas et le Croissant-Rouge sont les deux plus grandes organisations non gouvernementales du Bangladesh. Selon M. Viénot, une « disette dramatique » est à prévoir dans ce pays.

« Quelles nouvelles vous parviennent des ONG du Bangladesh ?

— Outre le nombre des morts et des sans-abri, dont l'ampleur est, hélas, confirmée, les ONG du Bangladesh s'attendent à une disette dramatique dans les prochains mois. La période actuelle est, en effet, celle des moissons d'hiver. Or, non seulement la plupart des récoltes ont été sacrifiées par les inondations, mais, en plus, la disette existe dans les zones de surfaces cultivées ne pourra, au mieux, se faire qu'avec les grandes pluies de mousson de juillet et d'août. A court terme, outre les travaux de reconstruction de toute une région, se posera donc un grave problème d'approvisionnement alimentaire et de chômage pour des millions de travailleurs agricoles et de paysans sans terre.

« Sur le plan politique, des inquiétudes existent quant à un possible regain de tension dans la région des hautes collines, à l'est de Chittagong, appelée les Chittagong Hill Tracts. Depuis la partition de 1947 avec l'Inde et l'indépendance du Bangladesh en 1971, cette région est disputée entre les populations tribales qui sont sur place et les Bengalis, qui cherchent à s'étendre sur leurs terres, qui sont souvent vierges, fertiles et, surtout, situées en altitude. La pression des Bengalis pour grignoter ces hautes collines augmentera ces prochains mois et se heurtera à la guérilla tribale.

« Les moyens de prévenir la catastrophe du 30 avril n'étaient-ils pas dérisoires ?

— Dans les opinions publiques occidentales, on peut critiquer l'imprévoyance des autorités, ironiser, comme on l'a fait, sur le nombre modeste des abris anti-inondations et anti-cycloniques (soixante-dix seulement) de cette région du sud-est du Bangladesh et sur l'insuffisance des systèmes

d'alerte météo. On sait que les paysans n'étaient pas munis de transistors pour recevoir les informations sur la proximité du cyclone, qu'auraient dû transmettre les chefs des villages.

« Mais, même si elle est loin d'être parfaite, cette politique de prévention a le mérite d'exister au Bangladesh, ce qui n'est pas le cas dans nombre de pays du tiers-monde exposés aux catastrophes naturelles. Les soixante-dix abris dont on a parlé ont tout de même sauvé des milliers de vies. J'ajouterais : quels sont les gouvernements occidentaux qui, au cours des trois dernières années, ont proposé au Bangladesh de financer de tels abris ? Il s'agit pourtant d'ouvrages peu compliqués, peu chers et connus par tous les spécialistes de l'urgence. Il n'est évidemment pas inutile de réfléchir aux grands projets d'infrastructure et d'endiguement de ce pays, mais une politique de prévention, c'est un tout, et les pays occidentaux auraient dû penser plus tôt aux travaux d'urgence.

« Recréer de l'emploi »

« La répétition de telles catastrophes ne rend-elle pas cette population fataliste ?

— Je connais la population du Bangladesh, et je n'ai pas le sentiment qu'elle soit fataliste. Elle n'avoue pas son impuissance face à la menace constante de l'eau. Dans les petits villages, les écoles sont toujours construites sur les hauteurs, quand celles-ci existent, et servent de refuges à toute la population en cas de besoin. De même, les paysans ont toujours à portée de la main une barque remplie de provisions pour abriter leur famille et faire face au danger.

« Après une catastrophe, la politique des autorités et des ONG du pays, comme Caritas et le Croissant-Rouge, est de remettre le plus vite possible la population au travail, pour éviter la constitution de camps de réfugiés et le grossissement des bidonvilles. Remettre la population au travail, cela veut dire lui proposer, contre rémunération (cash for work), de creuser de nouveaux puits et les canaux, réparer les digues, remettre en état les cultures et les élevages, distribuer des semences, redonner des filets et des bateaux, recréer de l'emploi.

« L'aide de la France, jusqu'à présent, vous paraît-elle à la hauteur ?

— L'aide financière directe annoncée jusqu'à maintenant

(500 000 francs) est modeste, mais le gouvernement a indiqué qu'il s'agissait du début d'une aide importante. Il faut donc attendre pour pouvoir juger de l'importance de la contribution de notre pays. Je crois surtout que la France, les ONG, la Communauté européenne, vont avoir des responsabilités importantes en matière d'assistance médicale, mais aussi pour

résoudre ce problème de rupture de l'approvisionnement alimentaire dont je parlais au début. N'oubliez pas que le port de Chittagong, qui est le seul port du Bangladesh, est bloqué depuis la catastrophe. Il est impossible de chiffrer les besoins exacts de l'aide alimentaire dans ce pays pour les prochains mois.

Propos recueillis par HENRI TINCQ

Les noyés anonymes de Chittagong

Suite de la première page

« Des centaines de cadavres flottant, que les pales de l'hélicoptère font danser effroyablement », dit un pilote de l'armée indienne venu en renfort.

Des milliers ? Des centaines de milliers ? On ne saura jamais. « Dans un pays aussi peuplé que le Bangladesh, on ne connaît déjà pas le nombre des vivants », constate un médecin. En 1970, on a parlé de deux cent mille, trois cent mille, voire six cent mille morts, sans que ces chiffres aient jamais pu être vérifiés ou confirmés. Les autorités comptabilisent les morts en se fondant sur les chiffres des militaires qui creusent les fosses communes et sur les estimations des responsables locaux. Or ces derniers ont évidemment intérêt à forcer les chiffres dans l'espoir de recevoir une aide plus importante. « Chaque catastrophe est pour le Bangladesh l'occasion de recueillir les milliards dont il a besoin pour tourner », affirme un journaliste du pays. Ce qui est sûr, c'est que le cyclone a frappé une zone où vivent à peu près quinze millions de personnes, que, si l'on se réfère aux habitations détruites et aux cultures endommagées, cela fait près de deux millions de personnes sans abri ou sans ressources, sur quelque 300 kilomètres de littoral. Du travail en perspective pour les organisations humanitaires.

Du train reliant Dacca à Chittagong, nous avons vu les premiers dégâts à partir de la ville de Feni, tout au fond du golfe du Bengale. Branches cassées, arbres arrachés, champs de légumes transformés en mares de boue, toitures de tôles emportées, huttes effondrées sur elles-mêmes. Dans un pays où la plupart des paysans vivent dans des cases ou des maisons de terre, un cyclone comme celui du 29 avril est forcément dévastateur. Pour en comprendre l'ampleur, il faut imaginer le temple d'octobre 1987 en Bretagne, jointe à la fureur des eaux de Nîmes lors du fameux orage, et cela avec la mer qui déferle.

Dans le port de Chittagong, une grue de déchargement de plusieurs centaines de tonnes a été déplacée sur quelques dizaines de mètres. Et un bateau de pêche a navigué plusieurs kilomètres sur la terre ferme avant de traverser la piste de l'aéroport et de s'échouer contre le mur d'enceinte, lui-même effondré sur toute sa longueur.

Dans le village de Shunjeri, à une vingtaine de kilomètres de Chittagong, un habitant explique : « L'eau a commencé à monter vers 9 heures du soir ; vers minuit, tout était sous 2 mètres d'eau. Trois

heures après, elle était repartie. » Mais, entre-temps, elle avait tout dévasté. Et l'on a retrouvé quatre bébés flottant dans la mare le 3 mai.

Dans un autre hameau du même village, où il n'y avait que des pailotes, il ne subsiste plus que la « grand-rue », bordée d'amoncellements incertains d'où émergent des jarres, des coffres, bref tout ce qui reste lorsque les « maisons » ont disparu. Les habitants déclarent avoir tout perdu, y compris leur sept vaches. Eux-mêmes s'en sont tirés car, prévenus de l'imminence du cyclone, ils s'étaient réfugiés chez des parents, de l'autre côté de la route en remblai. Ils n'ont plus rien à manger et n'ont encore vu personne leur proposer du secours.

« Il y a des besoins partout »

Tout près de là cependant, une queue s'est formée pour une distribution de médicaments, de langis (sarongs) et de nourriture. C'est la communauté des cinquante familles coréennes (du Sud) de Dacca qui a décidé spontanément de collecter des fonds et de distribuer des secours. Une jeune femme médecin met un bébé sous perfusion, cependant que ses compatriotes font remplir des fioles par les nécessiteux afin que la distribution s'opère dans l'ordre. « Nous ne savons même pas où nous sommes, avoue l'un d'eux, mais ça ne fait rien. Il y a des besoins partout. »

A Patenga, un faubourg de Chittagong, le quartier de Kotgar a subi, comme ailleurs, les effets du cyclone, avec l'aggravation de l'état de bidonville d'origine. Une partie de la chaussée est jonchée de branches cassées, de meubles à sécher, de pans de toits. Et les bas-côtés sentent fort l'égout. Une sorte de soupe populaire a été organisée sous des bâches et quelques bambous : des jarres fumantes de riz safrané et des fûts d'eau moins polluée attendent la distribution quotidienne, effectuée de 14 heures à 17 heures. « Nous avons quatre mille bouches à nourrir, explique l'un des responsables, qui tient à préciser son appartenance à un parti d'opposition. Et c'est notre parti qui les prend en charge. » Allons bon ! Voici que la politique refait surface. Même au Bangladesh...

ROGER CANS

L'aide arrive

Après Mère Teresa, samedi, les éléments avancés de l'aide humanitaire ont débarqué à Dacca dimanche 5 mai. Trois « logisticiens » de Médecins du monde, deux de Médecins sans frontières et trois secouristes du Corps mondial d'assistance, dont un en uniforme de terrain : combinaison aux couleurs de la France, mousqueton d'alpiniste à la taille et chaussures de montagne !

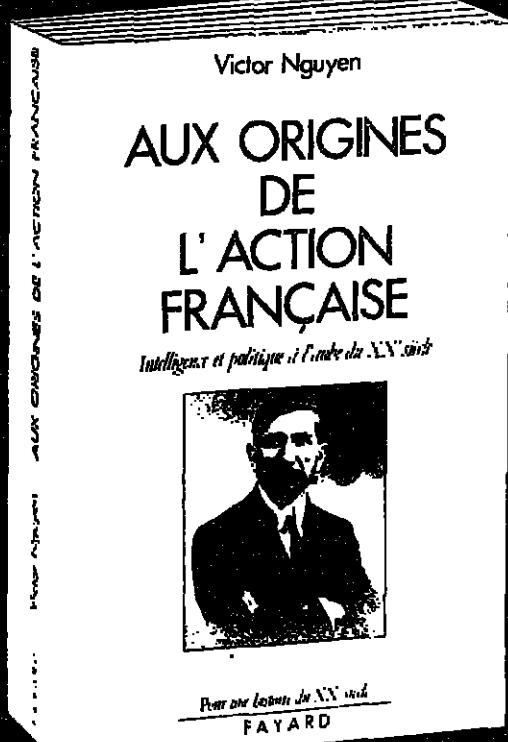
« Nous attendons un avion de France ou de Belgique, explique Gaspard Schlumberger, en poste pour MSF à Karachi, au Pakistan. Nos médecins sont au Kurdistan, mais les Bangladais sont assez

bien organisés sur le plan médical. Ce qui leur manque, c'est le matériel. »

Le secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, a survolé les flots et visité Chittagong en compagnie du premier ministre M. Zia et du premier ministre pakistanais, M. Nawaz Sharif. « Le plus dur est passé, a observé M. Kouchner. Ce qu'il faut maintenant, c'est aider ce pays à construire des abris en dur où les gens puissent se réfugier en cas d'alerte. » Quant au nombre des victimes, le secrétaire d'Etat estime le bilan officiel largement survallué.

MAURRAS AVANT MAURRAS

Victor Nguyen propose non pas un « Maurras avant l'Action française », mais une « Action française avant Maurras » : une recension des éléments préexistants à sa fondation en 1899, une généalogie de ce nationalisme conçu à la fois comme « une obligation rationnelle et mathématique »...



...Partant d'un examen subtil de l'idée de la décadence qui hante alors l'Europe, soupesant les contradictions du centenaire de la Révolution de 1789, Nguyen suit un Maurras réceptacle des nostalgies classiques et des clartés méridionales, puisant dans le symbolisme l'esthétique d'un combat, forçant les traits d'un néochristianisme que Rome condamnera, accompagnant l'avènement d'une « classe intellectuelle »... Nul ne peut rester indifférent au spectacle, aussi bien agencé dans ce livre d'histoire flamboyant, d'une politique qui naquit d'une intelligence si aiguisée du temps qu'elle combattait.

Jean-Pierre Rioux, Le Monde

Pour une histoire du XX^e siècle
FAYARD

CULTURE

Le plaisir d'un Printemps

Suite de la première page

Le succès des valeurs sûres a généralement déteint sur les premières parties : Geoffrey Oryema a triomphé avant Manu Dibango, Kati a conquis les spectateurs de Paul Personne. En cinq jours, on découvrait les publics de la musique populaire française. C'est des Nègresses vertes un peu plus vieux que celui des Satellites. Les collégiennes de Patrick Bruel qu'il ne fallait pas confondre avec les lycéennes d'Elmer Food Beat. (De toute façon, les fans de Patrick Bruel se reconnaissent à leur manière de témoigner leur affection : elles chantent à la place de l'idole du début à la fin du spectacle).

Le dernier week-end du Printemps devait parachèver la démonstration de vitalité de la musique populaire française avec la soirée rap, sans doute le seul pari artistique vraiment risqué de la semaine. Avant d'en arriver là, on avait déploré deux accidents : Juliette Gréco, prise d'un malaise, avait dû être transportée à l'hôpital au bout de quatre chansons, tout comme le batteur des Wampas qui s'était cassé trois côtes en sautant dans le public à la fin du concert du groupe. La première devait rester en observation quarante-huit heures et le second semblait promis à quelques semaines d'immobilisation.

Eloge du rap

Mais ces malheurs n'en annonçaient pas de plus grands : malgré tous les frissons d'anticipation, le public et les artistes de la soirée rap ne se sont jamais départis d'une bonne humeur très communicative.

Le plateau réunissait les banlieues parisiennes du nord (NTM) au sud (EJM et Little MC) et les faubourgs de Marseille (IAM et Swinging Soul Radicals). Initialement prévu au Germain, le spectacle avait été transféré au Palais des congrès, rempli au deux-tiers, ce qui laissait largement assez de place aux *breakdancers* pour tourner sur la tête, faire des sauts périlleux et autres figures généralement imposées en la circonstance. Tout le monde semblait s'être mis d'accord pour faire un éloge du rap par les faits. Le public surtout qui mélangeait les communautés, les tranches d'âge (de huit à trente-cinq ans) et les appartenances tribales. Beaucoup de rockers étaient venus en voisins et les B-boys et B-girls de la région Centre s'étaient déplacés en force. Force d'autant plus impressionnante qu'un an plus tôt, pour le concert de Public Enemy lors du Printemps 90, les Américains n'avaient rassemblé qu'un public de curieux et quasiment aucun amateur local.

Plus tôt dans la journée, Joystarr et Koolhaas, de Suprême NTM, avaient fait une conférence de presse commune avec Juliette Gréco. Une fois avouée l'ignorance réciproque que les uns et l'autre avaient de leurs musiques respec-

tives, on eut droit à un festival qui permit aux non-initiés de prendre un cours accéléré de culture banlieusarde. Si les rappers sont habillés ainsi (casquette, survêtement et baskets), « c'est que nous sommes sportifs. Et... qui dit sportif dit sportswear », expliquait entre autres Joystarr. Le soir, sur scène, il a prouvé qu'il n'épargnait pas sa peine, rasant comme Mike Tyson. C'est lui qui a fait passer les trous dans la musique, la banalité intermittente des échantillons et des rythmes. Tout comme la richesse des arrangements de IAM relève un spectacle pas toujours tout à fait au point. A suivre dans les mois qui viennent, Little MC, en constant progrès, et Swinging Soul Radicals, avec un son lourd et oppressant qui pourrait un jour porter un rap agressif et dangereux.

Bon gré mal gré, les rappers ont donc participé à la célébration française, éléments indispensables à un Printemps qui ne voulait surtout pas donner prise aux accusations de chauvinisme. Reste que cette démonstration de vitalité vient à un moment difficile pour la musique populaire française. Sa part sur le marché du disque recule constamment depuis deux ans, et la barre des 50 % a été franchie dans le mauvais sens depuis quelque temps. D'autre part, elle passe de moins en moins sur les grands réseaux FM, et le rock (et a fortiori le rap) français en est carrément absent. La direction du festival a fait circuler une pétition adressée au CSA demandant la création d'une chaîne de télévision musicale respectueuse de la musique d'expression francophone, l'association Zone franche, qui se destine à la promotion des musiques de l'espace francophone (qu'elles soient d'expression française, créole ou mandingue) a tenu colloque et annoncé une série d'initiatives. De toute façon, le Printemps 92, fidèle à sa volonté de ne jamais se répéter, ne réduira pas cette version hexagonale. Après avoir fait plaisir à son public et comblé ses salles, il sera obligé d'explorer à nouveau des voies plus risquées. C'est pour lui le seul moyen de ne pas se fossiliser.

THOMAS SOTINEL

(Publicité)
La S.N.C.F.
recherche groupes
« Sixties » pour la
Fête de la musique,
dans les gares de
Paris le 21 juin.

CONTACT :
42-85-62-53

Princesses
de Fatima Gallaire
Mise en scène de Jean-Pierre Vincent
14 mai - 16 juin
Tél. 47 21 18 81 - 5 Fnac - Billetel

NEW-YORK
de notre correspondant

Depuis plusieurs semaines déjà, la bonne société new-yorkaise s'achète les billets à 1 ou 2 dollars, et, lorsque en cette mémorable soirée du 5 mai 1891, le Symphony Society et l'Oratorio Society, exceptionnellement dirigés par Piotr Ilitch Tchaïkovski, ont commencé à attaquer les premières notes de sa *Marche solennelle*, les deux mille mélomanes qui, pour la première fois, découvraient cet étrange music-hall planté sur la 57^e Rue, à l'époque un quartier de Manhattan assez peu prisé, savaient sans doute que la salle de concerts vouée par Andrew Carnegie connaîtrait le succès. A condition de tenir le coup.

Pendant que, sur scène, Walter Damrosch, alors âgé de vingt-cinq ans, prenait la succession du compositeur russe pour conduire les deux orchestres créés par son père, Leopold Damrosch, et interpréter l'ouverture *Leonore* de Beethoven, en coulisses, William Burnet avait des soucis beaucoup plus terre à terre. Faisant d'incessants aller et retour entre la fosse d'orchestre et son petit bureau installé dans les combles, l'architecte de ce bâtiment de style Renaissance italienne faisait et refaisait ses calculs pour s'assurer que les quatre balcons en fer à cheval n'allaient pas s'effondrer sur les spectateurs accourus à l'inauguration. L'armature était bon, l'acoustique aussi et, le lendemain, le *New-York Times* pouvait décerner un satisfecit « à cette salle de concerts bien située, bien conçue et bien équipée » (tant que le *New-York Tribune*, moins guidé, évoquait « le triomphe de la musique et de l'architecture » qui avait été célébré ce soir-là).

Tchaïkovski, dont ce fut le premier - et dernier - séjour aux Etats-Unis, paraissait surpris par le succès de cette double première comme par l'accueil que lui avait réservé, durant plusieurs jours, le public new-yorkais. « Finalement, le suis dix fois plus connu ici qu'en Europe », devait-il écrire avant de reprendre le bateau pour regagner son pays. Pour garder le souvenir



Isaac Stern président de Carnegie Hall depuis trente ans

de cette mémorable soirée qui a marqué la naissance de ce temple de la musique, le petit musée du Carnegie hall, qui a ouvert ses portes le 23 avril, a choisi de consacrer sa première exposition au compositeur en faisant figurer en bonne place la première édition du manuscrit de la *Marche solennelle* interprétée ce 5 mai 1891.

Cadeau de mariage

Mais les « cent ans d'émotion » de Carnegie Hall, dont l'histoire se confond avec celle de la musique - et de l'Amérique - ne doivent pas faire oublier qu'à deux reprises, au moins, « la salle de l'excellence » a bien failli disparaître. La première fois, ce fut presque au début de l'aventure, lorsqu'il est vite apparu à Andrew Carnegie, milliardaire et philanthrope avisé, qu'une telle entreprise culturelle devait trouver d'autres revenus que la vente de tickets si elle voulait continuer à faire le pari de la qualité, et préserver ainsi le magnifique cadeau de mariage offert à Louise Whitfield, l'une des solistes les plus prisées de l'Oratorio Society, l'orchestre dirigé par Walter Damrosch.

L'histoire commença en 1887 lorsque Louise et Andrew embarquèrent pour passer leur lune de miel en Ecosse, où il est né. Le hasard

veut que Walter Damrosch soit aussi du voyage et, avant d'atteindre sa ville natale de Dumfries, Andrew a promis à Walter de « faire quelque chose » pour que l'Oratorio Society ait une salle de concerts digne de ce nom. De retour aux Etats-Unis, Carnegie tint parole et investit 2 millions de dollars dans la Music Hall Company of New-York, chargée de construire la salle de concerts et d'en assurer l'exploitation. Mais, très vite, en dépit du taux de fréquentation, le déficit est inévitable. De même, Andrew se transforme alors en promoteur immobilier. Il fait édifier sur l'emplacement de la taverne voisine deux immeubles dont les studios, loués à des artistes moyennant un modeste loyer (50 dollars par mois), suffisent à assurer des revenus annexes à la société.

Rapidement, les studios de Carnegie Hall et leurs locataires allaient devenir quasiment aussi célèbres que la salle elle-même. D'entrée, l'American Academy of Dramatic Arts s'y installe, et la Fondation Guggenheim, chargée d'aider de jeunes artistes en début de carrière, y élit domicile. Chacune des cent quarante portes a son histoire. Au n°61, Isidora Duncan, fut la première danseuse à investir Carnegie. Marthe Graham, Bob Fosse ou George Balanchine

s'ouvraient son exemple. Des peintres tels que Edwin Blashfield et Frank Detwiller, des musiciens comme l'organiste Emilia del Terzo, l'acteur Spencer Tracy, y trouveront aussi refuge avant d'affronter la lumière des projecteurs. C'est dans ces étages que Marlon Brando devra ses débuts à Leonora Shier, engagée comme agent immobilier mais qui passera trente ans de sa vie à dorloter les jeunes artistes, à arroser les plantes des vedettes en tournée, plutôt qu'à louer du mètre carré.

Classé monument historique

Aujourd'hui, près de la moitié de ces studios sont encore réservés, par contrat, à des activités artistiques. Mais ces trois bâtiments mitoyens ont pourtant bien failli, une seconde fois, succomber à la pioche des démolisseurs. En septembre 1957, le magazine *Life* - dont le premier numéro a vu le jour dans l'un des studios de Carnegie - publie en exclusivité la maquette d'une gigantesque tour rouge carmin destinée à être édifée à la place de Carnegie Hall, dont le propriétaire, successeur de Louise Carnegie, a décidé de se débarrasser définitivement. Tolle dans les milieux culturels new-yorkais qui se mobilisent pour sauver la célèbre salle. En mars 1960, à l'issue d'une longue bataille de procédure, la ville de New-York peut enfin exercer son droit de préemption et se porter acquéreur pour 5 millions de dollars de l'une des plus belles maîtresses du patrimoine culturel américain. La municipalité le loue aussitôt à Carnegie Hall Corporation, une association créée par le mécène Jacob Kaplan, Isaac Stern et les nombreux amis du violoniste qui décident de confier à ce dernier la présidence de l'organisation. Une fonction qu'il assume depuis trente ans.

C'est sous sa direction que Carnegie Hall, enfin classé monument historique en 1964, a fermé ses portes en 1986 pour une durée de sept mois : installation de trois ascenseurs - une véritable révolution - et des travaux dans la salle aux deux mille huit cents fauteuils comme dans le reste des bâtiments. Les 60 millions de dollars ainsi dépensés n'ont pas empêché une poignée de s'ouvrir au moment de sa réouverture en décembre 1986 : la qualité de l'acoustique aurait baissé. « Bien que ces critiques nous aient semblé un peu injustifiées, nous avons amélioré la qualité d'écoute en installant, il y a deux ans, quatre panneaux acoustiques complémentaires », précise aujourd'hui Bret Silver, chargé de commenter les *Tour and Tco* qui, deux fois par semaine, permettent de fouler le parterre en action, de participer à quelque répétition et de terminer la visite du nouveau musée, en attendant l'inévitable boutique de souvenirs (une initiative beaucoup moins heureuse) qui sera ouverte à l'automne prochain.

L'avenir ? Isaac Stern rappelle la double mission qu'il s'assigne encore pour des années : « Faire en sorte que quiconque monte sur la scène de Carnegie soit reconnu, consacré. Et rester une pépinière de jeunes talents. » Comme hier, Carnegie continue à faire rêver. Et à susciter les vocations. « Lorsque j'étais enfant, à Bombay, j'avais vu un vieux film avec des images de Carnegie Hall », raconte Zubin Mehta. « La salle, l'ambiance, m'avaient subjugué. Je me disais qu'un jour, moi aussi, je vivrais cette émotion. » Le 5 mai 1991, il a eu l'honneur de pouvoir diriger le New-York Philharmonic et les deux concerts qui ont clôturé le gala du centenaire de Carnegie Hall.

SERGE MARTI

Amina, métisse de l'Europe

La chanteuse de Carthage représentait la France à l'Eurovision

Amina, la candidate représentant la France au concours de l'Eurovision, a été battue par la chanteuse suédoise Carola, qui a remporté samedi 4 mai le 36^e Grand Prix. Les deux chanteuses avaient recueilli le même nombre de points, mais la Suédoise avait obtenu plus de fois que sa concurrente la note maximale.

Elle est née il y a vingt-neuf ans, sur le bord de la Méditerranée, à Carthage. Elle y est restée treize ans, fascinée par un grand-mère jousse de luth arabe classique, façonnée par une mère détonante, organisatrice du Festival de Tarbala, où affluaient des groupes de musiciens internationaux. A Paris, qui est maintenant sa ville, elle apprend la danse, avec les Ballets Russes, le chant, à la Schola Cantorum, et s'y montre surtout sensible à toutes les musiques, attentive aux moindres

courants, curieuse de toutes les sonorités, prête à tous les mélanges. Elle chante Billie Holiday et James Brown en arabe. Elle vole quelques rythmes reggae, capte l'énergie funk des chanteurs blacks, ajoute des arabesques orientales, rape en français, en arabe, s'inspire du flamenco, et peut-être même de Piaf.

Yalil, son dernier album, réunit la guitare et le gamoun, le ney et l'accordéon. Il n'est donc pas étonnant qu'Antenne 2 ait eu le coup de foudre pour Amina, rencontrée par Marie-France Brière, la directrice des variétés, dans le désert du Ténéré où la jeune chanteuse, qui est aussi comédienne, tournait avec Bertolucci. Un dé au hasard. Il était audacieux, en revanche, d'en faire la candidate de la France à ce concours de l'Eurovision, jusqu'alors si conservateur, amateur de musiques standardisées, et de chansons simplistes. Car Amina est un symbole. Symbole de deux cultures française et arabe qu'elle assemble, qu'elle métisse. Symbole d'une France ouverte, tolérante, enrichie d'autres influences. Symbole, aussi, d'une Europe peut-être plus méridionale qu'elle ne le pense parfois. En cette année charnière, qui a connu le séisme de la guerre du Golfe, et qui précède l'éclosion de la grande Europe, Amina ne pouvait sans doute être meilleure ambassadrice. Belle et mystérieuse, dans un tailleur au décolleté plongeant signé Jean-Paul Gaultier, elle a donné à cette soirée si banale - mais captée par 800 millions de téléspectateurs - une nouvelle dimension. Jamais l'Eurovision n'avait connu pareille surprise, si troublante impression. Cette musique parlait tout à coup au tréfonds de chacun, et les gestes d'Amina, son regard enveloppant, ses coups de tête volontaires, ont bouleversé un auditoire saturé de *body dolls*. Un cadeau inespéré pour cette Eurovision si souvent contestée. Le concours y retrouvait sa légitimité. Preuve était faite qu'il n'était pas nécessaire de se couler dans un moule pour plaire à Stockholm, à Lisbonne, à Dublin ou à Minsk.

ANNICK COJEAN

DANSE



SANKAI JUKU

JAPON

du 7 au 17 mai 20h30

OMOTE création

du 21 au 25 mai 20h30

SHIJIMA reprise

LOC. 42 74 22 77

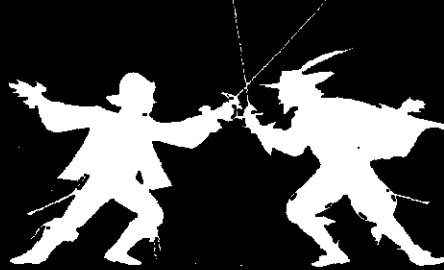
2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

MERCREDI

un film de ETTORE SCOLA

VINCENT PEREZ • EMMANUELLE BÉART • CORNELIA NIU TI • MASSIMO TROISI

LE VOYAGE DU
CAPITAINE FRACASSE



Scola adapte le chef-d'œuvre de Théophile Gautier.
SUPERBE!
grâce aussi à la qualité de l'interprétation.

Télérama

Numéro exceptionnel

سكاي جوكو

صكنا من الامل

CULTURE

ARTS

Sauve qui peut, la peinture !

Que voulaient les artistes de Supports-Surfaces ? Peindre sans faire de sentiment, en matérialistes convaincus. C'était il y a vingt ans

SUPPORTS - SURFACES
à Saint-Etienne

Ils sont tous là, ceux qui ont exposé sous la bannière de Supports-Surfaces. Dix peintres et deux sculpteurs, d'abord présentés ensemble, comme dans les expositions de groupe, puis chacun séparément. A Saint-Etienne, ils investissent tout le musée. On a vu grand. Normal. Quitte à montrer, autant y aller carrément, d'autant que le bâtiment se prête bien au déroulement des toiles. Comme si en le construisant on avait pensé qu'un jour on exposerait ces artistes. Normal encore, puisque Bernard Ceysson, le directeur du musée, a toujours eu un faible (ce n'est pas un reproche) pour ce moment de la peinture, souvent mal aimé en France, voire renié par ceux-là mêmes qui s'y sont donnés ou l'ont défendu ; franchement méprisé à l'étranger, où Supports-Surfaces a toujours fait figure de mouvement régional.

Et s'il y avait là grande injustice ? Vingt ans après, ne peut-on tenter de vérifier, avec un peu plus de sérieux que celui de la commémoration (comme à Chambord, l'année dernière), ce qu'il reste de Supports-Surfaces ? D'autant que les discours théoriques sont loin (il n'y a même pas de catalogue pour les rappeler), qui n'ont fait que prolonger artificiellement, tout au long des années 70, un mouvement mort depuis longtemps - cela en occultant le reste de la création.

Sortant de l'exposition, il y a plusieurs réponses possibles. Au moins deux, contradictoires. L'une c'est qu'il n'en reste rien, ou si peu. Conclusion logique à l'encontre qui vous prend face à un trop plein (de vide) de draps pliés, dépliés, cousus, piqués, tressés, imprégnés de teintures, manipulés jusqu'à

plus soif ; et qui ne cachent rien, et qui ne disent rien, où il n'y a rien à comprendre sinon qu'on veut nous faire saisir, à force de gestes noblement artisanaux, la peinture en tant que « pratique » objective (matérialiste) débarrassée de tout support, de tout fond, de tout sentiment. Et on y réussit. Et alors ? Alors il y a ce peu : ici et là, une certaine fraîcheur de la couleur, en suspens.

L'autre réponse peut découler de ce constat de fraîcheur : de Supports-Surfaces, malgré sa légèreté qui fut inversement proportionnelle à son appareil théorique-didactique, il subsiste tout de même quelque chose, qui n'est pas rien, justement la peinture. Ou son idée, sauvée des tempêtes soixante-huit-

tardes par quelques grands nostalgiques rêvant d'inscription dans l'histoire de l'art.

Par un Vincent Biondi obnubilé par Matisse et un Cane qui, retournant sa veste, nous a montré depuis qu'il pouvait jouer le rôle de doublure de Picasso. Par un Viallat, qui n'a pas choisi la voie la plus facile, puisqu'il n'a cessé de chercher à se renouveler sans se trahir ; et dont les petites formes vaguement organiques, qu'il déplace toujours, mais moins mécaniquement qu'il y a vingt ans, peuvent être comparées aux bandes de Buren, Viallat se servant de sa forme incommuable pour démontrer la peinture par le dedans, quand Buren se sert de ses « rayures » pour la montrer par le

dehors. On pourrait continuer le parallèle, dont il serait amusant de faire un jour une exposition (objective).

Dans les groupes, il y a les leaders et les suivants, les bons et les nettement moins bons. Supports-Surfaces n'a pas échappé à cette règle ni aux scissions. En tant que groupe, il a existé fort peu de temps : celui de trois ou quatre expositions en 1970 et 1971, réunissant d'abord Biondi, un coloriste ayant quelque intérêt pour la peinture froide, à l'américaine et sur châssis ; Devade, meilleur théoricien que peintre ; Deuzeu, théoricien mais après expériences sensibles avec bandes de gazes peintes disposées en échelles et en grilles, fantômes de tableaux ; Saytour, usant de toiles cirées et de nappes en plastique à fleur de terre et donnant déjà à son œuvre un arrière-goût de culture populaire ; Valensi, artiste flottant ; et Viallat, un dur.

Puis les mêmes ont exposé avec quelques invités comme Arnal, un ancien, Cane, religieux, Dolla, semant des points, Pincemin, qui n'avait pas grand-chose à faire dans cette aventure. Pas plus que Pages, dont les tas de briques, les coins, les plaques d'égoût et autres arrangements « pauvres » de 1968-1970 sont l'image même de la sculpture faisant l'objet d'un chantier privé ; pas plus que Toni Grand, bûcheron et menuisier. Ceux-là n'ont pas tenu longtemps face à la récupération « technique » de leurs recherches en matière d'art. En fait, Supports-Surfaces était beaucoup plus intéressant avant Supports-Surfaces. Quant à l'après, il n'y en a peut-être pas vraiment.

GENEVIÈVE BREERETTE

Musée d'art moderne, La Terrasse, 42000 Saint-Etienne (Tél. : 77-93-59-58). Jusqu'au 31 mai.

Les fleurs du vide

A l'occasion de son installation dans le quartier de la Bastille, l'association Zen Internationale organise une exposition dont le but est de faire découvrir le vrai « goût » du zen.

Des photos évoquent les différents aspects de la pratique du bouddhisme japonais, son développement en Europe et la vie du maître Taisen Deshimaru, le patriarche de l'école du zen Soto, qui était venu s'établir en France en 1957. Des calligraphies originales, des objets sacrés du zen liés au rituel, complètent l'exposition. Parallèlement auront lieu des conférences, des démonstrations d'art floral (ikebana), des

cérémonies du thé, une création de théâtre nō, un récital de flûte japonaise et la projection d'un film vidéo sur le zen et sa pratique.

Cette manifestation, en

vivante résonance avec la

grande et prestigieuse exposition

du Musée Guimet, donne

l'occasion d'aborder une voie

spirituelle millénaire à la source

de courants artistiques, poétiques

et littéraires d'une

extrême rigueur.

A. V.

« Les fleurs du vide », du 11 mai au 3 juin, de 12 heures à 20 heures, sauf le lundi. Espace Zen Daruma, 19, passage Dallery, 75011 Paris. Tél. : 48-05-47-43.

PHOTO

A propos d'Eugene Smith

Nous avons reçu de M. John Morris, président du conseil d'administration de la fondation W. Eugene Smith, la lettre suivante, en réponse à l'article que nous avons consacré au photographe américain, à l'occasion de l'exposition du Centre Georges-Pompidou (le Monde Arts et Spectacles du 18 avril).

Ayant été un proche d'Eugene Smith pendant des années, je trouve que le titre de l'article « Images vraies, images fausses » ne donne pas du tout une idée juste de l'homme et de sa place dans l'histoire de la photographie. Les « fausses images » dont vous parlez - définition que je ne saurais accepter d'ailleurs - ne représentent qu'une infime fraction de son œuvre. Est-ce juste de juger un homme à partir d'une dizaine d'images sur les quelques milliers qu'il nous a léguées ?

Alors que, maintes fois, Eugene Smith a risqué sa vie durant la seconde guerre mondiale afin d'en dépeindre la tragique vérité, le Monde a choisi, pour l'ouverture de son article, la photo d'un simple entraînement militaire. Si Smith apparaît en soldat dans cette photo, c'est parce qu'il ne voulait pas risquer la vie de quelqu'un d'autre pendant ce dangereux exercice. Il en conservera d'ailleurs une très sensible perte de vue, il n'est pas étonnant qu'il se soit exilé : « J'ai pris la meilleure image de ma vie ! » Il n'avait que vingt et un ans ! Il n'a jamais d'ailleurs exposé cette photo. Elle n'est pas non plus au Centre Georges-Pompidou. En revanche, on y trouve une sélection d'images qui montrent bien que Smith était l'un des plus grands photographes de guerre.

Le photojournalisme, au sens moderne du terme, en était alors à ses balbutiements. La première fois que j'ai travaillé avec Smith, il avait vingt ans et j'en avais vingt-deux. J'étais reporter à Life. L'équipe photo-reporter se voyait donner un script ou une liste de photos à prendre. Smith a été le premier à se révolter contre ce type de traitement superficiel, et c'est avec son reportage « Le médecin de campagne » (1948) qu'il a

exigé de Life le temps nécessaire pour rentrer dans l'intimité de son sujet.

Eugene Smith est allé encore plus loin. Il a établi une subtile mais importante distinction entre « réalité » et « vérité ». Pour lui, la réalité devait être parfois travaillée afin de tirer une vérité profonde. Il s'est mis à se considérer plutôt comme artiste que comme journaliste. Quand il voyait quelqu'un faire un geste qu'il n'avait pas pu photographier, et quand c'était un geste naturel, il n'hésitait plus à demander à la personne de le répéter. Il n'y a qu'un très faible pourcentage de ses images qui ait été mis en scène de cette façon. Il enviait la liberté de moyens et d'interprétation des peintres. Goya et Rembrandt étaient ses maîtres. Le temps passant, il s'est parfois mis à prendre de grandes libertés avec ses tirages : le fameux portrait du docteur Schweitzer, par exemple, ou encore la veillée funèbre de son « Village espagnol ».

Le Smith que j'ai connu, aimé et respecté était un homme d'une immense intégrité professionnelle même si sa ferveur peut sembler d'une rigidité quasi religieuse. Smith a mené la lutte en faveur de la vérité à travers la photographie. Il s'est battu pour réformer les magazines. Il a sacrifié sa vie, ses biens, sa famille et ses amis à cette cause au point d'en devenir le symbole, voire le martyr.

Il serait dommage que, à la suite d'un article destiné à mieux faire connaître Eugene Smith, vos lecteurs se méprennent sur le véritable sens de son œuvre et de sa vie. Après avoir été le symbole de la plus haute intégrité photographique, il ne mérite pas de devenir celui de l'image trafiquée.

(1) Nulle part il n'est écrit que les photos de Smith sont « fausses ». L'expression « images vraies, images fausses » avait pour but de relever l'ambiguïté de photos sur lesquelles Smith était intervenu à la prise de vue ou en laboratoire. Non pour dire si c'est « bien » ou « mal », mais pour engager un débat sur la nature de cette intervention et sur l'acte photographique lui-même.

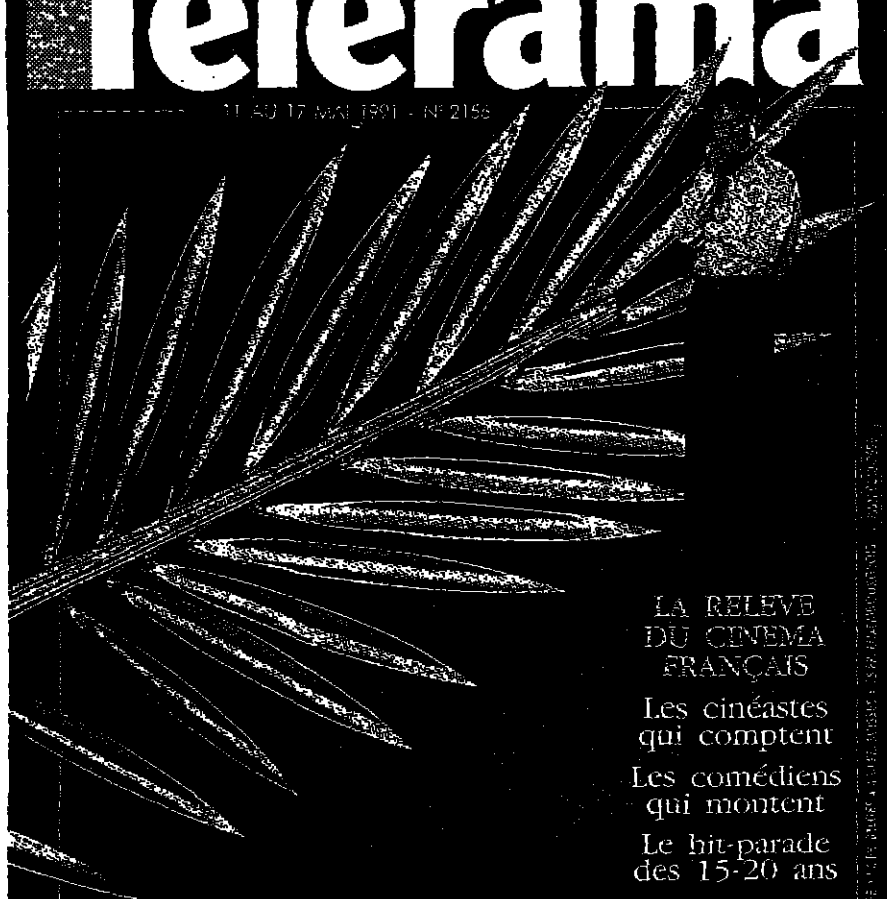
(2) Les sept photos publiées semblent en effet dériver par rapport à la masse d'images réalisées par Smith. Mais elles font partie des plus célèbres.

(3) Quel de plus subjectif qu'une image ? Quel de plus impitoyable que la vérité ? Smith, selon nous, donnait un point de vue - le sien - sur le monde. - M. G.

NUMERO EXCEPTIONNEL 15F

Télérama

11 AO 17 MAI 1991 - N° 2155



LA RELEVÉ
DU CINÉMA
FRANÇAIS

Les cinéastes
qui comptent

Les comédiens
qui montent

Le hit-parade
des 15-20 ans

CANNES 91

EN COLLABORATION AVEC
LA MARCHÉ DU SIÈCLE SUR FRS

Spécial Festival de Cannes

Télérama

Numéro exceptionnel 15 F. En vente chez votre marchand de journaux.

صكنا من الامل

NUMÉRO
SPÉCIAL

Le Monde

DOSSIERS ET DOCUMENTS

EUROPE : L'ENGRENAGE DU MARCHÉ UNIQUE



A moins de deux ans de la naissance du marché unique, *le Monde* publie un nouveau numéro spécial consacré à l'Europe.

Une brochure indispensable de plus de 100 pages pour analyser l'état de la construction européenne dans une conjoncture internationale mouvementée et dans un environnement économique difficile ; pour comprendre les enjeux commerciaux, politiques, économiques et sociaux ; pour découvrir sur quelle base se construira l'Europe de 1993.

Ce numéro, réalisé par les spécialistes du *Monde*, présente et explique les décisions, les initiatives, les projets de l'Europe du marché unique. Avec des articles de fond et des interviews d'hommes de terrain.

106 pages - 45 F
EN VENTE CHEZ VOTRE
MARCHAND DE JOURNAUX
OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE : EUROPE, L'ENGRENAGE DU MARCHÉ UNIQUE

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL LOCALITÉ et PAYS _____

FRANCE - MÉTROPOLITAINE : 50 F (port inclus) - Nombre d'exemplaires : _____ x 50 F = _____ F

DOM-TOM et ÉTRANGER : 55 F (port inclus) - Nombre d'exemplaires : _____ x 55 F = _____ F

Bon à retourner avec votre règlement par chèque bancaire ou postal à :

Le Monde - Service vente au numéro - 15, rue Falguière - 75501 Paris cedex 15 - France

PBLM

la
es
al
si
il
ni
ne
99
es
ns
ci
la
m
ri
ni
au
es
ni
si
ne
af

SPORTS

TENNIS : la France en demi-finale de la coupe Davis

Forget prépare, Santoro conclut

En battant l'Australie par trois victoires à deux, du 3 au 5 mai dans les arènes de Nîmes, l'équipe de France de tennis s'est qualifiée pour les demi-finales de la Coupe Davis, où elle recevra la Yougoslavie du 20 au 22 septembre. Les deux équipes étaient à égalité à l'issue de la première journée (le Monde daté 5-6 mai). Guy Forget et Henri Leconte avaient redonné l'avantage à la France en s'imposant dans le double contre Mark Kratzmann et Todd Woodbridge (6-7, 7-5, 5-7, 7-6, 6-4), mais Fromberg avait à nouveau égalisé en battant Forget (6-7, 7-6, 6-3, 6-3). La victoire finale s'est jouée dans le dernier simple, où Fabrice Santoro a dominé Masur (6-3, 6-4, 4-6, 6-1).

NIMES

de notre envoyé spécial

Yannick Noah, Henri Leconte et Guy Forget s'éreignent longuement à l'issue d'un double d'anthologie de plus de quatre heures, tandis que le public, debout dans les arènes de Nîmes, leur réclame un tour d'honneur. Cette image de la complicité des trois meilleurs tennismen français de ces dix dernières années n'est, certes, pas nouvelle. Son originalité réside dans la répartition des rôles tenus par les trois protagonistes de ce double capital. Pour la première fois depuis qu'ils sont réunis sous le même maillot, ni Yannick Noah, promu capitaine, ni Henri Leconte, retenu comme partenaire du double, n'avaient joué les simples. Guy Forget, l'éternel remplaçant, était devenu le nouveau pilier de cette équipe de Coupe Davis, à défaut d'en être le leader charismatique.

Depuis sa première sélection en Coupe Davis en 1984, à dix-neuf ans, Guy Forget avait parfaitement rempli son rôle de doublure, toujours prêt à pallier à l'absence de l'un des deux leaders ou à les épauler en double. Sur douze matches en simple, il en a gagné neuf et il compte onze victoires

en treize doubles. Mais la surprise est venue de l'épanouissement aussi tardif que fulgurant de cet ancien champion du monde junior de 1982, révélé cette année-là par une retentissante victoire en cinq sets sur Ilie Nastase au premier tour de Roland-Garros, mais qui semblait depuis se satisfaire d'une carrière professionnelle en demi-teinte, avant de se hisser cette année au quatrième rang mondial.

Besoin de soutien

Discret et modeste par tempérament, Guy Forget n'a jamais caché une certaine admiration pour ses deux aînés. « J'aimerais, dit-il, posséder le tempérament exceptionnel de Yannick et de Henri, sa présence physique, son caractère de champion. C'est une star. Henri est un remarquable joueur d'instinct, d'une vitesse de bras naturelle, alors que je dois personnellement travailler. C'est ce qui fait sa force. » Mais ce complexe entretenu vis-à-vis de deux personnalités très extraverties a peut-être retardé son propre épanouissement.

Sans doute est-il symptomatique de voir que Guy Forget a réussi ses meilleures performances lorsque d'autres comptent sur lui et l'encouragent, comme en coupe Davis ou en double, où il est l'un des partenaires les plus recherchés du circuit professionnel. Cette prédilection pour le double s'est d'ailleurs concrétisée en décembre dernier par sa victoire dans le Masters, associé au Suisse Jakob Hlasek. Ce besoin de se sentir soutenu pour bien s'exprimer explique peut-être aussi qu'il ait remporté ses trois premiers tournois en France, à Toulouse (1986), Nancy (1989) et Bordeaux (1990).

Pour s'affirmer en simple, Guy Forget avait sans doute besoin d'un délice. Son mariage, en mai 1989, suivi en novembre par la naissance d'un petit Mathieu, l'a sans doute un peu forcé à prendre de l'assurance et des responsabilités. De cent treizième au classement ATP à la fin de 1989, il a entrepris une impressionnante progression, pour se retrouver à

la seizième place un an plus tard. Mais c'est cet hiver qu'il a enfin exprimé tout son potentiel en battant à deux reprises Stefan Edberg, numéro un mondial, et en remportant les tournois de Sydney et de Bruxelles.

Classé au moment quatrième par l'ATP, Guy Forget pouvait perdre ses complexes vis-à-vis de Yannick Noah et de Henri Leconte, qui s'étaient respectivement hissés à la troisième et à la cinquième place en 1986. Le recul pris avec la compétition par Noah, plus intéressé actuellement par une nouvelle carrière de chanteur, et par Leconte, handicapé par des blessures à l'épée, le désignait tout naturellement pour devenir enfin le leader de l'équipe en Coupe Davis.

Dans des conditions rendues encore plus épuisantes par le vent et le froid, Guy Forget a pu mesurer à Nîmes l'ampleur de sa nouvelle tâche. Après avoir assuré le premier point en simple, il s'est retrouvé dans les arènes pour le double, qui s'annonçait décisif. Associés pour la première fois du fait des forfait de Pat Cash et de Darren Cahill, Mark Kratzmann et Todd Woodbridge, deux Australiens aux allures de collégiens, allaient saisir leur chance sans complexe pour pousser les Français, crispés par le jeu, dans un interminable match en cinq sets.

Ambiance de corrida

Les nerfs avaient depuis longtemps pris le pas sur la technique et sur la condition physique lorsque Guy Forget et Henri Leconte se sont assurés la victoire à l'issue d'un match de plus de quatre heures achevé dans une ambiance de corrida. C'est le double le plus dur et le plus épuisant de sa carrière, avouera Guy Forget, qui n'était pas encore au bout de son marathon. En se présentant pour la troisième fois dans les arènes, le Français portait un petit pansement sous le genou droit, conséquence d'une tendinite rotulienne, mais c'est surtout psychologiquement qu'il n'avait pu totalement récupérer pour affronter Richard Fromberg, le meilleur spécialiste australien sur terre battue.

Entre ces deux adversaires qui disposaient des mêmes points forts (service et grand coup droit), le match était très indécis pendant les deux premiers sets. Guy Forget gagnait le premier au tie-break et perdait le deuxième dans les mêmes conditions, après avoir laissé passer sa chance sur sept balles de break, puis deux balles de set dans le tie-break. « Si j'avais mené 2-0, je crois que j'aurais gagné », estimait le Français. Mais, au milieu du troisième set, j'ai commencé à avoir de petites crampes et des douleurs sous les pieds. Mon jeu de jambe est devenu moins précis. Il n'en fallait pas plus pour que la victoire bascule dans le camp australien.

La qualification reposait alors sur les épaules du jeune Fabrice Santoro, largement dominé par Richard Fromberg pour son premier simple en Coupe Davis (le Monde daté 5-6 mai). Le style de Wally Masur, plus adapté à l'herbe qu'à la terre battue, lui convenait heureusement beaucoup mieux. Très précis dans ses coups frappés à deux mains à la manière de l'Américain Gene Mayer, le Français avait les armes pour contrer les montes au filet souvent précipités de son adversaire. Mais il a surtout montré dans des circonstances impressionnantes pour un nophyte que son bras ne tremblait pas et pouvait faire de lui un précieux équipier pour la suite de la Coupe Davis.

GÉRARD ALBOUY

RUGBY : l'avenir de Daniel Herrero après l'élimination de Toulon

Neptune en rupture d'Ovalie

L'élimination du Rugby Club de Toulon en huitièmes de finale face à Bègles-Bordeaux, la révélation de la saison, pourrait briser la décision de Daniel Herrero de mettre un terme à sa carrière d'entraîneur du club varois. Après huit saisons couronnées par un titre de champion en 1987, il avançait le mot « lassitude », ces dernières semaines, pour justifier sa décision. Déjà, on se bouscule pour remplacer cette forte personnalité, qui n'a jamais souhaité partager le pouvoir.

TOULON

de notre correspondant

Pantalons corsaire noir, chemise blanche et bandeau rouge retenant une tignasse qui dégringole à grands flots sur une barbe poivre et sel, ce vert et narine dilatée. L'homme est massif sans être pesant, bavard tout en sachant écouter. Il irrite, il subjugué, il crispe, il fascine. Difficile de rester indifférent devant cet épave de Neptune au verbe d'autant plus généreux que l'homme se souvient d'avoir traversé les chemins du silence.

C'est à Puissergues, dans le Biterrois, que Daniel voit le jour en juin 1948, et c'est en Espagne que « d'ori sa souche paternelle » (1). Il portera le numéro trois dans la descente, qui compte quatre garçons et deux filles : ce poste de « pilier », il va l'assumer dans le silence, tout étonné qu'il est par les « éducateurs » qui hantent sa scolarité. « Jusqu'à classe de philo, je n'ai jamais levé le doigt pour porter. Il a fallu que j'achève mes études pour m'affirmer mon premier livre. Tout ça à cause de ces gros cons qui m'ont pris de haut. » Exit l'autorité sous

toutes ses formes, la mise au pas, les chefs, les contraintes : « Aujourd'hui, je ne peux pas supporter qu'on me regarde de haut : je veux qu'on me regarde dans les yeux. »

Quelques années plus tôt, Herrero commence à dropper le ballon oval. Il a quatorze ans quand il fait son entrée, en 1962, dans les rangs du Rugby Club de Toulon (RCT) sous la houlette du frère André, le grand et taciturne aîné que chacun respecte comme un père. En 1968, il est en équipe première, il joue une demi-finale qui ne paraît pas satisfaisante à son entraîneur de frère : il le laisse sur le touche pour la finale. Choc frontal pour Daniel, qui a tendance alors à ne vivre que par et pour l'Ovalie, à confondre sa vie d'homme et celle de joueur. C'est comme une blessure, un reniement, une punition.

Un homme du Grand Sud

Sac à dos, avec un copain, il part pour l'Amérique latine. Trois mois d'errance et de rencontres sur les chemins du Brésil, d'Argentine, des Andes, du Pérou et de Bolivie. Il en revient « transformé » : des cheveux, des mots et un bandeau en plus, quelques inhibitions en moins : « J'étais un Occidental dans ces frontières. Je suis devenu un homme du grand Sud. »

A Toulon, cependant, le RCT vit des tensions qui vont provoquer un « clash » dans l'équipe. Plus de la moitié des joueurs quittent le Var pour Nice en 1971. Daniel y joue jusqu'en 1976, avant de devenir enseignant à l'université de Nice, dans le cadre du département des sciences et techniques des activités physiques et sportives. Il y met en place une pédagogie qu'il veut différente et qu'il poursuivra à partir de 1988 au lycée études rugby du Var. Mettant à profit son expérience sportive et

lui offrant un champ social plus large, Dany le rouge et noir, redevenu Toulonnais en 1983, refuse « cette école qui renonce au plaisir, qui atrophie en interdisant aux jeunes de se construire pleinement. Le rugby, c'est justement cela : une confrontation des corps qui permet la construction de l'individu. Il y a dans ce sport une permanence de la fusion et de l'affrontement qui débouche sur une solidarité, une socialisation différente. »

A la pelouse comme à la classe, il vise à donner une autre dimension au jeu. Et c'est l'ascension jusqu'à la conquête du bouclier de Brennus, en 1987. A l'instar de bien d'autres, le peintre Giacobazzi estime que « c'est le premier homme depuis Raimu à avoir porté une image positive de Toulon au-delà du Var. »

Herrero vit à coups de cœur et de rêves, avec « une confiance folle en son imagination ». Ses amis, comme ses ennemis, lui reconnaissent une « intégrité absolue » qui ne s'embarrasse pas de circonvolutions verbales. C'est qu'il lui faut être digne de son patronyme qui signifie « forgeron » : il chauffe le fer et le bat avec force mots qui sont d'autant plus forts que « sa richesse verbale est si longtemps restée en jachère », comme le dit joyeusement son épouse Jany. A la fois solitaire et solidaire comme le héros de Camus, il prétend ne « pas bâtir de futur ». Un peu comme ce Don Quichotte en quête d'une « inaccessible étoile » dont il ne laisse pas d'écouter l'évocation qu'en fait Brel, « qui touche à l'essentiel ».

JOSE LENZINI

(1) Passion d'Ovalie, Editions du Rocher.

Les résultats

AUTOMOBILISME

430 km de Monaco

L'équipe britannique composée de Derek Warwick et Martin Brundle (Jaguar) a remporté la deuxième épreuve du championnat du monde des voitures de sport, dimanche 5 mai à Monaco. L'italien Teo Fabbri, également associé à Martin Brundle, a permis à la marque britannique de réussir un doublé. Le Français Jean-Louis Schlesser et l'Allemand Jochen Mass (Mercedes turbo) ont pris la troisième place.

BASKET-BALL

Championnat de France

Le CSP Limoges a de bonnes chances de conserver son titre national. Les Limousins se sont imposés (108-102) à Antibes, samedi 4 mai, en finale aller du championnat. Le match retour aura lieu à Limoges le 11 mai.

BOXE

Championnat du monde

Le Français Gilbert Dalé a conservé son titre mondial WBA des poids super-welters en battant aux points le Coréen Jun Suk-hwang, samedi 4 mai à Paris.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division (Trente-cinquième journée)
Marseille et Toulon 3-3
Monaco b. Brest 5-0
Auxerre b. Nantes 3-2
Cannes b. Nancy 1-0
Bordeaux b. Montpellier 1-0
Lille et Lyon 1-1
Metz et Sochaux 2-2
Cen b. Nice 2-1
Saint-Etienne et Paris SG 1-1
Toulouse b. Rennes 2-0
Classement. - 1. Marseille, 60 pts; 2. Monaco, 48; 3. Auxerre, 46; 4. Cannes, 38; 5. Lille et Lyon, 36; 7. Montpellier,

Brest et Metz, 35; 10. Caen, Bordeaux et Paris SG, 34; 13. Nice, 33; 14. Nantes, 32; 15. Sochaux, Toulouse et Toulon, 30; 18. Saint-Etienne et Nancy, 29; 20. Rennes, 27.

Deuxième division

(Trente-troisième journée)

GROUPE A

Nîmes et Ajaccio 0-0
Bastia et Valenciennes 2-2
Strasbourg b. Istres 3-1
Albi b. Guingamp 1-0
Dijon et Avignon 1-1
Bordeaux b. Metz 2-0
Chamois b. Mulhouse 3-2
Epinal b. Arles 2-1
Dunkerque b. Lorient-Caenn 2-1

Classement. - 1. Nîmes, 44 pts; 2. Strasbourg, Valenciennes et Albi, 41; 5. Bastia et Istres, 35.
(Nîmes est assuré de monter en première division.)

GROUPE B

La Havre b. Red Star 8-0
Lorient b. Lens 2-0
Laval b. Reims 2-0
Rouen b. Angers 3-1
Guingamp et Nant 0-0
Bourges et Saint-Saurin 2-2
Tours b. Besançon 2-1
Clermont b. Roches-sur-Yon 1-1
Orléans b. Saint-Quentin 1-0

Classement. - 1. La Havre, 48 pts; 2. Lens et Laval, 40; 4. Rouen, 38; 5. Angers, 38.

RUGBY

Championnat de France

Huitièmes de finale, matches retour

Bègles b. Perpignan 28-3 (9-15)
Nîmes b. Biarritz 18-12 (10-13)
Bègles-Bordeaux b. Toulon 22-6 (8-15)
Toulon b. Montpellier 19-3 (9-18)
Racing b. Auch 43-3 (15-18)
Dax b. Montfermeil 38-22 (9-15)
Marbouze b. M-de-Mars 51-0 (12-15)
Toulon b. Brive 16-12 (9-9)

(Les équipes qualifiées pour les quarts de finale sont en gras. Entre parenthèses figurent les résultats des matches aller.)

13	21	31	42	48	48
6	149	200	F		
5	149	200	F		
4	149	200	F		
3	149	200	F		
2	149	200	F		
1	149	200	F		

13	21	31	42	48	48
6	149	200	F		
5	149	200	F		
4	149	200	F		
3	149	200	F		
2	149	200	F		
1	149	200	F		



Votre célibat : un choix ou le fait du hasard ?

Il y a forcément quelque part un être qui répond à votre idéal. Pour que son chemin et le vôtre se croisent, il faut rencontrer des personnes qui recherchent quelqu'un comme vous, mais dont la sensibilité profonde correspond à la vôtre.

C'est cette aventure que vous propose Ion International : rencontrer des personnes dont le caractère, défini par une véritable Étude psychologique, s'harmonise avec le vôtre. Et cette aventure ne peut que réussir puisque vos contacts seront renouvelés jusqu'au succès complet.

3000 COUPLES RACONTENT
Un document passionnant. Des témoignages qui répondent à vos questions : « Les tests sont-ils utiles et exacts ? Et les taux de réussite ? Et l'Amour avec un grand A ? » (envoyé sans demande).

Pour recevoir une documentation complète, faites 36.15 code ION sur votre Minitel ou retournez ce coupon à :

Ion International
UNE LIBERTÉ EN PLUS.

Veuillez m'envoyer gratuitement et sans engagement sous pli neutre et cacheté, votre brochure 24 pages coulant.

M., Mme, Mlle _____

Prénom _____ Age _____

Adresse _____

PARIS (75009) 94, rue Saint-Lazare - Tél. : (1) 45.26.70.25
TOULOUSE (31000) 16, rue Nungesser-et-Coli - Tél. : (61) 59.48.58
BRUXELLES (1050) rue Beilard 205 BP 15 - Tél. : (02) 230.99.98
GENÈVE (1206) 4, route de Florissant - Tél. : (022) 46.84.88

ANNE-MARIE IDOUX
Maîtres points
CRÉATION-RESTAURATION
Imitation marbres
et pierres dures
TRAVAIL SOIGNÉ
pour DÉCORATEURS
et PARTICULIERS
Tél. : (1) 42-63-07-36.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5513

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTELEMENT

1. Est vraiment lourd quand il est gros. - II. Quand on ne peut plus nourrir ses enfants. - III. Font partie des bons fromages. - IV. Peut faire tache. Coule en Asie. - V. Sur une carte du Japon. Mathématicien allemand. - VI. On a son rayon droit dans l'œil. - VII. Couleur d'une bête redoutée. - VIII. Terme musical. Opposition. - IX. Qui ne fait pas de vagues. Pièce de char. - X. Coule en Bretagne. - XI. Prouve qu'il y a eu de grandes dépenses. Les uns et les autres.

VERTICALEMENT

1. Pas tièdes, mais bien embellies. - 2. Peuvent assommer celui qui est à découvert. - 3. Bien ennuyé. Auteurs d'un livre. - 4. Serve dans un pub. La fraise des bois. - 5. Ramène le centre. Artiste étranger. - 6. Lucarne qui fait un effet bofuf. Pour l'ier. - 7. Petits organes. - 8. En « février », intersection. Qui peut ne céder qu'après plusieurs coups. - 9. Préposition. N'a rien d'une vedette.

Solution du problème n° 5512

Horizontalement

I. Pingerie. Motus I - II. Odorat. Dras. Ars. - III. Roues. Péri. Id. - IV. Tien. Odisseus. - V. In. Oasie. Un. - VI. Légumes. Az. Or. - VII. Riens. Blanche. - VIII. Oral. Téryène. - IX. Noble. User. Ru. - X. Caennais. Imite. - XI. Terme. Eus. - XII. Aba. Tisonnier. - XIII. Peigne. Is. Epi. - XIV. Irritantes. - Iris. - XV. Eteule. Ecosse.

Verticalement

1. Portillon. Lapin. - 2. Idole. Roc. Ber. - 3. Nous. Grabataire. - 4. Grenouille. Git. - 5. Ras. Ame. Entente. - 6. Et. Oser. No. Eau. - 7. Pisé. Art. NL. - 8. Idées. Ruliste. - 9. Erra. Abysses. - 10. Aiguille. Oise. - 11. Malin. Aériens. - 12. Inn. Mun. lo. - 13. Taies. Cerisiers. - 14. Urdu. Oh I Ut. Epis. - 15. Sa. Xérés. Epise.

GUY BROUTY

صكنا من الامل

19 à 22 Champs économiques
24 Réforme fiscale en Norvège

24 Le contrôle des mouvements de capitaux en Grèce
28 Marchés financiers

29 Bourse de Paris
30 Communication

BILLET

Poussée des salaires en Allemagne

L'accord entre patronat et syndicat qui vient d'intervenir en Allemagne dans la métallurgie de la région du Nord-Wurtemberg prévoit une augmentation salariale générale de 6,7 % à partir du 1^{er} juin prochain. Cet accord, conclu dans la nuit du samedi 4 au dimanche 5 mai à l'issue de quinze heures de négociation, concerne sept cent mille salariés, et, comme c'est la tradition, va servir de modèle dans la discussion des accords des seize autres zones salariales. Il aura un effet d'entraînement pour tous les secteurs où se déroulent des discussions salariales : l'industrie du papier et du livre, le commerce de détail.

L'IG Metall, le puissant syndicat des métallurgistes allemands (3,1 millions d'adhérents depuis l'unité allemande) est satisfait de cet accord, alors que les négociateurs patronaux se déclarent mécontents du résultat, qui pourrait, selon eux, entraîner une baisse de la dynamique de l'investissement, notamment dans les nouveaux Länder. Les dirigeants patronaux n'ont pas voulu, cependant, prendre le risque d'un conflit dur : ils avaient pu constater, la semaine dernière, que la mobilisation des salariés était importante dans les grèves d'avertissement lancées par l'IG Metall pour faire pression dans les négociations.

Au départ, l'IG Metall demandait 10 % d'augmentation des salaires, alors que les organisations patronales ne proposaient que 4,4 %. Au total, les mesures adoptées dimanche représentent une augmentation moyenne supérieure à 7 % si l'on considère les mesures spécifiques prises en faveur des salariés les plus bas et de l'augmentation forfaitaire de 290 marks (1 000 francs) accordée à chaque salarié pour les mois d'avril et mai. Les apprentis bénéficient aussi d'une augmentation mensuelle de 110 marks au cours de leur formation. Cet accord aura des répercussions dans les nouveaux Länder, où les salaires de la branche ont été fixés à 71 % de ceux de l'Ouest, en attendant leur mise au même niveau, prévue pour 1992.

La presse allemande commente diversement cet accord, qui, pour le quotidien conservateur Die Welt, « défie la raison économique », alors que le Süddeutsche Zeitung (libéral) estime qu'il constitue « un profit pour tous ».

LUC ROSENZWEIG

INSOLITE

Des Verts contre les transports en commun

On croyait les Verts hostiles à la voiture individuelle, et, par conséquent, systématiquement favorables aux transports en commun. Il semblait que les Verts adoraient le tramway, même très moderne. Est-ce parce que ledit tramway a été, à Rouen, baptisé pompeusement « métro » par le syndicat intercommunal ou bien parce que son tracé est traumatisant ou bien encore parce qu'il semble trop cher ? Toujours est-il que des écologistes normands ont décidé d'attaquer devant le tribunal administratif la déclaration d'utilité publique préalable à la construction de 15 kilomètres de voies et d'un tunnel sous la Seine. Selon eux, l'enquête d'utilité publique ne s'est déroulée réglementairement que dans deux communes sur les trente-trois concernées.

« Il y a plus de trois mois maintenant, un rapport de la Cour des comptes mettait en cause certaines opérations boursières réalisées par la Caisse des dépôts entre 1986 et 1988. Vous n'y avez jamais répondu publiquement. Pourquoi ? »

« Je suis attentif aux contrôles. Ils sont indispensables pour une maison comme la Caisse des dépôts, où tous les jours se prennent des milliers de décisions, parmi lesquelles, évidemment et statistiquement, il peut y avoir des erreurs. J'ai moi-même considérablement développé l'audit et le contrôle internes, à la manière de ce que font les cabinets anglo-saxons. »

« Je comprends qu'il existe aussi des contrôles plus classiques et administratifs, même si la réalité pour nous est de plus en plus celle des marchés. Beaucoup de leurs critiques ou suggestions nous sont précieuses, quand elles ne débouchent pas sur la polémique et quand il ne s'agit pas de nous condamner aujourd'hui pour des procédures d'avant-hier que nous avons réformées hier. »

« Dans le cas dont vous parlez, une soixantaine d'opérations boursières ont été étudiées. Trois ou quatre ont été retenues. Ce que je regrette, c'est qu'à partir d'observations ponctuelles, dont je ne partage pas les conclusions, des jugements généraux aient été formulés – et largement repris. »

« Dans ces opérations, la Caisse aurait favorisé, notamment, M. Georges Pabreau ou M. Gustave Leven, le président de Pariter, avec lesquels, justement, vous menez, à cette époque, l'offensive sur la Société générale... »

« Attention aux procès d'intention ! En tant qu'actionnaire actif, nous avons de nombreux partenaires ; en tant qu'opérateurs, d'innombrables contreparties. Pas de partenaires exclusifs bien sûr, ni d'intérêts à l'égard des maisons ou des personnes dont la réputation est établie. J'ai montré, et j'en ai convaincu la commission de surveillance, que chacune de ces opérations avait été utile à l'économie française – je pense aux Wagons-Lits – et logique par rapport à nos activités sectorielles – à l'en tête, Canal Plus. Dans tous les cas, elles ont créé des plus-values pour les fonds d'épargne. »

« Du rapport de la Cour des comptes, certains ont conclu qu'il y avait eu spoliation par la Caisse des petits épargnants dont vous gérez les économies. Comment réagissez-vous ? »

« C'est pour moi la question essentielle. Je la formule ainsi : il y a en France plus de quarante millions de livrets A. Un seul titulaire de livret A a-t-il jamais subi une perte en capital de ses économies ? Un seul a-t-il jamais été privé de sa rémunération contractuelle (4,5 % actuellement) ? Un seul a-t-il jamais été empêché de retirer ses fonds sans préavis comme le lui permet la réglementation ? Cela n'a jamais eu lieu. Il n'y a eu bien sûr ni « épargnant spolié » ni « épargnant victime » : l'insinuation était pour le moins malhonnête. En outre, la gestion de ces fonds a dégagé des résultats supérieurs aux indices du marché. »

« La Caisse n'a donc jamais manqué à sa mission fiduciaire traditionnelle, comme le prétend M. Apollinaire ? »

« Ni au cours de ces dernières années, ni tout au long de sa très longue histoire, puisque c'est depuis

1837 que ces fonds lui sont confiés. La confiance a constamment été au rendez-vous. »

« Je voudrais rappeler que les fonds d'épargne que nous gérons s'élèvent à 850 milliards de francs, dont 700 milliards pour les livrets A. La gestion de ces fonds, par mandat de l'Etat, est notre première responsabilité financière. Elle concerne la très grande masse des Français. La est notre métier fondamental, et je voudrais être jugé principalement sur ce plan. »

« Avec cette ressource, nous effectuons un tour de force quotidien : la transformation de dépôts à vue en prêts à très long terme. La Caisse des dépôts est le plus grand transformateur d'épargne du monde. Elle le fait au bénéfice de causes d'intérêt général : aujourd'hui le logement social ; 30 milliards de prêts aux HLM chaque année. Nous assurons en même temps la sécurité complète, la liquidité permanente et la rémunération des dépôts. A elle seule, la rémunération des livrets A représenté en 1990, 31 milliards de francs au profit des déposants. Et, tous comptes arrêtés, nous reversons à l'Etat, chaque année, quelque 24 milliards de francs comme résultats de la gestion du livret A. Voilà les ordres de grandeur. Et cela fonctionne sans faille. »

Décentralisation et désimbrication

« Certains parlementaires ont découvert, à l'occasion de ce rapport, que la Caisse, chargée de gérer l'argent déposé sur les livrets A, en plaçait une partie en actions, investissement risqué. Est-ce normal ? »

« Ils le lisent pourtant, chaque année et ligne à ligne, dans notre rapport annuel au Parlement, depuis que le code des caisses d'épargne nous a autorisés, c'est-à-dire il y a soixante ans ! Ces placements font partie de nos actifs mobilisables, actifs dont la nécessité s'explique ainsi : si tout le livret A était immobilisé en prêts à long terme, nous ne pourrions pas en assurer la liquidité et faire face aux retraits. Ce n'est pas une mince affaire : l'an dernier, l'excédent des retraits sur les dépôts a dépassé 50 milliards de francs. La commission de surveillance nous demande de viser un ratio de 20 % de valeurs mobilisables, soit 130 à 140 milliards de francs. »

« Une faible partie – environ 11 milliards – est investie en actions. Cet investissement est nécessaire, les actions dégagent des plus-values à long terme, puisque nous gérons ces fonds dans une perspective longue. Ce sont aussi les actifs les plus rentables, et leur gestion est particulièrement périlleuse : les portefeuilles d'actions adossés aux fonds d'épargne ont connu entre 1983 et 1990 un taux de rendement interne annuel de 18,5 %, soit une « superperformance » de 20 % environ sur les indices boursiers. L'enrichissement réalisé ainsi au bénéfice des fonds d'épargne pour les milliards de francs et sera utile dans l'avenir. »

« N'y a-t-il pas parfois un mélange des genres, l'argent des livrets étant utilisé par la Caisse dans ses opérations de banque d'affaires ? »

« La Caisse des dépôts n'est pas une « banque d'affaires » : elle ne fait pas profession de fusions et acquisitions. Elle est seulement actionnaire actif dans une dizaine

d'entreprises du tourisme et de la communication. »

« Prenons un exemple. Il y a quatre ans, la Caisse, parce qu'elle est câble-opérateur, a souhaité nouer des liens en capital avec Canal Plus. En 1988, elle en est devenue un actionnaire significatif, et siège depuis à son conseil. Devions-nous alors interdire aux fonds d'épargne d'acheter des actions Canal Plus ? Evidemment non. On nous aurait reproché de les avoir privés d'un placement utile pour le long terme, puisqu'il génère de fortes plus-values ! »

« Certains demandent une plus grande indépendance dans la gestion des fonds d'épargne, d'autres préconisent même un éclatement de la Caisse. Qu'en pensez-vous ? »



« Pendant plus de cent soixante-dix ans, personne n'a jamais invité la Caisse des dépôts à séparer la gestion des fonds d'épargne de la section générale. Que les gestions soient confondues était normal. Il y a eu quelques années, la Caisse des dépôts était un grand tout, auquel on pouvait à juste titre reprocher son opacité. »

« Depuis 1982, j'ai décentralisé la gestion et désimbriqué la maison-mère. C3D, le Crédit local de France, la CNP, CDC-Participations, CDC-Gestion, pour ne citer que les plus importantes, sont issues de ce mouvement. J'ai été puissamment appuyé en ce sens par la commission de surveillance, notamment ces dernières années par M. Christian Pierret. Cela a concerné, à partir de 1987, les fonds d'épargne, qui sont pourtant dans le bilan de la Caisse des dépôts : nous avons distingué les comptabilités, les objectifs, les équipes qui définissent les règles de gestion... »

« Faut-il aller plus loin ? On doit, je crois, être prudent. Notre première mission concerne les épargnants : nous assurons d'abord la sécurité, la liquidité et la rémunération des livrets. Une fois cette mission remplie, c'est l'Etat qui est tenu, par nos emplois d'intérêt général et l'encaisse des résultats. Mais il attend aussi de la Caisse qu'elle soit un auxiliaire actif pour la gestion de sa dette et de la dette du secteur public, pour la modernisation de la place financière de Paris, etc. Ces missions coutumières supposent une large surface financière. L'éclatement de notre bilan pourrait compromettre. »

« Le mouvement de retrait sur les livrets A se poursuit-il ? »

« Le premier trimestre 1991 est meilleur que celui de 1990. Le

livret A ne subit plus autant la concurrence du plan d'épargne populaire (PEP), qui avait connu un démarrage foudroyant au début de l'année passée. »

« Face au PEP, aux sicaev monétaires et aux autres produits de marché, le livret A a-t-il encore un avenir ? »

« Nous sommes très présents sur l'épargne investie. Pour le PEP, sur des produits conçus avec nous, l'Eureuil et la Poste ont recueilli 25 % de la collecte en 1990 ; notre part du marché des sicaev croît d'année en année : près de 15 % aujourd'hui ; la CNPO gagne aussi sur ses concurrents, atteignant 12,5 % du marché de l'assurance-vie. Ici aussi, la confiance est au rendez-vous. »

« Mais il doit exister, en même temps que se popularise l'épargne investie, un produit moderne qui assure aux épargnants une sécurité absolue. Ce produit existe, c'est le « premier livret » des caisses d'épargne. Sa modernisation, outre des aspects techniques, doit à mon avis encourager la stabilité des dépôts. Par exemple en intéressant, par des titres de participation, les déposants stables aux organismes dans lesquels ils ont effectué leurs dépôts. »

Un réseau soudé

« Le projet de loi sur les caisses d'épargne, déposé au Parlement, a mis en évidence des divergences sur la réorganisation de l'Eureuil. Qu'en pensez-vous ? »

« Comme la Poste, comme le Trésor public, nos autres partenaires, l'Eureuil bouge à très grande allure. Il doit être un réseau non banalisé : sa priorité numéro un, ce sont les ménages, s'agissant de la clientèle ; la sécurité, s'agissant des produits proposés. L'Eureuil doit être le lieu de l'épargne haute sécurité. »

« Il doit être aussi un réseau soudé. Pilote par un chef de réseau fort – ce n'est pas nous, c'est le CENEP. Adossé à un établissement financier ayant une surface suffisante pour assurer la couverture des risques – c'est naturellement la Caisse des dépôts. »

« L'anti-exemple, ce sont les Saving and Loans, les caisses d'épargne américaines. Ce qui s'y passe est d'abord un drame de la déregulation : elles se sont engagées dans des activités où elles manquaient de compétences : l'immobilier et les PME. C'est aussi la faillite d'un faux adossement : l'organisme central, le fonds fédéral de garantie, était sans autorité sur le réseau et sans profondeur financière. Conséquences : il y a eu, cette fois, spoliation des épargnants, et il y aura sur-tout, pour le contribuable, un fardeau colossal. »

« Plusieurs projets de réforme des statuts de la Caisse des dépôts sont annoncés. Êtes-vous partisan d'une réforme de la CDC ? »

« Absolument. Suivant la manière très active dont elle a été menée ces dernières années. Les règles du jeu ont radicalement changé : la commission de surveillance exerce maintenant sur l'activité du directeur un contrôle beaucoup plus actif et plus attentif que celui exercé, sur l'exécution de leurs sociétés, par l'importance des conseils d'administration auxquels je participe. La présidence de M. Christian Pierret, après celle de M. Jean-Pierre Soisson, illustre un supplément de pouvoir pour cette commission qui est perçu par toute la maison. »

« Les modes de gestion de la maison ont également été complètement modifiés. La désimbrication a placé beaucoup d'entités, jadis confondues dans la Caisse des dépôts, sous le contrôle de conseils d'administration. Des « murailles de Chine » m'interdisent d'intervenir dans certaines gestions – par exemple les sicaev ou les portefeuilles des clients – jadis effectuées dans nos murs. L'ensemble du groupe fonctionne désormais avec des objectifs, des contrats, un reporting, un contrôle de gestion, un investissement... »

« S'agissant des contrôles, la Cour des comptes les a beaucoup intensifiés : entre dix et quinze par an, ce qui fait partie des « privilèges » de la Caisse !... Nous sommes aussi soumis, selon nos activités, au contrôle de la COB, de la Commission bancaire, de Matif SA et à un contrôle fiscal global et annuel. Autre novation : la Caisse reverse un quart de ses résultats à l'Etat sous forme d'un quasi-dividende. Au total, une réforme plus importante que celles proposées ici ou là, mais plus progressive et moins dogmatique. »

« Ce processus est dans la nature de cette maison. A sa création, le 28 avril 1816, il y a tout juste cent soixante-quinze ans, la Caisse des dépôts et consignations avait été constituée comme un outil pragmatique, à l'image de ce que souhaitaient, à l'époque, les dirigeants de l'économie en Europe, et comme les Anglais avaient su le réaliser un siècle plus tôt. »

« C'est avec ce même pragmatisme qu'elle a traversé, sans grande réforme statutaire, ces cent soixante-quinze ans. Les domaines d'application des métiers ont évolué, les valeurs sont demeurées. La valeur fondamentale, symbolisée par notre devise – « La foi publique » – doit mériter la confiance. La confiance ne se décrète pas, elle se mérite chaque jour. Il semble que cette confiance soit largement partagée, comme le montre la fidélité des millions de personnes qui la témoignent. »

« Travailler à grande échelle »

« La Caisse n'est-elle finalement pas attaquée parce qu'elle est trop puissante ? »

« Certes, si elle était inerte, qui l'intéresserait-elle ? Elle change, elle prend des initiatives, et donc, parfois, elle dérange. »

« Nous devons être rigoureux, transparents, centrés sur nos métiers, mais cela n'interdit pas l'ambition. Attention à ce travers français de craindre les grandes entités, et qui menace de nous affaiblir par rapport aux pays qui ne l'éprouvent pas ! C'est vrai, notre groupe est un grand intervenant dans l'économie, à la fois auxiliaire de l'Etat et doté d'une dose d'indépendance. Il est actif : il a devant lui de grands chantiers : logement social, développement social des villes, aménagement régional et local, prévoyance, gestion des retraites, poursuite de la modernisation de la place financière de Paris, consolidation de l'épargne... »

« Attentive à ses clients, à ses partenaires, aux besoins du pays, ayant pour horizon l'Europe et les grandes places financières du monde, la Caisse des dépôts entend, plus que jamais, travailler à grande échelle. L'heure n'est pas pour nous au rétrécissement ! »

Propos recueillis par ERIK IZRAELWICZ

Les difficultés de l'Union économique et monétaire

M. Poehl accuse la France de freiner la création d'une banque centrale européenne

Coïncidence ? Quelques heures avant que les sept cent mille métallurgistes allemands du Nord-Wurtemberg n'obtiennent de fortes augmentations salariales (voir ci-contre), M. Hans Tietmeyer, membre du directoire de la Bundesbank, déclarait qu'une politique monétaire stricte continuait de s'imposer.

M. Tietmeyer, qui s'exprimait à Berlin au cours d'un colloque universitaire, a expliqué que tout assouplissement de la politique monétaire allemande serait actuellement prématuré du fait des risques que représen-

tent les accords salariaux en cours de négociation. « Les coûts salariaux unitaires ouest-allemands pourraient, dans les faits, s'accroître d'environ 5 % cette année contre 2,5 % l'année dernière. » De telles hausses pourraient conduire, selon lui, à de fortes poussées des coûts et à un surcroît d'inflation.

Mais, pour M. Tietmeyer, une fois que les difficultés créées par l'unification seront dépassées, le mark se verra consolider dans son rôle de monnaie-clé tant au niveau mondial qu'au niveau européen. De son côté,

M. Poehl, président de la Bundesbank, a déclaré que la France ralentissait la création d'une banque centrale européenne : « L'une des principales difficultés réside dans l'attitude de la France, qui n'est pas prête à accepter l'indépendance d'une banque européenne. Il est faux de dire que la France pousse à aller plus vite et que l'Allemagne freine, les choses sont plus compliquées. » Le président de la Bundesbank a ajouté qu'il faudrait huit à dix ans pour mettre en place une institution bancaire supranationale.

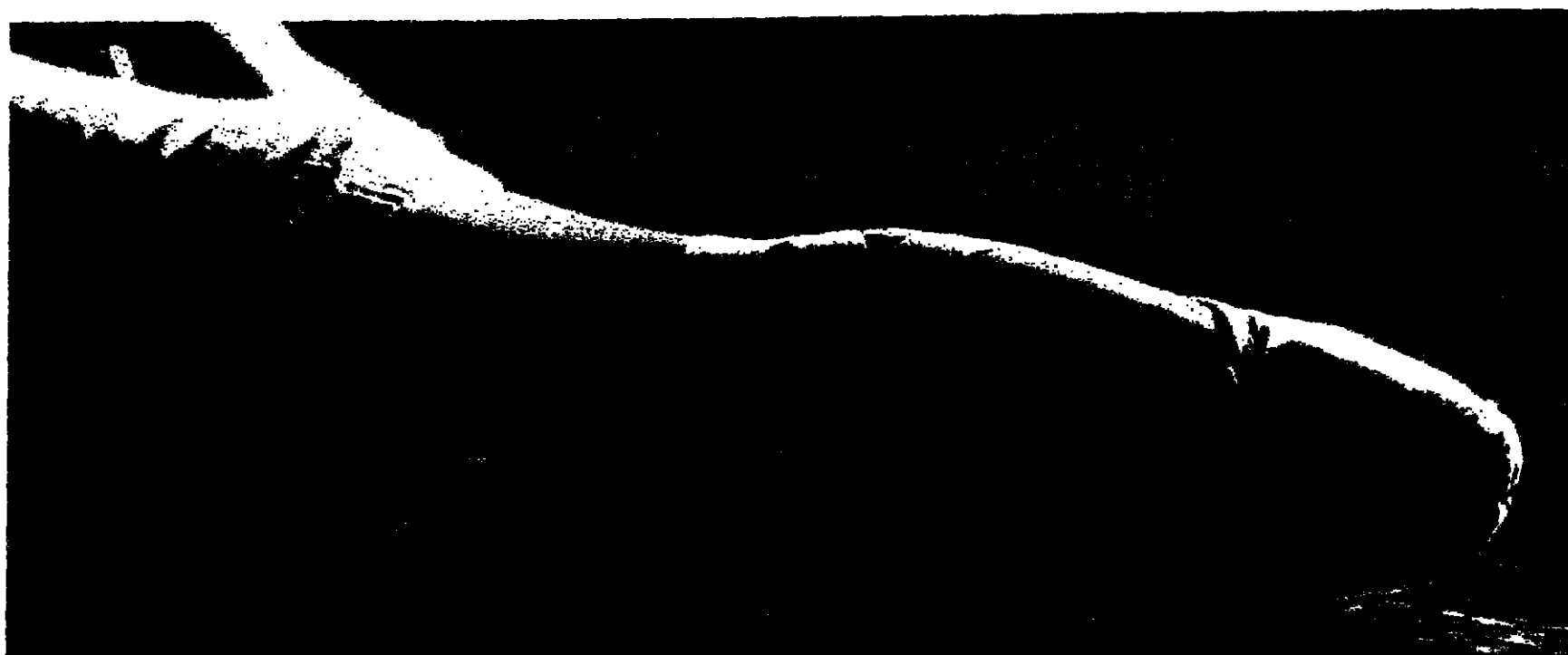
LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LEMONDE



Trouver en soi l'émotion du corps qui sera partagée par les autres. Accepter de faire un pas vers l'inconnu pour découvrir un autre équilibre, un autre regard. Oublier qu'on a mal aux pieds. Avec son corps, l'homme écrit ses rêves. En se dépassant, il crée une autre réalité. En 1967, le moteur rotatif a donné à la voiture une nouvelle puissance, une nouvelle souplesse, une nouvelle sensation. Sa réalisation avait demandé des années d'effort. Cette expérience est un état d'esprit, celui qui anime l'entreprise qui s'est dépassée pour réussir ce défi : Mazda.



Sur le chemin de la civilisation.

صيانة من الاميل

Vietnam

Retour des Fr

صلى الله عليه وسلم

Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES

Investir en Asie

Vietnam, une libération dans le désordre

Face à une main-d'œuvre abondante et bon marché, les entrepreneurs étrangers attendent la levée de l'embargo américain

FRANCAIS, Australiens, Chinois de Hongkong, Britanniques, Thaïlandais investissent au Vietnam. Mais cet afflux de capitaux demeure limité dans l'attente de la levée de l'embargo économique américain, qui devrait s'accompagner d'un raz-de-marée de capitaux japonais. Entre-temps, le pays traverse une crise qui va avec de profonds bouleversements, une économie parallèle prenant le relais de celle de l'Etat. Le tableau ainsi offert n'en est que plus paradoxal.

Les avantures des magasins du centre de l'ancien Saigon se refont les uns après les autres. Des gamins écarquillent les yeux devant des portes qui coulisent automatiquement, une première au Vietnam. A deux pas de là, les pelouses aménagées sur le site de l'ancienne gare centrale servent, la nuit, de campement aux drogués de la grande ville du Sud. Les seringues usagées se vendent à même le trottoir.

Plus loin, partant du quai Bach-Dang, une demi-douzaine de bateaux-mouches scintillant de lumières multicolores offrent de longues promenades nocturnes sur la rivière. Au programme, dîner dansant. Pour l'essentiel, la clientèle est locale.

Avec l'ouverture du pays, il a bien fallu réintroduire la pratique du taxi, le cycle-poussoir ne faisant l'affaire que pour de trop courts trajets. On n'a rien trouvé de mieux que de réhabiliter des voitures qui seraient de collection ailleurs. Renault-Dauphine et Peugeot 203 repeintes en blanc pour la circonstance.

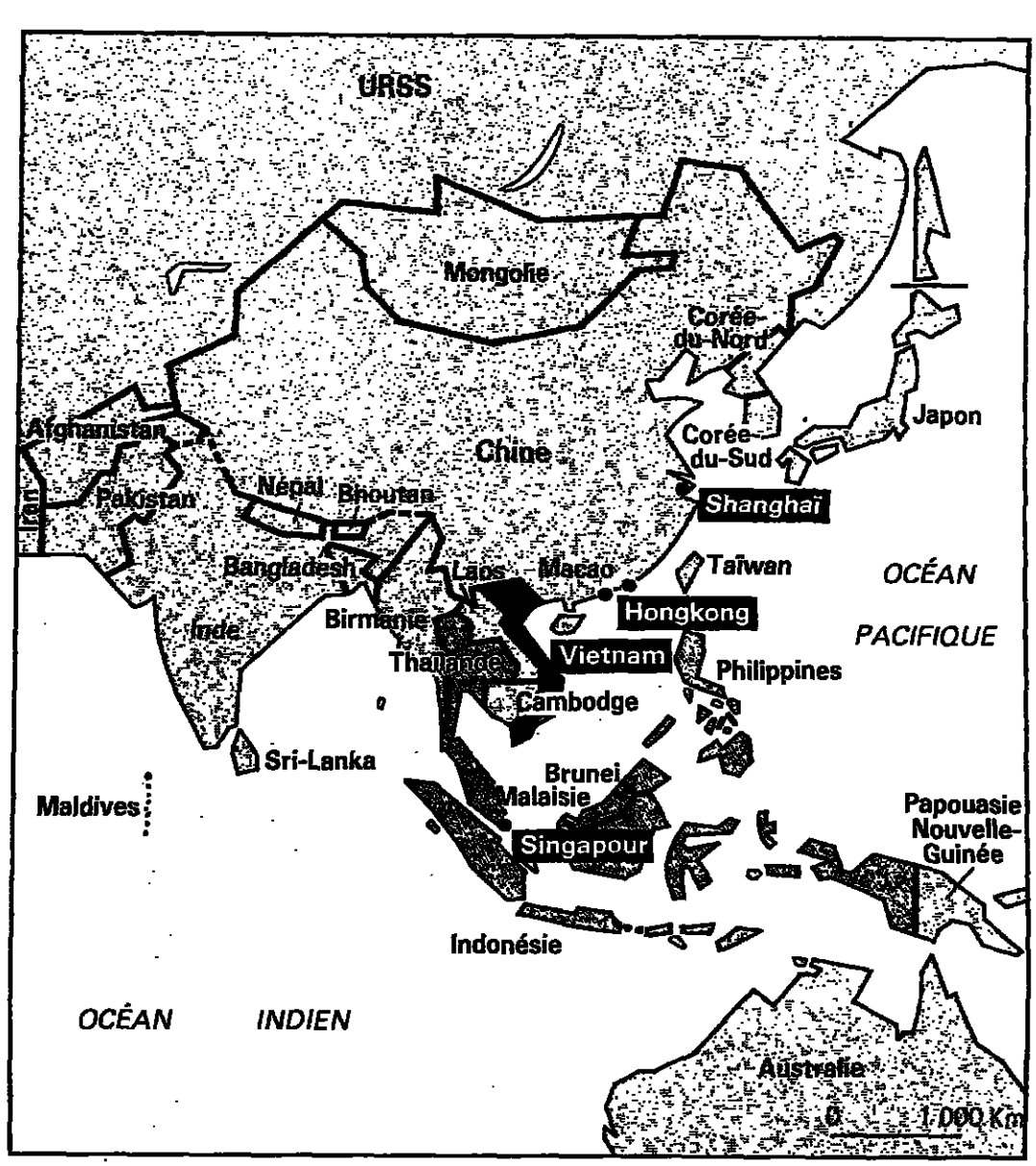
Hanoï, qui commence quand même à se reconstruire, n'en est pas encore là. Les nouvelles cohortes de visiteurs, commerçants thaïlandais et cinéastes français, débarquent de l'Airbus de Thai International Airways pour monter dans de vieilles limousines sovié-

tiques ou dans des minibus japonais qui les déposent à leurs hôtels de la capitale. Comme les chambres manquent, on a ouvert aux étrangers de splendides maisons d'hôte, y compris celle de l'armée.

Le Vietnam est à genoux si l'on s'en tient aux explications et statistiques généralement avancées. Réduction des deux tiers environ de l'aide soviétique : évanouissement de celles des anciens alliés d'Europe de l'Est. L'embargo économique américain, en outre, continue d'interdire tout décollage. Le pays compte plus de 66 millions d'habitants dont le revenu annuel par tête est évalué à 1 000 francs.

Le chômage, réel ou déguisé, frappe un tiers de la population active. Les infrastructures sanitaires et scolaires sont très médiocres quand elles ne sont pas inexistantes. Le système bancaire ne fonctionne pas, les caisses de l'Etat sont pratiquement vides et les investissements étrangers demeurent limités.

Le vieux train qui relie Hanoï à Ho-Chi-Minh-Ville avance à une moyenne de 17 kilomètres à l'heure. L'électricité manque un peu partout. Doter le pays d'indispensables infrastructures ne pourrait se faire qu'avec l'aide des grands organismes internationaux de crédit, donc quand l'embargo américain sera levé.



Les indispensables infrastructures

Le vieux train qui relie Hanoï à Ho-Chi-Minh-Ville avance à une moyenne de 17 kilomètres à l'heure. L'électricité manque un peu partout. Doter le pays d'indispensables infrastructures ne pourrait se faire qu'avec l'aide des grands organismes internationaux de crédit, donc quand l'embargo américain sera levé.

Des investisseurs impatientes

Les autres principaux bénéficiaires sont le tourisme, l'industrie légère et les télécommunications. Il en faudrait bien davantage pour donner une véritable impulsion à une économie qui ne s'est pas encore remise des ravages de la guerre et qui ne s'est écartée d'un centralisme autoritaire que depuis quelques années.

Les investisseurs sont souvent découragés par la complexité et les incompétences d'une bureaucratie encore tentaculaire. Mais le flot d'hommes d'affaires étrangers est continu. Tout d'abord, à partir de 1988, ils sont venus jeter un coup d'œil, se renseigner. Depuis plusieurs mois, ils se montrent plus impatients et plus entreprenants : « Ils veulent être placés le jour où l'embargo sera levé », commente un diplomate.

Entre-temps, si les Français sont les premiers investisseurs, les Chinois de Hongkong se révèlent peut-être les plus astucieux en multipliant les petits projets – soixante-quatre en tout pour un investissement global de 174 millions de dollars, soit une moyenne de 3 millions de dollars par projet. Si, de leur côté, les Japonais n'investissent pas en attendant la levée de l'embargo américain, ils sont devenus le premier partenaire commercial du Vietnam.

Le retour des Français

Les Français sont, au Vietnam, au premier rang des investisseurs. Les tournages de films ne passent pas non plus inaperçus. Pierre Schoendoerffer a fait appel à plus de quatre-vingts soldats français pour reconstituer, à une soixantaine de kilomètres de Hanoï, les scènes de la guerre de Dien-Bien-Phu, film épique et à grand spectacle. Jean-Jacques Annaud finit de tourner l'Amant – inspiré du roman de Marguerite Duras – à Ho-Chi-Minh-Ville et, attendu par le Tour-Hanoï, Catherine Deneuve est venue pour le tournage d'Indochine.

Tout cela fait, à l'occasion, du bruit. Les Français sont, effectivement, revenus parmi les premiers des que le Vietnam a plus franchement rouvert ses portes. Lors de sa visite en février 1990, Roland Dumas n'était pas seulement accompagné d'une délégation de quelque quatre-vingts personnes. Le ministre des affaires étrangères a également remis 45 millions de francs, un don du Trésor, qui, cette année, devrait au moins doubler, puisque Pierre Bérégovoy, parait-il, souhaite que la France s'implante davantage au Vietnam.

Des atouts, mais...

Pour l'instant, les Français sont plus d'une centaine à Hanoï et les expatriés un peu moins nombreux à Ho-Chi-Minh-Ville. Les grandes sociétés sont présentes. Total cherche du pétrole et Spie Batignolles un marché. La BFCF a introduit la carte Visa. La pharmacie française a retrouvé sa clientèle locale : 165,5 millions de francs de médicaments importés officiellement en 1990, soit deux fois plus que l'année précédente. Et, tout en se situant loin derrière les Australiens dans le domaine des télécommunications, les Français ont doté Hanoï de douze mille lignes téléphoniques et Ho-Chi-Minh-Ville de vingt-trois mille.

Néanmoins, à l'exception de la présence pétrolière, il n'y a pas de grands projets. Et il ne peut y en avoir. Nguyen Co Thach, le vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères, lui-même francophone, estime que les relations franco-vietnamiennes, tout en étant « bonnes », ne correspondent pas encore aux souhaits des deux pays. Il ajoute, à propos des investissements : « Ce n'est qu'un début, mais j'ai peur que les Français soient en retard. »

Premiers investisseurs, certes, mais encore prudents

Les Français sont, certes, les premiers investisseurs, mais encore prudents, puisque la mise demeure modeste : environ 300 millions de dollars en trois ans de projets agréés. Sur le plan commercial, la France se retrouve, selon les calculs, au quatrième ou au cinquième rang, loin derrière le Japon. Les retrouvailles ont lieu. Sans plus pour le moment.

Le Vietnam est redevenu exportateur de riz depuis 1989

Le Vietnam est redevenu exportateur de riz depuis 1989, avec 1,5 million de tonnes par an. Cette année, l'objectif est d'exporter 1 million de tonnes. On fera sans doute un peu mieux et, de toute façon, avec la contrebande, nos évaluations sont toujours en deçà de la réalité, dit-il.

MICHEL GODET

208 pages, 105 F

L'AVENIR AUTREMENT

Ce livre fait « la chasse aux idées reçues, dénonce le mirage éducatif, celui de l'énergie et celui de la technologie. » NICOLE PENICAUT LIBERATION

«...il met en garde contre la sclérose des médias, le mirage technologique, la maladie du diplôme, mais surtout il fait rêver. » PIERRE ORLINO, LE MONDE

ARMAND COLIN



pter de faire un pas vers
qu'on a mal aux pieds,
autre réalité. En 1967,
ne nouvelle surprise,
effort. Cette expérience
r réussir ce défi. Mais



CHAMPS ECONOMIQUES

Hongkong, une plate-forme pour l'Asie

Echéance chinoise ou pas, la quête du profit se poursuit et, pragmatiques, les pays proches prennent position

LES *jung shui* sont experts de l'invisible. Moyennant espèces sonnantes et trébuchantes, ces mages chinois de Hongkong savent conseiller les promoteurs immobiliers sur la meilleure manière d'ériger un gratte-ciel sans que les fondations blessent la paupière du dragon qui sommeille sous la colline. Ils connaissent également les mille et une manières d'organiser l'espace d'un bureau à mi-distance des deux volcans aux aguets derrière la porte et la fenêtre.

Ce sont eux aussi qui conseillent aux banquiers la présence de poissons rouges dans les salles de marchés afin de canaliser le mauvais sort (inhérent aux activités spéculatives) sur ces innocents animaux. Les *jung shui* sont cependant gens prudents : ils se gardent bien de toute prédiction sur le comportement du dragon de Pékin après 1997.

Comment la Chine communiste se comportera-t-elle quand sa souveraineté s'étendra sur Hongkong ? Nul ne le sait vraiment. Mais comme personne dans la colonie n'est assez sot pour se faire du souci six ans à l'avance, la quête frénétique du profit se poursuit. Les tours de logements montent de cinquante étages en un an et demi, les projets industriels se financent sans difficulté jusqu'au petit commerce qui ne ralentit jamais : un local nu le matin est équipé en électricité, étalages et marchandises à la fin de l'après-midi.

La sérénité britannique

Jour ou nuit, échéance chinoise ou pas, Hongkong semble doué d'un potentiel d'activité insatiable. Si l'on en croit un banquier français installé depuis quelques années à Hongkong, le discours collectif a cependant évolué : avant la sauvage répression des étudiants de la place Tiananmen en juin 1989, les businessmen de Hongkong étaient persuadés qu'ils allaient convertir la Chine communiste aux vertus du capitalisme. Depuis juin 1989, « on espère qu'ils nous laisseront encore faire quelque chose après 1997 ».

En fait, dans les milieux d'affaires, l'attitude diffère selon la nationalité. Les grands groupes britanniques professent officiellement une sérénité de bon aloi. Mais dès 1984, date à laquelle les gouvernements chinois et britannique ont paraphé le retour de Hongkong à la Chine, Jardine Matheson, la plus grosse capitalisation boursière de Hongkong (environ 10 milliards de dollars des Etats-Unis), a domicilié son siège aux Bermudes.

A la fin des années 1980, Jardine a également cherché à faire coter ses titres sur plusieurs places étrangères. Moins pour accroître le nombre de ses actionnaires que

pour renforcer le filet protecteur. Et en mars 1991, Jardine a menacé de quitter définitivement la Bourse de Hongkong si une disposition exceptionnelle n'était pas prise pour mettre le groupe à l'abri de toute réglementation postérieure à 1997. Cette compagnie fondée à Canton en 1832 a contri-

né à jamais été donnée à cette question maintes fois posée, les observateurs sont unanimes : les Anglais sont encore là - nul ne peut débarquer à Kai-Tak, l'aéroport de Hongkong, louer un bureau dans Central, le bouillonnant quartier des affaires, descendre dans l'un des palais de l'île, se

sion des billets, a elle aussi domicilié son siège en Angleterre. Elle a également entrepris de se diversifier hors de la colonie - mille guichets de par le monde dont près de la moitié à Hongkong - mais avec des succès divers.

La Hong Kong Bank, établissement *very British* qui jusqu'à une date récente évitait de promouvoir des cadres chinois à des postes de trop haute responsabilité, qui a diversifié ses actifs aux Etats-Unis et en Asie dans le but de devenir une authentique banque internationale, mais bute sur le même problème que Jardine : comment quitter Hongkong alors que les privilèges historiques et la fiscalité très favorables font de l'île le premier centre de profit de la banque ?

Un lobby américain

Question subsidiaire : les Chinois acceptent-ils qu'une banque britannique dont le siège est à Londres continue de battre monnaie à Hongkong après 1997 ? Ce privilège ne revient-il pas de droit à la Bank of China, émanation financière de Pékin dont le building aiguisé de soixante-douze étages, construit par le célèbre architecte Ie Ming Pei, domine à la fois Hongkong et le siège voisin de la Hong Kong Bank.

D'autres groupes, comme Great Eagle ou la chaîne de magasins Lane Crawford, ont transféré leur siège dans des paradis fiscaux du Pacifique. Tous avec le même problème : comment partir tout en restant ? Mais un groupe britannique aussi puissant que Swire (immobilier, industrie et surtout la compagnie aérienne Cathay Pacific, l'une des vingt premières du monde) semble, lui, parfaitement décidé à tenter sa chance bien au-delà de 1997.

C'est comme un gage d'obédience à la Chine qu'a été interprété la vente de 12,5 % du capital de Cathay Pacific à la China International Trust and Investment Company (CITIC), un fonds d'investissement contrôlé par Pékin. La vraie richesse d'une compagnie réside certes dans les avions mais plus encore dans les droits d'exploitation des lignes aériennes. Et celles desservant Hongkong sont parmi les plus rentables du monde.

Les Américains sont infiniment moins embarrassés que les Britanniques. Certes, les événements de la place Tiananmen ont profondément choqué la Maison Blanche et le gouvernement Bush a tenté de retirer à la Chine la clause de la plus-favorisée. Mais pour empêcher que des handicaps douaniers freinent les exportations de la Chine vers les Etats-Unis (via Hongkong) et gênent parallèlement celles des groupes américains qui fabriquent sur le continent chinois, dans la province de Canton, un lobby puissant s'est formé à Hongkong.

A partir de la Chambre de commerce américaine, les plus grands groupes bancaires et industriels implantés à Hongkong et en Chine ont démarché la Maison Blanche et le Congrès pour empêcher toute rétorsion de type économique. Avec succès. En 1991, les marchandises *made in China* continuent de bénéficier des meilleures conditions d'accueil sur le plus grand marché du monde.

Preuve que malgré les incertitudes politiques, Hongkong demeure une plate-forme indispensable, les investissements américains sont passés de 5 milliards de dollars en 1985 à plus de 7 milliards en 1990. Le groupe pétrolier Exxon a investi un milliard de dollars dans China Light and Power Co., qui fournit la colonie en électricité et AT and T mène un lobbying intense depuis plusieurs années pour obliger Hongkong à diversifier ses achats dans le secteur des télécommunications.

Silencieux, au début, sur la question du nouvel aéroport - le gouvernement de Pékin s'est opposé à cet investissement de 16 milliards de dollars qui risquait de lui laisser des caisses vides en 1997 - les Américains ont brusquement changé d'attitude. Le consul général des Etats-Unis, William March a, en mars 1991, publiquement affirmé que le business avait besoin d'un nouvel aéroport et que la décision devait être prise rapidement. Une manière d'affirmer des droits que la politique ne saurait minorer impunément. Le gouvernement Bush semble également avoir pris conscience que le sort de Hongkong, en tant que place financière internationale, dépend largement de l'intérêt que les étrangers dans leur ensemble, et le gouvernement américain en particulier, sauront montrer sur cette question.

Des placements japonais

Un autre acteur économique non moins important que les Etats-Unis reste le Japon. Discrète comme à leur habitude, les Japonais s'expriment peu. Seules les statistiques sont parlantes. Alors que les investissements étrangers dans l'industrie de Hongkong ont reculé globalement depuis 1989, seuls les Japonais se sont renforcés. Sans marquer une pause, ils ont continué à décoller leur industrie dans les pays à bas coût de main-d'œuvre et notamment en Chine via Hongkong.

Si le marché immobilier ne s'est pas effondré à Hongkong après l'annonce de la délocalisation des Japonais dont les grandes compagnies (Marubeni, Nishio Iwai, Nishimatsu...) sont très actives. Dans le secteur bancaire, près de cent établissements financiers (banques, sociétés financières, bureaux de représentation) japonais sont implantés et gèrent 56 % du total de bilan de

la place, 60 % des prêts et 70 % des emprunts interbancaires. Les compagnies d'assurance (Nippon Life, Dai-ichi Mutual Life, Meiji Life) possèdent chacune 1 % du capital de la Hong Kong Bank.

Dans le commerce de détail, quinze grands distributeurs japonais sont implantés dans la colonie sur les cinquante-cinq présents. Seibu, nouveau venu en 1991, s'est attribué une part royale dans le somptueux centre commercial de Pacific Place, ouvert aux portes du quartier d'affaires de Central. Plus étonnant encore, le groupe japonais Yaohan a quitté son siège de Shizuoka, au Japon, pour Hongkong d'où les dirigeants de ce groupe entendent rayonner sur la Chine.

Sans se poser trop de questions, les autres pays asiatiques de la région viennent aussi s'établir à Hongkong. Singapour qui considère la colonie comme une tête de pont pour ses usines installées en Chine communiste, commence à y avoir une présence significative.

La Corée du Sud, présente à Hongkong depuis une dizaine d'années n'a toujours pas de relations diplomatiques avec Pékin, mais ses industriels utilisent la colonie pour lever des financements ou pour ouvrir des installations commerciales. Tantôt à Canton (via Hongkong), tantôt directement dans la province chinoise de Shandong, les industriels coréens délocalisent leur production également en Chine.

L'asiatisation de Hongkong serait incomplète sans Taiwan. Pour éviter des représailles politiques (tant de la part de leur propre gouvernement que de la part de celle de Pékin), les industriels taiwanais n'ont pas hésité à Hongkong qu'à travers des sociétés écrans. Depuis quelques années, ils s'y montrent ouvertement.

Outre leur présence dans l'immobilier et à la Bourse de Hongkong, eux aussi ont besoin des bas salaires de la Chine communiste pour soutenir leur croissance. La délocalisation d'activités industrielles a pris une telle importance ces dernières années que le gouvernement de la Chine non communiste a été obligé de fixer des quotas pour éviter que son économie ne devienne trop dépendante de la main-d'œuvre communiste.

Avec pragmatisme, les pays asiatiques ont donc décidé de parier sur Hongkong. Sa position géographique, son système bancaire, en font un lieu de rayonnement économique sans équivalent. Certes, les inquiétudes politiques ne manquent pas. Mais Européens, Asiatiques ou Américains, tout le monde estime que la Chine « changera ». Le tout est de savoir si ces changements auront lieu avant 1997 avec la mort de Deng Xiaoping ou après 1997. Et surtout dans quel sens.

de Hongkong
YVES MAMOU



bué à la création de Hongkong dix ans plus tard et s'est enrichie en prenant une part active au commerce de l'opium avec la Chine à la fin du siècle dernier. Maintenant elle semble craindre que la Chine communiste n'utilise les pouvoirs légaux qui seront les siens après 1997 pour la coïncider économiquement ou financièrement. Jardine Matheson chercherait-il à quitter Hongkong ?

Bien qu'aucune réponse claire

restaurer, organiser un transport de marchandises sans entrer en rapport avec l'empire Jardine - mais s'empêcher bien de boucler leurs malles.

En fait, l'attitude des grands groupes britanniques est différente selon leur secteur d'activité. La Hong Kong and Shanghai Bank, première banque de l'île (26 milliards de dollars de ses guichets, banque centrale pour son quasi-monopole (partagé avec la Standard Chartered) sur l'émis-

Par la périphérie

« Encercler les villes par les campagnes ». Ce slogan a servi de ligne directrice à Mao Zedong pendant la Longue Marche qui devait finalement le mener au pouvoir en 1949. Faute de prolétariat, le Parti communiste chinois s'est appuyé sur les paysans.

En 1991, cette maxime du Petit Livre rouge se retourne comme un gant. A partir de la périphérie, et surtout des provinces côtières, c'est le capitalisme qui semble encercler le communisme. Qu'on en juge : à partir de Hongkong, c'est la province limitrophe de Canton qui bénéficie d'investissements étrangers massifs (Hongkong, mais aussi Etats-Unis, Japon, CEE) et enregistre un taux de croissance supérieur à 10 % l'an.

La province voisine du Fujian profite, elle, de ses liens avec Taiwan, et les relations commerciales et industrielles s'accroissent chaque année davantage entre les deux régions - au point de ne plus former qu'une seule économie. Selon le bulletin édité à Hongkong, *China News Analysis*, sur les 2 milliards de dollars investis par Taiwan en Chine à la mi-1990, plus de 1,2 milliard de dollars se sont concentrés dans le Fujian.

Plus au nord, le Jiangsu est la troisième province à enregistrer un

véritable boom économique grâce aux investissements étrangers. Hongkong surtout mais aussi les Etats-Unis, certains pays d'Europe et le Japon ont provoqué dans cette province un quasi-décollage industriel. Les quatre provinces côtières de Canton, du Fujian, du Zhejiang et du Jiangsu ont vu leur produit intérieur brut croître de 140 % entre 1984 et 1989, soit quatre fois plus que la plus reculée comme le Shanxi.

Une production délocalisée

Cette concentration des flux financiers étrangers vers les provinces côtières de Chine est l'un des moteurs de la croissance de la zone Pacifique. Au fur et à mesure que les pays industrialisés d'Asie voient monter le coût de leur main-d'œuvre, ils délocalisent leur production en Chine communiste.

Le Japon, présent sur toute la côte Pacifique de la Chine, et particulièrement à Hongkong, a récemment entrepris d'investir dans les trois provinces qui sont géographiquement les plus proches de lui, le Liaoning, le Jilin et le Heilongjiang. La Corée du Sud, qui elle aussi affirme une hausse du coût de sa main-d'œuvre, délocalise sa

production dans le Jiangsu et le Shandong.

Le boom économique de la Chine par ses provinces côtières est justifié par la volonté d'ouverture économique annoncée au début des années 80 et jamais démentie depuis, mais aussi par le mot d'ordre de Deng Xiaoping : « Un pays, deux systèmes ». Mot d'ordre qui se traduit par : la Chine est suffisamment forte politiquement pour permettre la coexistence en son sein de deux systèmes économiques, un socialiste, et un capitaliste.

Inventé pour faciliter l'intégration en 1997 de Hongkong et (à plus longue échéance) celle de Taiwan, ce slogan est désormais brandi par toutes les provinces côtières, qui ouvrent des zones de développement économique spéciales pour attirer les investisseurs étrangers. Cette coexistence de deux systèmes pose néanmoins de redoutables problèmes politiques au gouvernement central.

Le premier est politico-financier : plus les provinces s'enrichissent, plus elles rechignent à partager leurs revenus fiscaux avec le gouvernement central. Le deuxième est politico-social : les provinces non côtières connaissent un développement écono-

mique lent par rapport à leurs homologues de la périphérie. D'où des difficultés liées à un développement inégal au sein d'un même ensemble.

En réalité, l'inégalité de développement semble double : au sein des provinces côtières, le fossé se creuse entre les villes et les campagnes. Mais il s'agrandit également entre la côte et l'intérieur. Enfin, troisième difficulté : ces déséquilibres entraînent des flux migratoires que les gouvernements provinciaux ne parviennent pas à contrôler.

Dans un pays où la mobilité de la main-d'œuvre non seulement n'est pas encouragée, mais est bannie, les flux migratoires illégaux se développent. Bien que les statistiques manquent, il semble que deux millions de paysans du Sichuan aient réussi à franchir les frontières intérieures jusqu'aux provinces côtières.

Nul doute que si la politique d'ouverture économique chinoise n'est pas remise en cause - rien n'indique qu'elle puisse l'être - ces déséquilibres iront croissant. Il dépendra alors du pouvoir central d'imposer son autorité économique aux provinces très tentées de faire cavalier seul.

Y. M.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Mai 1991

SPÉCIAL EXAMENS

Chaque année, ces dossiers font le point sur les grandes régions du monde et sur la France. Avec les chiffres les plus récents, les données les plus neuves et les analyses des spécialistes du Monde.

LE DERNIER ÉTAT DU MONDE

La guerre du Golfe et ses conséquences. Les principaux événements économiques et commerciaux en URSS, au Japon, en Chine et aux Etats-Unis, L'Europe et la CEE. La Russie allemande. L'écroulement du bloc de l'Est. Les difficultés des pays les plus pauvres.

LE DERNIER ÉTAT DE LA FRANCE

Les principales lignes de la vie économique française en 1990. Le ralentissement de la croissance et ses origines. Des inégalités préoccupantes. L'aggravation du chômage. La crise de la protection sociale. Le mal des banlieues. Le mécontentement des agriculteurs.

Un numéro indispensable pour tous les élèves de terminale et les étudiants qui souhaitent actualiser leurs connaissances avant les examens.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

سكنا من العمل

Batam, à l'ombre de Singapour

Paradis tropical longtemps assoupi, l'île indonésienne rêve de devenir un nouveau pôle de développement

BATHERA PRINCESS ou Bathera Express, Auto-Batam 1, II ou VI, SuperCat ou encore Sea Rider - l'activité est intense au quai Finger, sur la côte méridionale de Singapour. Tous ces hydroglisseurs partent de quai à l'heure en quart d'heure vers Batam, une petite île qui était encore somnolente et paradisiaque il y a moins de deux ans. En décembre 1989, les plus hauts responsables économiques d'Indonésie et de Singapour ont décidé d'en faire un pôle de développement avec, comme troisième partenaire, l'Etat malaisien voisin de Johore.

Se sentant à l'étroit à l'intérieur de leur île-État, les dirigeants singapouriens songeaient depuis longtemps à mettre en valeur les terres les plus proches de leurs côtes. L'île de Batam n'est que le premier de projets, plus vastes visant à incorporer à l'essor de Singapour une partie de l'archipel indonésien avoisinant de Riau (le Monde du 21 novembre 1990).

Des zones industrielles

Les promoteurs de Batam se sont donnés jusqu'à l'an 2006 pour faire de ce qui n'était qu'un bout de terre recouvert de jungle, avec un village de pêcheurs de 5 000 habitants, un centre industriel, commercial et touristique bourdonnant. Transformée en zone franche avec une réglementation spéciale pour attirer les investissements, cette île d'une superficie de 415 kilomètres carrés, soit environ les trois quarts de celle de Singapour, compte déjà cent mille habitants, le nombre de visiteurs ayant doublé en deux ans, passant à un demi-million en 1990.

Pour les Singapouriens, Batam représente - mais pour combien de temps ? - le dépaysement, voire l'exotisme, à une vingtaine de kilomètres de chez eux. Chaque matin ils franchissent par centaines une drôle de petite douane, avec des minimagasins hors taxes jouxtant l'embarcadere. Les passagers préfèrent cependant s'approvisionner en alcools forts et en cigarettes dans le port franc de l'île voisine. Même si

les provisions qu'ils ont le droit de ramener sont limitées, ils prétendent qu'un aller-retour dans la journée suffit à assurer la rentabilité du déplacement.

Batam garde un peu de sa tranquillité d'autrefois sur ses plages encore vierges, mais les amoureux de la nature ont raison de se presser : les bulldozers sont entrés en action dès l'an dernier. La route avance à grande vitesse autour de l'île et la forêt disparaît à un rythme effréné, pour céder la place aux cinq zones industrielles projetées, dont les deux premières devraient fonctionner à plein régime à partir de 1993.

Ces zones industrielles seront complétées par des logements et des quartiers résidentiels, des centres d'achat, des terrains de golf et d'autres espaces de loisirs. Pour assurer l'approvisionnement en eau, plusieurs lacs d'accumulation sont en cours d'aménagement. L'aéroport local, qui dessert quotidiennement Jakarta et d'autres villes de l'archipel, sera agrandi et deviendra international pour recevoir les longs courriers.

Asia Port, un port en eaux profondes, sera appelé à accueillir les bateaux de gros tonnage. En attendant, des animaux sauvages, singes ou renards, errent affolés sur les routes en construction, ignorant qu'ils sont en train de vivre leurs derniers moments de paix. Et des dizaines de familles d'autochtones descendants des « Gitanes de la mer » ont déjà été déplacées sur l'île de Bertam, afin de ne pas faire obstacle au développement accéléré de Batam.

Singapour est sans doute le moteur principal de cet essor, visant à englober Batam et Johore dans un « triangle de développement ». Dès le début des années 1970, les milieux d'affaires indonésiens louaient Batam, la plus proche des îles de l'archipel de Riau. Mais l'Indonésie faisait la sourde oreille, même si Jakarta songeait à terme à faire de l'île riche en bauxite un pôle industriel.

Pratiquement, Singapour a offert de relier Batam à son réseau de télécommunications et à ses infrastructures. Jakarta a accepté d'autant plus volontiers que ce raccor-

dement direct coûtera bien moins cher que de commencer à zéro, et que, par exemple, l'extension de l'aéroport insulaire permettra d'ouvrir une nouvelle voie d'accès plus commode à l'Indonésie.

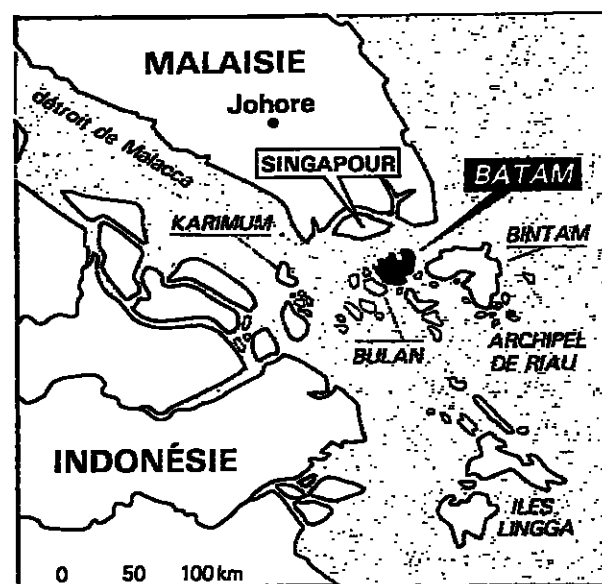
Singapour souffre d'un manque chronique d'eau et de main-d'œuvre bon marché. La Malaisie et l'Indonésie en revanche en ont à revendre, de même que des terrains à des prix accessibles. Il s'agit donc de se mettre d'accord sur les termes de l'échange afin de faire démarrer des projets où chacun des partenaires trouve visiblement son compte.

Il est d'ailleurs significatif de voir d'autres projets s'ébaucher pour développer parallèlement Batam, dont certains promoteurs songent à faire à la fois un centre industriel avec des raffineries de pétrole et des usines de sous-produits, et un complexe de loisirs et de vacances. Karimun et Bulan, deux autres îles proches, sont-elles aussi dans le collimateur des investisseurs pour être éventuellement transformées en centres d'agrobusiness.

Les implantations nippones

Le groupe Salim y exploite d'ores et déjà une ferme où sont élevés cochons et crocodiles pour l'exportation, tandis que les orchidées y sont cultivées sur une trentaine d'hectares, également pour être vendues à l'étranger. Plus loin, plus tard, une fois passé le cap de l'an 2000, d'autres projets d'envergure trouveraient à se concrétiser : il y a plus de trois mille îles dans l'archipel.

Le coup d'envoi a été donné en janvier 1990, avec la signature entre le puissant groupe indonésien Salim et deux compagnies d'Etat singapouriennes d'un accord de joint-venture (220 millions de dol-



lars) pour la mise en valeur d'une zone de 500 hectares dans le parc industriel de Batam (BIP). Dans la foulée, un autre homme d'affaires indonésien, Eric Lee se lançait dans la construction d'un gigantesque centre commercial.

Les Japonais ont suivi aussitôt. Sumitomo Electric International ouvrant le bal avec une usine de 17 millions de dollars devant produire des circuits intégrés pour voitures. Dans le mois, une trentaine d'autres firmes nippones signaient à leur tour des accords afin de prendre pied à Batam.

Thomson Consumer Electronics, filiale du groupe français, a toutefois été la première entreprise à produire fin janvier dans le cadre du BIP. D'un coût de 1 million de dollars, son usine de Batam produit des composants de télévision, ensuite envoyés à Singapour pour

l'assemblage final. Elle emploie 86 travailleurs, mais pourrait passer à 500 lorsqu'elle sera complètement opérationnelle. Deux autres firmes japonaises d'électronique devaient à leur tour emboîter le pas. Une fois achevée dans deux ans, le BIP devrait assurer du travail à 60 000 personnes.

Sous l'effet du boom, Nagoya, le chef-lieu, se donne des allures pionnières avec l'éclosion de multiples échoppes. A proximité, sur la côte, avec au loin les silhouettes des gratte-ciel de Singapour, le complexe industriel de Batu-Ambar compte déjà plusieurs usines sidérurgiques et de sous-traitance. Filiales de sociétés singapouriennes, taïwanaises, japonaises, coréennes ou européennes.

Pour l'heure, une centaine de compagnies se sont installées dans l'île, allant de l'industrie lourde

aux services, en passant par la pétrochimie, l'électronique, les textiles et les assurances. L'Indonésie fait valoir qu'elle a déjà dépensé 570 millions de dollars pour le développement d'infrastructures à Batam. Aux nouveaux venus, elle offre des facilités d'investissements et d'immigration, notamment le libre rapatriement des bénéfices et surtout la garantie que les sociétés étrangères ne seront pas nationalisées.

L'autre point d'ancrage, Johore, en Malaisie, tire également profit de ce partenariat original. Alors qu'il fournit déjà de l'eau à la ville voisine, l'Etat malaisien a encore renforcé ses liens traditionnels avec Singapour en se voyant accorder un accès direct à ses infrastructures. Les trois pays préfèrent cependant développer leur coopération par des accords bilatéraux plutôt que trilatéraux, ce qui pourrait poser problème au sein de l'Association des nations de l'Asie du sud-est (ASEAN) (1).

Exemple de dynamisme depuis longtemps envié dans la région, Singapour partage dorénavant son expérience avec ses voisins. Elle y trouve naturellement avantage, tout en admettant de bonne grâce se contenter d'une croissance annuelle de 5 % à 6 %, alors que Batam et Johore, prenant leur essor à un niveau inférieur, ont de bonnes chances de faire mieux. Sans vouloir officialiser ces nouveaux liens de manière trop formelle, les responsables régionaux se félicitent avec un bel ensemble de ces débuts encourageants.

Qui donc se souvient encore qu'il y a une trentaine d'années, Jakarta menaçait d'en venir à la confrontation directe avec Singapour et la Malaisie pour d'obscur querelles aujourd'hui mises au rancart ? En tout cas, pour l'instant du moins, le développement économique concerté semble avoir pris le pas sur les rivalités de naguère.

de Nagoya

JEAN-CLAUDE BUHRER

(1) Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande.

CORRESPONDANCE

A propos de la Société financière internationale

A la suite de l'entretien accordé par Roy C. Smith au sujet de la BERD (« Champs économiques » du 16 avril), William Rhyne, vice-président exécutif de la SFI (Société financière internationale), nous écrit : « Il est vrai que les débuts de la SFI ont été plutôt modestes et, quelquefois, difficiles. Il faut se rappeler à cet égard que l'environnement économique et politique des années 60 et 70 n'était pas particulièrement favorable au développement du secteur privé. Mais il est aussi vrai que la SFI a depuis sa création toujours été profitable. Dans les années 80, la SFI a réussi à développer de façon très importante sa vocation de banque d'affaires pour les pays en voie de développement et l'Europe de l'Est, assurant le financement de projets, contribuant au développement des marchés de capitaux de ses Etats membres et offrant des services de conseil, notamment dans les domaines de la privatisation et de la restructuration d'entreprises. »

« Au cours de l'exercice 1990, la SFI a approuvé des investissements de l'ordre de 12 milliards de francs dans des projets dont le coût total s'élève à 33 milliards. Elle a aussi réalisé un bénéfice net de 885 millions de francs. Alors qu'auparavant la SFI empruntait des fonds essentiellement auprès de la Banque mondiale, elle effectue depuis 1989 la plus grande partie de ses emprunts sur les marchés internationaux. De plus, ses obligations sont cotées AAA par les deux principales agences américaines d'évaluation de crédit, ce qui atteste de la qualité de son portefeuille. »

« L'expérience de la SFI démontre que l'une des meilleures contributions que puisse faire une organisation internationale au développement économique de ses pays membres est d'aider au montage et au financement de projets robustes et rentables. C'est aussi une condition nécessaire pour pouvoir se transformer en banque d'affaires dynamique et viable. »

Vietnam, une libération dans le désordre

Suite de la page 19

Les entrepreneurs vietnamiens se plaignent encore d'un manque de capital, principal obstacle à leur développement avec l'impératif, toujours évident, de ne pas faire trop de jaloux, de ne pas prêter le flanc aux critiques du pouvoir. Mais, généralement, les provinces se fournissent directement en engrais et en pesticides, comme elles peuvent négocier elles-mêmes leurs exportations, en dépit d'un tour de vis récent du gouvernement.

Tout cela s'entend dans un vaste désordre puisque personne ne contrôle vraiment les circuits parallèles. Il ne s'agit même pas d'une économie souterraine. Plus simplement, une grande partie de l'activité ne peut pas s'inscrire dans les tables de l'Etat.

A Saigon, on vend, irrégulièrement, il est vrai, de nombreux journaux et revues étrangères à des prix très raisonnables pour un étranger : le Monde coûte l'équivalent de 8 F et les hebdomadaires américains moins de 20 F. Ce dernier chiffre représente une semaine de salaire d'un petit fonctionnaire, lequel ne gagne pas beaucoup plus qu'un vendeur à la sauvette de billets de loterie.

Autrement dit, plus que jamais, les salariés de l'Etat n'ont pratiquement plus de pouvoir d'achat et doivent, pour survivre, avoir des occupations annexes d'autant plus importantes qu'elles deviennent rentables. Le processus est classique mais il s'accélère dans un système qui se libère très rapidement.

« Ou bien le fonctionnaire fait autre chose que son métier, ou bien la corruption lui rapporte un complément de revenu indispensable », explique un cadre du parti. Malgré des relèvements indiciaires, les salariés de l'Etat ont

perdu 60 % de leur pouvoir d'achat entre décembre et avril...

Un récent rapport du PC, dressant un premier bilan d'une campagne contre la corruption officielle, est révélateur de pratiques de pratiques qui affaiblissent encore davantage l'Etat. Dans les trois derniers mois de 1990, vingt-cinq mille personnes ont été interpellées pour « crimes économiques », dont cinquante-six personnes, d'un vice-ministre au directeur d'une entreprise nationale. Des dizaines de milliers de tonnes de riz ont été détournées.

Les quotas à l'exportation font l'objet d'importants trafics. Les fonds d'entreprises nationales, toujours subventionnées, sont l'objet de malversations. Et lutter contre ces pratiques s'avère difficile : le rapport cite, parmi tant d'autres, le cas d'un détournement de 3 milliards de dollars en précisant que 2,5 millions seulement ont été récupérés.

Les changements économiques, au Vietnam, en l'espace de trois ou quatre ans, ne sont donc pas négligeables. Relativement libérée, l'agriculture tient le coup. L'Etat dépeint et ce que l'on qualifie ici d'économie familiale prend le relais. La crainte d'un retour de bâton s'estompe et l'espoir d'une rupture de l'isolement se renforce au fil des mois.

Alors que la stabilité politique prévaut dans l'ensemble, un mouvement profond se dessine. A sa manière, souvent avec les moyens du bord, le Vietnam se prépare à marcher sur les traces de ses voisins : commencer par le commencement en utilisant une abondante main-d'œuvre à très bon marché pour attirer toute entreprise en mal de délocalisation.

de Ho-Chi-Minh-Ville
JEAN-CLAUDE POMONTI

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le Conseil d'Administration de la Compagnie de Suez s'est tenu le 30 avril 1991, sous la présidence de Monsieur Gérard Worms.

1. Résultats consolidés 1990

Les résultats consolidés définitifs sont légèrement supérieurs à l'estimation donnée en mars. En valeur absolue, malgré un environnement économique peu favorable, ils ne marquent qu'un léger recul par rapport à 1989.

En milliards de francs	1990	1989	variation
Total du bilan	803	724	+ 11 %
Fonds propres (part Suez)	43,4	37,7	+ 15 %
Résultat net (part Suez)	3,90	4,06	- 4 %
avant changement de méthode comptable			
Résultat net (part Suez)	3,71	4,06	- 9 %
après changement de méthode comptable			

Des modifications dans la comptabilisation des impôts différés et des swaps ont produit un impact négatif, mais non récurrent de FRF 189 millions.

Le résultat net consolidé par action s'établit, avant changement de méthode comptable à FRF 35,21 contre FRF 40,13 en 1989, après changement de méthode comptable à FRF 33,51.

II - Assemblée générale mixte de juin 1991

Le conseil a décidé de convoquer une Assemblée générale mixte en juin prochain qui se prononcera notamment sur trois opérations financières :

- Transformation des Certificats d'Investissement Priviliégiés en actions ordinaires

Les CIP représentent aujourd'hui moins de 0,5 % du capital de la Compagnie. Les titulaires de CIP, par attribution gratuite des Certificats de Droit de Vote « C.D.V. », actuellement déçus en totalité par la Compagnie, se retrouveraient titulaires d'actions privilégiées sur la base d'une action privilégiée pour un CIP. Simultanément, les actions privilégiées seraient converties en actions ordinaires à raison de 21 actions ordinaires pour 20 actions privilégiées. L'avantage de 5 % ainsi accordé permet de compenser de façon équitable la légère différence de dividende (FRF 8,08 contre FRF 7,80 pour 1990).

- Projet d'apport partiel d'actif par Cerus

Confirmant sa décision de principe du 13 février, le Conseil propose l'apport à Suez par Cerus (groupe de De Benedetti) de 100 % du capital de Sures, qui détiendrait elle-même 10 % de la SGB.

- Fusion Suez/Compagnie La Hénin

Confirmant ses décisions de principe du 13 février, le Conseil propose à l'Assemblée générale l'absorption de la Compagnie La Hénin, sur la base de la parité de 7 actions Suez pour 4 actions Compagnie La Hénin, parité validée par des experts indépendants.

Ces trois opérations entraîneraient :

- une augmentation de capitaux propres de la Compagnie d'un montant de FRF 3.107,8 millions, correspondant à l'actif net apporté par la Compagnie La Hénin (FRF 2.625 millions sur la base des valeurs comptables), à l'annulation des actions Compagnie La Hénin détenues par Suez (FRF 856,6 millions) et à l'actif apporté par Sures (FRF 1.339,4 millions).

- la création de 9.117.626 actions nouvelles Suez, soit 7 % du capital actuel.

Par ailleurs, l'Assemblée sera appelée à renouveler les mandats de l'ensemble des Administrateurs et à nommer un nouvel Administrateur en la personne de Monsieur Patrick Ponsolle, Directeur Général de la Compagnie de Suez.

Le Conseil propose également à l'Assemblée d'offrir la possibilité aux actionnaires d'opter pour le paiement du dividende en actions.

CHAMPS ECONOMIQUES

PAUL FABRA

CHRONIQUE

LE grand changement apporté par le 1^{er} mai 1991, c'est non pas à Moscou, mais à Rome qu'il s'est produit. A Moscou, ce jour-là n'aura été marqué que par l'abandon des rites du passé. Au Vatican était publiée l'encyclique *Centesimus annus*, dans laquelle, pour la première fois, un pape accepte de parler de l'économie et de sa pratique, comme il pourrait parler, mettons, de la médecine. Au médecin chrétien (ou non chrétien aussi, du reste), il est demandé d'aimer son malade, étant sous-entendu que la première chose qu'on exige de lui, c'est d'être professionnellement compétent. Faute de quoi, la charité dont le médecin est capable risquerait fort de paraître dangereuse, peut-être même de se révéler dangereuse. Autrement dit, on admet par hypothèse que la médecine, en tant que telle, concourt au bien commun. Naturellement, elle ne peut y parvenir qu'à travers les hommes qui l'exercent, mais elle fournit à ces derniers les moyens de soulager, de guérir, d'améliorer le bien-être, pour peu qu'ils soient disposés à mettre tout le cœur qu'il faut à l'ouvrage.

C'est cette hypothèse qui, jusqu'à *Centesimus annus*, était traditionnellement laissée dans le vague, chaque fois que l'Eglise entreprenait de faire connaître ses vues sur le déroulement de la vie économique. Aux responsables de cette dernière, il était expressément demandé d'exercer leurs fonctions dans un esprit évangélique. Mais rien de précis ni de positif n'était dit, ni même considéré comme admis, en ce qui concerne la capacité du « système » économique en tant que tel de servir les fins de la société. On peut soupçonner que ce flou était entretenu justement parce qu'on parlait de « système » et que l'habitude s'était prise d'opposer celui que nous connaissons sous le nom de capitalisme au système dit socialiste, présenté comme son symétrique. A partir du moment où l'on abordait le sujet en termes de comparaison entre deux régimes politiques et économiques antagonistes, il devenait pratiquement impossible de se garder des arguments basés que l'incessante polémique qui faisait rage de par le monde fournissait à satiété.

Point n'est besoin de remonter loin dans le passé pour trouver des exemples particulièrement frappants du penchant commun à ce moment-là, fût-ce en la personne de ses représentants les plus exigeants, à commencer par renvoyer dos à dos les deux frères ennemis. Dans sa précédente encyclique, datant de mars 1988 et portant le titre de *Sollicitudo rei socialis*, Jean-Paul II écrivait encore que « la tension entre l'Orient et l'Occident (...) vient d'une

opposition (...) entre deux conceptions du développement même des hommes et des peuples, toutes deux imparfaites et ayant besoin d'être radicalement corrigées ». Et d'ajouter : « C'est là une des raisons pour lesquelles la doctrine sociale de l'Eglise adopte une attitude critique vis-à-vis du capitalisme libéral aussi bien que du collectivisme marxiste ».

Evidemment, de tels propos exprimaient une méthode beaucoup plus que la position de l'Eglise. Tout se passait comme si l'on voulait prouver qu'on n'avait pas de parti pris. L'attitude était caractéristique d'une bonne partie de la génération de la guerre froide, aux yeux de qui le « capitalisme » passait pour une idéologie au même titre que la théorie marxiste de la plus-value. Le résultat était qu'au point de départ on feignait de croire ou on se persuadait que le « développement » est affaire de « conceptions » alternatives, alors qu'il serait trop beau que ce fût le cas. Il n'est guère étonnant que, lorsque l'Eglise en arrivait à formuler ses conclusions, celles-ci continuaient à se ressentir de la tactique « un coup à droite, un coup à gauche ». Même s'il n'apparaissait pas clairement (ce qu'on savait avant même d'entamer la lecture du document) que Rome était beaucoup plus proche d'un « système » que de l'autre et ne croyait pas à la thèse fallacieuse du compromis ou de la convergence, la conclusion laissait perplexes.

Il y a trois ans, dans *Sollicitudo rei socialis*, le souverain pontife déclarait : « La doctrine sociale de l'Eglise n'est pas une troisième voie entre le capitalisme libéral et le collectivisme marxiste. » Il la qualifiait de « catégorique en soi », destinée à guider la « conduite de la personne » (voir notre chronique du 22 mars 1988 « La main invisible ou la providence ? »). On ne traitera pas ici des grands mérites et beautés de cette doctrine, dont le texte fondateur est l'encyclique *Rerum novarum* de Léon XIII (15 mai 1891). De cette dernière, *Centesimus annus* célèbre la centenaire. Mais peut-on avancer une remarque. Cette façon de se retrancher derrière le comportement « social » de la personne sans se prononcer sur le système économique auquel cette personne participe (comme employeur, salarié, propriétaire, etc.) ressemble à la fable du médecin et de la médecine imaginée un peu plus haut. Ce n'est pas dégrader l'amour du thérapeute

pour son patient que de dire : en cet amour ne se résume pas l'efficacité de la thérapeutique !

La lecture de *Centesimus annus* apporte l'éclaircissement attendu. Entre-temps se sont produits, à l'est de l'Europe, les extraordinaires événements auxquels le souverain pontife — on lui en sait gré — consacre un chapitre entier. En se libérant du joug communiste, les Polonais, les Allemands de l'Est, les Tchèques, etc., ont aussi permis de découvrir le pot aux roses : leurs sociétés respectives n'avaient pas avancé, elles s'étaient appauvries, et avec elles. La seule véritable explication parce que pacifique (ce que souligne le pape) des peuples a fait justice de la thèse selon laquelle le développement matériel d'un pays pouvait suivre, au choix, deux voies concurrentes.

JEAN-PAUL II pose la question en ces termes (paragraphe 42) : « Peut-on dire qu'après l'échec du communisme le capitalisme est le système social qui l'emporte et que c'est vers lui que s'orientent les efforts des pays qui cherchent à reconstruire leur économie et leur société ? Est-ce le modèle qu'il faut proposer aux pays du tiers-monde qui cherchent la voie du vrai progrès de leur économie et de leur société civile ? » Tant par ce qu'elle affirme que par les réserves qu'elle exprime, la réponse tranche heureusement avec l'échappatoire signalée un peu plus haut (faut-il préciser que cela n'implique aucun abandon de la « doctrine sociale »).

La réponse est évidemment complexe, nous dit le Saint-Père, qui précise aussitôt sa pensée : « Si sous le nom de « capitalisme » on désigne un système économique qui reconnaît le rôle fondamental et positif de l'entreprise, du marché, de la propriété privée et de la responsabilité qu'elle implique dans les moyens de production, de la libre créativité humaine dans le secteur économique, la réponse est sûrement positive, même s'il s'agit peut-être plus approprié de parler d'« économie d'entreprise », ou d'« économie de marché » ou simplement d'« économie libre ». Mais si par « capitalisme » on entend un système où la liberté dans le domaine économique n'est pas accordée par un contexte juridique ferme qui la met au service de la liberté humaine intégrale et la considère comme une dimension particulière de cette dernière, dont

l'axe est d'ordre éthique et religieux, alors la réponse est nettement négative. »

Dans ce dernier cas, le pape ne nous dit pas quel autre système adopter, mais laisse de côté cette question abstraite. L'important, me semble-t-il, est de noter les « choses nouvelles », qui sont, dans ce court texte, au moins au nombre de trois. La première est que le pape n'hésite pas — ou n'hésite plus — à parler de la positivité du capitalisme, ce qu'il fait dans plusieurs autres passages de l'encyclique. C'est ainsi (§ 41) qu'il fait grief au marxisme de « nier [r] la légitimité et le caractère positif des relations du marché même dans leur propre domaine ». La deuxième est la suggestion d'employer l'expression d'« économie libre » en lieu et place du mot de capitalisme. La fausse symétrie avec le socialisme, qu'il faut, du propre aveu de ses partisans, « construire » patiemment par autorité d'Etat saute aux yeux. La troisième chose nouvelle ressort de l'argument mis en avant par Jean-Paul II quand il envisage l'hypothèse où le capitalisme doit être refusé. Le rejet est justifié quand le capitalisme « n'est pas encadré par un contexte juridique ferme... ». Autrement dit, le système n'est pas, dans ce cas, refusé pour lui-même, mais il l'est parce que les conditions (régime politique démocratique notamment) de son adoption ne sont pas réunies.

Le plus frappant est que Jean-Paul II, au fil de son exposé, soumet l'économie de marché à toute une série de tests. J'en citerai trois, parce qu'il s'agit, dans chaque cas, de problèmes qui peuvent être formulés simultanément d'un point de vue théologique et d'un point de vue purement et même exclusivement profane. Dans les trois cas aussi, apparaît le biais par le truchement duquel l'idéologie peut subrepticement s'introduire dans l'économie libre.

En guise de conclusion à ce premier article, je citerai le premier de ces tests. Dans sa version théologique, il se rapporte à rien de moins que la question du bien et du mal. Le contraste entre la nouvelle encyclique de Jean-Paul II et celle qu'il avait publiée en 1988 apparaît à nouveau en pleine lumière. Dans *Sollicitudo rei socialis*, le Saint-Père avait fustigé la « soif de pouvoir » et le « désir du profit exclusif ». Ne doutons pas qu'il continue à tenir en abomination ces maux dont il n'a certainement pas constaté

la disparition sur le terrain du capitalisme. Cependant, il s'y prend autrement pour en circonscrire la violence. Au paragraphe 26, on lit ce passage : « L'homme tend vers le bien, mais il est aussi capable de mal : il peut transcender son intérêt immédiat et pourtant lui rester lié. L'ordre social sera d'autant plus ferme qu'il n'opposera pas l'intérêt personnel à celui de la société dans son ensemble, mais qu'il cherchera plutôt comment assurer leur fructueuse coordination. En effet, là où l'intérêt individuel est supprimé par la violence, il est remplacé par un système écrasant de contrôle bureaucratique qui tarit les sources de l'initiative et de la créativité. Quand les hommes croient posséder le secret d'une organisation sociale parfaite qui rend le mal impossible, ils pensent aussi utiliser tous les moyens, même la violence ou le mensonge, pour le réaliser... » Et le pape de conclure en citant la parabole du bon grain et de l'ivraie, laquelle « enseigne qu'il appartient à Dieu seul de séparer les sujets du Royaume et les sujets du Malin, et que ce jugement arrivera à la fin des temps. En attendant, porter des maintenant le jugement, l'homme se substitue à Dieu et s'oppose à la patience de Dieu ».

CE texte semble répondre presque mot pour mot à la parabole profane de la main invisible imaginée par Adam Smith dans un des passages les plus célèbres de la *Richesse des nations* (1776). L'idée exprimée dans ce texte, soit dit en passant, est unanimement détestée par les dirigistes. En voici un extrait : « En dirigeant son entreprise de telle manière que sa production atteigne la plus grande valeur, le possesseur d'un capital cherche seulement son propre gain : il est dans cette occasion, comme dans beaucoup d'autres, comme conduit par une main invisible pour promouvoir une fin qu'il n'était pas dans son intention de réaliser. Cela n'est pas toujours pour la société la plus mauvaise des solutions. En poursuivant son propre intérêt, il promeut souvent celui de la société plus efficacement qu'il n'aurait pu le faire de cette dernière. Je n'ai pas souvent vu beaucoup de bien produit par ceux qui affectent de faire des affaires en vue du bien public. » Et le fondateur de l'économie politique moderne, qui était aussi un moraliste, de conclure sur une pointe d'ironie : « C'est une affection qu'on rencontre rarement chez les marchands et il n'est pas besoin de beaucoup parler pour les en dissuader. »

A. SURVIRE

Un pape devenu économiste

Shanghai, la stratégie de la transition

Mal-aimée, la plus grande ville de Chine
au carcan central grâce aux capitaux extérieurs échappe

par Remy Prud'homme

SHANGHAI, avec près de 14 millions d'habitants, est l'une des locomotives de la Chine : c'est la plus grande ville, le plus grand port, le plus gros contribuable. Si cette locomotive tombe en panne, la marche du train en sera ralentie, peut-être arrêtée.

Si, au contraire, Shanghai réussit la transition d'une économie de commandement à une économie de marché — celle-là même que tentent les pays du centre et de l'est de l'Europe —, alors tous les espoirs pour la Chine sont permis. L'enjeu est donc de taille.

La question est très ouverte. Shanghai ne se porte pas très bien. La croissance y est, semble-t-il (le « semble » est imposé par la mauvaise qualité des statistiques disponibles), moins forte que dans le reste du pays. Les infrastructures sont dans un état pitoyable. Shanghai a été la mal-aimée du régime communiste. Elle était l'incarnation du capita-

lisme, c'est-à-dire du mal. On le lui a bien fait sentir, par conviction idéologique ou par prudence politique.

En Chine — ainsi d'ailleurs que dans les autres pays communistes... et dans l'Empire romain — la plupart des impôts sont collectés au niveau local, et les entités locales en reversent une partie au gouvernement central, à l'inverse de ce qui se passe chez nous, où c'est le centre qui subventionne les collectivités territoriales. La partie reversée au gouvernement central varie de province à province. Elle a été, depuis la « libération », plus élevée à Shanghai (qui a le statut de province) qu'ailleurs, et considérable : environ 80 %.

Par petites touches

Dans le même temps, les investissements productifs, décidés à Pékin, ne se portaient pas, ou peu, vers Shanghai, qui se retrouvait avec un capital industriel vieillissant. Shanghai est une ville qui a été à la fois saignée et sous-alimentée : cela n'est pas bon pour la santé. Mais le sujet a une

constitution robuste, et il a bien résisté. Shanghai reste la province où le revenu par tête (c'est-à-dire la production par tête) est le plus élevé.

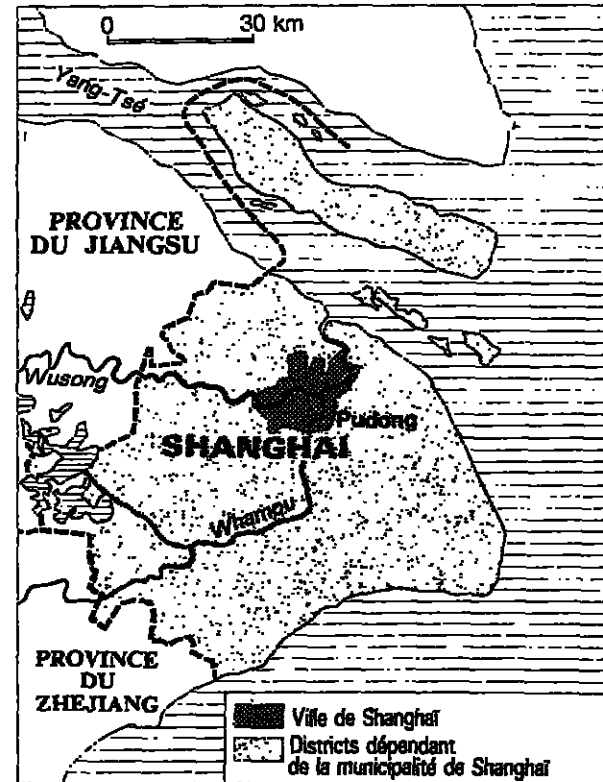
C'est surtout la ville de Chine où l'on trouve les hommes les plus formés, les plus entrepreneurs, les plus efficaces. Si la modernité a sa chance en Chine, c'est là plus qu'ailleurs. Le malade a commencé de se soigner, avec le consentement, toujours nécessaire, de Pékin.

Le médicament principal est le capital étranger. Joint-ventures, investissements directs, prêts, apportent des capitaux, mais aussi de la technologie et des marchés à l'exportation. Ils apportent surtout une façon d'échapper au carcan qui étouffe les entreprises chinoises « ordinaires ».

Ce développement par la dérogation peut être vu comme une stratégie de la transition. Plutôt que de changer, graduellement ou brutalement, un système foncièrement inefficace, on en construit un autre à côté, par petites touches, comme on peint un tableau impressionniste, dans l'espoir que la bonne exception finira par subvertir la mauvaise règle.

La planification spatiale de Shanghai en fournit un bel exemple. La ville est presque tout entière à l'ouest d'un large fleuve, le Whangpu, qui se jette quelques kilomètres plus loin dans le majestueux Yang-tse. La décision a été prise de franchir le Whangpu, et de faire de l'autre côté, à Pudong, quelque chose comme la Défense et Cergy-Pontoise. En termes strictement économiques, la décision est probablement discutable. Mais en termes politiques, elle est sans doute justifiée.

Pudong sera une affiche : on va y construire la tour la plus haute d'Asie. La symbolique est évidente qui mobilisera les énergies et attirera les capitaux. Mais surtout, Pudong bénéficiera de toutes sortes de dérogations. Il est très nécessaire, mais difficile, de créer un véritable marché foncier à Shanghai : on va le faire à Pudong. Le gouvernement central, qui a dit oui à Pudong, ne



pourra pas dire non aux conditions du succès de Pudong.

Des systèmes et des hommes

Tous ces efforts ont déjà donné des résultats. Chaque année, 5,5 milliards de dollars sont exportés au départ de Shanghai : il s'agit de produits manufacturés, pas de matières premières. Ces produits sont compétitifs, en prix et en qualité, sur le marché mondial, qui ne fait pas de cadeaux. Une partie de ces exportations ne fait que transiter par Shanghai, encore que la ville y ajoute de la valeur.

Toutefois la partie fabriquée à Shanghai est estimée à 3,5 milliards de dollars. Cela représente plus de 30 % du produit national brut de Shanghai tel qu'il peut être estimé. On hésite à ajouter les exportations de Shanghai vers le reste de la Chine, parce qu'elles n'obéissent pas à la même logique. Mais un taux d'exportation de plus de 30 % est un taux très élevé (c'est le double du taux du Japon) et fait de Shanghai un lieu fortement exportateur, donc efficace.

Que penser de cette stratégie de l'exception ? Elle a un lien de cousinage avec les théories du développement équilibré de Perroux et de Hirschman, qui voyaient la crois-

sance comme un processus d'entraînement à partir d'entreprises, de pôles, de secteurs performants. Mais, dans ce modèle, les lois, les institutions, les stimulants, bref les règles du jeu économique, étaient les mêmes pour tous. Il n'en va pas de même en l'espèce.

Le reste de la Chine n'est pas seulement moins développée, il est aussi moins développable, empiétant qu'il est dans les contraintes d'un système paralysant. Shanghai peut-elle se développer seule ? Économiquement, sans doute : Shanghai, en termes de population, représente plus de deux Hongkong et de six Singapour. Mais politiquement, on doit se le demander.

Les pessimistes construisent pour la Chine, un scénario « soviétique », fondé sur la profonde similitude des deux systèmes. Les relations entre le centre et les provinces, d'une part, entre les entreprises et la réalité, d'autre part, s'y posent en effet dans les mêmes termes. Si les mêmes causes produisent les mêmes effets, la Chine connaîtra le chaos et l'irréductibilité qui caractérisent l'URSS.

Les optimistes soulignent au contraire les grandes différences entre les deux pays. Ils font valoir que la Chine est plus homogène, que les Chinois sont plus industrieux, que l'agriculture, qui pèse lourd, a pratiquement été privatisée (mais elle l'a toujours été en Pologne), et que la Chine a l'assistance intellectuelle et financière de la diaspora. Ils concluent que la Chine ou plus exactement les Chinois vont réussir la transition.

L'avenir départagera ceux qui croient plus dans les systèmes et ceux qui font surtout confiance aux hommes. Les systèmes contraignent les hommes ; mais les hommes font évoluer les systèmes. La méthode chinoise, fondée sur la dérogation, fonctionnera-t-elle ? Bien malin qui le dira. Ce qui est sûr, c'est que Shanghai jouera un rôle-clé dans l'échec ou — espérons-le — le succès de cette stratégie.

► Professeur à l'université Paris-XII.

alternatives
ECONOMIQUES

mai 91

RETRAITES :
le grand bluff

Productivité :
du miracle au mirage

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES - 12 RUE DU CHAIGNOT
21000 DIJON - TEL : 80 30 97 76

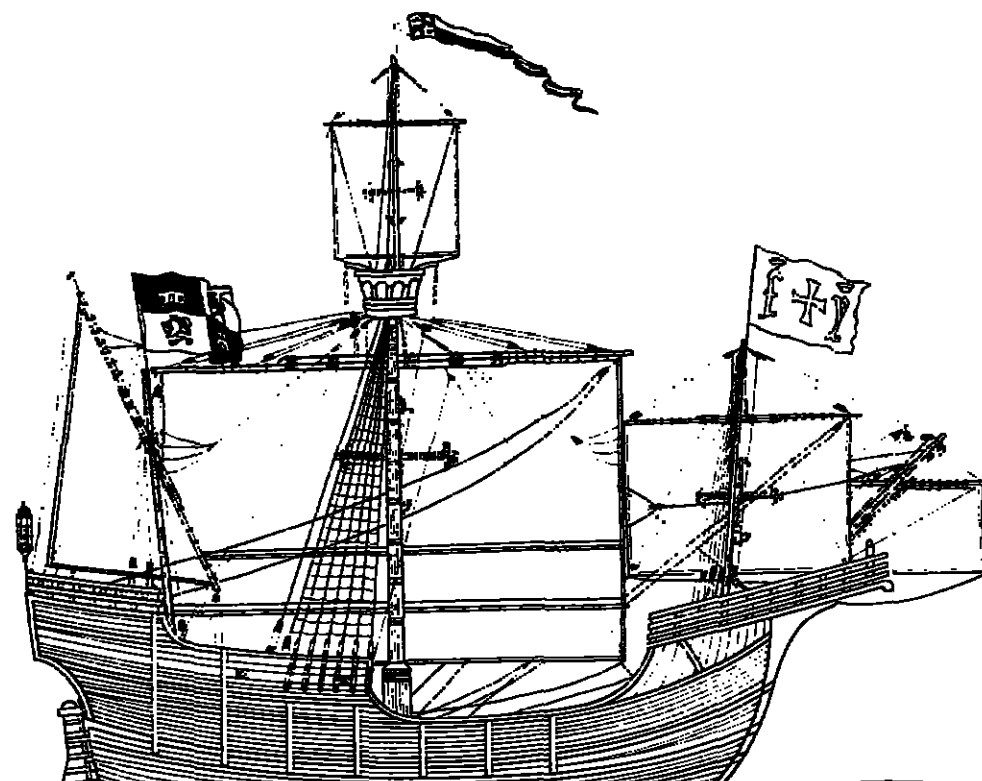
سكنا من الامل

صكدا من الالجل

1492-1992. Le Nouveau Monde a non seulement stimulé la science et la philosophie politique de la culture occidentale, mais il a également été à l'origine d'apports considérables dans la vie de l'Ancien Monde.

L'identité culturelle ibéroaméricaine est le fruit du croisement et de la symbiose de différentes cultures.

C'est pour ces raisons que cinq siècles plus tard l'Espagne a décidé de lancer un grand projet pour commémorer la Découverte de l'Amérique - Rencontre de Deux Mondes, que viendront renforcer la célébration des Jeux Olympiques à Barcelone, l'élection de Madrid comme Capitale Culturelle Européenne, l'Exposition Universelle à Seville et l'organisation du Sommet des Chefs d'Etat Ibéroaméricains.



PROCHAINS RENDEZ-VOUS: MARSEILLE ET CANNES.

MARSEILLE: Exposition et visite les 7, 8, 9, 10 et 11 mai des reproductions exactes des vaisseaux qui découvrirent l'Amérique: La Niña, La Pinta et La Santa Maria.

CANNES: Projection des productions audiovisuelles auxquelles le Cinquième Centenaire en Espagne a participé. Palais des Festivals, Stand N° 13-05.

Exposition et visite les 14, 15 et 16 mai des reproductions exactes des vaisseaux qui découvrirent l'Amérique. La Gare Maritime.



QUINTO CENTENARIO ESPAÑA

ESPAÑA, 1492 - 1992

transition

échoppe

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Incitation à l'épargne et baisse du taux de l'impôt sur les sociétés

Le gouvernement travailliste norvégien a présenté une importante réforme fiscale

La Norvège va se doter d'une nouvelle fiscalité. Présentée en avril par le ministre des finances, M. Sigbjørn Johnsen, et le premier ministre, M. Gro Harlem Brundtland, le projet élaboré par le gouvernement travailliste serait, d'après ses auteurs, « la plus importante réforme fiscale depuis 1911 ». Il devrait remplacer « un patchwork plein de trous qui n'a pas fonctionné équitablement ».

OSLO

de notre correspondant

Le nouveau système sera plus simple et plus juste : à partir du 1^{er} janvier 1992, il encouragera l'épargne en permettant à la majorité des contribuables norvégiens de bénéficier d'allègements qui iront de 2 000 à 6 000 couronnes par an (1). Les plus favorisés seront ceux qui ont un salaire élevé, et pas ou peu d'emprunts à rembourser. Les perdants seront ceux qui pouvaient faire jouer une des nombreuses déductions admises par l'administration. Les retraités et les petits salariés ne connaîtront, quant à eux, qu'une légère amélioration de leur situation.

M^{me} Gro Harlem Brundtland, premier ministre, qui a reconnu « les grandes faiblesses du système actuel », a assuré que cette réforme permettrait une meilleure utilisation des ressources, assortie de gains de productivité.

Pour les particuliers, la simplifica-

tion réside principalement dans une moindre progressivité du barème de l'impôt sur le revenu, les travailleurs ayant admis implicitement que la politique de redistribution de l'ancien système fiscal ne fonctionnait plus. L'impôt de base sera le même pour tout le monde : 28 % du revenu brut. S'y ajoutera un prélèvement de 7,8 % en faveur de la Sécurité sociale, ramenant le taux à 35,8 % contre 48,3 % actuellement.

Au-delà de 190 000 couronnes, s'ajoutera un supplément de 9,5 % portant le prélèvement à 45,3 %. Au-delà de 225 000 couronnes, le supplément sera de 13 % et portera le prélèvement à 48,8 %, contre 57,8 % dans le système actuel. La part du revenu exonéré passera en outre de 10 000 à 27 000 couronnes.

Pour stimuler l'épargne, le nouveau système propose un taux de 28 % seulement sur les revenus du capital. Mais le projet de réforme réduit les possibilités de déduction des intérêts remboursables : 28 % contre 40,5 % actuellement.

Réaction vive du secteur maritime

Les entreprises, que l'ancien système avantagé (celles-ci pouvaient déduire de l'impôt le montant des impôts à payer chaque année), ont accueilli avec scepticisme la proposition gouvernementale. Certes l'impôt sur les sociétés sera réduit de 50,8 % à 28 % et deviendra « le plus bas des pays de l'OCDE », affirme le ministre des finances. Mais, en même temps, disparaissent toute une série de possibilités de

déductions qui faisaient que l'imposition réelle des sociétés n'était en fin de compte que de 22 %.

La réaction la plus vive est venue du secteur maritime : les armateurs — qui étaient jusqu'à présent privilégiés par le système — verront les réductions auxquelles ils avaient droit réduites de moitié pour leurs bateaux. « La réforme va multiplier nos impôts par dix », a affirmé leur représentant, M. Rolf Sæther. Une manière d'échapper à la menace serait de revenir à la vieille pratique du pavillon de complaisance, laissant entendre en faisant la sourde oreille au ministre des finances, qui promet une transition en douceur pour les entreprises.

FRANÇOISE NIÉTO

(1) Cent couronnes valent 87 francs.

EN BREF

□ Lada a presque quadruplé ses ventes en Allemagne par rapport à 1990. — Deutsche Lada Automobil GmbH, filiale allemande du constructeur automobile soviétique Lada, a commandé en URSS, en 1991, 70 000 voitures, soit 379 % de plus qu'en 1990, a indiqué samedi 4 mai l'un de ses dirigeants au salon automobile de Leipzig. Le délai de livraison pour une telle voiture est actuellement de quatre mois, et 51 000 véhicules sont sur la liste d'attente, a-t-on précisé de même source. L'usine soviétique de Togliatti n'est pas en mesure de fournir la totalité des commandes, et la firme a dû faire appel aux contingents d'Espagne, du Portugal et d'autres pays socialistes. — (AFP)

□ Sanofi cède sa filiale Pharmhygiène. — Le groupe Sanofi, filiale du groupe pétrolier Elf-Aquitaine dans la chimie fine, a cédé à la société Médipôle le contrôle de sa filiale spécialisée dans les articles de puériculture, Pharmhygiène. M. Paul Mazars, qui est l'un des deux fondateurs de Médipôle avec M. Jean Saint-Cricq, a indiqué que sa société avait repris 70 % du capital de Pharmhygiène. Sanofi conserve pour le moment 30 %, mais cette participation n'a pas vocation « à durer éternellement », selon M. Mazars. Implantée à Amiens (Somme), Pharmhygiène réalise un chiffre d'affaires de 140 millions de francs. Récemment constitué, Médipôle n'avait jusqu'alors pour seule activité que sa filiale Burnet (articles hospitaliers en caoutchouc), dont les ventes atteignent une quarantaine de millions de francs par an. Le tour de table de Médipôle, annoncé début mars, est composé de banques et d'investisseurs institutionnels menés par le Crédit agricole (25 % du capital).

□ Minerve ferme sa ligne vers Nouméa. — La compagnie Minerve, passée dans le giron du Club Méditerranée, arrête ses vols à destination de Nouméa à partir du 12 mai, en raison de la faiblesse de la demande. UTA, filiale d'Air France, reste le seul transporteur français desservant la Nouvelle-Calédonie.

La Grèce libéralise ses contrôles des mouvements de capitaux

Les limitations financières imposées aux Grecs lors de leurs voyages dans les pays de la CEE sont assouplies à partir du lundi 6 mai. Les touristes grecs peuvent désormais sortir 1 400 écus (9 750 francs environ) au lieu de 1 000 (6 960 francs environ). Cette décision prise par la Banque centrale de Grèce est complétée par des mesures de libéralisation concernant les achats de valeurs mobilières et immobilières (actions, terrains, logements).

Les Grecs pourront acheter des actions et des obligations sur les différents marchés financiers de la Communauté ainsi que des biens fonciers. Ces mesures entrent dans le cadre de la libre circulation des mouvements de capitaux dans les pays de la CEE. — (AFP)

INDUSTRIE

Après le rachat d'Ertol

Elf va contrôler un quart du marché espagnol des carburants

Le groupe pétrolier français Elf-Aquitaine a annoncé, lundi 6 mai, qu'il allait regrouper les différentes participations qu'il détenait dans le raffinage espagnol pour former un ensemble qui contrôlera à terme 25 % du marché espagnol de la distribution de carburant.

Depuis juillet 1990, Elf est le second actionnaire de CEPSA, premier raffineur privé espagnol, avec une participation de 20,5 %, juste derrière le Banco Central, qui détient un tiers du capital. Le groupe français a en outre pris au début de l'année une option sur le rachat de la société Ertol, cédée par le groupe Ercros à une société holding luxembourgeoise.

Après avoir obtenu l'accord de la Commission européenne pour mener à bien ce rachat, le groupe français a donc conclu un accord avec ses deux principaux partenaires espagnols afin de regrouper

et d'accroître ses participations. Aux termes de cet accord, Elf transfèrera à la CEPSA le contrôle d'Ertol. En échange, le groupe français deviendra le premier actionnaire du raffineur espagnol, sa participation passant de 20,5 % à 34 %.

A terme, précise Elf dans un communiqué, l'ensemble constitué par CEPSA et Ertol représentera 25 % du marché espagnol des carburants. Dans le cadre du grand marché européen de 1993, le monopole de distribution (jusqu'ici accordé à une société, la Campsa) doit être aboli et ses réseaux de distribution répartis entre les différents raffineries espagnols qui sont ses actionnaires. A cette échéance, CEPSA détiendra un million de stations-services espagnoles qui distribueront des carburants sous la double marque Elf-CEPSA.

V. M.

Bloqué par des agriculteurs

M. Charasse est obligé de quitter en hélicoptère la chambre de commerce du Puy-en-Velay

Le ministre du budget, M. Michel Charasse, a dû quitter samedi 4 mai en début d'après-midi la chambre de commerce du Puy-en-Velay (Haute-Loire) par hélicoptère, alors que des agriculteurs bloquaient les issues de l'immeuble. Le ministre, qui assistait à une réunion publique organisée par le Crédit mutuel, sur le thème de la fiscalité des entreprises, avait, selon la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) de la Haute-Loire, refusé de recevoir une délégation d'agriculteurs. Ceux-ci voulaient notamment attirer son attention sur les difficultés liées aux quotas laitiers et à l'élevage ovin.

Les quelque 200 manifestants ont alors décidé de bloquer les portes pour contraindre le ministre à les rencontrer avant de remonter dans sa voiture, ce qu'il n'a pas accepté.

Le ministre étant arrivé dans cette ville par hélicoptère, l'appareil est alors venu le chercher sur le toit de l'immeuble.

□ Troisième week-end d'occupation de centre Thomson de Brest. — Les salariés du centre Thomson de Brest (Finistère), où 264 suppressions d'emplois sont prévues d'ici trois ans, ont poursuivi d'ici le 26 avril à l'appel de la CFDT, ont entamé, le samedi 4 mai, leur troisième week-end d'occupation, a-t-on appris de source syndicale. Toutefois, « des contacts ont été établis avec la direction qui exige la confidentialité la plus totale » et des « discussions existent, notamment sur l'échelonnement des départs », a précisé samedi soir la CFDT.

M. Bérégovoy assure que l'économie mondiale va repartir au second semestre

Le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, a déclaré samedi 4 mai à Morlay-sur-Allier dans le Cher que « l'économie va repartir au cours du second semestre à l'échelle mondiale » et que ce « mouvement s'amplifiera à compter de 1992 ». Le ministre a ajouté à l'adresse des chefs d'entreprise « petits et grands » que tout « investissement retardé est une part de marché que l'on perdra dans les années à venir ».

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du samedi 4 mai :

UN DÉCRET

N° 91-409 du 26 avril 1991 fixant les prescriptions en matière d'hygiène concernant les denrées, produits ou boissons destinés à l'alimentation humaine, à l'exclusion de ceux mentionnés aux articles 258, 259 et 262 du code rural, des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux minérales naturelles.

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 5 mai :

DES ARRÊTÉS

— Du 26 avril 1991 fixant la teneur maximale en goudron des cigarettes ;
— Du 26 avril 1991 fixant les conditions relatives au message de caractère sanitaire devant accompagner toute propagande ou publicité en faveur du tabac ou des produits du tabac.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

dauphin

Le Conseil d'administration réuni le 26 avril 1991 sous la présidence de M. Jacques Dauphin a arrêté les comptes de l'exercice 1990 et examiné les résultats consolidés du Groupe.

Le chiffre d'affaires hors taxes du Groupe s'est élevé en 1990 à 1 447 235 541 francs, en augmentation de 42,8 %. Cette très forte progression résulte d'une croissance à la fois interne et externe du Groupe, notamment avec le rachat de deux Groupes d'affichage italiens : TEONE (à hauteur de 50 %) et IGAP (à hauteur de 70 %), nous donnant ainsi une position de leader sur le marché de l'affichage en Italie. L'augmentation de notre chiffre d'affaires traduit le succès de la politique européenne développée depuis deux ans.

Le bénéfice net avant amortissement des écarts d'acquisition atteint 88 495 005 francs (dont 86 416 884 francs part du Groupe), contre 106 930 980 francs en 1989.

Cette baisse de notre résultat provient d'éléments nouveaux (fraux financiers liés aux acquisitions italiennes) ou exceptionnels (dépôts causés par les tempêtes début 1990 en France, frais d'augmentation de capital de Dauphin International, frais d'audit liés aux acquisitions italiennes), du moindre taux de rentabilité en 1990 des affaires italiennes, du recensement du patrimoine et de la création de réseaux en Espagne.

Le chiffre d'affaires de la Société mère atteint 942 738 788 francs, contre 877 647 714 francs pour 1989, dégageant une augmentation globale de 7,4 % (chiffres retraités pour être comparables à ceux de l'exercice 1989) et de 8,8 % sur ses propres emplacements. Cette progression est légèrement supérieure à celle de l'évolution générale du marché publicitaire.

Le bénéfice net social après impôt s'élève pour 1990 à 87 766 806 francs, soit 9,21 % du chiffre d'affaires, contre 100 152 191 francs en chiffres comparables à l'exercice précédent.

La base de notre résultat net provient uniquement des dépenses exceptionnelles et des frais financiers déjà évoqués.

Le Conseil d'administration propose à l'Assemblée générale ordinaire annuelle, qui se tiendra le 17 juin prochain à 17 heures au Siège social de la Société, de distribuer un dividende net de 5,10 francs par action assorti d'un avoir fiscal de 2,55 francs, soit un revenu global de 7,65 francs par action. Soulignons enfin que nous venons de prendre une participation complémentaire dans la Société Marquis, quatrième afficheur français, dont nous détenons maintenant 20 % du capital.

LE BRÉSIL A PRIX CHARTER

AVEC

EL CONDOR

4990 F Fortaleza le vol A/R

5350 F Rio de Janeiro le vol A/R

Chaque semaine à partir du 2 juillet

Vol Spécial AIRBUS A310-300

MULHOUSE - PARIS - FORTALEZA - RIO

EL CONDOR : 28, rue Delambre

75014 Paris Tél : 43 20 90 46

Et toutes agences de voyages.

15,4 de chiffre d'affaires au 31 mars 1991

BSN PROGRESSE

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe BSN s'est élevé à 15,4 milliards de francs pour les trois premiers mois de 1991 contre 12,8 milliards de francs pour la période correspondante de 1990, soit une progression de 19,8 %.

DONNÉES PAR BRANCHE

(en millions de francs)	1990	1991
Produits Frais	3355	5171
Epicerie-Pâtis	2613	3251
Biscuits	3122	3042
Bière	1436	1397
Eaux minérales	1147	1014
Emballage	1451	1818
Cessions internes	18124	15673
Total Groupe	12801	12570
	12844	15398

La comparaison des données relatives aux premiers trimestres 1991 et 1990 doit tenir compte des modifications intervenues dans le périmètre de consolidation :

- dans la branche Produits Frais, le chiffre d'affaires de 1991 comprend les ventes de la société Galbani (Italie) ;
- dans la branche Epicerie-Pâtis, les ventes des sociétés Agnelli (Italie) et Birkel (Allemagne) sont prises en compte depuis le 1^{er} janvier 1991 ;
- le chiffre d'affaires 1991 de la branche Biscuits ne comprend plus les ventes des sociétés General Biscuit of America et Bolla Surgelés, cédées au troisième trimestre 1990 ;
- le chiffre d'affaires 1991 de la branche Eaux minérales ne comprend plus les ventes des marques de Champagne Pommery et Lanson, cédées en début d'année 1991 ;
- dans la branche Emballage, le chiffre d'affaires de 1991 comprend les ventes de la société VMC, dans laquelle le Groupe a porté sa participation à 18,7 %.

A structure et base de change constants, l'augmentation du chiffre d'affaires par branche est la suivante :

Produits Frais	2,0 %
Epicerie-Pâtis	10,7 %
Biscuits	5,6 %
Bière	2,8 %
Eaux minérales	15,2 %
Emballage	6,0 %
Total Groupe	5,3 %

Pour plus d'information, composez sur votre minitel : 3616 - CLIFF

BSN GROUPE
C'EST TOUT CE QUE J'AIME

PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs

Diplômés de l'Université de Londres

Vous propose une équipe de traducteurs

FRANÇAIS et ANGLAIS

Tél. : 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66

B.P. 225-07 - 75327 Paris Cedex 07

Siège social : Institut britannique de Paris

سكنا من الامل

صديدا من الالام

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mardi 7 mai 1991 25

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

THE INDEPENDENT

BERLINGSKE TIDENDE

LE SOIR THE IRISH TIMES

De Standaard NRC HANDELSBLAD

EL PAIS

Süddeutsche Zeitung

CORRIERE DELLA SERA

Gérer la maintenance du complexe hôtelier d'Euro Disney resort Des responsabilités hors du commun!

Le 12 avril 1992 s'ouvrira le plus formidable complexe de loisirs d'Europe. Tout le savoir-faire et le merveilleux imaginé par Disney se retrouveront au sein d'un immense parc d'attractions et du complexe hôtelier.

Dés maintenant, nos futurs visiteurs peuvent réserver l'une des 5 200 chambres réparties entre nos 6 hôtels dont les thèmes sont plus merveilleux les uns que les autres :

Hôtel Disneyland, hôtel New-York, hôtel Newport Bay Club, Sequoia Lodge, hôtel Santa Fé, hôtel Cheyenne.

Ils découvriront également un fabuleux centre de divertissement dédié aux spectacles et le David Crockett Campground : un vrai camping à l'américaine, un superbe golf de 18 trous...

Pour gérer et entretenir les équipements du complexe, nos services maintenance organisés en ateliers centraux pour les constructions, révisions et réparations, et en ateliers de proximité pour l'entretien, le contrôle et les réparations urgentes, joueront un rôle essentiel.

Aujourd'hui, nous recrutons des Managers Maintenance qui, par secteur et spécialité, encadreront les équipes et définiront les procédures et méthodes d'entretien de nos équipements et matériels, dans un souci de qualité, de stabilité et de sécurité propre à l'esprit Disney.



MANAGER ADMINISTRATION

• Vous coordonnez tous les éléments budgétaires nécessaires aux différentes activités de maintenance.
• Vous évaluez les devis de la sous-traitance.
• Vous avez une formation supérieure et plusieurs années d'expérience dans le domaine de l'administration et de la finance en milieu industriel. Réf. MC/1126/01/1M.

MANAGER ATELIER MECANIQUE (entretien des véhicules/bateaux)

• Vous gérez votre propre budget et prenez la responsabilité de l'équipe d'entretien quotidien des véhicules, bateaux et autres engins à moteur : voitures, golf, tracteurs, tondeuses...
• Responsable de la gestion des stocks de pièces détachées, huiles et carburants.
• Ingénieur de formation et quelques années d'expérience dans un domaine similaire. Réf. MC/1126/02/1M.

MANAGER MAINTENANCE BATIMENTS ET INFRASTRUCTURES

• Responsable de votre budget, vous mettez en œuvre les programmes de maintenance des bâtiments et lieux réservés au public (parking, routes...) en garantissant une haute qualité des prestations.

• Ingénieur vous avez une expérience similaire. Réf. MC/1126/03/1M.

MANAGER MAINTENANCE CORPS D'ETAT TECHNIQUE

• Responsable des opérations de maintenance préventive et curative.
• Vous préparez et contrôlez vos propres budgets.
• Ingénieur en électricité ou en mécanique, vous connaissez bien le second-œuvre. Réf. MC/1126/04/1M.

MANAGER MAINTENANCE HOTELS DISNEYLAND ET CHEYENNE

• Responsable des opérations quotidiennes de maintenance d'un des hôtels.
• Expérience similaire souhaitée (électricité, plomberie, climatisation, bâtiment...). Réf. MC/1126/05/1M.

Pour tous ces postes, l'anglais est indispensable. Merci d'adresser votre candidature sous la réf. choisie, à Euro Disney, Service Recrutement, BP 110, 94350 Villiers-sur-Marne.

3615 vous nous attendez EURODISNEY



Les professionnels de l'imagination

©Disney

Le Monde des Secteurs de Pointe

Avant d'adresser votre CV pour postuler à un 1er EMPLOI à CSEE

Jeunes diplômés des grandes écoles d'ingénieurs et des universités dans les spécialités informatique, électronique et automatique, et jeunes diplômés des écoles de commerce envisageant de se lancer dans la vente de systèmes high-tech,

participez à une REUNION RENCONTRE

A Paris (Porte d'Orléans) ou à Toulon

Des membres du comité de Direction, des chefs de service et des chefs de projet vous présenteront le groupe CSEE, les marchés et activités de CSEE TRANSPORT, CSEE DEFENSE et CSEE COMMUNICATION. Ils vous parleront de la mobilité - développement des jeunes et de la politique de gestion prévisionnelle des carrières. Ils répondront à vos questions.



Inscrivez-vous à l'une des réunions (par courrier ou téléphone : (1) 40.92.02.03) auprès de : Emile USANNAZ, Responsable Carrières, CSEE, 99 avenue Aristide-Briand, BP 514, 92542 Montrouge, qui vous adressera aussitôt un plan d'accès et la "carte d'identité" du Groupe.

Nom et prénom :

Ecole :

Adresse :

sera présent ☐ à Montrouge le 23.05.91 à 16 h 30 ☐ à Toulon le 29.05.91 à 16 h 30 ☐ à Montrouge le 27.05.91 à 16 h 30

Le Monde de l'Informatique

Démarrer dans l'informatique avec le potentiel EDF GDF, un tremplin pour votre avenir...

Au rythme des évolutions technologiques, le STI, Service du Traitement de l'Information EDF GDF, nous apporte de nos 200 Directions et Unités, des actions visant à développer et optimiser la qualité de nos services informatiques. Bénéficiant d'importants moyens techniques, nos 850 spécialistes contribuent chaque jour à améliorer la compétitivité de nos entreprises. Rejoindre le STI signifiera pour vous une ouverture sur de multiples champs d'action, accompagnée de réelles opportunités à saisir.

Afin de répondre aux besoins spécifiques de nos différentes Directions, vous intervenez aussi bien dans la conception et la réalisation de systèmes d'information, que dans le développement d'applications, en élaborant la solution technique adéquate. En contact étroit avec les utilisateurs, votre participation à l'étude de projets, comme par exemple le contrôle de gestion, la trésorerie, la mobilité interne..., s'effectue

toujours en veillant au respect des délais et à la parfaite cohésion avec les systèmes existants.

Vos qualités de management, votre aisance relationnelle et vos compétences techniques vous permettront rapidement d'évoluer comme chef de projet. Par la suite, vous pourrez à votre choix : poursuivre votre parcours avec des responsabilités croissantes, tant sur le plan humain que technique, ou bien assurer votre évolution dans l'une des Directions opérationnelles où vous découvrirez la diversité des métiers d'EDF et GDF.

Après une période de formation, les postes proposés sont à pourvoir à Issy-les-Moulineaux (92).

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre de motivation et prétentions), sous référence M/705, à Chantal Paré, Département recrutement d'EDF et GDF, 16 rue de Monceau, 75383 Paris Cedex 08.

JEUNES INGENIEURS DEBUTANTS OU PREMIERE EXPERIENCE GRANDES ECOLES OU UNIVERSITES INFORMATIQUE

EDF GDF

et votre CV à l'attention de
Jodine WUNNERS, Directeur européen des Ressources Humaines,
APPLIED MATERIALS Sot, 72, av. des Martyrs, 38000 GRENOBLE

titre onéreux possible.
Lettre manuscrite, c.v. à :
Monsieur le Maire,
Mairie de Ville,
91270 VILLEJUIX-SUR-SEINE.

JF 2^e cycle de management
Méthodes de Pilotage, recherche
poste opérationnel en
communication ou en formation
Tél. : 43-20-00-25.

Dame de compagnie,
sérieuse, gentille, 62 ans,
pour W.E., personne âgée
pour Paris ou 78, 92, 93.
Tél. : 39-90-05-48 de 10 h à
17 h sauf le vendredi jusqu'à
10 h. Prix sérieux d'entretien.

F. 31 ans rech. poste stable
Page Maker, Page Maker
Illustrator, Freehand, Stage
PAO, 5 ans d'exp. TTX.
Tél. : 45-22-22-29.

20^e arrdt
PL. GAMBETTA, Dole adj.
rt ch. Sola de brs. w.c.,
câble séparé s/rue et cour,
rte adq. 3 m. s/pignon.
Nécess. possib. aménagement.
780 000 F. 42-71-87-24.

SARL - RC - RM
Constitution de sociétés
Démarques et tous services
Permanence téléphonique
43-65-17-50.
DOMICILIATION-S
Bureaux, rétro, télécopie.
AGECO, 42-94-95-28.

Le Monde des Dirigeants

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

AFRIQUE ANGLOPHONE

Rejoignez la filiale africaine de ce grand groupe français. Directement rattaché à la Direction générale, vous aurez la responsabilité de la gestion de la trésorerie, du département comptabilité. Vous êtes l'interlocuteur privilégié des auditeurs externes et des administrations fiscales et financières, mais également de la Direction générale Afrique basée à Paris. Vous mettez en place l'information d'exploitation et de gestion. Diplômé d'une école de commerce, les responsabilités que vous avez assurées dans les directions financières vous permettent de maîtriser les problèmes de gestion, d'organisation et de management. Anglais indispensable. Rémunération attractive. Avantages liés à l'expatriation. Poste basé en Afrique.

Merci de téléphoner ou d'adresser votre CV sous réf. 3001.

FAIRWAY Horizon financier,
27 rue Marbeuf, 75008 Paris. Tél. : 47.20.40.46.

FAIRWAY
H O R I Z O N

Le Monde de la Gestion

GROUPE FINANCIER DE PREMIER PLAN

Analyste financier confirmé

Au sein de la Direction des marchés actions et produits dérivés, vous rejoignez le bureau d'analyse financière : équipe jeune, performante et légère : 14 personnes couvrant l'ensemble des secteurs économiques. Responsable d'un secteur d'activité, vous prenez en charge l'ensemble des études nécessaires aux décisions d'investissement des gestionnaires.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un analyste confirmé (diplômé S.F.A.F.) riche d'une expérience de 3/5 ans, maîtrisant bien les techniques comptables et de consolidation (française et anglo-saxonne). Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 293 à MEDIA PA 5054, rue de Silly, 92513 BOULOGNE-BILL. CEDEX.

Le Monde des Juristes

Juriste international



Denon, Pazzani, L.

Kronenberg.

Evian... BSN est le

3e groupe alimentaire

européen : 53 Mds

de F de CA,

45 000 personnes,

une implantation

industrielle dans

20 pays.

Directement rattaché au responsable du service juridique international du Groupe BSN situé à Paris 8e, vous intervenez sur l'ensemble des problèmes juridiques liés à notre développement international. Vos compétences couvrent :

- la rédaction et la négociation d'accords de licences, les contrats de joint-venture, les prises de participations, les fusions et les acquisitions,
- l'analyse des législations étrangères, la prévention des litiges, la coordination avec les avocats étrangers.

Négociateur averti, vous alliez à votre formation de juriste une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine du droit commercial international et européen. Autonome, disponible, vous pratiquez couramment l'anglais et peut-être une deuxième langue européenne. Merci d'adresser votre candidature, en précisant votre rémunération actuelle et la référence BSN200M, à BSN, Service recrutement des cadres, 7 rue de Télégram, 75381 Paris Cedex 08.

FORT DE FRANCE UN HAUT NIVEAU DE RESPONSABILITE DANS UN CADRE DE VIE DE QUALITE

LA CHAMBRE DE COMMERCE DE LA MARTINIQUE pour faire face au DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DU DEPARTEMENT, renforce ses structures, et cherche son

DIRECTEUR COMPTABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Proche collaborateur du DIRECTEUR GENERAL, il supervisera les services comptables, (responsables de budgets importants, Fort, Aéroport, etc.), et la gestion de la trésorerie ; il améliorera les procédures de contrôle, coordonnera les budgets et tableaux de bord de gestion, et prendra en charge la consolidation. Il animera une vingtaine de collaborateurs, et il sera en relation avec les organismes officiels.

Vous avez 35 ans minimum, vous êtes EXPERT COMPTABLE de préférence, vous avez une solide expérience de la Direction Comptable, Administrative et Financière, vous maîtrisez l'outil informatique, (AS 400). Vous recherchez aujourd'hui des fonctions de haut niveau où vous pourrez mettre à profit votre PROFIL DE MANAGER, vos QUALITES RELATIONNELLES et votre BESOIN D'IMPLICATION PERSONNELLE. Vous saurez la possibilité, à terme, d'étendre le champ de vos responsabilités.

Pour un premier contact, adressez votre dossier de candidature sous la référence 830 à notre conseil Elisabeth et Didier FRENCH 17, rue Mirabeau, 75016 Paris.

banque

Dans le cadre de notre expansion, nous vous proposons de devenir notre

Responsable du Marché de la santé

h/f - (secteur Paris - Ile de France)

Professionnel de la banque, vos compétences en matière de financements et de placements vous permettront de répondre aux exigences d'une clientèle diversifiée (cliniques, laboratoires, cabinets, officines...). Homme de terrain, vous saurez créer un tissu relationnel, développer un fonds de commerce et implanter de façon significative notre présence sur ce marché.

Une expérience d'exploitant (comportement peut-être la responsabilité d'un point de vente) d'au moins 5 ans est indispensable. Une bonne connaissance du milieu de la santé est un atout important.

Notre groupe bancaire et financier, fortement implanté et d'excellente notoriété, vous apportera une logistique performante et tous les moyens nécessaires à ce challenge que nous voulons gagner avec vous.

Merci de nous témoigner votre intérêt pour cette opportunité en adressant un dossier (lettre + CV + prétentions) sous réf. 335099 à PREMIER CONTACT 9, rue de la Durancie - 67100 STRASBOURG, qui transmettra.

PREMIER CONTACT

Le Monde International

EMBL

The European Molecular Biology Laboratory invites applications for the post of Administrative Director

The EMBL is an international research organization with headquarters in Heidelberg, Germany as well as outstations in Hamburg and Grenoble. It is supported by 15 Member States.

The Administrative Director reports to the Director General. His/her chief responsibilities will involve interacting with the Laboratory's Council, having overall charge of the internal Administration of the Laboratory, and dealing with national authorities of the two host countries, France and Germany.

Candidates should preferably have completed a university training in business, economics or law and must have managerial experience of research centres or laboratories. Experience with international organizations would also be a useful asset. Applicants must be absolutely fluent in English, French or German and have a good working knowledge of the other two languages.

The net salary offered will be generous and various allowances are payable in addition. The person appointed should take up his/her duties in Heidelberg in January 1992. Closing date for applications is May 1991.

Please write briefly for an application form and further information, quoting ref. n° 91/09, to EMBL, Personnel Section, Postfach 10 2209, 6900 Heidelberg, Germany.

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

Le Monde des Secteurs de Pointe



sopha médical

sopha médical spécialiste des équipements de Médecine Nucléaire, nous avons conquis une place de leader incontesté sur le marché. Nous concevons et réalisons des produits de Haute Technologie essentiellement orientés vers l'exportation.

Nous recherchons pour notre centre de BUC (Yvelines)

INGENIEUR LOGICIEL

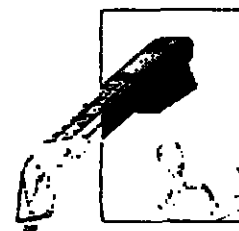
- Vous êtes spécialiste en mathématiques appliquées et analyse numérique, vous avez une bonne maîtrise des outils liés au traitement d'images.
- Vous serez chargé(e) dans un contexte expérimental de la conception et de la mise au point de méthodologies spécifiques au traitement d'images en médecine nucléaire sur environnement VME/68030 et VRTX 32.

INGENIEUR D'ETUDES

- Vous avez une formation en physique nucléaire ou appliquée, des connaissances en systèmes d'acquisition, traitement du signal, analyse des données.
- Vous serez chargé(e) de la conception, de l'étude et de la réalisation des systèmes de détection gamma, des systèmes et logiciels de calibration, d'évaluation des performances et de contrôle de gamma caméras.

Vous êtes débutant(e) ou avec une première année d'expérience. Vous êtes intéressé(e) par la dimension internationale de notre groupe, en forte croissance, dans un secteur pluridisciplinaire médical, industriel et recherche, vous aimez travailler avec une équipe jeune...

Merci d'adresser votre CV en précisant la référence du poste choisi à la Direction des Ressources Humaines sopha médical 105 avenue Marceau Saurier 78530 BUC.



Ligne de conduite

ALICATEL Radiotéléphone : 1450 personnes, 1,3 milliard de F de CA - est le leader en France pour la conception et l'installation de réseaux et systèmes de radiotéléphonie publics et privés. De la conception à la commercialisation de nos produits, notre maîtrise est totale. C'est notre ligne de conduite. Pour développer nos grands projets...

Jeune ingénieur logiciel Connectez-vous avec passion dans le monde des télécoms

Votre mission : Développer, de la conception à l'intégration, des logiciels de télécommunication Temps Réel pour des projets diversifiés. Dans un environnement méthodologique rigoureux, vous travaillerez sur microprocesseurs et mini-ordinateurs.

Votre profil : Ingénieur Ecole débutant ou 1ère expérience de 1 à 3 ans, acquise dans un environnement Temps Réel/Télécom. Des connaissances en langages C et VAX sont vos atouts. La pratique de l'anglais est souhaitable. Votre implication sera le gage de votre évolution au sein de notre groupe.

ALICATEL

RADIOTELEPHONE

La passion de communiquer

Choisissez l'avenir, écrivez à notre Conseil INFORAMA CARRIERES sous la réf. IM/209, 50, rue Marcel Dassault - 92100 BOULOGNE

هنا من الفصل

Le Monde

des Cadres

RESPONSABLE MARKETING



Du secteur public aux entreprises privées, France Câbles et Radio, 700 personnes, 1,4 milliard de francs de chiffre d'affaires, filiale de Cogecom (Groupe France Télécom), s'affirme comme le partenaire privilégié des acteurs du monde des télécommunications, en France et à l'international.

Nous recherchons un professionnel des études de marché et du marketing opérationnel susceptible de développer l'équipe actuelle de 15 chargés d'études et chefs de produit qui interviennent dans trois domaines : les réseaux d'entreprise, les produits de communication de groupe (audio et visio conférence), la messagerie.

Diplômé d'une école d'ingénieur ou de commerce, âgé de 32 à 35 ans, vous disposez d'une expérience tangible en marketing des services ou systèmes de télécommunications, acquise en cabinet ou en entreprise.

Notre détermination à développer les prestations externes réalisées par le pôle études de marché (organisé en centre de profit), nécessite une réelle expertise de ce domaine.

Expérience, talents d'animateur, mentalité d'entrepreneur, autant de qualités pour réussir.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 75/2229 K à :

EGOR TECHNOLOGIES
17, avenue Maignon - 75008 PARIS

EGOR

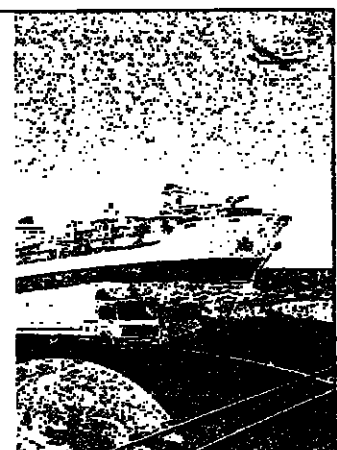
PARIS ALB. PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPAÑA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

Adjoint au responsable du service consolidation

Le transport international est notre métier. Grand groupe mondial (130 filiales dans 50 pays), parmi les premiers armateurs européens, pour offrir à nos clients le meilleur service, par mer, air et terre, nous savons vous proposer des opportunités à la hauteur de vos ambitions.

Vous assisterez le Responsable du Service Consolidation, en particulier dans la recherche d'un nouveau logiciel et dans l'intégration des filiales nouvellement acquises. Comptable de formation DECF / DESCF, vous avez au minimum 2 à 3 ans d'expérience de la comptabilité en cabinet ou en grande entreprise. Une expérience spécifique dans le domaine de la consolidation serait un plus. Rigueur, curiosité et organisation sont vos atouts. Le sens du concret et la capacité à vous investir sur le terrain feront la différence. Vous pratiquez la micro-informatique et vous parlez l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature sous référence DCC 913 à Eric de Pommerau, DELMAS, Tour DELMAS VIELJEUX, 31-32 quai de Dion-Bouton, 92811 Puteaux Cedex.



DELMAS

LA PERFORMANCE AU LONG COURS

Responsable de la gestion globale de l'établissement dans le cadre d'une large délégation de la Direction Générale et d'une politique générale.

Vous justifiez de préférence d'une expérience de quelques années dans un établissement similaire. Poste basé : banlieue ouest LYON.

Envoyer CV + photo s/réf. 7142 ORC Rhône-Alpes - Tour Suisse 69443 LYON cedex 03

95 lits - 70 personnes.

INGÉNIEURS et SUPERVISEURS

Méca., inst., élec., civil, soud., dur, peinture, commissioning, matériel, control, O.S., adm., planning, ingénieurs, projets, process et sécurité. Expérience pétrolière et anglaise indispensables. Envoyer d'urgence candidature avec CV et photo à :

OSI TRADING
82, av. Marceau, 75008 Paris.

CHARGÉ D'ÉTUDES TRANSPORTS CIRCULATION

De formation économiste ou ingénierie, 3 à 5 années d'expérience en bureaux d'études exigées. Poste à pourvoir immédiatement. Les candidats sont à adresser :

OSI TRADING/INGTRANS
8, cours Général-Graud, 69003 Lyon.

Importants sociétés de climatisation recherche pour export

4 DESSINATEURS PROJECTEURS HV

La mission consisterait à manager des dessinateurs locaux. Le dossier de concours serait de six mois. Salaires intéressants à débattre. Début de mission immédiat. Anglaise conseillée.

Prendre contact au :

83-14-89-88 M^{me} GAUATTO.

L'AGENDA

Enseignement
Paris, sept. 91, prof. pour session 3 ans. (5, 7, 9 ans) devoirs et activités culturelles (16 h 30-20 h 30). CV, photo, réf. A 3120 Deulac, Westmont, Quai Canada, H3V 2A2.

Jeune fille au pair
Famille franco-italienne, bord de mer, ch. J.F. au pair de l'été. N. et A. Laude, 21880 Nages, Finlande. T. : 066 285 1353.

Vidéo
V.O. ONLY
Spécialiste du VIDEOSC en V.O. en Europe. Plus de 3 000 titres disponibles immédiatement. Ouvert 7 jours sur 7. 25, bd de la Somme, 75017 Paris. M^{me} Portet-Champagnat. Tél. : 42-67-76-17 ou 42-67-76-27.

automobiles
ventes
de 8 à 11 CV
A vendre
CHRYSLER LE BARON
cabriolet, Année 90. Import. USA. Prix : 140 000 F. Tél. : 42-07-12-10

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

1^{er} arrdt
BONNE NOUVELLE EXCEPTIONNEL 58 m². Gd 2 pces, entrée, cuis., s. d'eau, wc, cave, 880 000 F. Crédit. 48-04-08-80.

6^e arrdt
Prox. JARDIN LUXEMBOURG STUDIO, 588 000 F. aménagé, équipé, CHARMÉ. SIFCO RIVE GAUCHE 45-66-43-43.

ST LUTICE/MADAME
maison 180 m², 5^e arr., balc. LITRE, 45-44-44-45.

STUDIO 360 000 F
17 m², 1^{er} arr., salle abs. w.c. SIFCO RIVE GAUCHE : 45-66-43-43.

7^e arrdt
DU 8 au 24 MAI GROS PLAN SUR LES STUDIOS
UNE SÉLECTION DES MEILLEURES AFFAIRES PAR SIFCO RIVE GAUCHE, 80, rue de Sèvres, 7. Tél. : 45-66-43-43.

7^e AV. DE BRETEUIL
2^e ét., imm. neuve, STUDIO 548 000 F. SIFCO RIVE GAUCHE : 45-66-43-43.

11^e arrdt
NATION REFAIT NEUF, 2 pces, cuis., 1^{er} ét., Vue dégagée. 585 000 F. Crédit. 43-70-04-64.

13^e arrdt
MAISON + JARDIN
170 m² et jardin 75 m². 9 800 000 F. LÉGI : 45-46-26-25.

MAISON S/TOIT
140 m² + TERRASSE. 9 400 000 F. LÉGI : 45-46-26-25.

14^e arrdt
26 m² 610 000 F
PLEIN SUD. 2 pces, 1^{er} ét., bain, SIFCO RIVE GAUCHE : 45-66-43-43.

15^e arrdt
LIMITE 6^e
Bau 4 pces, 5^e ét., asc. Bel imm., s. de l., chra serv., prof. int. 2.5 650 000 F. UNE SÉLECTION SIFCO RIVE GAUCHE. Tél. : 45-66-43-43.

18^e arrdt
MARCADET. EXCEPTIONNEL. imm. neuve, asc., 2 pces, entrée, cuis., s.-de-b., wc, cave, 639 000 F. Crédit. 43-04-08-80.

19^e arrdt
BUTTES CHAUMONT AV. SIBON BOLIVAR Sand., asc., 2 pces, coin cuis., wc, bain, jardin, 588 000 F. Crédit. 43-04-08-80.

20^e arrdt
MÉMO BOLIVAR EXCEPTIONNEL. Studio tout confort, refait neuf, 449 000 F. Crédit. 43-04-08-80.

PL. GAMBETTA, Dble sé. et cft. Salle de bns, w.c., cuis., séparée s/rue et cour, très clair, 3 m. s/ploché. Noces possib. aménagement. 750 000 F. 42-71-87-24.

91 - Essonne
Verrières-le-Buisson
Imm. 4 ét. dans parc boisé. 4 pces, 75 m² au 3^e et 5^e ét., 3 ch. + loggia. Park. cave. Plus ces commodités. 1 080 000 F. 82-11-65-82.

A VENDRE A MASSY
Près Place de France B. F3 en cours de trav. 2 grande balcon. Tous commerces, écoles, bus, RER et bientôt gare TGV à proximité. Libre de suite. 700 000 F. Tél. : 58-20-68-98.

92 Hauts-de-Seine
ASNIÈRES 3/4 p., 75,5 m². Dans imm. stand. 1974, 3^e et 4^e ét. Tour confort. Ode exposition Ode living, 2 gr. chambres Cuis. équip. et s.-d-b. neuves. Porte blindée. Parking couvert. 850 000 F. Tél. 40-85-08-89.

93 Seine-Saint-Denis
Métro 4-Cham. exceptionnel, 2 pces, 1^{er} ét., cuis., équipée. 559 000 F. Crédit total. Tél. : 48-04-08-80.

94 Val-de-Marne
Occupé. Bel imm. rénové. Vinsaines près RER et M^o. 105 m² + s.d. 1 500 000 F. 65 m² Lot 48. 680 000 F. Poteire : 42-60-30-15.

Province
DEAUVILLE
Dens IMMEUBLE résident., part. vd beau studio, prop. Hôtel Royal, 150 m² plage. 27 m² lab., 15 m² just. park., cave, 1^{er} et 2^e ét. Impac. 43-58-68-74 matin.

appartements achats
Rach. urgent 100 à 120 m². Paris, prof., 5^e ét., 7^e, 14^e, 19^e, 12^e, 5^e ét. Paiement compt. 48-73-48-07.

ACHÈTE COMPTANT. APPART. SUR PARIS. NÉNE A RENOVÉ. Monsieur JACQUES
42-71-84-34.

RECHERCHE POUR PIED-À-TERR. STUDIO OU 2 Pces. REISSON RAPIDE. PAYSANT COMPTANT. 44 DUBOIS
42-71-82-00.

locations non meublées demandes

Paris
EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine, 75008 Paris recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE VIDES ou MEUBLÉS HOTELS PARTIC. PARIS et VILLAS PARIS-EST. Tél. : (1) 45-62-30-00.

bureaux

Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM Construction de sociétés Démarches et tous services Permanences téléphoniques 43-55-17-50.

DOMICILIATIONS-S
Bureaux, télé, télécopie. AGECO, 42-94-95-28.

Documentaliste technique TCE

De formation supérieure technique dans le domaine de la construction, vous devrez :

- renseigner les ingénieurs et techniciens sur les évolutions techniques, économiques et réglementaires des différents corps d'état du bâtiment ;
- participer, au sein de la direction technique, aux actions de recherche et d'innovation ;
- assurer la diffusion de l'information documentaire au sein de l'entreprise.

ADRESSER LETTRE MANUSCRITE + CV sous le n° 3351 à Agence Centrale de Publicité, B.P. 229 - 93523 SAINT-DENIS Cedex, tél. transmiss.

Organisme mutualiste

Responsable de la gestion globale de l'établissement dans le cadre d'une large délégation de la Direction Générale et d'une politique générale.

Vous justifiez de préférence d'une expérience de quelques années dans un établissement similaire.

Poste basé : banlieue ouest LYON

Envoyer CV + photo s/réf. 7143 à ORC Rhône-Alpes - Tour Suisse 69443 LYON cedex 03

APPLIED MATERIALS

Leader mondial indépendant des fabricants d'équipements pour l'industrie du semiconducteur renforce sa filiale Applied Materials Ltd pour accompagner le développement de ses activités en Europe du Sud (Belgique, Espagne, France, Italie, Suisse) en créant un poste de :

RESPONSABLE SERVICE RESSOURCES HUMAINES INTÉGRÉ AU SEIN DE L'ÉQUIPE DE MANAGEMENT

Il sera en charge notamment des activités suivantes :

- * Recrutement
- * gestion des carrières et de la formation des employés
- * le suivi des dossiers d'expatriation
- * participer à la mise à jour des structures de société.

Le candidat recherché sera :

- * de formation école de commerce ou équivalente (maîtrise psychologie)
- * minimum de 4 années d'expérience dans un département de ressources humaines
- * de réelles qualités de communication
- * une expérience précédente dans une société internationale en Europe du Sud serait un net avantage
- * maîtrise de la langue anglaise

Pour cette position, nous offrons :

- * l'opportunité de travailler dans un secteur industriel dynamique à croissance rapide
- * un environnement de travail international
- * une rémunération motivante

Prise d'envoyer votre candidature et votre CV à l'attention de Jorina WUNNEBERG, Directeur européen des Ressources humaines, APPLIED MATERIALS Ltd, 72, av. des Martyrs, 38000 GRENOBLE

MICROAGE

Leader mondial dans l'organisation de services en micro-informatique et réseaux hétérogènes recherche des

TECHNICIENS DE SUPPORT

575 ou expérience confirmée dans l'un ou plusieurs des secteurs suivants : OS/2, NOVELL, UNIX et réseaux bureautiques, tableaux, bases de données.

Appels : Véronique PETIT au : (1) 40-88-02-07 de 9 h à 13 h du lundi au vendredi.

Société de province

recherche pour implantation à Paris

UN (E) COMMERCIAL (E) DE HAUT NIVEAU

pour développer un fonds de commerce dans le travail temporaire, secteur tertiaire (banques, assurances, agents de change, etc.). Candidature avec CV et présentations. Réf. 151 : SOPIC, S.P. 31, 67001 Strasbourg Cedex, tél. transmiss.

VILLE DE VIGNELUX-S/SEINE

15 km de Paris 15 min. de la gare de Lyon

POUR SON SERVICE ENFANCE-ENSEIGNEMENT (UN) CHIEF DE SERVICE

MISSIONS :

- En liaison avec les élus et la direction générale, ce cadre A définira et mettra en œuvre les actions locales en direction du monde scolaire et de l'enfance.
- Il assurera les principales relations avec les établissements scolaires, les autorités administratives et collectives locales concernées.
- Il s'appuiera sur une équipe chargée respectivement des affaires scolaires, de l'enfance et de l'enseignement des agents de service dont il assurera la coordination et le contrôle des activités.
- Il sera responsable de la gestion financière et de l'animation de ce secteur qui comprend plus de 100 agents.

PROFIL :

- Il est recherché un cadre expérimenté, de formation supérieure, disponible, sachant nouer des relations et négocier.
- Une bonne intelligence, des problèmes éducatifs s'imposent.

Recrutement dans le cadre d'emploi des attachés territoriaux ou, à défaut, par voie contractuelle. Logement à titre onéreux possible.

Lettre manuscrite, c.v. à : Mairie de Vignelux, 91270 VIGNELUX-SUR-SEINE.

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'emploi

vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGÉNIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CHEF COMPTABLE - H. 55 ans - Très grande expérience. RECHERCHE : poste à responsabilités région Ouest parisien - prétentions 360 KF. (Section BCO/DD5 1967).

INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE
RECHERCHE : poste technico-commercial export ou commercial export dans biens d'équipement ou biens de consommation - Expérience pays scandinaves et pays de l'Est. (Section BCO/HP 1968).

A VOUS LA TECHNIQUE A MOI LE RESTE
Je gère le personnel et les relations avec les partenaires, CE et CHSCT. J'organise procédures, études postes et services généraux - suivi budget. J'apporte expérience terrain - une formation art et métiers et 20 ans d'expérience en management d'équipes techniques et administratives.

VOUS ÊTES MOTIVÉ ?
MOI AUSSI !
RENCONTREZ-NOUS POUR EN PARLER. (Section BCO/JV 1969).

INGÉNIEUR MÉCANICIEN - Diplômé - Nat. libanaise - 41 ans - Expérience ingénierie maintenance et commerce en France, pays arabes et URSS - Parfaitement quadrilingue arabe, russe et anglais - connaissance électrique et TP.

RECHERCHE : poste ingénieur d'affaires ou technico-commercial ou projets (chantiers) France et étranger. (Section BCO/JV 1970).

DIRECTEUR GÉNÉRAL - Double formation française et américaine - 3 ans de responsabilité général - 3 ans de vente aux USA - 4 ans de contrôle de gestion et d'informatique.

PROPOSE : collaboration à PME dans le cadre de sa politique de réduction de coûts et d'optimisation de ses ressources (Section BCO/HP 1971).

CADRE CONFIRMÉ EN AFFAIRES INTERNATIONALES - 43 ans - Bilingue français, anglais, espagnol courant - Large connaissance des marchés, des méthodes de gestion et de la pratique des affaires au Moyen-Orient et en Afrique de l'Est, acquise auprès de groupes industriels multinationaux et PME-PMI en position centrale et à l'exportation.

RECHERCHE : poste de directeur export ou délégué à l'étranger. (Section BCO/JV 1972).

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :

12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09

TÉL. : 42-85-44-40, poste 27.

JF 3^e cycle de management
Maîtrise de Philo, recherche
poste opérationnel en
communication ou en format
Tél. : 43-20-80-25.

Dame de compagnie,
séduite, gentille, 62 ans,
pour V.E., personne âgée
pour Paris ou 78, 92, 95.
Tél. : 38-50-06-49 de 10 h à
17 h sauf le vendredi jusqu'à
10 h. Pas sérieux s'abstenir.

F. 31 ans rech. poste stable
PAO UK-PRESS, Page Maker,
illustrateur, Freshend, Stage
PAD, 5 ans d'exp. TTX.
Tél. : 40-32-22-29.

MARCHÉS FINANCIERS

Avec la création d'un holding

Le gouvernement espagnol regroupe les six établissements financiers du secteur public en un seul

La plus grande banque espagnole appartiendra à l'Etat. Elle verra le jour dans les prochaines semaines après l'annonce, vendredi 3 mai, de la décision du gouvernement de regrouper en un seul les six établissements financiers du secteur public.

MADRID

de notre correspondant

Le ministère de l'économie a choisi, pour regrouper en un seul les six établissements financiers du secteur public, non la voie de la fusion pure et simple, mais celle de la création d'un holding qui détendra la totalité de leurs actions respectives, et s'appellera la « Corporation bancaire espagnole » (CBE).

Avec un volume d'actifs de 9 240 milliards de pesetas (500 milliards de francs), soit 9 % de plus que la Banque de Bilbao-Biscaye, la principale banque privée du pays, la CBE contrôlera à elle seule 11,7 % du total des actifs du marché financier espagnol. Elle arrivera également en première position en matière de crédits concédés et de cash flow. Le nombre de ses employés (20 000 au total) sera par contre nettement inférieur à celui de ses principales concurrentes, ce qui contribuera à sa compétitivité.

La défiance des banques privées

La principale des six institutions financières publiques qui l'intègre est la Banque extérieure d'Espagne, spécialisée notamment dans les crédits aux exportations et aux opérations à l'étranger (1). S'y ajoutent par ailleurs la Caisse postale d'épargne (qui apportera au groupe un large réseau d'accès au crédit des particuliers) ainsi que les quatre établissements jusqu'ici chargés de distribuer de manière sectorielle les crédits bonifiés par le gouvernement : la Banque de crédit agricole, la Banque hypothécaire (spécialisée dans le marché de la construction) et la Banque de crédit local (chargée des prêts aux corporations locales).

Il s'agit donc dans l'ensemble de banques hautement spécialisées, dont le regroupement en un seul holding devrait avoir, vu leur complémentarité, un important effet de synergie. La création de la CBE devrait bouleverser le marché financier espagnol. Certes, il ne s'agit pas, à proprement parler, d'un accroissement de la présence de l'Etat, mais d'une réorganisation. Une réorganisation, toutefois,

qui aura pour effet d'augmenter considérablement la marge de manœuvre du gouvernement face aux banques privées. Ces dernières ne s'y sont pas trompées, qui ont manifesté leur défiance face à l'opération. Le président de l'Association espagnole des banques, M. José Luis Leal a exprimé son inquiétude face à la perspective de voir la CBE bénéficier d'une « position de privilège » face à ses concurrentes, notamment grâce à l'accès aux crédits subventionnés par les pouvoirs publics.

Les banques privées craignent que leurs concurrentes publiques, jusqu'ici essentiellement cantonnées dans quelques secteurs à haut risque peu convoités, n'abandonnent ce rôle subsidiaire pour partir désormais à l'assaut de l'ensemble du marché financier. Tel est d'ailleurs l'objectif avancé par le ministre de l'économie lui-même, M. Carlos Solchaga, en annonçant la création de la CBE. Il a assuré que celle-ci respecterait scrupuleusement les « règles du marché », mais qu'elle serait « agressive » afin d'obliger ses concurrentes privées à « faire preuve de davantage de compétitivité et à réduire le coût de leurs crédits ».

Il s'agit ainsi aux yeux des responsables économiques de renforcer, avec la CBE, l'esprit de concurrence au sein d'un secteur qui a trop longtemps souffert de pratiques d'oligopole. Il y a quelques jours à peine, M. Solchaga avait déploré que la récente décision de la Banque d'Espagne de réduire ses taux d'intervention ait été immédiatement répercutée par les banques privées sur la rémunération des dépôts de leurs clients, mais pas sur le taux de leurs crédits. Les banques, une fois de plus, avaient ainsi donné l'impression d'agir davantage de concert qu'en fonction du jeu de la concurrence.

La création d'un holding bancaire public répond aussi à un autre souci : M. Solchaga n'a cessé, ces derniers temps, d'inciter les banques espagnoles à se regrouper pour mieux faire face au défi du marché financier unique parmi les Douze. Avec la CBE, le gouvernement a voulu prêter par l'exemple à un moment où la fièvre des fusions qui avait un moment saisi le monde des finances semble quelque peu retombée. Tandis que se rapproche la date fatidique du 1^{er} janvier 1993, le gouvernement a apparemment décidé de passer, sur le marché financier, du rôle d'observateur à celui d'acteur.

THIERRY MALINIAK

(1) La Banque extérieure est par ailleurs la seule des six à avoir une participation minoritaire (43 %) d'actionnaires privés dans son capital.

Avec un recul sensible de son bénéfice net

L'année 1990 a été difficile pour le Crédit suisse holding

Une fois n'est pas coutume, la société Crédit suisse holding dont dépend l'une des trois grandes banques helvétiques, a connu des temps « difficiles » en 1990. La direction a été amenée à la reconnaître en présentant, jeudi 2 mai, à Zurich, les résultats de l'exercice écoulé. Ainsi, le bénéfice net de CS holding a reculé de 29,4 % pour atteindre 324 millions de francs suisses (1,3 milliard de francs) tandis que celui du groupe se situait à 192 millions de FF seulement, en régression de 77,6 %.

BERNE

de notre correspondant

Ces résultats décevants s'expliquent par les pertes subies par le Crédit suisse et surtout par sa filiale américaine, First Boston. Frappée par l'effondrement des titres à haut rendement, cette dernière a traversé une année qualifiée de « catastrophique » se soldant par un déficit global de 587 millions de dollars.

Comme les autres sociétés affiliées exerçant des activités bancaires, la banque Leu de Zurich, reprise l'année dernière, a aussi enregistré un recul plus marqué que prévu. Dans un secteur non bancaire de CS holding, la fidu-

ciaire Fides a vu chuter son bénéfice de 17,8 millions en 1989 à 6,3 millions en 1990 tandis que la nouvelle compagnie d'assurance vie CS Life, lancée le 1^{er} janvier, a eu des difficultés à démarrer. Exception du groupe, la société Electrowatt a obtenu des résultats « excellents ».

Se prévalant d'une normalisation des conditions sur le marché des valeurs et d'une « amélioration notable » depuis janvier des bénéfices des sociétés opérant dans le secteur des titres, les responsables se montrent plus optimistes pour l'avenir. En gros, l'exercice 1990 ne devrait bientôt plus être qu'un mauvais souvenir.

Conséquence de cette passe difficile, lors de l'assemblée générale du 22 mai, le conseil d'administration proposera une réduction du dividende de 110 à 75 FS par action au porteur et de 23 à 15 FS par action nominative. Enfin, la direction a annoncé sa décision de placer auprès du public jusqu'à 20 % du capital actions du Crédit suisse au cours des dix-huit prochains mois. Cette mesure répond aux exigences de la Commission fédérale des banques sur les fonds propres. Dans un arrêt rendu en décembre dernier, le tribunal fédéral avait invité le Crédit suisse à se conformer à ces directives en disposant de fonds propres suffisants pour l'ensemble de ses participations consolidées.

JEAN-CLAUDE BUHRER

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice global de base 100 : 25 décembre 1989

25-4-91 3-5-91

Valeur totale, à 100, variable	115,4	117,9
Valeur industrielle	115,9	121,4
Valeur étrangère	114,1	118,8
France	119	122,8
Chimie	128,4	124,8
Industrie	116,1	112,1
Services	116,1	112,1
Ind. et services, non affil.	116,1	112,1
Industrie	116,1	112,1
Services	116,1	112,1
Industrie	116,1	112,1
Services	116,1	112,1

Base 100 : 25 décembre 1989

Valeur totale, à 100, variable	115,4	117,9
Valeur industrielle	115,9	121,4
Valeur étrangère	114,1	118,8
France	119	122,8

Base 100 : 25 décembre 1989

Valeur totale, à 100, variable	115,4	117,9
Valeur industrielle	115,9	121,4
Valeur étrangère	114,1	118,8
France	119	122,8

Base 100 : 25 décembre 1989

Valeur totale, à 100, variable	115,4	117,9
Valeur industrielle	115,9	121,4
Valeur étrangère	114,1	118,8
France	119	122,8

Base 100 : 25 décembre 1989

Valeur totale, à 100, variable	115,4	117,9
Valeur industrielle	115,9	121,4
Valeur étrangère	114,1	118,8
France	119	122,8

Base 100 : 25 décembre 1989

Valeur totale, à 100, variable	115,4	117,9
Valeur industrielle	115,9	121,4
Valeur étrangère	114,1	118,8
France	119	122,8

Base 100 : 25 décembre 1989

Valeur totale, à 100, variable	115,4	117,9
Valeur industrielle	115,9	121,4
Valeur étrangère	114,1	118,8
France	119	122,8

Base 100 : 25 décembre 1989

Valeur totale, à 100, variable	115,4	117,9
Valeur industrielle	115,9	121,4
Valeur étrangère	114,1	118,8
France	119	122,8

Base 100 : 25 décembre 1989

Valeur totale, à 100, variable	115,4	117,9
Valeur industrielle	115,9	121,4
Valeur étrangère	114,1	118,8
France	119	122,8

Base 100 : 25 décembre 1989

Valeur totale, à 100, variable	115,4	117,9
Valeur industrielle	115,9	121,4
Valeur étrangère	114,1	118,8
France	119	122,8

Base 100 : 25 décembre 1989

Valeur totale, à 100, variable	115,4	117,9
Valeur industrielle	115,9	121,4
Valeur étrangère	114,1	118,8
France	119	122,8

Base 100 : 25 décembre 1989

Valeur totale, à 100, variable	115,4	117,9
Valeur industrielle	115,9	121,4
Valeur étrangère	114,1	118,8
France	119	122,8

Base 100 : 25 décembre 1989

Valeur totale, à 100, variable	115,4	117,9
Valeur industrielle	115,9	121,4
Valeur étrangère	114,1	118,8
France	119	122,8

Base 100 : 25 décembre 1989

Valeur totale, à 100, variable	115,4	117,9
Valeur industrielle	115,9	121,4
Valeur étrangère	114,1	118,8
France	119	122,8

Base 100 : 25 décembre 1989

Valeur totale, à 100, variable	115,4	117,9
Valeur industrielle	115,9	121,4
Valeur étrangère	114,1	118,8
France	119	122,8

Base 100 : 25 décembre 1989

Valeur totale, à 100, variable	115,4	117,9
Valeur industrielle	115,9	121,4
Valeur étrangère	114,1	118,8
France	119	122,8

Base 100 : 25 décembre 1989

Valeur totale, à 100, variable	115,4	117,9
Valeur industrielle	115,9	121,4
Valeur étrangère	114,1	118,8
France	119	122,8

Base 100 : 25 décembre 1989

Valeur totale, à 100, variable	115,4	117,9
Valeur industrielle	115,9	121,4
Valeur étrangère	114,1	118,8
France	119	122,8

Base 100 : 25 décembre 1989

Valeur totale, à 100, variable	115,4	117,9
Valeur industrielle	115,9	121,4
Valeur étrangère	114,1	118,8
France	119	122,8

Base 100 : 25 décembre 1989

Valeur totale, à 100, variable	115,4	117,9
Valeur industrielle	115,9	121,4
Valeur étrangère	114,1	118,8
France	119	122,8

Base 100 : 25 décembre 1989

Valeur totale, à 100, variable	115,4	117,9
Valeur industrielle	115,9	121,4
Valeur étrangère	114,1	118,8
France	119	122,8

Base 100 : 25 décembre 1989

Valeur totale, à 100, variable	115,4	117,9
Valeur industrielle	115,9	121,4
Valeur étrangère	114,1	118,8
France	119	122,8

Base 100 : 25 décembre 1989

Valeur totale, à 100, variable	115,4	117,9
Valeur industrielle	115,9	121,4
Valeur étrangère	114,1	118,8
France	119	122,8

Base 100 : 25 décembre 1989

Valeur totale, à 100, variable	115,4	117,9
Valeur industrielle	115,9	121,4
Valeur étrangère	114,1	118,8
France	119	122,8

Base 100 : 25 décembre 1989

Valeur totale, à 100, variable	115,4	117,9
Valeur industrielle	115,9	121,4
Valeur étrangère	114,1	118,8
France	119	122,8

Base 100 : 25 décembre 1989

Valeur totale, à 100, variable	115,4	117,9
Valeur industrielle	115,9	121,4
Valeur étrangère	114,1	118,8
France	119	122,8

Base 100 : 25 décembre 1989

Valeur totale, à 100, variable	115,4	117,9
Valeur industrielle	115,9	121,4
Valeur étrangère	114,1	118,8
France	119	122,8

Base 100 : 25 décembre 1989

Valeur totale, à 100, variable	115,4	117,9
Valeur industrielle	115,9	121,4
Valeur étrangère	114,1	118,8
France	119	122,8

Base 100 : 25 décembre 1989

Valeur totale, à 100, variable	115,4	117,9
Valeur industrielle	115,9	121,4
Valeur étrangère	114,1	118,8
France	119	122,8

Base 100 : 25 décembre 1989

Valeur totale, à 100, variable	115,4	117,9
Valeur industrielle	115,9	121,4
Valeur étrangère	114,1	118,8
France	119	122,8

Base 100 : 25 décembre 1989

Valeur totale, à 100, variable	115,4	117,9
Valeur industrielle	115,9	121,4
Valeur étrangère	114,1	118,8
France	119	122,8

Base 100 : 25 décembre 1989

Valeur totale, à 100, variable	115,4	117,9
Valeur industrielle	115,9	121,4
Valeur étrangère	114,1	118,8
France	119	122,8

Base 100 : 25 décembre 1989

Valeur totale, à 100, variable	115,4	117,9
Valeur industrielle	115,9	121,4
Valeur étrangère	114,1	118,8
France	119	122,8

Base 100 : 25 décembre 1989

Valeur totale, à 100, variable	115,4	117,9
Valeur industrielle	115,9	121,4
Valeur étrangère	114,1	118,8
France	119	122,8

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

25 avril 1991

Total actif : 630 672

dont : 161 643

Or : 111 513

Disponibilités à vue à l'étranger : 55 712

Ecos : 15 080

Avances au Fonds de stabilisation des changes : 41 330

Or et monnaie active de réserve à l'étranger : 31 446

Concours au Trésor public : 725

Titres d'Etat (bons et obligations) : 101 282

Autres titres des marchés monétaires et obligataires : 28 219

Effets en cours de recouvrement : 630 672

Total passif : 250 234

dont : 46 167

Comptes courants des établissements financiers : 40 815

Comptes courants du Trésor public : 11 206

Rapports de liquidité : 7 827

Comptes spéciaux du Fonds de stabilisation des changes : 56 059

Comptes d'attente des dépôts de titres : 182 056

Réserves de réévaluation des avoirs publics en or : 182 056

TAUX DES OPERATIONS

- Taux de la dernière opération sur appel d'offres : 9 %

- Taux des opérations de 5 à 10 jours : 10 %

- Taux des avances sur titres : 12 %

TOKYO, 3 mai

Clos

Tous les marchés financiers et boursiers japonais ont chuté lundi 6 mai pour raison de fêtes locales.

NEW-YORK

Modification de la composition de l'indice Dow Jones

Trois des trente valeurs composant l'indice Dow Jones, dont deux qui étaient dans le panier de l'indice américain depuis 1927, vont être remplacées, à compter du lundi 6 mai. Les trois nouvelles valeurs vont pour la première fois faire entrer dans l'indice de la place américaine le secteur bancaire et celui du loisir.

En effet, Primerica Corp. (assurance) va laisser sa place à la banque J.P. Morgan. USX Corp. (sidérurgie) abandonnera la sienne au profit de Walt Disney (loisir) et Navistar International Inc. (transport) sera remplacée par Caterpillar (matériel de travaux publics). La modification de statut, ce qui est notamment le cas d'USX Corp., et l'évolution de plus en plus marquée vers une économie de services ont incité la firme Dow Jones à procéder à ces remaniements.

FAITS ET RESULTATS

Transports pétroliers : accord entre Worms et le norvégien de navigation (CNN), du groupe Worms, spécialisée dans le transport pétrolier, et la société norvégienne Investa (immobilier, placements financiers, transports maritimes), dont le siège est à Bergen, viennent de conclure un accord financier et industriel. La CNN a investi 3 % des actions de la filiale Euronav que CNN avait elle-même rachetée récemment à son ancien partenaire, le norvégien Mercurius. Sur le plan industriel, Euronav, dont le siège est à Oslo, prend le contrôle opérationnel de 85 000 tonnes d'acier d'une dizaine d'années. Euronav va aussi acquérir une part majoritaire dans la propriété d'un pétrolier géant de 424 000 tonnes construit en 1976. A la suite de cette opération, Euronav gèrera une flotte d'une vingtaine de pétroliers.

RIS :

Cours relevés à 10 h 13

MATHS	
MARKS	DATE
100	100
90	90
80	80
70	70
60	60
50	50
40	40
30	30
20	20
10	10
0	0
10	10
20	20
30	30
40	40
50	50
60	60
70	70
80	80
90	90
100	100

3/5

1. **THE DEVICES**
 2. **THE DEVICES**
 3. **THE DEVICES**
 4. **THE DEVICES**
 5. **THE DEVICES**
 6. **THE DEVICES**
 7. **THE DEVICES**
 8. **THE DEVICES**
 9. **THE DEVICES**
 10. **THE DEVICES**
 11. **THE DEVICES**
 12. **THE DEVICES**
 13. **THE DEVICES**
 14. **THE DEVICES**
 15. **THE DEVICES**
 16. **THE DEVICES**
 17. **THE DEVICES**
 18. **THE DEVICES**
 19. **THE DEVICES**
 20. **THE DEVICES**
 21. **THE DEVICES**
 22. **THE DEVICES**
 23. **THE DEVICES**
 24. **THE DEVICES**
 25. **THE DEVICES**
 26. **THE DEVICES**
 27. **THE DEVICES**
 28. **THE DEVICES**
 29. **THE DEVICES**
 30. **THE DEVICES**
 31. **THE DEVICES**
 32. **THE DEVICES**
 33. **THE DEVICES**
 34. **THE DEVICES**
 35. **THE DEVICES**
 36. **THE DEVICES**
 37. **THE DEVICES**
 38. **THE DEVICES**
 39. **THE DEVICES**
 40. **THE DEVICES**
 41. **THE DEVICES**
 42. **THE DEVICES**
 43. **THE DEVICES**
 44. **THE DEVICES**
 45. **THE DEVICES**
 46. **THE DEVICES**
 47. **THE DEVICES**
 48. **THE DEVICES**
 49. **THE DEVICES**
 50. **THE DEVICES**
 51. **THE DEVICES**
 52. **THE DEVICES**
 53. **THE DEVICES**
 54. **THE DEVICES**
 55. **THE DEVICES**
 56. **THE DEVICES**
 57. **THE DEVICES**
 58. **THE DEVICES**
 59. **THE DEVICES**
 60. **THE DEVICES**
 61. **THE DEVICES**
 62. **THE DEVICES**
 63. **THE DEVICES**
 64. **THE DEVICES**
 65. **THE DEVICES**
 66. **THE DEVICES**
 67. **THE DEVICES**
 68. **THE DEVICES**
 69. **THE DEVICES**
 70. **THE DEVICES**
 71. **THE DEVICES**
 72. **THE DEVICES**
 73. **THE DEVICES**
 74. **THE DEVICES**
 75. **THE DEVICES**
 76. **THE DEVICES**
 77. **THE DEVICES**
 78. **THE DEVICES**
 79. **THE DEVICES**
 80. **THE DEVICES**
 81. **THE DEVICES**
 82. **THE DEVICES**
 83. **THE DEVICES**
 84. **THE DEVICES**
 85. **THE DEVICES**
 86. **THE DEVICES**
 87. **THE DEVICES**
 88. **THE DEVICES**
 89. **THE DEVICES**
 90. **THE DEVICES**
 91. **THE DEVICES**
 92. **THE DEVICES**
 93. **THE DEVICES**
 94. **THE DEVICES**
 95. **THE DEVICES**
 96. **THE DEVICES**
 97. **THE DEVICES**
 98. **THE DEVICES**
 99. **THE DEVICES**
 100. **THE DEVICES**

**Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330**

**Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330**

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - m : marché continu

COMMUNICATION

A « l'Est républicain »

M. Michel Hommel renforce l'alliance familiale

Les mouvements au sein du capital du groupe de presse l'Est républicain qui publie le quotidien régional *l'Est républicain* et a pris récemment le contrôle de l'Est-Clair-Libération Champagne (Troyes) continuent. Après l'entrée dans le capital du groupe Hersant à hauteur de 24 % (*le Monde* du 25 janvier), M. Michel Hommel, cousin du PDG, M. Gérard Lignac, et administrateur du groupe de presse, a consolidé l'alliance familiale en augmentant sa participation de 3,7 % à 5 %, grâce au rachat d'une part de ses actions à M. Lignac.

Selon M. Hommel, « il s'agit d'une simple redistribution des cartes au sein de l'Est républicain entre les mains d'une même famille. Mais elle permet à cette dernière de rester l'actionnaire prépondérant ». La famille Lignac-Hommel détient 42,30 % du capital du groupe. Selon différentes sources, il semble que le groupe Hersant ait renoncé à augmenter sa participation. « Tout est ficelé, note un autre administrateur. Il faudrait une perte financière importante pour que le capital s'ouvre à nouveau au groupe Hersant. » Le groupe Hersant quant à lui s'intéresse à un groupe à généralement envie de tout racheter, confie-t-il. Mais une nouvelle cession n'est pas à l'ordre du jour.

M. Michel Hommel, PDG des éditions du même nom, a en outre récemment revendu 25 % de son hebdomadaire de programmes de télévision *Télé 7 K 7* à un groupe formé du GAN, de la BUE — une banque dépendant du GAN — et du Crédit national. Après la création d'une société holding, les trois nouveaux partenaires pourraient prendre 8 à 9 % du groupe de M. Hommel qui compte en plus de *Télé 7 K 7* une quinzaine de magazines comme *Auto-révo*, *Alpharéo*, *TV Câble Hebdo*, etc.

Y. M. L.

8 et 9 mai : les services ouverts ou fermés

Presse. — Les quotidiens paraissent normalement le mercredi 8 et jeudi 9 mai.

Bureaux de poste. — Fermés les 8 et 9 mai, sauf ceux assurant la permanence des dimanches et jours fériés. Il n'y aura pas de distribution de courrier à domicile.

Banques. — Les banques seront fermées les 8 et 9 mai.

RATP. — Service réduit les dimanches et fêtes, les 8 et 9 mai.

Assurance maladie. — Les centres et services de la Caisse primaire d'assurance maladie de Paris seront fermés du mardi 7 mai, à 15 heures, au vendredi 10 mai, aux heures habituelles.

Allocations familiales. — Les services d'accueil du siège et les unités de gestion de la région parisienne seront fermés du mardi 7 mai, à 12 heures, au vendredi 10 mai, aux heures habituelles.

Bibliothèque nationale. — Les salles de lecture seront fermées les 8 et 9 mai. L'exposition « Dom Juan » ainsi que le cabinet des médailles seront ouverts.

Archives nationales. — Les salles de lecture des Archives nationales et le musée de l'Histoire de France seront fermés les 8 et 9 mai.

Institut de France. — Le château de Chantilly sera ouvert les 8 et 9 mai, ainsi que le château de Langeais (Indre-et-Loire) et la villa grecque Kérylos à Beaulieu-sur-Mer (Alpes-Maritimes).

Musées. — A Paris, seront ouverts : le Musée du Louvre, le Centre Georges-Pompidou, le Musée d'Orsay, le Grand Palais, le Musée des arts asiatiques-Guimet, l'Orangerie des Tuileries, le Musée Picasso, le Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie, le Musée des arts et traditions populaires, le Musée Delacroix, le Musée Gustave-Moreau, le Musée J.-J. Henner, le Musée Hébert, le Musée Auguste-Rodin, le Musée de Cluj, le Musée des monuments français et le Palais de la découverte.

En région parisienne, seront ouverts : le château de Compiègne, le Musée de l'air et de l'espace au Bourget, le Musée de la Renaissance à Ecouen, les

Pour la première fois aux Etats-Unis
Les industriels du câble et du téléphone s'unissent pour proposer de nouveaux services de télévision

L'accord fait sensation aux Etats-Unis. Pour la première fois, un exploitant de réseau câblé et une compagnie de téléphone ont décidé de travailler ensemble sur les nouveaux services de la télévision par câble. Et si l'on s'agit pour le moment que d'un test de marché, la personnalité des associés suffit à faire prendre l'accord au sérieux. Telecommunications Inc. est en effet le plus gros câble-distributeur américain, et US West, une des plus importantes compagnies régionales de téléphone. Pour bénir le mariage et le conforter, le troisième associé de l'opération n'est autre que le leader mondial des télécommunications, ATT.

Les trois sociétés unissent leurs efforts pour proposer aux abonnés du câble deux nouveaux services de télévision à la carte. Un système de paiement au film (*pay per view*) amélioré proposera 15 films par jour dont 6 simultanément. Mais, surtout, une télé-vidéo interactive permettra à l'abonné de choisir le film qu'il

désire regarder dans une liste de 1000 titres. L'expérience commencera dès cet automne sur 450 foyers du réseau câblé de Denver et pourrait être étendue aux autres réseaux américains d'ici à 1995.

De tels services avaient été imaginés en France par les responsables du Plan Câble dès 1982, mais ils avaient été ensuite abandonnés faute d'une technologie performante et rentable. Selon M. John Malone, président de TCI, les progrès de la télévision numérique et de la compression vidéo dans les six derniers mois aux Etats-Unis permettent désormais d'introduire ces services sur le marché. Les responsables d'ATT estiment aussi qu'ils peuvent maîtriser les problèmes posés par la commutation des signaux vidéo et offrir aux abonnés des terminaux à un usage très simplifié. Enfin US West se charge de construire des réseaux mêlant fibre optique et câble coaxial.

Ces nouveaux services devraient permettre au câble de mieux résister à

la forte concurrence de la vidéo cassette en offrant un plus grand choix à l'abonné. C'est cette contre-offensive qui a poussé les compagnies du téléphone et des câbles à entrer la hache de guerre. Depuis des années, la législation américaine interdit la concurrence entre réseaux téléphoniques et réseaux de télévision par câble sans éviter une guerre de frontières sur les nouveaux services de télécommunications. Les deux secteurs déploient une activité de lobbying intensive à Washington pour faire évoluer la réglementation en leur faveur.

Cela n'a pas empêché les industriels du câble et compagnies du téléphone de s'associer parfois, mais, jusqu'à présent, en dehors des frontières américaines. US West et United Artist Cable gèrent en commun des réseaux câblés en Grande-Bretagne. Très récemment, TCI, Time Warner et Bell Atlantic ont racheté une télévision payante en Nouvelle-Zélande.

J.-F. L.

Woody Allen fait de la pub en Italie

Woody Allen se lance dans la publicité. L'auteur d'*Alice* a séduit la chaîne de supermarchés italiens Coop qui lui a commandé la réalisation de cinq spots publicitaires. Selon la direction de Coop, le cinéaste new-yorkais va écrire et tourner ces films publicitaires mais il ne jouera pas dedans. « Les acteurs seront tous américains, mais ils ressembleront à des Italiens », a-t-elle tenu à préciser. Pourtant, parmi les noms d'acteurs qui circulent en Italie pour ces spots dont le premier tour de manivelle sera donnée en juin, figure celui du comédien de Roberto Benigni.

Le montant du contrat de Woody Allen n'a pas été dévoilé, mais la presse italienne indique qu'il serait compris entre 10 et 15 millions de francs. La chaîne de supermarchés Coop n'en est pas à son premier coup d'essai avec des auteurs ou des comédiens américains. Pour une précédente série de spots, elle avait fait appel à Peter Falk, qui, vêtu de l'imperméable démodé et informé de l'inspecteur Colombo, avait tourné des films publicitaires dans lesquels il pressait des agrumes ou demandait conseil aux clients.

Le gouvernement américain va réorganiser ses radios et télévisions officielles

Plusieurs radios et télévisions ont été créées dans les années 50 par le gouvernement américain afin de diffuser et de populariser les positions officielles des Etats-Unis, en distillant parfois une propagande qui ne voulait pas dire son nom. C'est le cas de The Voice of America (VOA), qui émet dans le monde entier, de Radio-Free-Europe, qui fut longtemps le canal d'informations privilégié par les contestataires des pays de l'Est, de Radio-Liberty qui diffuse sur l'URSS, et de Radio-Marti et Télé-Marti, qui émettent sur Cuba.

Aujourd'hui, pour certains parlementaires américains, la fin de la guerre froide et la rigueur économique rendent inutiles ces instruments d'information. Le président George Bush a estimé qu'il fallait les réorganiser, « à la lumière notamment de la

révolution démocratique de l'Europe de l'Est, la fin de la guerre froide et les événements du Golfe et du Proche-Orient ». Il a formé un groupe de travail sur les opérations de diffusion internationale du gouvernement américain. Présidé par M. John Hughes, ancien directeur de l'Agence d'information du gouvernement américain (USIA), actuel éditeur du *Christian Science Monitor*, ce groupe comprend M. Richard Allen, ex-conseiller du président Reagan pour les affaires de sécurité nationale, et M. Rozanne Ridgway, ex-secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires européennes.

Il feront dans six mois des recommandations de réorganisation qui pourraient aller jusqu'au regroupement et à l'usage des techniques les plus modernes, afin que ces médias restent compétitifs.

Santé et publicité

Bataille d'affiches sur le « bon gras »

La margarine au tournesol et le beurre ne font pas bon ménage. Deux affaires récentes témoignent de cette cohabitation orageuse.

Le tribunal de commerce de Paris a mis fin le 29 avril au conflit opposant la société Astra et sa marque Frudor au Centre interprofessionnel de documentation et d'information de l'industrie laitière (CIDIL). Il a ordonné par référé à ce dernier de retirer ou d'occuper toutes ses affiches distantes de moins de 200 mètres de celles d'Astra.

L'affaire remonte au 8 avril. Des affiches jaunes montrant des molécules stylisées et vantant les bienfaits du « bon gras » sur l'organisme sont placardées, sans que soit révélé le nom de l'annonceur. La campagne déclinait ensuite les qualités du « bon gras », « essentiel à la croissance », capable de « préserver votre jeunesse » et même de « faciliter les fonctions de reproduction ». Le CIDIL, sans doute séduit par l'idée et désireux de relancer la querelle fratricide

entre fabricants de beurre et fabricants d'huile, lance en écho sa campagne « C'est vrai que le gras c'est bon, alors beurre ou ordinaire ? »

Piquée au vif, Astra, l'annonceur caché derrière les affiches jaunes, fait appel au tribunal. Ce dernier a demandé au CIDIL de « retirer ou cacher toute affiche portant le message « beurre ou ordinaire ». Toute assimilation entre les deux campagnes serait ainsi évitée.

Toutefois, tout n'est pas rose pour Frudor. Le 15 avril, Astra poursuit sa campagne de promotion en l'axant sur la margarine, « le signe d'une vie en or ». Les affiches n'étaient qu'un prélude à la diffusion de spots télévisés. Mais Astra s'est vu refuser l'accès au petit écran. Le CSA n'a pas autorisé la diffusion de ses spots : il attend l'accord du ministère de la santé. Or celui-ci estime qu'Astra va un peu trop loin en faisant de Frudor un remède et s'alarme du fait que la santé soit mise à n'importe quelle sauce.

CARNET DU Monde

Naissances

— Véronique CHARMOLLE et Philippe TREUIL

sont heureux d'annoncer la naissance de

Romain,

le 30 avril 1991.

1, allée des Catalpas, 78180 Montigny-Le Bretonneux.

— Yan,

né à Ho-Chi-Minh-Ville, le 22 septembre 1990, est arrivé à Paris en compagnie de ses parents et de sa sœur Nina.

Brigitte de KOSMI et Robert LION, 44, rue de la Butte-aux-Cailles, 75013 Paris.

Décès

— Marthe Goutner, son épouse.

Odière, son fils, Véronique et Marjolaine, ses belles-filles.

Simon, Alice, Clément, Raphaël, ses petits-enfants.

M. André Darde, Toute la famille.

Et tous ses amis.

ont le chagrin de faire part du décès, à Briançon, dans sa quatre-vingt-deuxième année, du

docteur Boris-Victor GOUTNER, ancien interne des hôpitaux de Paris, ancien assistant des hôpitaux de Paris.

Il a fait don de son corps à la science.

Des dons peuvent être adressés à l'Association France-Alzheimer, 49, rue Mirabeau, 75016 Paris.

La famille rappelle le souvenir toujours vivant de son fils.

Antoine GOUTNER, docteur en médecine chargé de recherche à l'INSERM,

décédé accidentellement le 27 juin 1986. Il allait avoir trente-sept ans.

« Le courage, c'est d'aimer la vie et de regarder la mort d'un regard tranquille. » Jean Jaurès.

Cet avis tient lieu de faire-part.

16, avenue Pierre-Brossolette, 92240 Malakoff.

— Jean Jacques, Frédérique Jacques, Et les familles Jacques et Colby, ont la grande tristesse de faire part du décès, survenu le 2 mai 1991, de

Madeline JACQUES.

Ceux qui l'ont aimée pourront se réunir à la chapelle du cimetière du Père-Lachaise, le vendredi 10 mai, à 10 h 30.

9, rue Soufflot, 75005 Paris. 271, rue Saint-Denis, 75002 Paris.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques — 92 F

Abonnés et actionnaires — 80 F

Communications diverses — 95 F

Thèses étudiants — 50 F

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Changements d'adresse définitifs et irrévocables : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PP-Paris PP

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

« Société civile »

« Les rédacteurs de Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Imprimerie de « Monde » 12, rue de Valenciennes 94052 Ivry Cedex

1990

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75501 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Téléc. : 26.808 F

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Téléc. : 45-55-04-70 - Société Financière de presse et de médias

40 général Le Monde et Égide Pierre SA

Le Monde

TELEMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

ou 36-15 - Tapez LEM

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE

code d'accès ABO

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-80-30-10

Téléc. : 261.311 F

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif

FRANCE

SUISSE, BELGE, LUXEMBOURG, PAYS-BAS

Autres pays

3 mois

460 F

572 F

790 F

6 mois

890 F

1 123 F

1 560 F

1 an

1 620 F

2 081 F

2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs et irrévocables : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

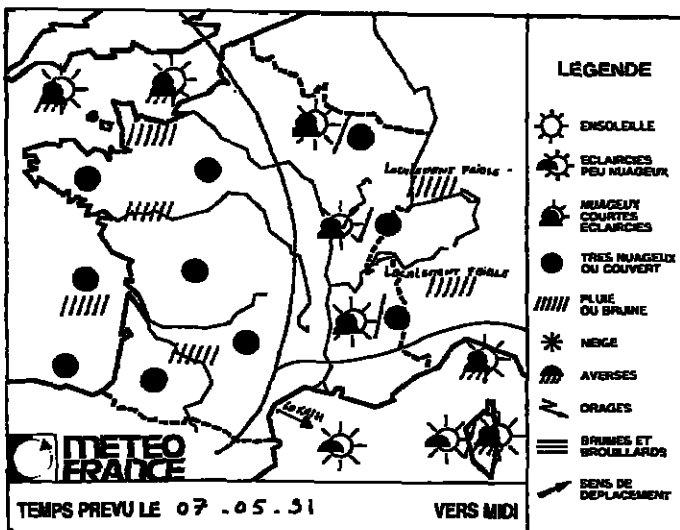
PP-Paris PP

صحة من الامم

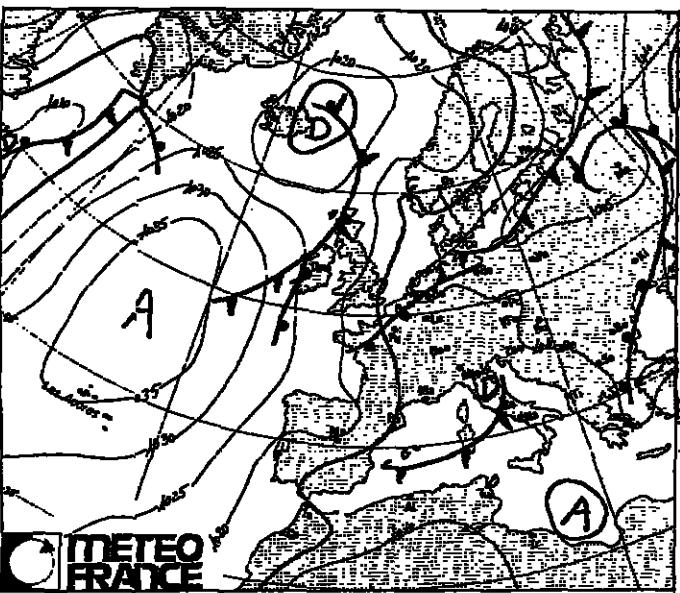
NET DU Monde

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mardi 7 mai 1991
Pluvieux à l'ouest.
Eclaircies à l'est et en Méditerranée.



SITUATION LE 6 MAI 1991 A 0 HEURE TU



Mercredi 8 mai : nuages partout et fraîcheur au Nord-Ouest.

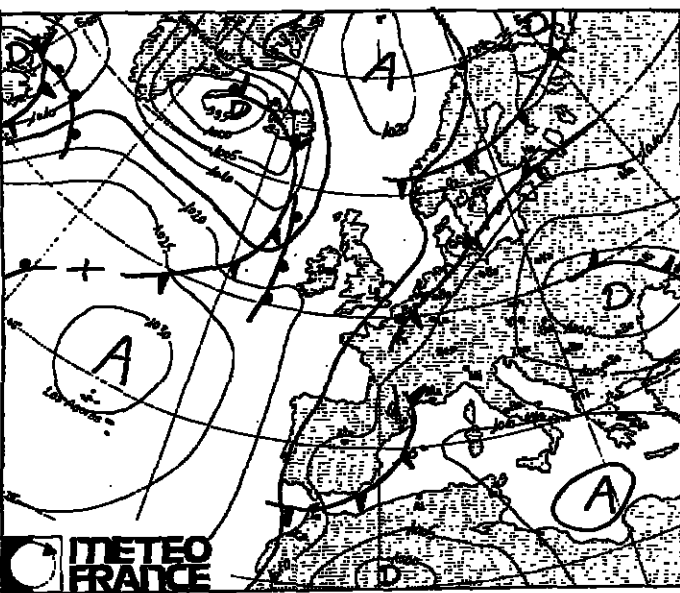
Le temps restera gris et frais sur les régions côtières de la Manche. Près de la Méditerranée, le ciel sera bien voilé. Sur le reste du pays, léger sans-vent bas et des brumes ou brouillards matinaux seront fréquents. Dans la journée, le ciel restera très nuageux à couvert. Il sera lourd sur les régions méridionales. Quelques pluies pourront se

produire des Alpes au Massif Central et aux Pyrénées, en prenant parfois un caractère orageux.

Les températures minimales seront généralement comprises entre 3 degrés et 6 degrés, jusqu'à 9-10 degrés près de la Méditerranée.

Les maximales ne dépasseront pas 12 degrés à 14 degrés sur la moitié nord-ouest, 14 degrés à 16 degrés ailleurs, voire près de la Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 8 MAI 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
le 5-05-1991 à 18 heures TU et le 6-05-1991 à 6 heures TU

FRANCE	TOULOUSE	LUXEMBOURG	10	2	C
ALACCO	11	4	15	1	D
BARRETT	11	4	15	1	D
BORDAUX	11	4	15	1	D
BONNEN	11	4	15	1	D
BREIT	11	4	15	1	D
CARL	11	4	15	1	D
CERBOURG	11	4	15	1	D
CHEVRENT-PER	11	4	15	1	D
CLON	11	4	15	1	D
GRANDVILLE	11	4	15	1	D
LEJLE	11	4	15	1	D
LIJONGES	11	4	15	1	D
LYON	11	4	15	1	D
MARSEILLE	11	4	15	1	D
NANCY	11	4	15	1	D
NANTY	11	4	15	1	D
NICE	11	4	15	1	D
PARIS-MONTY	11	4	15	1	D
PAU	11	4	15	1	D
PERPIGNAN	11	4	15	1	D
RENNES	11	4	15	1	D
ST-ETIENNE	11	4	15	1	D
STRASBOURG	11	4	15	1	D

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heures légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

PIERRE GEORGES

IMAGES

Cinecittà, l'auberge rouge

A H ! bigre, il faudra bien qu'il cesse, ce vesta et infâme complot contre la création française ! Le concours Eurovision 1991 de la chanson, sucrerie qui fait annuellement le bonheur des téléspectateurs subjugués par cette dramatique, s'est achevé, samedi, façon auberge rouge.

La France détroquée, la France humiliée, mais la France relevée ! Déjà spolié en 1990 à Zagreb, où seules des basses manœuvres avaient privé notre Serge Gainsbourg et son interprète anilaïse d'un succès imparable pour le parcutant White and Black Blues, voici le pays victime d'un déplorable dol.

Non pas que la France ait perdu. C'est pire, elle a gagné sans gagner tout en gagnant, première et deuxième à la fois, victorieuse aux trilles, battue aux points par une calamiteuse clause laissant, c'est dire, Léon Zitrone sans voix.

Cette fois-ci, la chanson française avait confié ses intérêts à une autruche personne, Amina, native de Carthage, beur et fibre de l'ère, plantureuse et le disant, et, pour l'essentiel, sardouche. Amina Annabi Laurence et le compositeur sénégalais Wasis Diop avaient mitonné une chanson black, blanc, beur au titre prophétique C'est le dernier qui parle qui a raison.

La belle Amina n'avait donc rien négligé. Pas même, c'est elle qui le raconte, de rencontrer le président dans un square. Et sait-on ce que François Mitterrand lui dit, lui ordonna même, avec la concision lapidaire d'un chef d'état-major ? « Gagnez ! »

Gagner, gagner, c'est plus facile à dire qu'à faire, mon général. Amina s'y est efforcée, et Léon Zitrone avec, et la France, vous, moi, aussi, assignés à A2 jusqu'à des heures indues, minuit, l'heure du complot. Tout, on a tout supporté, avec l'abnégation extrême du supporteur de canzonetta, de ce pépé joué dans les studios de Cinecittà. Tout, même les Islandais Stefan et Eyf, grémés façon aventuriers de l'arche

perdue ou Borg et McEnroe dans la 25^e set. Tout, une Melina Mercouri série B, un Cio-Cio autrichien, un Omar Sharif maltais et sa douce épouse, « morceau de roi » selon le bon Léon, un expert. Tout, et le reste, un twist turc, un groupe babe-pacifiste-réunificateur allemand. Tout pour Amina, princesse des mille et une nuits de Cinecittà. Hélas ! Léon, dans sa sagesse, avait raison. Cette suédoise Carola, réussissant dans le rock de la « tourmente » triple Axel sur triple boucle piquée, était dangereuse. Elle finit par l'emporter au seul bénéfice d'un plus grand nombre de secondes places. Amina avait perdu l'Eurovision, mais pas la guerre !

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 6 mai

TF 1

- 20.45 **Téléfilm** : Sale temps pour l'assassin. De Daniel Duval, avec Ricky Tognazzi, Gérard Darmon.
- 22.15 **Magazine** : Santé à la Une. Présenté par Robert Namias et Anne Barrière. Side : la réalité. Avec les professeurs Marc Gémari et Claude Griscti ; le docteur Marc Girard, chercheur à l'Institut Pasteur.
- 23.45 **Magazine** : Va y avoir du sport.
- 0.35 **Journal** : Météo et Bourse.
- 1.00 **TF 1 Nuit** : 7 sur 7 (rediff.).

A 2

- 20.45 **Téléfilm** : La Légende des amants maudits. De William Carlin, avec Kathleen Quinlan, Betsy Brandt (rediff.).
- 22.20 **Documentaire** : François Mitterrand. De Hugues Le Paign, Jean-François Bastin, Isabelle Christiansen. 2. Le Temps du pouvoir (1981-1991).
- 23.15 **Journal** et **Météo**.
- 23.30 **Série** : Le Saint (rediff.).

FR 3

- 20.45 **Cinéma** : Subway. Film français de Luc Besson (1985). Avec Isabelle Adjani, Christophe Lambert, Richard Bohringer.
- 22.30 **Journal** et **Météo**.
- 22.50 **Magazine** : Océaniques. Les 4^e, magazine d'Alain Jaubert : Pas sage Breton, de Michel Polac et Michel Viéney.

CANAL PLUS

- 20.30 **Cinéma** : Ca plane les filles. Film américain d'Adrian Lyne (1980). Avec Jodie Foster, Cherie Cune, Marilyn Kagan.
- 22.10 **Flash d'informations**.
- 22.15 **Cinéma** : Et Dieu créa la femme. Film français de Roger Vadim (1956). Avec Brigitte Bardot, Cird Jurgens, Jean-Louis Trintignant.
- 23.45 **Cinéma** : Désorganisation de malfaiteurs. Film américain de Jim Kouf (1989). Avec Hoyt Axton, Corbin Bernsen, Ruben Blades (v.o.).

LA 5

- 20.40 **Journal** des courses.
- 20.50 **Feuilleton** : Mystères à Twin Peaks. De David Lynch (4^e épisode). Coupables en tout genre.
- 22.30 **Cinéma** : Grease. Film américain de Randal Kleiser (1977). Avec John Travolta, Olivia Newton-John, Stockard Channing.
- 0.20 **Le Journal** de la nuit.
- 0.30 **Demain se décide aujourd'hui**.
- 0.35 **Le Club** du Télé-achat.

M6

- 20.35 **Cinéma** : Série noire pour une nuit blanche. Film américain de John Landis (1984). Avec Jeff Goldblum, Michelle Pfeiffer, Richard Farnsworth.
- 22.35 **Série** : Equalizer.
- 23.25 **Série** : Destination danger.
- 0.15 **Six minutes d'informations**.

Mardi 7 mai

TF 1

- 16.10 **Club** Dorothée.
- 17.40 **Série** : Chips (rediff.).
- 18.30 **Jeu** : Une famille en or.
- 18.55 **Feuilleton** : Santa Barbara.
- 19.25 **Jeu** : La Roue de la fortune.
- 19.55 **Diversité** : Pas folles les bêtes !
- 20.00 **Journal** : Tiers, Météo, Trafic infos et Tapis vert.
- 20.50 **Cinéma** : Après la guerre. Film français de Jean-Loup Hubert (1988). Avec Richard Bohringer, Antoine Hubert, Jean Hubert.
- 22.40 **Magazine** : Ciel, mon mardi !
- 0.35 **Au trot**.
- 0.40 **Journal**, **Météo** et **Bourse**.
- 1.05 **TF 1 Nuit** : Reportages (rediff.).

A 2

- 15.55 **Série** : Arsène Lupin.
- 16.50 **Magazine** : Giga.
- 18.10 **Jeu** : Des chiffres et des lettres.
- 18.35 **Série** : Alf (rediff.).
- 19.05 **Série** : Mac Giver (rediff.).
- 20.00 **Journal** et **Météo**.
- 20.45 **Les Dossiers de l'écran** : Une affaire de femmes. Film français de Claude Chabrol (1988). Avec Isabelle Huppert, François Cluzet, Marie Trintignant.
- 22.30 **Débat** : Il y a cinquante ans, l'avortement menait à l'échafaud, et aujourd'hui ? Avec M^{lle} Gisèle Halimi, le professeur Etienne-Emile Baulieu (Généraliste pléide) ; Claire Fontana ; Rauli Bessile ; François Thébaud, coauteur de *Histoire des femmes en Occident*.
- 23.30 **Magazine** : Cinémas, cinéma 2^e. Gina Lollobrigida ; Tim Burton ; les Cahiers du cinéma ; le Trou, de Jacques Becker ; Nouvelles du front.
- 0.30 **Journal** et **Météo**.

FR 3

- 14.30 **Magazine** : Regarde de femme. Invité : Edwige Avice, ministre délégué aux affaires étrangères.
- 15.05 **Magazine** : Zappera (rediff.).
- 16.05 **Magazine** : Zapper n'est pas jouer.
- 17.30 **Amuse 3**.
- 18.10 **Magazine** : C'est pas juste.
- 18.30 **Jeu** : Questions pour un champion.
- 19.00 **Le 19-20** de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.

- 20.05 **Diversité** : La Classe.
- 20.45 **Feuilleton** : Le Roi Mystère.
- 22.10 **Journal** et **Météo**.
- 22.30 **Télévision régionale**.
- 23.25 **Variétés** : Eurotop.
- 0.20 **Magazine** : Espace francophone.
- 0.50 **Musique** : Carnet de notes. Quatuor K 493 en mi bémol majeur, lerghetto, de Mozart.

CANAL PLUS

- 16.00 **Cinéma** : Il gèle en enfer. Film français de Jean-Pierre Mocky (1989). Avec Jean-Pierre Mocky, Laura Grandt, Marjorie Godin.
- 17.25 **Dessin animé** : Les Simpson.
- 18.05 **Canaille peluche**.
- 18.30 **Ca coquin**.
- 18.50 **Top 50**.
- 19.20 **Magazine** : Nulle part ailleurs.
- 20.30 **Cinéma** : Kickboxer. Film américain de David Worth et M. Di Salle (1989). Avec Jean-Claude Van Damme, Dennis Alexio, Haskell Anderson.
- 22.00 **Flash d'informations**.
- 22.10 **Cinéma** : New York Stories. Film américain de Martin Scorsese, Francis Ford Coppola et Woody Allen (1988). Avec Nick Nolte, Rosanna Arquette, Heather McCormack (v.o.).

LA 5

- 15.25 **Série** : Soko, brigade des stupés.
- 16.20 **Youpi ! l'école est finie**.
- 17.40 **Série** : Star Trek.
- 18.35 **Série** : Allô Nelly Bobo.
- 19.05 **Jeu** : La Ligne de chance.
- 19.40 **Série** : Les Aventures de Léon Duras, chroniqueur mondial.
- 20.00 **Journal** et **Météo**.
- 20.40 **Journal** des courses.
- 20.50 **Cinéma** : Dangereuse sous tous rapports. Film américain de Jonathan Demme (1986). Avec Jeff Daniels, Melanie Griffith, Ray Liotta.
- 23.00 **Magazine** : Ciné Cinq.
- 23.10 **Cinéma** : Les Amants de la jeune lady Chatterley. Film américain d'Alan Roberts (1976). Avec Harlee McBride, Peter Rauray, William Beckley.
- 0.35 **Journal** de la nuit.

LA SEPT

- 21.00 **Cinéma** : La Salle de bain. Film français de John Löff (1988).
- 22.30 **Court métrage** : Le Coup du berger. De Jacques Rivette.
- 23.05 **Documentaire** : Jerry Lee Lewis. De Dominique Masson.
- 23.35 **Documentaire** : Johnny Clegg, a revolution with a smile.

FRANCE-CULTURE

- 20.00 **Musique** : Le rythme et la raison. Django Reinhardt. 1. Gipsy avec a song, ou Django jeune Manouche (rediff.).
- 20.30 **L'Histoire en direct** : L'élection de mai 1981 : François Mitterrand président.
- 21.30 **Dramatique** : Elles n'iront plus au bois, de Henri-Michel Boccara.
- 22.40 **La radio dans les yeux**. L'actualité des arts plastiques.
- 0.05 **Du jour au lendemain**.
- 0.50 **Musique** : Coda. Les têtes raides.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 **Concert** (donné le 22 août 1990 lors du Festival de Pollença) : Quatuor à cordes n° 79 en ré majeur op. 76 n° 5, de Haydn ; Quatuor à cordes n° 4 op. 37, de Schoenberg ; Quatuor à cordes n° 12 en fa majeur op. 96, de Dvornik, par le Quatuor de Cleveland (Donald Weilerstein, Peter Salafi, violons, James Dunham, alto, Paul Katz, violoncelle).
- 23.07 **Poussières d'étoiles**. Renseignements sur Apollon, le panto d'armonia alla morte di Orfeo, de Rossini. A 23.54, Toscanini dirige Franck. A 1.52, Das Lied von der Erde, de Mahler.

M 6

- 15.40 **Variétés** : Bleu, blanc, clip.
- 16.40 **Série** : Orbes de dames.
- 17.30 **Jeu** : Hit hit hit hurra !
- 17.35 **Jeu** : Zygomusic.
- 18.05 **Série** : Espion modèle.
- 19.00 **Série** : La Petite Maison dans la prairie.
- 19.54 **Six minutes d'informations**.
- 20.00 **Série** : Cosby Show.
- 20.35 **Téléfilm** : Sans famille.
- 22.15 **Téléfilm** : Papa bis.
- 0.00 **Six minutes d'informations**.

LA SEPT

- 16.30 **Documentaire** : Rendez à Budapest.
- 17.25 **Documentaire** : Patrons 78-91.
- 19.00 **Documentaire** : L'Univers intérieur. Une exploration du corps humain (5. Les os, les muscles et les nerfs).
- 19.55 **Chronique** : Le Dessous des cartes.
- 20.00 **Documentaire** : Live. Mon Angletère à moi, jamais oubliée, de Nick Waplington.
- 21.00 **Théâtre** : Cripures. Pièce de Louis Guitux, mise en scène de Marcel Maréchal.
- 23.05 **Documentaire** : Josef Svoboda.

FRANCE-CULTURE

- 20.00 **Musique** : Le rythme et la raison. Django Reinhardt. 2. Une nuit de Saint-Germain-des-Près ou comment le roi se comportait avec ses sujets.
- 20.30 **Archipel sciences**. L'Antarctique, le système continent.
- 21.30 **Nourrir l'exil** (rediff.).
- 22.40 **Les nuits magnétiques**. Gens du Marais (rediff.).
- 0.05 **Du jour au lendemain**.
- 0.50 **Musique** : Coda. Les têtes raides.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 **Concert** (donné le 26 janvier lors de la semaine Mozart de Salzbourg) : Symphonie n° 40 en sol mineur K 550, Messe pour solistes, chœur et orchestre en ut mineur K 427, de Mozart, par l'English Baroque Soloists et le Monteverdi Choir, dir. John Eliot Gardiner ; sol : Sylvia McNair, Hillevi Martinpelto, sopranos, Anthony Rolfe-Johnson, ténor, Cornelius Hauptmann, basse.
- 23.07 **Poussières d'étoiles**. Plein ciel - Studio 118. A 23.57, Images de bord, création de Philippe Jubard.

Le Monde

URSS

Brève visite de M. Mitterrand à Moscou

Le président François Mitterrand a quitté Paris lundi matin 6 mai pour une visite de quelques heures à Moscou. Ses entretiens avec M. Mikhaïl Gorbatchev devaient porter essentiellement sur le traité de désarmement conventionnel (CFE) signé en novembre dernier ainsi que sur la situation au Proche-Orient. M. Mitterrand devait également s'informer sur la situation politique en Union soviétique.

De source française, on souligne que François Mitterrand souhaitait obtenir du président soviétique des assurances sur la stricte application du traité CFE. Dès la signature de cet accord, en marge de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), Américains et Français avaient en effet dénoncé une série de violations soviétiques dans la zone couverte, allant de l'Atlantique à l'Oural. L'armée rouge a profité du temps de la négociation pour transférer des blindés et des pièces d'artillerie en Asie soviétique, hors de la zone

concernée. En ce qui concerne le Proche-Orient, Français et Soviétiques, depuis longtemps partisans d'une conférence internationale, soutiennent les efforts des Etats-Unis et de M. James Baker. Le chef de la diplomatie américaine a proposé la tenue d'une conférence régionale sous les auspices des Etats-Unis et de l'URSS.

Vers la fin des grèves en Sibirie

Le Kremlin a signé l'accord sur le transfert des mines de charbon à l'administration russe

Le Kremlin a signé, lundi 6 mai, l'accord portant sur le transfert des mines de charbon de Sibirie sous la tutelle de la fédération de Russie, ce qui ouvre la voie à la reprise du travail dans les bassins houillers, a annoncé M. Boris Eltsine, président de la Fédération de Russie.

L'accord a été signé par le vice-premier ministre, soviétique M. Vitali Doudjnev et son homologue russe, M. Iouri Stokov.

Les mineurs du Kouzbass réclamaient une plus grande autonomie économique et la démission du président Mikhaïl Gorbatchev lorsqu'ils ont entamé leur grève. Il y a neuf semaines. Ces derniers jours, ils s'étaient cependant déclarés prêts à reprendre le travail si un accord était signé sur le transfert des mines sous administration russe. (AFP, Reuter.)

HONGRIE

Le cardinal Mindszenty a été inhumé dans sa terre natale

Des dizaines de milliers de Hongrois ont rendu hommage, samedi 4 mai, à la dépouille du cardinal József Mindszenty, mort en exil à Vienne en 1975, qui avait été rapatriée la veille d'Autriche (le Monde daté 5-6 mai).

Le cardinal, symbole de la lutte contre le communisme, a été solennellement enterré dans la crypte des primats de Hongrie, à Esztergom, en présence du premier ministre hongrois, M. József Antall, et d'un représentant du pape Jean-Paul II.

Le cardinal avait souhaité être enterré dans son évêché d'Esztergom lorsque « l'étoile rouge de l'athéisme russe aurait été renversée ». Certains proches de l'ancien primat, notamment son secrétaire, Mgr Tibor Meszaros, ont vainement tenté, ces derniers jours, de retarder le transfert de la dépouille jusqu'au moment où le dernier soldat soviétique aurait quitté le sol hongrois. (AFP, Reuter.)

(Publicité)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10°) - M^e Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18.

LA BOURSE EN CONTINU

Chaque jour, de 10 heures à 17 heures, suivez la cotation en continu de la Bourse de Paris.

36 15 LEMONDE
puis DIR

La préparation des élections régionales

M. Jospin conduira la campagne du PS et du MRG en Midi-Pyrénées

TOULOUSE

de notre correspondant

M. Marc Cenai (PR), président sortant du conseil régional de Midi-Pyrénées, s'étant déjà déclaré candidat à sa propre succession, on attendait de savoir quel serait, à gauche, son challenger. Samedi 4 mai, au cours d'une réunion à levé les interrogations. « Aujourd'hui et ici, à Montauban, Tarn-et-Garonne, je veux dire, pour la première fois publiquement, que je suis candidat à la présidence de la région Midi-Pyrénées. Je le dis de façon tranquille, mais tout à fait résolue ».

Cet accord clarifie les rapports entre ces deux familles de la gauche de Midi-Pyrénées, puisque les listes pour les élections régionales et cantonales seront établies, département par département, après négociations entre le PS et le MRG. Si rien n'a été dit des autres se sont faites, M. Jospin a tout à distinguer le rassemblement pour l'élection de celui qui précède la désignation du président de région, n'excluant pas, du coup, la possibilité de rallier des personnalités socioprofessionnelles.

GÉRARD VALLÉS

EN BREF

□ Pollution : une nappe d'hydrocarbures au large de Cannes. - Une nappe de pétrole, large de 600 mètres, a été repérée, dimanche 5 mai en fin de matinée, près de Cannes. Les services de pompiers de la ville ont procédé au pompage du pétrole, qui dérivait à quelques centaines de mètres des côtes, ainsi qu'un nettoyage des plages échouées sur le rivage. Ces traces d'hydrocarbures ont très certainement pour origine l'importante cargaison du pétrolier Haven, qui a explosé, le 15 avril dernier, au large de Gênes.

□ Saisie de cocaïne pure au Mexique. - Un chargement de 4,5 tonnes de cocaïne, en provenance de Colombie, a été saisi, samedi 4 mai, par la police fédérale et l'armée mexicaine dans l'Etat du Chiapas. Les forces de l'ordre ont capté un message de détresse émanant de l'ancien aéroport de la ville de Tapachula et ont trouvé sur les lieux un petit avion et deux camions chargés de la drogue. Depuis le début de l'année, 14,6 tonnes de cocaïne pure ont été saisies au Mexique. (AFP.)

En Corse

Plastiqueurs secouristes

Un commando se réclamant du FLNC « canal historique » (le FLNC-canal historique est, pour sa part, dans une phase de « gel ») de ses actions armées, a investi, vendredi soir 3 mai, un ensemble de bungalows appartenant à un rapatrié d'Algérie, M. André Lopez, à Barciaggio, près de Tizzano (Corse-du-Sud), avec l'intention de les faire sauter. Mais, à la vue du commando armé et encagoulé, M. Lopez, âgé de cinquante-six ans et de santé fragile, a été victime d'un malaise cardiaque. Le commando a alors renoncé à son opération. Les clandestins auraient pratiqué sur place un massage cardiaque. Ils ont ensuite appelé le SAMU et annoncé au propriétaire des bungalows qu'ils lui écriraient pour lui expliquer les raisons de l'attentat manqué. Selon la presse locale, M. Lopez se porte bien.

□ Vol de cartes grises dans l'Ain. - Des cambrioleurs ont subtilisé 2 000 cartes grises vierges à la sous-préfecture de Belley, dans l'Ain. Le vol a eu lieu jeudi 5 mai, mais n'a été révélé que trois jours plus tard. En cassant une vitre, l'un des malfaiteurs s'est introduit en plein jour dans le bureau des cartes grises puis a pris la fuite à bord d'une voiture conduite par un complice.

□ Journée d'action des gardiens de prison à Lyon. - Une journée d'action a eu lieu, dimanche 5 mai, dans les prisons Saint-Paul et Saint-Joseph de Lyon, à l'initiative des syndicats de gardiens de prison. Ceux-ci entendaient riposter à trois agressions récentes de surveillants dans ces établissements. Seules les promesses des détenus ont été assurées. L'interyndicale des gardiens met en garde l'administration pénitentiaire à propos du manque d'effectifs et des conditions de travail pénibles, jugées « exécrables ».

□ Mort du peintre Mohamed Khadda. - Le peintre algérien Mohamed Khadda est mort le

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Tout va mal

Non, mais où on va, là ? Vous avez vu un peu tout ce qui nous dégringole dessus ? Entre les cyclones, les épidémies, les tourterelles, les millions de morts et de sans-abri, les ponts du mois de mai noyés sous des trombes d'eau et les paumés du RMI, on sait plus où donner de la tête. Et du cœur. A commencer par celui de Bush. Il fibrille, il a l'oreillette qui cliquette, il est bon pour l'électrochoc. Le monde entier retient son souffle vu qu'il a perdu le sien en faisant du jogging.

Remarque, faut bien qu'elle se renouvelle, l'actualité. Depuis des semaines, à la télé, il n'y en avait que pour les Kurdes. On s'apitoyait, si c'est pas malheureux quand même ! Mais bon, ça pète, ces colonnes de réfugiés misérables aux frontières de l'Irak, c'est toujours pareil. Zappe un peu pour voir. C'est quoi, ça ? C'est le Pérou et le choléra ? Non, c'est l'Ethiopie menacée par la famine. Ah ! la barbe, ça va pas recommencer ! Tiens, revolez Kouchner. Qu'est-ce qui se passe encore ?

C'est le quart-monde en France, le rapport qui vient de sortir sur la misère, la débâcle des RMI ? Non, rien, c'est le Bangladesh emporté par la tourmente, balayé par un raz-de-marée, il agonise sous la pluie, dans la boue. Les secours s'organisent. Mère Teresa, son hélico a dû atterrir en catastrophe rapport à la tempête. A propos, l'as vu celui de Charrasse déguerpit du toit de je ne sais plus quelle chambre de commerce pour échapper à la colère des agriculteurs ? Parah qu'il était furax.

Qui ça ? Charrasse ? Tu confonds avec Bardot. Elle vole à la rescousse des petits oiseaux froidement abattus par les chasseurs du Médoc, et elle en appelle à l'opinion. On peut pas assister à une horreur pareille sans réagir. C'est ce qu'on décide de faire les pompiers. La majorité de 2 francs les paiements par carte de crédit. Et ils en font cadeau aux Bengalis. Faut voir ce matin, sur TF1, la réaction des automobilistes. Ils s'en étonnaient d'indignation. Et nous, alors, on nous prend pour qui ? Pour des pigeons ?

samedi 4 mai à Alger. Il était âgé de soixante et un ans. Abstraites, mais toujours empreintes de nature, de paysages, ses œuvres avaient été présentées au Salon des réalités nouvelles de 1955 à 1958 ou à Alger, en 1963. Mohamed Khadda était membre de la « Commission patrimoine » du Conseil national de la culture.

□ Un missile approche un appareil d'Alitalia. - Un appareil d'Alitalia qui survolait, le mois dernier, les côtes méridionales de l'Angleterre avec cinquante passagers à bord a été approché par un missile. Celui-ci est passé à trois cents mètres au-dessus de l'avion. Les militaires britanniques affirment qu'aucun engin n'a été tiré à cette date et qu'en tout état de cause aucun missile sol-air ne peut atteindre l'altitude de 7 000 mètres à laquelle évoluait l'appareil. Toutefois, le contrôle aérien a enregistré sur son écran radar l'objet non identifié. Une enquête a été ouverte par l'administration de l'aviation civile britannique. (AFP.)

□ MOZAMBIQUE : reprise des négociations de paix. - Les représentants du gouvernement et des rebelles de la Résistance nationale mozambicaine (Renamo) devaient entamer, lundi 6 mai à Rome, une sixième série de pourparlers visant à mettre fin à quinze ans de guerre civile, a annoncé, dimanche, un porte-parole des médiateurs italiens. (Reuter.)

A la Société des lecteurs

La Société des lecteurs du Monde tiendra son assemblée générale ordinaire le samedi 1^{er} juin 1991 à 15 heures, à l'UNESCO, 125, avenue de Suffren, 75007 Paris.

Les actionnaires qui n'auraient pas reçu le dossier de convocation sont priés de se faire connaître auprès du secrétariat de la société (15, rue Falguière, 75015 Paris. Tél. : 40-65-25-01).

Les personnes désirant acheter des actions de la Société des lecteurs doivent s'adresser à un établissement financier (banques, agents de change, poste...).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

SCIENCES

Le Monde et MÉDECINE

A lire absolument. Spécial décennie 81-91

55% ré-é-lu
nous avons refait l'élection de 81 en 91.
Mitterrand fait mieux.
VGE s'effondre et
Chirac tient le coup...

Un sondage
Louis-Harris **France inter**

GLOBE

MODE: AH,
SI VOUS POUVIEZ
DÉPENSER 150 F!

En échange de 150 F, vous pourriez vous offrir par exemple ces vêtements: 2 fois 2,50 m de tissu ravissant à 30 F le mètre, donc 2 robes d'été... Et tout est à l'avenant: excitant, nouveau, libre, élégant. Oubliez enfin la contrainte des prix, la prétention des boutiques, etc. ! Et venez rencontrer

"La Mode-Liberté"
depuis 30 F le mètre

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

سكنا من الامم